

Évaluation Rurale Rapide (RRA)

et

Diagnostic Rural Participatif (PRA) :

Un manuel destiné aux
partenaires et aux travailleurs
extérieurs de CRS

par Karen Schoonmaker Freudenberg

Catholic Relief Services

209 West Fayette Street, Baltimore, Maryland 21201-3443 • www.catholicrelief.org

©1999 Catholic Relief Services

The cover photo, by Jindra Cekan, was taken during CRS RRA fieldwork in The Gambia in 1998.

Évaluation Rurale Rapide (RRA) et
Diagnostic Rural Participatif (PRA) :

Un manuel destiné aux partenaires et aux travailleurs extérieurs de CRS



Table des matières

Remerciements	i
À propos de ce manuel	ii

VOLUME I

Section I	
Introduction à la collecte des informations, aux recherches participatives, et aux RRA et PRA	1
Section II	
Comment organiser une RRA et un PRA pour une recherche extérieure	15
Section III	
Les outils et techniques utilisés pour la collecte des informations lors des RRA et PRA	67
Postface	
Maintien de la souplesse, de la créativité et de votre sens de l'aventure	105

VOLUME II

Section I	
Utilisation de la RRA et du PRA pour la recherche sectorielle	1
Section II	
Étude de cas pratiques	69
Annexes	107

Remerciements

Je tiens à remercier Jindra Cekan, membre de Catholic Relief Services, qui fut mon inspiration pour ce manuel, et qui m'a guidée avec patience et persistance tout au long de sa rédaction. Elle en fut partie intégrante à tous les stades, du concept initial aux derniers détails de la publication, et m'aida à tout moment par ses nombreux commentaires éditoriaux. Je remercie aussi Robb Davis de CRS pour ses recommandations et sa coopération efficace résultant de sa vaste expérience pratique à l'égard de ces méthodologies. Les services de création de CRS et Lynne Bensarghin me furent également d'une aide précieuse dans la réalisation de ce manuel.

Certaines parties du Volume I de ce manuel ont été préparées dans le cadre d'un contrat avec Africare. Je tiens à témoigner ma gratitude à Africare et à Judy Bryson pour leur coopération avec CRS dans la dissémination à grande échelle de ces idées.

Cette publication a été possible grâce au support apporté par le bureau de Food for Peace de la Direction générale d'assistance humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international, dans le cadre d'une bourse N° FAO-0801-G-3034-00. Les opinions exprimées ici sont celles de CRS et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

À propos de ce manuel

Audience cible : Personnel extérieur de CRS, partenaires, et leur support au quartier général.

But : Familiariser les utilisateurs avec les méthodes RRA et PRA, démontrer l'applicabilité de ces méthodes aux projets financés par CRS et en encourageant l'application stricte pour obtenir les meilleurs résultats.

Organisation du manuel : Celui-ci est partagé en deux volumes. Chaque volume est à son tour divisé en diverses sections.

Volume I

Le volume 1 couvre l'utilisation générale des RRA et PRA dans les projets de développement. Les informations données ici s'adressent au personnel de tous les secteurs. Ce volume est divisé en trois parties comme suit :

La Section I est une introduction succincte aux méthodes participatives et qualitatives et montre comment elles s'intègrent dans l'éventail des méthodologies de recherche.

La Section II explique en détail l'utilisation pratique des RRA et PRA, en s'adressant d'abord aux principes méthodologiques et passant ensuite à la définition de chaque étape de l'exécution des RRA et PRA.

La Section III présente un échantillonnage des outils et techniques utilisés pour la collecte des informations dans ces méthodes.

Volume II

Le volume II se concentre sur l'utilisation de ces méthodes pour s'attaquer à des problèmes sectoriels spécifiques. Il est divisé en deux sections.

La Section I s'intéresse à cinq secteurs (Agriculture/GRN, Microfinancement, Santé, Éducation et Sécurité de l'alimentation) dans lesquels CRS pense utiliser les RRA et PRA, et discute comment ces méthodes peuvent être adaptées aux besoins sectoriels spécifiques. Chaque section définit le type d'informations dont il faut généralement tenir compte dans les projets en cours dans ce secteur et donne des exemples sur la manière dont les outils RRA et PRA peuvent être utilisés pour obtenir ces informations.

La Section II présente certaines études de cas montrant comment les RRA et PRA ont été utilisés dans différents secteurs. Cette section du manuel va s'enrichir au fur et à mesure que des études de cas intéressantes apparaissent dans vos projets. La première étude de cas concerne la sécurité alimentaire au Kenya.

Avertissements : Le lecteur doit se rendre compte qu'un tel manuel n'a pas pour but de faire de lui un expert en RRA et PRA. Le seul moyen d'obtenir cette expertise est d'utiliser ces méthodes sur le terrain, de préférence après avoir travaillé sur un ou plusieurs cas avec un utilisateur entraîné. Une caractéristique de ces méthodes est qu'elles sont flexibles et innovantes. Une recette type pour la mise en application ne marche pas. En conséquence, alors que les principes méthodologiques exposés ici doivent recevoir toute votre attention, les exemples d'outils et de leurs applications ne sont que ça : des exemples pour stimuler votre esprit créateur. Ils ne doivent pas être considérés comme des recommandations spécifiques sur la manière d'utiliser ces outils.

Volume I :

**Introduction,
Études sur le terrain et
Méthodologie**

Table des matières Volume I

Section I :

Introduction à la collecte des informations, à la recherche participative et aux RRA et PRA1

L'information dans les projets de développement 2

Le besoin en informations dans les projets 2

Il existe de nombreuses méthodes de collecte d'information 3

Méthodes qualitatives contre quantitatives 4

Méthodes participatives contre « top-down » 5

Les RRA et PRA dans l'éventail des méthodes de recherche 6

Introduction aux RRA et PRA 8

Utilisation possible de ces méthodes dans les projets CRS11

Section II :

Comment organiser une RRA ou un PRA pour les besoins des études sur le terrain15

Principes méthodologiques16

Triangulation17

Comment trianguler20

Surveillance des biais durant l'étude24

Comportements et attitudes24

Les mécanismes de préparation de l'étude27

Constitution de l'équipe27

Définition des objectifs de l'étude30

Sélection du site36

Déroulement de l'étude sur le terrain42

RRA42

Gestion du temps sur le terrain (intégralité de l'étude)44

Gestion du temps sur le terrain (une journée d'étude)47

PRA49

Maintien du processus participatif49

Le processus PRA54

Analyse et rédaction du rapport57

Analyse57

Documentation des résultats60

Le rapport RRA61

Présentations orales65

Registres de village65

Section III :	
Les outils et techniques utilisés pour la collecte des informations lors des RRA et PRA	.67
Introduction à l'utilisation des outils et techniques des ERR et DRP	.68
Adaptation des outils	.68
Interrogation du diagramme	.68
Préparation de la liste de vérification	.68
Utilisation des outils en mode ERR et DRP	.70
Séquence des outils et techniques	.70
Choix des participants	.70
Conduite des activités	.71
Prise de notes	.72
Interviews semi-structurées	.74
Cartographie participative	.77
Marche de transect	.82
Diagramme de Venn	.85
Calendriers	.88
Classement en fonction de la richesse	.92
Profil historique	.94
Matrices	.95
Outils spécifiques à la planification	.100
Plan d'action communautaire	.103
Postface : Maintien de la souplesse, de la créativité et de votre sens de l'aventure	.105
Annexe	.107
Étendue des travaux	.107
Où obtenir plus d'information	.111

Section I :

Introduction aux besoins en informations pour le projet, à la recherche participative et aux RRA et PRA

Information dans les projets de développements

Le besoin en informations dans les projets

Il existe de nombreuses méthodes de collecte des informations

- Méthodes qualitatives contre quantitatives
- Méthodes participatives contre hiérarchisées
- Les RRA et PRA dans l'éventail des méthodes de recherche

Une introduction aux RRA et PRA

RRA

PRA

Usage prévu de ces méthodes dans les projets du CRS

Information dans les projets de développement

Le besoin en information dans les projets

L'information est une valeur précieuse. Plus les agences de développement acquièrent de l'expérience dans la mise en œuvre de projets, plus elles se rendent compte de la nécessité d'une grande quantité d'information pour mener ces projets à bien. Ces besoins en information peuvent comprendre :

- **Informations sur la collectivité** où le projet aura lieu, sur les structures sociales de ces collectivités et des familles qui la constituent, sur leurs protections sociales, etc. ;
- **Informations sur leurs moyens d'existence**, sur les structures économiques, et comment la population satisfait ses besoins humains de base ;
- **Informations sur les croyances** et sur les identités culturelles qui affectent les choix et les décisions des populations ;
- **Informations sur l'environnement physique**, les ressources et les endroits où les populations exercent leurs activités ;

Une information valable : Un impératif déontologique

Le besoin d'informations précises n'est nulle part aussi important que dans les projets de développement. Par définition, les interventions de développement ont comme but de modifier la vie des populations. En outre, ces interventions visent souvent les marginalisés, particulièrement vulnérables à tous types de changements. Les projets sont menés sur la base des informations disponibles sur les populations concernées, leurs besoins, leurs conditions et leurs problèmes.

Lorsque les étapes des projets sont basées sur des informations insuffisantes ou erronées, il en résulte (au mieux) une intervention déplacée qui ne répond que très peu aux besoins des populations, qui en conséquence sera probablement oubliée, et qui gaspille les ressources des donateurs et de leurs donateurs. Au pire, de tels projets peuvent en réalité avoir un impact négatif sur les populations par ignorance des pratiques traditionnelles ou en forçant des collectivités locales à investir leurs maigres ressources dans des activités invivables. Les populations vulnérables peuvent en réalité se retrouver encore plus défavorisées par suite d'interventions basées sur des informations erronées.

et **beaucoup d'autres choses** suivant la nature du projet ou de l'intervention. Alors qu'à un certain point l'information peut avoir été considérée comme un aspect « documentaire » des projets, il existe maintenant un consensus général selon lequel la collecte des informations est indispensable au succès d'un projet et doit représenter un processus continu tout au long du projet ... et même peut-être au-delà.

Comme nous l'avons expliqué dans l'encart sur la gauche, les projets mis en œuvre sans une information adéquate et précise sur la situation, risquent de gaspiller les ressources (celles du projet et celles des collectivités), et peuvent finir par affecter les populations qui n'ont qu'une faible marge de sécurité. Ceci peut se présenter même lorsque ceux qui assurent le financement du projet et ceux qui le réalisent agissent avec les meilleures intentions.

Ce manuel étudie la collecte des informations dans le cadre des projets

de développement de CRS. Il se concentre sur deux méthodes de recherche très proches l'une de l'autre : l'évaluation rurale rapide (RRA–Rapid Rural Appraisal) et le diagnostic rural participatif (PRA–Participatory Rural Appraisal). Comme nous le verrons dans les sections qui suivent, ces méthodes sont participatives et qualitatives et sont spécialement importantes pour la collecte des informations qui fournira une perspective sur les populations et sur les collectivités dans lesquelles elles vivent. Cette perspective à son tour permettra aux projets de :

1. Personnaliser leurs interventions suivant les besoins et circonstances particulières aux collectivités où elles sont mises en œuvre,
2. Mieux cerner les questions des enquêtes quantitatives qui peuvent être menées comme compléments aux recherches qualitatives,
3. Peaufiner l'approche et les activités à mi-chemin, au fur et à mesure de la collecte des informations dans un but suivi,
4. Améliorer les activités subséquentes et aviser les projets futurs par suite des leçons apprises lors des évaluations.

Il existe de nombreuses méthodes de collecte des informations

Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour recueillir les informations nécessaires aux agences de développement. Alors que ce manuel n'analyse que deux méthodes (par ailleurs très proches), le lecteur doit également considérer d'autres approches qui pourraient être utilisées pour la collecte des informations, puisque, comme nous le montrerons ultérieurement, l'utilisation de plusieurs méthodes permet souvent une collecte d'informations meilleures et plus complètes que ce qui pourrait être recueilli par une méthode seule.

- Des photos par satellites (SIG) peuvent fournir certains types d'informations.
- Les enquêteurs qui posent des questions pour une enquête peuvent fournir un autre type d'information.
- Les assistants médicaux (ou les mères) qui mesurent la circonférence du bras des enfants sont la source d'un autre type d'information.
- Les forestiers qui procèdent à un inventaire des essences de la flore ajoutent encore des informations.
- Et les villageois qui vous dessinent une carte dans le sable lors d'une RRA ou PRA peuvent vous donner des informations sous un point de vue tout différent.

Chacun de ces types d'informations a ses avantages comparatifs propres. Autrement dit, ils peuvent être particulièrement valables pour la collecte de certaines informations et moins valables pour certaines autres.

Ces diverses méthodologies de collecte d'informations peuvent être caractérisées suivant deux axes. Le premier axe est une **dimension qualitative/quantitative**. Le second est une **dimension participative/hierarchisée**. Examinons individuellement chacune de ces dimensions pour comprendre comment les RRA et PRA, méthodes étudiées dans ce manuel, ont leur place dans le contexte plus large des méthodes de recherche.

Méthodes qualitatives contre quantitatives

1. Les **Méthodes quantitatives** produisent des informations quantifiables. Ces méthodes donnent des résumés statistiques tels que fréquences de distribution, moyennes, médianes, écarts-types et autres mesures de variations qui décrivent une population dans son ensemble. Elles sont donc particulièrement utiles pour la description du champ d'application d'un problème. Des exemples de méthodes quantitatives sont : enquêtes, mesures anthropométriques, certains types d'analyses par satellites (l'analyse des images Landsat par exemple), etc.
2. Les **Méthodes qualitatives** d'autre part, ne produisent en général pas de chiffres. Ces méthodes se concentrent sur l'exploration des significations, des processus, des raisons et des explications. Ceci est traduit ensuite en textes ou graphiques, mais en général, pas en chiffres. Des exemples de méthodes qualitatives comprennent les RRA, PRA et RAP (Procédure d'Évaluation Rapide), groupes d'études, etc.

Alors que les méthodes quantitatives nous permettent de découvrir « ce qui » se passe dans une population par l'examen de certains événements ou certaines caractéristiques, les méthodes qualitatives nous permettent de décrire le « pourquoi » ou les raisons pour lesquelles il en est ainsi. Par exemple, une enquête quantitative peut nous apprendre qu'il n'y a que 20 % des enfants qui, à l'âge de un an, ont reçu tous leurs vaccins. Nous pouvons maintenant utiliser des méthodes qualitatives pour découvrir quelle en est la raison, quels sont les obstacles à une vaccination plus générale, etc.

Ceux qui appliquent les méthodes qualitatives et quantitatives semblent parfois être en conflit et se critiquent mutuellement dans l'emploi des méthodes. Ce genre de conflit est tout à fait stérile, surtout si quelqu'un considère un manque total d'informations valables de toutes les sources. Les méthodes qualitatives et quantitatives diffèrent tant dans leur approche que dans le genre d'information qu'elles sont à mieux de collecter. ***L'idéal est donc de faire correspondre le type de méthodologie au genre d'information requise. Dans de nombreux cas, la meilleure approche sera de combiner diverses méthodes, de manière à créer l'image la plus complète d'une situation donnée.*** Cette approche garantira la collecte la plus complète et la plus efficace d'informations de bonne qualité.

Les enquêtes, par exemple, sont souvent basées sur la collecte d'informations directes, simples, auprès d'une vaste population, de manière à obtenir des comparaisons sur un échantillonnage important. Une enquête peut, par exemple, être menée dans différentes régions d'un pays pour découvrir les différences fondamentales dans les tendances de consommation, les activités menées, les structures sociales des ménages, etc. Toutefois, les enquêtes sont moins efficaces lorsqu'il s'agit de recueillir des informations sur des sujets plus délicats ou plus complexes. C'est ici qu'une méthode qualitative comme l'ERR peut s'avérer plus efficace car elle peut créer des contacts qui encouragent les gens à répondre plus franchement, permet de sonder les gens sur le choix de leurs décisions ou sur leur comportement et peut utiliser divers outils pour vérifier les informations délicates. Un projet va utiliser l'ERR lorsqu'il veut saisir la complexité d'une situation en examinant quelques cas plus en profondeur

que ce qui aurait été possible au cours d'une enquête normale. En résumé, plutôt que de s'opposer, ces deux méthodes sont en réalité parfaitement complémentaires.

Méthodes participatives contre « top-down »

Une autre façon de classer les méthodologies de recherche est d'examiner si elles sont plus « top-down » ou plus « participatives ». **Les méthodes top-down** sont celles où la plupart des décisions essentielles concernant les problèmes à examiner et la manière dont les informations seront utilisées sont prises par des « spécialistes » (par opposition aux membres de la collectivité). Le rôle des populations locales est en général limité à répondre aux questions établies par des étrangers. Dans l'exemple extrême, littéralement, de ce que peut être une méthode top-down (imagerie par satellite), les populations locales peuvent n'être impliquées d'aucune façon que ce soit, et ne même pas savoir qu'elles sont observées.

Les méthodes deviennent plus **participatives** au fur et à mesure que les populations locales jouent un rôle plus important et plus actif dans la collecte des données. Le fait de répondre à un questionnaire est une des formes les plus limitées d'une participation « passive ». Un mode de participation plus active peut comprendre le dessin de cartes ou la participation à des discussions ouvertes. Ces deux modes d'interaction permettent aux populations locales d'exprimer leurs propres préoccupations plutôt que de répondre simplement aux questions de quelqu'un d'autre. Une étape encore plus élevée dans le processus de participation est atteinte lorsque les villageois établissent eux-mêmes le programme d'étude, décident des questions, recueillent les informations et font partie intégrante de l'analyse et de l'utilisation des informations.

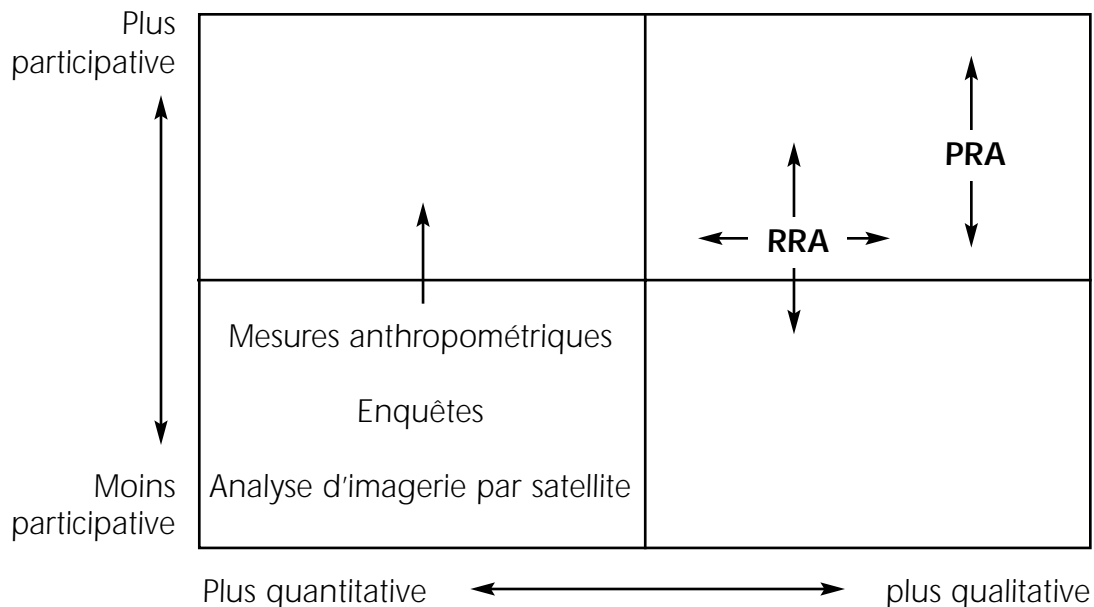
Lors d'un projet, la décision d'utiliser une approche plus participative ou plus top-down va dépendre de ce qu'on désire accomplir. Si le but de la recherche est purement la collecte d'informations, il n'y a probablement pas de raison d'insister sur une plus grande participation. En fait, il peut y avoir une bonne raison pour ne pas suivre une route participative, car elle pourrait imposer une perte considérable de temps et d'efforts aux membres des collectivités impliquées. Si toutefois, le but de la recherche est une combinaison de collecte d'information et de tentative de captiver l'intérêt de la population locale pour le processus ou d'obtenir sa participation dans le processus de décision, alors l'aspect participatif devient primordial. Plus les membres de la collectivité deviennent des participants actifs dans la recherche (par opposition aux participants passifs qui ne font que répondre aux initiatives prises par des étrangers), plus il y a de chances qu'ils se sentiront concernés par le processus. Et plus ils se sentiront concernés, plus ils seront motivés pour prendre une plus grande part de responsabilité dans le processus de décision et de direction.

Les caractéristiques des méthodes qualitatives/quantitatives de même que participatives/top-down sont mieux représentées sur des échelles comparatives. Il est difficile de décider catégoriquement si une méthodologie donnée est ou n'est pas participative ou quantitative. Il est plus logique de considérer une méthode comme étant appliquée d'une manière plus ou moins participative ou destinée à la collecte d'informations plus ou moins quantitatives.

Lors de l'établissement des critères qualitatifs/quantitatifs, on peut dire que les méthodologies sont intrinsèquement plus ou moins quantitatives suivant le mode de collecte des informations et leur traitement ultérieur. Certaines sont établies de manière à créer des statistiques (telles enquêtes et études anthropométriques), alors que d'autres n'essayent que peu, ou pas du tout, de quantifier l'information (tels que tous les PRA et la plupart des RRA). Par contre, la classification d'une méthode comme participative ou top-down dépend moins de la méthode elle-même que de la manière dont elle est appliquée. Alors que les méthodes quantitatives sont plus souvent associées à des approches hiérarchisées, et que les méthodes qualitatives sont parfois supposées être participatives, ce n'est pas toujours le cas. Prenons par exemple le cas des mesures anthropométriques, telles que la mesure de la circonférence du bras, qui est essentiellement quantitative. Une approche top-down consisterait à faire intervenir des « experts » pour mesurer les bras des enfants et pour rassembler et analyser les informations, en général pour la rédaction d'un rapport qui ne sera jamais communiqué au village. Toutefois, la même méthodologie pourrait être appliquée d'une manière participative si les mères du village apprennent à mesurer elles-mêmes les bras de leurs propres enfants et que les résultats sont conservés par la collectivité.

Les méthodes qui présentent une approche plutôt qualitative ont tendance à avoir une orientation plutôt participative, mais ce n'est pas toujours le cas. On pourrait comparer par exemple, le cas d'une RRA dans laquelle l'équipe de recherche est composée entièrement d'étrangers et dont le rapport sera utilisé à des fins académiques, avec une RRA dont l'équipe comprend des représentants de la population locale et qui met l'accent sur la nécessité de partager les informations avec la collectivité. Ces distinctions doivent nous rappeler que si nous voulons utiliser une méthodologie qualitative participative, il faut d'abord choisir une méthode qui est qualitative, et ensuite prendre toutes les actions nécessaires pour s'assurer qu'elle est utilisée d'une manière participative.

Les RRA et PRA dans l'éventail des méthodes de recherche

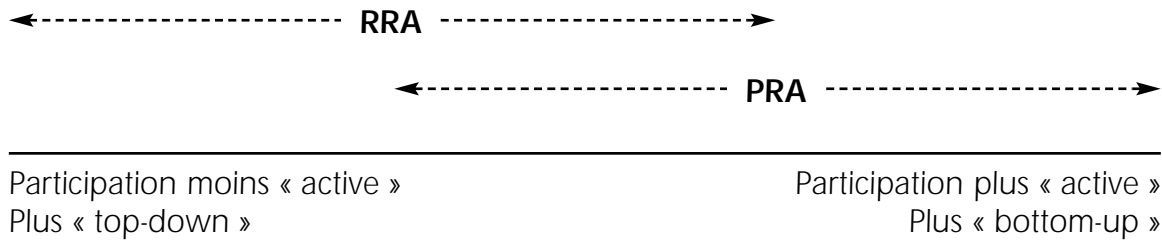


Les méthodes étudiées dans ce manuel (RRA et PRA) se trouvent du côté qualitatif du spectre. C'est-à-dire qu'elles ne conviennent pas pour produire des statistiques et de l'information numérique quantifiée (chiffres). Dans la mesure où elles traitent les problèmes d'une manière quantitative, elles nous aident à obtenir des ordres de grandeur (« La grande majorité de la population fait X » plutôt que « 83 % de la population fait X », par ex.) et des tendances (« Alors qu'il n'y a qu'une proportion limitée de la population qui cultive X, il est bon de noter que ce chiffre est en augmentation », par ex.). Toutefois, il est important de noter que ces méthodes peuvent recueillir des informations qualitatives qui nous permettront de comprendre les raisons pour lesquelles la vaste majorité se comporte d'une certaine façon ou ce qui provoque une évolution dans une direction donnée.

Quant à leur aspect participatif, les deux méthodes, RRA et PRA, peuvent être appliquées d'une manière plus ou moins participative. Les PRA dans lesquelles les membres de la collectivité assurent le contrôle total du processus, se trouvent à une extrémité du continuum participatif. Toutefois de nombreuses PRA ne comportent qu'un aspect limité de participation de la collectivité et n'atteignent pas ce niveau « idéal » de participation. Dans les RRA, il n'y a en général que peu d'espoir de voir la collectivité en charge du processus, mais ces RRA peuvent également être menées d'une manière plus ou moins participative suivant l'organisation de l'étude, comment les informations seront utilisées, etc.

Les RRA en particulier, mettent la participation active de la population au tout premier plan et les RRA efficaces chercheront à maximiser cette participation, ainsi que l'autonomie et la prise de contrôle qui s'ensuivent. On verra plus loin que ces méthodes doivent souvent insister moins sur d'autres buts (tels que la collecte d'informations complètes et précises) de manière à obtenir cette participation. Inversement, les RRA mettent la collecte d'informations de qualité au tout premier plan et, bien qu'elles favorisent la participation, elles sont prêtes à sacrifier cette participation pour assurer les objectifs de collecte d'informations.

Introduction aux RRA et PRA



Nous avons vu précédemment que les RRA et PRA tendent tous les deux vers la partie plus qualitative, plus participative de la matrice des méthodes de recherche. Nous avons également fait allusion au fait qu'il y a certaines différences entre les méthodes. Passons maintenant à la clarification des différences entre ces deux méthodes de recherche très proches, les deux étant utilisées pour la collecte d'information auprès de collectivités locales.

À ce stade, nous faisons face nous-mêmes à un dilemme, car, bien que de nombreuses personnes utilisent les vocables RRA et PRA pour décrire leurs activités, malheureusement, il n'y a pas de définition commune pour faire la distinction entre RRA et PRA. Puisque l'auteur de ce manuel suppose que le manque de distinction claire entre les deux méthodes est la raison pour laquelle elles sont mal utilisées par de nombreuses personnes, nous allons introduire certaines définitions qui serviront – au moins dans ce manuel – à clarifier les différences entre les deux méthodes. Toutefois, ne soyez pas surpris si vous rencontrez des personnes qui utilisent ces vocables de façon interchangeable, ou dans des contextes très différents de ceux où ils sont utilisés ici.

RRA

Le terme Évaluation rurale rapide (RRA) est utilisé ici pour désigner une étude discrète (ou une série d'études) dans une ou plusieurs collectivités. Ces études RRA durent normalement de quatre à huit jours. Durant cette période, une équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs, analyse une série de sujets clairement définis dans les objectifs de l'étude. L'équipe travaille en coopération avec les membres de la collectivité, en les impliquant dans tous les aspects de la collecte et de l'analyse des informations. Les informations sont recueillies au moyen de divers outils et techniques à la portée des membres de la collectivité. L'attention se porte en général sur la collecte des informations et sur l'assurance que cette information soit aussi riche et précise que possible. En général une RRA donne lieu à un rapport qui résume les résultats des recherches. Ces informations peuvent ensuite être utilisées de diverses manières, y compris dans la conception d'un projet, les améliorations à des projets existants, des révisions à la politique nationale, etc.

PRA

Le vocable Diagnostic rural participatif (PRA) sera utilisé ici pour désigner un processus plus étendu qui comprend non seulement la collecte d'informations mais également son utilisation possible par la collectivité lors de ses prévisions d'activités futures. Dans un PRA, l'accent est souvent mis non pas tellement sur l'information, mais plutôt sur le processus et la recherche des moyens d'impliquer la collectivité dans la procédure de planification et de prise de décisions. Si la RRA est une étude discrète, un PRA est un processus de longue durée qui peut durer des mois ou des années, au fur et à mesure que les collectivités développent leurs propres aptitudes nécessaires à considérer un problème, analyser les options et mener à bien les actions.

Vu l'accent qu'il met sur la prise de décision participative, le PRA (en particulier) répond à deux principes fondamentaux du CRS relativement à la justice – respect de la dignité humaine et subsidiarité. Les prises de décisions participatives reflètent le respect de la dignité humaine en affirmant le droit de toutes les personnes à « participer dans la prise des décisions qui affectent leur vie et la vie de leur collectivité¹ » et en créant les possibilités pour les individus de prendre leurs responsabilités dans le cadre de l'exercice de ce droit.

Le PRA reflète également le principe de base de subsidiarité, qui inclut la participation, en encourageant et aidant les initiatives individuelles, familiales et communautaires. Toutefois, la subsidiarité pousse ses limites dans la protection du bien commun en admettant que des interventions à un niveau supérieur ou externe sont nécessaires quand (et uniquement quand) les exigences du bien commun ne peuvent pas être satisfaites au niveau le plus bas.

De par son attention sur les collectivités et de par ses efforts à impliquer les membres individuels de ces collectivités, l'utilisation du PRA par CRS (ou par ses partenaires) est un processus de découverte mutuelle des besoins de la collectivité, de ses capacités et de ses limitations, et de découverte des rôles adéquats de la collectivité, de CRS et des autres partenaires.

Donc, le PRA assure à CRS et aux partenaires de CRS, le mécanisme requis pour engager les collectivités dans un processus d'étude et de planification qui comprend la prise de décisions au niveau local pour des questions clés relatives à la mise œuvre du projet.

Le tableau qui suit est une comparaison succincte des termes RRA et PRA tels qu'utilisés dans ce manuel. Les diverses questions présentées ici sous forme succincte seront analysées bien plus à fond dans la Section II qui examine comment les études RRA et PRA seront organisées et menées in situ.

¹ Dorr, Donal, *The Social Justice Agenda* (Maryknoll, NY : Orbis Books, 1991) p 85.

Comparaison entre RRA et PRA

RRA		PRA
Détails relatifs à la conception du projet, collecte des données de base, surveillance et évaluation	But	Développement des capacités de prise de décisions plus efficace au niveau de la collectivité, analyse des situations, planification et surveillance par la collectivité
Équipe pluridisciplinaire de personnel de CRS et de spécialistes	Équipe	Équipe composée de villageois, parfois animée par un membre de CRS, qui travaille avec une collectivité plus vaste
Nombre limité de sites représentatifs	Sites	Collectivités où le projet aura lieu.
Études discrètes, durant normalement de 5 à 7 jours	Durée	Tout au long de la vie du projet. D'habitude commence avec la formation et l'analyse initiale de la situation (environ 10 jours) pour déboucher sur un plan d'action communautaire
Gamme d'outils et de techniques présentés ci-après (et autres suivant les besoins)	Outils et Techniques	Gamme d'outils et de techniques présentés ci-après (et autres suivant les besoins)
Rapport complet, bien rédigé, qui saisit la complexité et la profondeur des informations recueillies durant l'étude	Documentation	Registre dans le village comportant notes et découvertes principales, les activités et le plan d'action communautaire

Utilisation possible de ces méthodes dans les projets CRS

Les besoins d'application d'une RRA ou d'un PRA vont varier aux différents stades d'un projet. Durant les phases initiales de la planification du projet, lors de la collecte des informations de base pour clarifier l'approche du projet et pour identifier les types de problèmes à considérer, une RRA sera probablement la mieux indiquée. À ce stade, les responsables du projet n'auront probablement pas décidé exactement où il doit se dérouler et voudront éviter de soulever les espoirs des populations locales où les études sont menées.

Dès que le projet est commencé, une certaine combinaison de RRA et de PRA sera plus que probablement indiquée. Des RRA pourraient être utilisées, par exemple, pour surveiller et évaluer les progrès dans un petit nombre choisi de collectivités. Plusieurs études discrètes de surveillance pourraient être menées au fil du temps, pour juger de l'impact du projet, pour voir s'il y a des problèmes sérieux de mise en place, etc. Des PRA par contre, peuvent être menés sur chaque site où le projet est en place. Ceci serait un moyen d'impliquer la population bien plus à fond dans le déroulement du projet. Ils peuvent utiliser des PRA pour personnaliser les activités du projet à la lumière de leur propre analyse de la situation. L'idée derrière de tels PRA est de rendre le projet plus efficace sur chaque site, mais également de s'assurer que les bénéficiaires du projet persistent au-delà de sa présence dans la collectivité. Ceci a plus de chance de se présenter si les villageois ont été impliqués dans tous les stades de la planification et de la mise œuvre du projet et se considèrent eux-mêmes comme participants actifs plutôt que comme bénéficiaires passifs.

Une utilisation efficace de ces méthodes dépend en grande partie de l'échelle de leur utilisation. Les PRA représentent un processus long et relativement complexe dans chaque village où ils sont menés. Penser que ce type de processus peut être mené en même temps dans une centaine de villages, est totalement irréaliste. Les projets qui veulent appliquer un PRA sérieusement vont limiter leur nombre de sites à quelques dizaines ... ou moins, spécialement au début du projet. La plupart des activités de CRS se déroulent à une échelle bien plus grande que celle-ci. Si l'agence considère le côté pratique de la mise en place d'une approche à participation intensive, elle devra payer une attention particulière pour trouver où ces approches seront les plus efficaces, où elles seront appropriées et où il sera possible de faire le meilleur usage de ressources limitées.

Une approche PRA (ou autre méthode semblable) complète et étaye les projets dont les objectifs principaux sont la création de capacités locales, la subsidiarité, la justice sociale et les problèmes fondamentaux de développement communautaire. Sans engagement et participation communautaire, ces projets ont moins de chances d'atteindre leurs objectifs. Dans ces cas, l'approche PRA est la plus logique, mais elle pourrait demander une réduction de l'échelle du projet et un ralentissement de son déroulement pour tenir compte des difficultés du développement participatif.

Les projets qui présentent d'autres objectifs principaux (tels que la diminution des cas de certaines maladies ou l'augmentation du pourcentage de mères qui allaitent leur enfant durant au moins un an) pourraient faire face à un choix plus étendu de modes de réalisation du projet. Ils peuvent décider de (1) adopter une approche participative dans moins de villages ou (2) limiter le niveau de participation pour pouvoir travailler dans un plus grand nombre de collectivités. Dans ce dernier cas, une batterie de RRA menées lors de la conception du projet de même que des RRA systématiques lorsque le projet est en cours (pour pouvoir peaufiner le projet au fur et à mesure de son développement) aideront sensiblement à améliorer l'opportunité de l'intervention tout en permettant son application à grande échelle.

Les RRA et PRA peuvent être utilisés de diverses manières dans les projets de CRS. L'encart suivant donne certains exemples pratiques.

Utilisation des RRA

I. Avant-projet

Les RRA sont particulièrement utiles pour la collecte des informations destinées à aider les agences à structurer leurs programmes. Par la conduite de plusieurs RRA dans une région encore inconnue de l'agence, elle aura une idée de l'étendue des problèmes à traiter et une meilleure idée sur le contexte (social, économique, politique, environnemental, etc.) dans lequel les projets devront prendre place.

II. Conception du projet

Les RRA sont primordiales durant la phase de conception du projet pour s'assurer que celui-ci sera adapté aux réalités des régions où il sera mis en œuvre. De nombreux exemples existent maintenant pour montrer que les projets standardisés, au concept préétabli, ne sont que d'une efficacité très limitée. Plus un projet peut être adapté aux circonstances particulières à son site, plus il a de chances de réussir. CRS/Kenya a utilisé des RRA pour planifier ses interventions sur la sécurité alimentaire (voir l'étude de cas au Volume II).

III. Intervention initiale du projet

Dans la phase initiale d'un projet, les RRA peuvent aider celui-ci à mieux cerner ses objectifs et définir ses activités. Si les RRA n'ont pas été menées durant la phase de conception du projet, ces études seront primordiales pour rectifier les erreurs de conception. Dans certains cas, ces RRA introduiront logiquement des PRA qui impliqueront plus profondément les populations dans le processus de planification. Plusieurs projets sanitaires de CRS ont, ou prévoient d'utiliser des RRA pour améliorer le développement de leurs messages d'éducation sanitaire par l'étude de la perception communautaire des problèmes de santé, des barrières et des facteurs d'encouragement, par exemple Madagascar.

IV. Projet en cours

Alors que le projet est en cours, l'équipe peut sélectionner certaines collectivités pour la conduite courante d'une RRA pour surveiller la mise en œuvre et pour évaluer l'efficacité de l'approche. Ceci permettra des rectifications si des problèmes sont découverts. La RRA est également une méthode très utile pour analyser les résultats à mi-terme des activités du projet sur sites sélectionnés. CRS/Gambie a utilisé certains outils de la RRA pour une évaluation à mi-parcours de son projet « Sesame Growers Association » avec son associé GAFNA, pour découvrir des moyens d'améliorer le projet durant sa seconde phase d'activité.

V. Conclusion du projet

L'évaluation à la conclusion du projet voudra certainement faire appel à une RRA pour un bilan des points forts et des points faibles. Cette évaluation va examiner qui a été affecté par le projet, et l'impact de celui-ci sur ceux qui y ont participé... de même que sur ceux qui n'y ont pas participé. Un projet de CRS au Sénégal a utilisé les techniques RRA pour évaluer l'impact de ses banques de semences de céréales.

Utilisation des PRA

Comme nous l'avons vu précédemment, le PRA n'est pas réellement une étude discrète au même titre que la RRA. Le PRA représente plutôt une approche de la planification et de la mise en œuvre d'un projet qui implique entièrement la collectivité tout au long du processus. En conséquence, le processus d'un PRA implique la collectivité et le support de CRS au cours de toutes les étapes mentionnées ci-dessus. Le village utilisera d'abord le PRA pour établir leurs besoins et pour personnaliser les interventions du projet pour répondre à leurs problèmes prioritaires et aux circonstances particulières à leur collectivité. Au fur et à mesure du déroulement du projet, ils vont contrôler leurs propres progrès et établir un planning continu de nouvelles activités et stratégies pour remplacer celles qui se terminent. On peut s'attendre à ce que sur la durée de ce processus les collectivités auront gagné de l'expérience dans l'analyse et le planning de façon qu'on puisse voir des bénéfices permanents subsistant au-delà des interventions du projet. CRS a utilisé très efficacement les techniques du PRA avec des collectivités au Cambodge dans des projets visant la salubrité locale. Au Bénin, CRS a adapté ces méthodes à la planification de son programme d'intervention d'urgence.

La Section II de ce manuel va maintenant considérer les aspects pratiques de l'exécution d'une RRA ou d'un PRA. Elle commence par un examen de l'étayage méthodologique de chaque méthodologie. Ceci représente les éléments de base qui garantissent que la méthode sera utilisée de manière à donner les meilleurs résultats. Elle continue par un examen des aspects pratiques de la mise en place d'une étude sur le terrain, depuis le choix d'une équipe et des sites à la définition des objectifs, jusqu'à l'exécution du travail sur le terrain et l'enregistrement des résultats.

Section II :

Comment organiser une RRA ou un PRA pour les besoins des études sur le terrain

Principes méthodologiques

Triangulation

Comment trianguler

Surveillance des biais durant l'étude

Comportements et attitudes

Les mécanismes de préparation de l'étude

Constitution de l'équipe

Définition des objectifs de l'étude

Sélection du site

Déroulement de l'étude sur le terrain

RRA

- Gestion du temps sur le terrain (intégralité de l'étude)
- Gestion du temps sur le terrain (une journée d'étude)

PRA

- Maintien du processus participatif
- Le processus PRA

Analyse et rédaction du rapport

Analyse

Documentation des résultats

Le rapport RRA

Présentations orales

Registres de village

Principes méthodologiques

Chaque méthode de recherche comporte certains principes fondamentaux. Ces principes guident l'utilisateur quant à l'utilisation de la méthode dans le but d'atteindre les meilleurs résultats. Les principes moteurs de la plupart des méthodes de recherche se concentrent sur une amélioration de la précision des informations recueillies. Dans le cas des RRA et PRA, qui sont des méthodes qualitatives, les principes visent à des informations précises, mais également à l'obtention d'informations les plus riches possibles, puisque la saisie de la complexité est un des attributs principaux de ces méthodes.

Chaque méthode peut être appliquée méticuleusement ou non. Il y a de bonnes enquêtes et des mauvaises ; il y a de bonnes RRA et des mauvaises. Dans le but de profiter au maximum d'une méthode de collecte d'information, l'utilisateur doit tout d'abord être convaincu de la nécessité d'une information précise. Ceci va le motiver à faire l'effort nécessaire pour appliquer la méthode correctement. Lorsque le chercheur s'est engagé à recueillir une information de qualité (plutôt que simplement satisfaire certaines exigences extérieures dans le seul but de pointer une étape supplémentaire dans le processus), il devra saisir les principes méthodologiques clés qui doivent être respectés pour garantir que la méthode donnera les meilleurs résultats. (Dans le cas d'une enquête, par exemple, ceci comprendra la sélection d'un échantillonnage suffisamment vaste avec des méthodes rigoureuses d'échantillonnage au hasard. Comme nous le verrons plus loin, dans une RRA ou un PRA, le principe méthodologique fondamental est la triangulation.) Enfin, lorsque les principes sont bien compris et qu'un plan a été établi suivant ces principes, il est primordial que les ressources nécessaires soient regroupées pour mener à bien cette recherche dans les meilleures conditions.

La mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution d'une recherche efficace présente certaines difficultés pour les utilisateurs de RRA et PRA, car les gens qui ne comprennent pas toujours très bien ces méthodes, les considèrent souvent comme infiniment adaptables. En fait, bien qu'elles soient flexibles, elles ne sont pas infiniment adaptables. Il existe de nombreux exemples de ces méthodes utilisées sans soin et ne respectant pas les principes nécessaires à l'obtention de résultats valables. Si, lors de la conception d'une enquête statistique, un statisticien nous dit qu'il faut interviewer 3000 familles pour obtenir des statistiques valables, la plupart des agences ne vont pas essayer de discuter le fait qu'il pourrait se limiter à 500 familles. Mais par contre, il n'est pas rare que cette même agence prétende que la RRA peut être terminée en deux jours (alors que la méthodologie en exige six) ou avec un seul enquêteur (alors que la méthodologie demande une équipe). En résumé, la flexibilité, qui est tellement importante dans la réalisation d'une recherche de bonne qualité, ne doit pas être confondue avec la liberté d'utiliser la méthode d'une manière fantaisiste ou négligée. Une application rigoureuse des méthodes est indispensable au succès des interventions de développement.

Triangulation : Le principe méthodologique de base dans les RRA et PRA

Le principe de base qui doit être compris par les utilisateurs des RRA et PRA est appelé triangulation. Le terme triangulation se réfère à la diversification des perspectives qui apparaît lorsque divers sujets sont étudiés par **une**

L'élément clé pour procéder à une RRA ou un PRA de qualité est une attention constante et sans compromis au principe de la triangulation.

équipe diversifiée, pluridisciplinaire, qui utilise plusieurs outils et techniques avec des individus ou des groupes de personnes qui représentent la diversité de la collectivité. Pour saisir l'importance de la triangulation, il est nécessaire de considérer le problème des

biais. Les biais représentent le plus grand obstacle à la collecte d'informations qui vont refléter avec précision les réalités locales. Lorsque des biais existent lors de la collecte des informations, les résultats donneront une image déformée de la réalité. Les interventions basées sur une image déformée vont plus que probablement être inadaptées à la situation réelle. Les biais peuvent affecter une étude sous quatre formes :

1. **Biais de l'enquêteur**
2. **Biais du sujet interrogé**
3. **Biais dans les outils ou techniques utilisés pour la collecte des informations**
4. **Biais dans le concept et la réalisation de l'étude**

Le problème des biais

Considérons d'abord les biais propres à enquêteur et au sujet interrogé, puisqu'ils sont introduits de façon semblable. La raison fondamentale derrière le biais de l'enquêteur et du sujet est que tout être humain est partial. C'est-à-dire qu'il voit le monde sous sa propre optique. Il voit les choses différemment suivant des facteurs tels que le sexe, l'âge, le groupe ethnique, le niveau d'éducation et d'expérience, le statut économique, la caste, etc. Tous ces facteurs combinés façonnent la perspective de la vie de chaque individu et le fait observer et rapporter les faits d'une manière différente.

Les hommes découvrent le monde au travers de leurs propres préjugés. Imaginez cette situation hypothétique dans laquelle John (un grand-père américain de 64 ans vivant à New York) et Priya (une jeune femme indienne de 22 ans, récemment mariée, venant de la région rurale de l'état d'Andhra Pradesh) sont soustraits de leur ambiance familiale et se retrouvent dans une croisière d'une semaine dans les Caraïbes. Par la suite ils sont questionnés individuellement au sujet de leur expérience : ce qu'ils ont vu, comment étaient les gens à bord du navire et à terre, s'ils ont aimé la nourriture, etc. Dans un certain sens leur expérience a été identique. Mais leurs rapports seront-ils les mêmes ? Quelles pourraient être leurs différences ?

1. Biais de l'enquêteur.

Chaque membre de l'équipe d'étude des RRA ou PRA aura une perception différente des informations suivant ses expériences et perspectives antérieures. Il sera plus sensible à certains types d'information et aura tendance à n'accorder que peu d'attention à

d'autres. Par exemple, un membre du corps médical qui étudie les questions de sécurité alimentaire accordera probablement son attention aux détails sous une optique tout à fait différente d'un sociologue ou d'un expert agricole. Il y a des chances qu'une femme pose des questions différentes et enregistre des types d'informations différentes d'un homme. Ce genre de biais est en même temps un avantage et un désavantage. Dans un sens, nos biais font de nous des enquêteurs plus efficaces car ils augmentent notre sensibilité dans certains domaines. Les biais peuvent aussi agir comme des ceillères qui limitent notre capacité à absorber des informations dans d'autres domaines. L'important dans les RRA et PRA, comme nous le verrons plus loin, est de reconnaître l'existence de biais chez tous et d'arriver à les contrôler pour que la qualité de l'information obtenue soit la plus fiable possible. Nous verrons plus loin comment ceci se

fait en pratique dans la section couvrant la triangulation.

Il est utile d'expliquer également aux villageois le concept des biais. Si le problème des biais est expliqué aux villageois lors de la réunion initiale lorsque l'équipe est présentée à la collectivité, il est possible de dissiper les doutes que les gens pourraient avoir sur la raison pour laquelle l'équipe pose les questions à diverses personnes dans la collectivité.

Robb Davis suggère une manière d'expliquer ce point : placez une personne ou un objet au milieu du cercle des auditeurs. Demandez aux gens de décrire ce qu'ils voient d'où ils sont assis. Non pas seulement dire « une personne » ou une « lampe de poche » mais décrire ce qu'ils voient de cet objet. Ceci peut amener à une discussion sur la manière de percevoir les choses ou les questions suivant des perspectives différentes. Pour comprendre une situation globale, il faut regrouper de nombreux points de vue.

2. Biais du sujet interrogé. De même que les enquêteurs dans une équipe doivent tenir compte de leur propre biais lors de la collecte des informations, chaque individu qui apporte des informations n'en est pas moins exempt d'après ses expériences. Dans un village, une personne en relativement bonne santé, habituée à un

régime de riz et de viande, peut décrire une bouillie de millet et de feuilles comme un régime de famine. La personne pauvre qui va comparer cette bouillie à une journée de famine trouvera ce régime tout à fait extraordinaire. L'homme dont le contact avec l'eau se limite à la boire et à l'utiliser pour se laver, aura probablement une opinion très différente sur la quantité d'eau nécessaire que la femme qui a la responsabilité d'aller puiser tous les jours l'eau pour toute la famille. Encore ici, **le point principal n'est pas d'aplanir les différences (puisque'elles font la richesse de l'étude) mais plutôt de contrôler les biais et d'assurer que les points de vue d'un groupe donné ne soient pas considérés par erreur comme représentatifs d'une situation ou de l'opinion de l'ensemble de la population.** Ceci sera également le résultat de la triangulation.

Les biais des enquêteurs et des sujets interrogés se présentent sous divers aspects dont les plus courants sont repris ci-dessous.

Biais homme-femme

On accorde plus d'intérêt au point de vue soit de l'homme soit de la femme ; l'autre point de vue est ignoré.

Biais spatial

Une zone est favorisée pour la collecte des informations et le point de vue des gens qui vivent ou fréquentent cette zone peuvent avoir plus de poids. Ceci peut se présenter si certaines zones sont plus facilement accessibles (près des bonnes routes ou près du centre du village par opposition aux périphéries) ou encore plus agréables.

Biais économique

Souvent l'opinion des gens plus riches ou qui ont une certaine autorité a plus de poids au cours d'une étude. Les pauvres sont souvent mal représentés à moins que des dispositions spéciales ne soient prises pour les inclure.

Biais lié à l'éducation

Le point de vue des gens plus éduqués est souvent recherché et pris en considération plus sérieusement que l'opinion des moins éduqués. Ceci va souvent en parallèle avec des biais liés au langage car les personnes éduquées peuvent communiquer plus facilement avec les enquêteurs.

Biais prévisibles

Les attentes des villageois sur ce que peut leur apporter une organisation externe peut les inciter à favoriser certaines informations lors des discussions. De même, l'expectative des enquêteurs sur ce qu'ils vont découvrir dans la collectivité agit comme un filtre sur les informations reçues par l'équipe.

Les outils et les techniques de collecte d'information sont eux-mêmes entachés de biais. Pour avoir une idée de ce que cela signifie en pratique, prenons l'exemple des différences entre des interviews personnelles ou collectives. Supposons que les enquêteurs sont les mêmes et posent exactement les mêmes questions au même sujet interrogé. Mais dans un cas le sujet est seul dans l'intimité de sa cuisine et dans l'autre cas il fait partie d'un groupe important d'hommes et de femmes. L'enquêteur, le sujet interrogé et les questions sont les mêmes. La seule différence est l'outil utilisé (interview collective contre l'interview individuelle).

Imaginez un sujet tel que : « Que faites-vous lorsqu'il n'y a pas assez de nourriture pour nourrir toute la famille ? ». Pensez-vous que les informations que vous allez obtenir seront les mêmes en utilisant ces deux outils ? Quels facteurs peuvent influencer la manière dont la personne va répondre dans chaque cas ?

3. Biais dû aux outils et techniques utilisés lors de la collecte des informations.

Un troisième type de biais nuisible à l'étude est lié aux outils et techniques utilisés pour la collecte des informations. L'encart ci-contre donne un exemple des différences qui peuvent surgir lors de l'utilisation de deux outils très semblables : l'interview individuelle et l'interview collective. Les différents biais introduits par des outils divers seront d'autant plus

importants que les outils sont différents (tels que les différences entre une interview et l'utilisation de techniques visuelles comme la topographie ou des techniques de quantification comme une matrice). Là encore, la triangulation (dans ce cas l'utilisation de techniques multiples) est primordiale pour réduire le biais systématique qui serait introduit par l'utilisation d'une méthode unique pour la collecte des informations.

- 4. Biais introduit par la manière dont l'étude est conçue et menée à bien.** D'autres biais surgissent suivant la manière dont l'étude est menée. Ces biais sont souvent liés à des questions de calendrier. Des études menées durant une saison particulière peuvent être entachées de biais saisonniers si l'équipe suppose inconsciemment que les conditions observées sont identiques toute l'année. Les équipes qui restent au village durant une période fixe (de 9h00 à 17h00, par ex.) pourraient découvrir que leurs résultats sont faussés par le type d'activité qu'ils observent et les personnes qui sont disponibles pour répondre à leurs questions durant ces heures. Ceux qui ne restent qu'un temps très court peuvent ne pas avoir le temps de surmonter le préjugé de la première impression qui affecte sans exception la manière dont l'enquêteur et le sujet interrogé perçoivent les problèmes. Il faut également faire attention à éviter les biais liés à la sélection du site, ce qui sera examiné à la page 36.

Comment trianguler

Dans les RRA et PRA, la méthode la plus importante pour réduire les biais et pour améliorer la qualité des informations recueillies durant l'étude est appelée triangulation. Le terme triangulation se réfère à une diversification des perspectives de manière à compenser les biais qui peuvent se présenter du fait de l'examen d'un problème sous un point de vue limité. Le processus d'identification et de compensation des biais est en même temps explicite et systématique lors des RRA et PRA. L'équipe est responsable de suivre la conception et la réalisation de l'étude afin de limiter ces biais au minimum.

L'approche dans les RRA et PRA est de rechercher les biais et de s'en occuper directement. La première étape sera donc d'identifier les biais qui peuvent s'introduire dans l'étude. Lorsqu'ils sont identifiés, l'étape suivante sera de prendre délibérément et systématiquement les mesures pour compenser ces biais par l'utilisation de la triangulation tel qu'exposé dans les sections suivantes.

Triangulation de l'équipe de recherche

La triangulation commence en général par la formation de l'équipe. Puisque chaque membre de l'équipe introduira dans l'étude ses propres biais (positifs et négatifs), il est primordial que l'équipe se compose de plusieurs membres, chacun apportant à l'étude différents types d'expériences et de perspectives. Ceci dans le but d'assurer qu'aucun biais ne domine l'étude et ne donne une vue déformée des informations. La triangulation de l'équipe se fera de manière sensiblement différente s'il s'agit d'une RRA ou d'un PRA.

- 1. Triangulation d'une équipe RRA.** Dans la RRA, comme mentionné ci-dessus, une équipe de spécialistes est rassemblée pour effectuer l'étude et enregistrer les informations dans un rapport bien structuré. La triangulation d'une telle équipe de chercheurs doit prendre de nombreux facteurs en ligne de compte. Trois de ces facteurs sont particulièrement importants : **la spécialisation, le sexe** et si la personne est **un initié ou « étranger »** à la situation à étudier.

Les **biais liés à la spécialisation** viennent de l'expérience académique et professionnelle de l'individu. Au minimum, il s'avérera souvent utile d'avoir dans une équipe une représentation des milieux sociaux et des sciences naturelles. Par exemple, il ne ferait aucun sens d'avoir trois sociologues dans une équipe. Une équipe moins partielle comprendra un sociologue, un membre du corps médical et un agronome.

Il est primordial que l'équipe comprenne des hommes et des femmes, car il existe de **nombreux biais fondés sur le sexe**. Dans certaines cultures il est pénible aux gens de communiquer sans prendre en compte les différences sexuelles. Le sexe est certainement une optique prédominante qui a un impact profond sur la perception qu'ont les gens des problèmes et des expériences.

Le **facteur initié/étranger** dépend de la familiarité de l'enquêteur avec la situation à étudier. La familiarité a ses avantages et ses inconvénients lorsqu'il s'agit de collecte d'informations. Dans les deux cas, il y a ici un biais à surmonter. L'initié peut avoir un accès plus facile aux informations au sujet du projet, du village, etc. Mais souvent, l'initié est tellement près de la situation qu'il considère certaines choses comme évidentes ou ne remarque plus des choses qu'un étranger va considérer comme intéressantes. On laissera plus facilement un étranger poser des questions qui sembleraient trop délicates ou trop « stupides » à un initié s'il les posait. La triangulation nous rappelle donc tout simplement de nous assurer que l'équipe comporte des gens avec une perspective d'initié et des gens avec une perspective d'étranger, pour garantir que l'information qui sera recueillie et analysée le soit le plus complètement et le plus impartialement possible.

Alors que ces trois biais sont relativement universels et doivent être pris en considération lors de la constitution de n'importe quelle équipe de RRA, il y en a d'autres qui peuvent apparaître dans des circonstances particulières. Il dépendra du chef d'équipe et du personnel administratif du projet de penser aux autres biais des chercheurs dont il faudra tenir compte lors du recrutement des membres de l'équipe. Sur certains sites par exemple, avoir une équipe composée de membres tous de la même ethnie ou de la même religion pourrait compliquer les communications avec les populations d'une ethnie ou d'une religion différente. Des questions de caste ou de race peuvent présenter la même difficulté. Dans de tels cas, l'équipe doit comporter des membres représentant des origines diverses. Les différences socio-économiques dans une équipe, surtout s'il s'agit de personnel national, peuvent aussi être importantes et instructives.

À cause du problème de biais et de la nécessité de trianguler au niveau du chercheur, une personne seule n'effectuera pas une bonne RRA. Une RRA exige une équipe composée de personnes représentant des optiques différentes. Au minimum, une équipe doit comprendre deux personnes. Il est préférable d'en avoir trois ou plus pour assurer une bonne triangulation au niveau de l'équipe.

2. Triangulation d'une équipe PRA. Dans la mesure où un PRA est un processus continu utilisé par les collectivités pour établir leurs priorités, prendre des décisions et concevoir un plan, il est particulièrement important que les divers points de vue de la collectivité soient représentés

Un risque inhérent au processus participatif est qu'il peut être monopolisé pour servir les intérêts d'un groupe particulier.

Les hommes peuvent ignorer les besoins des femmes ; les riches, ou un certain groupe ethnique peuvent essayer de s'approprier les bénéfices du projet. Alors que les donateurs n'ont que très peu à dire sur la manière dont la collectivité va organiser ses affaires internes, ils ont le droit (et certains ajouteront la responsabilité) de veiller à ce que les interventions menées grâce à leur support n'ignorent pas les problèmes des pauvres, des populations à risques, et en général des marginalisés.

Lors d'une RRA en Mauritanie destinée à cerner les besoins des populations Maures noires pauvres, un Maure blanc, plus éduqué, offrit son aide pour le recrutement du personnel participant aux diverses activités de l'étude. Au fur et à mesure du déroulement de l'étude, l'équipe se rendit compte que cette sélection de sujets interrogés était fortement orientée sur ses préoccupations personnelles, et que les participants, bien qu'eux-mêmes très pauvres, avaient peur d'exposer leurs véritables préoccupations, car ils avaient été sélectionnés par leur patron.

dans « l'équipe ». Un danger toujours présent dans le processus participatif est qu'un groupe minoritaire dans la collectivité ne puisse monopoliser le processus et intentionnellement et systématiquement influencer les résultats pour satisfaire leurs propres intérêts. En réalité, l'équipe d'un PRA se compose de toutes les personnes de la collectivité qui jouent un rôle actif dans le PRA.

Cela dit, en réalité, tout le monde ne peut pas être impliqué au même niveau, sinon le

processus deviendrait extrêmement lourd. En conséquence, ce manuel recommande l'établissement d'un « comité de direction » pour les activités de PRA. Un comité de direction peut, par exemple, comprendre douze membres, quatre de chacun des trois quartiers de la collectivité. Ce groupe de quatre personnes peut comprendre une femme plus âgée, un homme plus âgé, une femme plus jeune et un homme plus jeune. Dans l'ensemble du groupe de douze personnes, il faut s'assurer que les différents groupes ethniques et religieux présents dans le village soient représentés, de même que les familles plus riches, plus pauvres et de la classe intermédiaire. Il serait idéal que ce comité de direction puisse être choisi en session plénière du village au cours de laquelle les divers critères sont discutés et les décisions prises en commun.

Ce comité (qui devient essentiellement le noyau de l'équipe PRA) va maintenant mobiliser la population suivant les besoins des diverses activités et des sessions de planification. Bien que ce comité restreint prendra à sa charge la majorité de la collecte et de l'analyse des informations, l'allocation des priorités, le planning des solutions et l'établissement des PAC devrait en général se faire en session plénière où tous ceux qui veulent participer sont invités.

Quel est le rôle de CRS ou de son animateur dans cette équipe ? Son rôle va évoluer suivant l'étape de la participation de la collectivité dans le processus. Au début, l'animateur assurera la position de chef du comité de direction, guidera le processus, surveillera la mise en place de la triangulation et en général, jouera un rôle actif dans l'équipe, veillant à ce que les problèmes critiques soient énoncés et pris en considération. Au fil

du temps, par contre, au fur et à mesure que les villageois apprennent les techniques et les principes de la méthodologie, l'animateur va s'effacer, mais continuer de participer au processus sans toutefois le diriger. Il va cependant toujours conserver le rôle important de promotion de la triangulation et de la participation des divers groupes.

Une participation étendue de groupes aux intérêts divers doit être un facteur clé dans le suivi et finalement, dans l'évaluation du processus de PRA.

Triangulation au niveau du sujet interrogé. Que ce soit lors d'une RRA ou d'un PRA, il faut veiller à la triangulation au niveau du sujet interrogé. Heureusement, ceci est assez évident. Puisque les diverses personnes et les divers groupes dans une collectivité ont des perceptions et des points de vue différents, il est important, lors de la collecte des informations, de tenir compte de tout cet éventail de perspectives. Il est donc important d'obtenir des informations des personnes suivantes :

- Hommes et femmes.
- Plus vieux et plus jeunes.
- Plus pauvres et plus riches.
- Personnes de diverses ethnies, castes ou professions.

Dans une RRA, lorsque l'équipe est composée d'étrangers qui n'auront pas nécessairement une bonne idée de la composition de la collectivité avant d'arriver au village, l'utilisation d'outils tels que classification par revenus et topographie sociale, qui permettent de jauger les diversités dans la collectivité, sera utile pour identifier les divers groupes à échantillonner pour assurer une base correcte de sujets à interroger.

Outils et techniques de triangulation. Puisque chaque outil apporte avec lui son propre biais, il est important que l'étude utilise des outils divers. Une liste d'outils possibles est présentée dans la Section III de ce manuel. Les outils de RRA et de PRA comprennent l'établissement de diagrammes, les techniques de quantification, diverses méthodes d'interview, l'observation de participants, etc. Si on n'utilise qu'un seul outil pour la collecte des informations, toutes ces informations seront biaisées.

Nous avons introduit la notion de biais entachant les outils et techniques dans l'encart comparant interviews individuelles contre collectives à la page 19. Les interviews individuelles peuvent encourager les gens à être plus ouverts sur des sujets délicats, mais cette information n'est alors pas sujette à une approbation publique. Des interviews collectives, d'autre part, peuvent inciter les gens à ne signaler que des comportements « acceptables ». Souvent un semblant de consensus apparaît dans un groupe, et les gens qui ne sont pas de la même opinion peuvent hésiter à en discuter. D'autre part, la présence d'un groupe va faire hésiter une personne à falsifier une situation si elle sait que les autres personnes connaissent la vérité. En bref, aucun des deux outils n'est intrinsèquement meilleur. Chacun est partial quant aux types d'information qu'il a des chances de produire.

En conséquence, le moyen de réduire les biais dans les résultats de l'étude est d'utiliser des outils différents, à des moments différents. À la fin de l'étude vous devrez avoir utilisé un bon éventail d'outils qui vous aura permis d'approcher les problèmes sous des angles différents. Lorsque des différences apparaissent dans les types de réponses recueillies avec des outils différents, les chercheurs sauront qu'ils doivent procéder à des sondages supplémentaires. Tout au long de l'étude, l'équipe doit se préoccuper du choix des outils, pour augmenter l'efficacité du processus de collecte d'information, mais également pour assurer la diversité des techniques de collecte et donc pour en réduire les biais.

Surveillance des biais durant l'étude

L'identification des biais et la triangulation destinée à les réduire doivent faire l'objet d'une action systématique et intentionnelle tout au long de l'étude. À la fin de chaque journée, l'équipe doit prendre le temps de se rassembler et de réfléchir non seulement à la substance des informations recueillies mais également sur le procédé. Lors de ces réunions d'examen, l'équipe doit se poser les questions suivantes :

- 1. Avons-nous remarqué un biais quelconque de la part d'un sujet ?**
Si l'équipe estime que les informations sont dominées par un ou plusieurs groupes (hommes ou individus les plus riches, par ex.), elle va s'arranger pour rencontrer les femmes et les plus pauvres dans les jours qui suivent.
- 2. Peut-on détecter des biais dus aux outils utilisés ?**
Si on a surtout utilisé un des outils, il est temps de penser à d'autres manières de collecter les informations.
- 3. Y a-t-il d'autres biais qui s'infiltrent dans notre étude et dont nous n'avons pas encore tenu compte ?**
D'autres exemples de biais comprennent les questions tendancieuses, un comportement inapproprié des membres de l'équipe qui influencerait les réponses des villageois, la conduite de toutes les activités au même endroit, etc.

Ce procédé de triangulation est crucial par rapport à la collecte d'informations aussi impartiales que possible, et par conséquent aussi précises et, enfin, aussi utiles que possible. Un bénéfice secondaire de cette pratique est qu'elle va donner des informations bien plus riches dans la mesure où des perspectives les plus diverses sont introduites pour cerner le problème en question.

Comportement et attitudes

La triangulation peut être indispensable pour mener à bien une RRA ou un PRA efficaces, mais l'ensemble de la procédure va dépendre d'un comportement et d'une attitude correctes de l'équipe de recherche et de chacun de ses membres. Parmi les éléments critiques nécessaires pour mener à bien ces méthodes, citons :

- La volonté de travailler en équipe.
- Le respect des populations et des coutumes locales.
- La volonté d'écouter.
- Le consentement à accepter l'autocritique.
- L'intérêt porté à autrui et le désir d'apprendre.

Ces qualités sont essentielles non seulement pour les RRA et PRA, mais aussi pour mener les approches participatives en général. Pour CRS, ces qualités ont une importance particulière dans le cadre de la subsidiarité qui veut que l'agence soit explicitement juste dans tout ce qu'elle fait et qu'elle crée des relations qui vont augmenter la dignité des populations locales. Plus les étrangers impliqués dans le processus arrivent à créer des relations de respect mutuel avec les populations locales, meilleures seront les informations qu'ils vont collecter et plus productif sera l'ensemble des connaissances des étrangers et de la collectivité.

Un des problèmes les plus courants lorsque des étrangers arrivent dans une collectivité pour effectuer une RRA ou animer un PRA, est que ces travailleurs coopérants ont souvent été formés à enseigner les populations et à montrer et expliquer aux gens comment faire les choses différemment et à trouver des solutions, plutôt qu'à écouter et à répondre. Cette approche est contraire aux approches participatives recommandées dans ce manuel, qui suggère un partenariat plus égalitaire entre les étrangers et la collectivité. Pour être des professionnels RRA et PRA efficaces, il faut souvent que les gens examinent leurs propres attitudes et modifient leur comportement vis à vis des populations locales de manière à créer un véritable partenariat.

Il est bon de considérer le déroulement d'une recherche participative comme un processus d'enrichissement mutuel dans lequel chaque côté tire profit des connaissances de son partenaire. Les étrangers doivent être prêts à approcher une collectivité et à partager leurs connaissances, mais aussi être prêts à apprendre des collectivités avec lesquelles ils seront en contact.

La réalisation performante d'une RRA ou d'un PRA est compromise par certaines des habitudes suivantes :

N'être pas à l'écoute

Les étrangers sont souvent tellement occupés à promouvoir leurs propres idées qu'ils oublient les avantages qu'il y a à écouter les autres. Une utilisation efficace de nombreux outils des RRA/PRA demande à l'animateur de rester dans l'ombre et de laisser le processus se développer sans son contrôle.

Jouer à « l'expert »

Un biais courant pour un étranger est de gonfler l'importance de ses connaissances et d'ignorer la valeur inhérente des connaissances locales, surtout lorsque ces connaissances ne sont pas le produit d'une formation systématique. Les membres d'une collectivité qui détectent cette attitude vont hésiter à partager leur point de vue par crainte de paraître incultes.

Répondre/Agir en lieu et place des populations locales

Les professionnels RRA/PRA ont souvent tendance à contrôler le déroulement des activités, par exemple, en dessinant eux-mêmes la carte à la place des villageois, ou en gardant eux-mêmes les haricots dans un exercice de matrice et en les plaçant sur le diagramme suivant les instructions des villageois. Dans la mesure du possible, les étrangers doivent « passer le flambeau » (ou les haricots ou quoi que ce soit) pour promouvoir une participation active de la population locale.

Confirmer des résultats préconçus

Un des péchés capitaux commis par les animateurs RRA/PRA est d'arriver dans une collectivité avec les résultats de l'étude déjà ancrés en tête et ensuite d'utiliser une soi-disant « expérience participative » uniquement pour confirmer ou justifier ces résultats. Cette habitude est une insulte non seulement aux méthodes mais également aux populations qui consacrent leur temps à un exercice futile.

Il faut attaquer ces problèmes à divers stades de l'étude :

1. Les problèmes de personnalités doivent être soigneusement examinés **lors de la sélection de l'équipe**. Il vaut mieux exclure d'emblée les gens qui ne manifestent que peu d'intérêt aux méthodes participatives, qui n'acceptent pas l'autocritique, ou qui ne respectent pas sincèrement les connaissances des populations locales.
2. **Dès que l'équipe a été mise sur pied mais avant qu'elle ne se rende sur le terrain**, il sera bon d'avoir une session pour couvrir ces problèmes. Des simulations sont une façon de prévoir les situations délicates et d'envisager les réponses adéquates. Des contrats avec l'équipe sont une autre manière de s'assurer que tous les membres acceptent certains principes de base et sont prêts à accepter des critiques pour l'amélioration de l'esprit d'équipe.²
3. **Sur le terrain**, une partie des contacts journaliers devrait être consacrée à l'analyse des problèmes de comportement et à l'examen des stratégies et comportements qui peuvent améliorer les relations de respect mutuel avec la collectivité.

² Les techniques de recherche avec le personnel pour repérer les comportements inappropriés aux recherches participatives et les aider à modifier leur approche se trouvent dans [Participatory Learning and Action, A](#)

Les mécanismes de préparation de l'étude

Les principes exposés ci-dessus sont les éléments essentiels dont il faut tenir compte à chaque étape de la planification et de la mise en œuvre de la recherche. Dans les sections qui suivent, nous allons examiner les mécanismes de l'organisation d'une étude, en commençant par la constitution de l'équipe, passant ensuite aux questions relatives à la définition des objectifs de l'étude et au choix du ou des sites où l'étude sera menée.

Constitution de l'équipe

Une des premières étapes de la préparation d'une RRA ou d'un PRA est de décider qui fera partie de l'équipe de recherche. Dans le cas d'une RRA, l'équipe de recherche peut comprendre essentiellement des gens étrangers à la collectivité. Dans le cas d'un projet CRS, en général l'équipe comprend des membres du personnel de CRS et/ou des partenaires de même que des « spécialistes » dans les différentes disciplines, nécessaires à la triangulation des perspectives des chercheurs. Dans le cas d'un PRA, l'équipe peut comprendre certains membres du personnel de CRS, des partenaires, ou des spécialistes, mais il est primordial d'inclure des membres de la collectivité, et que ces derniers apportent également des perspectives diverses.

Choix d'un consultant

À ce jour, il n'est pas difficile de trouver quelqu'un prêt à offrir ses services comme consultant RRA/PRA. Mais comment allez-vous être sûr d'engager quelqu'un qui va démarrer du bon pied et ne va pas vous entraîner dans une application médiocre des méthodes ?

Un des buts de ce manuel est de vous introduire suffisamment aux principes méthodologiques pour vous permettre d'évaluer le travail des exécutants des RRA/PRA et d'engager des gens qui vont appliquer ces méthodes correctement. Certains points à prendre en considération :

- Les personnes comprennent-elles les principes de la triangulation et savent-elles les communiquer clairement ?
- Les personnes savent-elles expliquer les biais, vous expliquer pourquoi ils représentent un problème et vous donner des exemples de leurs propres expériences ?
- Ont-elles cédé à la tentation de procéder à des RRA/PRA de deux heures ou 2/3 jours ? Comment peuvent-elles justifier cela ?
- Savent-elles décrire une RRA ou un PRA typique qu'elles ont réalisé ?
- Peuvent-elles vous donner des rapports qu'elles ont préparés par suite de travaux effectués ? Ces rapports semblent-ils présenter la substance des informations qui vous intéressent ?
- Le candidat a-t-il une personnalité telle que vous pensez que vous serez à l'aise avec lui durant une période de formation intensive de plusieurs semaines sur le terrain ?

Vu la vaste expérience de CRS avec ces méthodes de par le monde, un point de départ utile serait de vérifier la disponibilité en intérim d'un membre de CRS qui a acquis de l'expérience dans d'autres projets, pour agir comme mentor dans un projet qui utilise ces méthodes pour la première fois.

Voir les annexes pour une description de l'étendue du travail.

Si le projet est relativement novice dans les méthodes RRA et PRA, on aura certainement intérêt à enrôler un consultant pour l'aider dans les activités initiales. Normalement cette personne va former une équipe de base de CRS et de personnel équivalent, dans une ambiance de salle de classe, formation durant laquelle les principes exposés ici seront passés en revue, les outils seront présentés et les questions de comportement seront examinées. Le consultant prendra ensuite la direction d'une expérience sur le terrain en menant une RRA ou un PRA réel dans une collectivité. Cette formation sera particulièrement efficace si le consultant/professeur a un alter ego dans l'équipe. Le formateur extérieur devra alors être particulièrement attentif à la formation de cette personne pour s'assurer qu'elle gagne suffisamment d'assurance pour diriger des équipes dans le futur. Il est également utile de prévoir dans le contrat un suivi par le consultant, mais des restrictions logistiques vont souvent rendre cela difficile. Par exemple, il serait possible de prévoir que le consultant revienne travailler avec l'équipe après plusieurs mois, pour examiner ce qui se déroule bien et moins bien, et pour offrir des recommandations pour améliorer l'approche. Ceci aidera à assurer le contrôle qualité et encouragera une utilisation raisonnée des méthodes. L'expérience nous apprend que sans ce suivi, les utilisateurs inexpérimentés prennent souvent des mauvaises habitudes et on constate un laisser-aller alors qu'on souhaiterait voir les techniques appliquées avec de plus en plus de rigueur au fil du temps.

Sélection d'une équipe RRA. Comme nous l'avons vu plus haut, le but principal d'une RRA est la collecte d'une information de qualité d'une manière rigoureuse et systématique. L'équipe RRA doit être constituée en gardant cet objectif en vue. Deux types de compétences sont critiques lors de la réalisation d'une RRA :

1. **Aptitude à se créer des relations, et**
2. **Aptitude analytique**

L'aptitude à se créer des relations suppose une « connaissance des relations humaines » nécessaire à une bonne intégration dans une équipe et à créer de bonnes relations avec les membres de la collectivité dans le but

d'obtenir une information de qualité. Dès que vous rencontrerez cette personne, vous saurez qu'elle possède cette aptitude. Elle sera amicale, ouverte et sincèrement intéressée aux problèmes des autres. Elle aura le sens de l'humour et ne sera pas gênée de rire d'elle-même.

Les personnes ayant un esprit analytique peuvent être plus difficiles à repérer au premier abord. Vous devrez probablement vous informer sur leurs antécédents, leur

Lorsqu'une série d'études est prévue, il pourrait être nécessaire de changer les membres de l'équipe lorsqu'elle change de village. Souvent dans de tels cas, il est bon de maintenir un noyau de membres qui sont bien au courant des problèmes et sont en mesure de comparer les informations de différents sites. De nouveaux membres peuvent être ajoutés si des connaissances et/ou une expérience spécifique est nécessaire, ou si un membre succombe à la fatigue. Par exemple, lors d'une série de la RRA au Kenya sur la sécurité alimentaire, l'équipe débuta avec un membre au courant des questions de troupeaux lorsqu'elle travaillait dans une collectivité Masai. Lorsque l'équipe se déplaça vers un village agricole, cette personne fut remplacée par un expert en récoltes.

niveau d'expérience académique et de recherche, et discuter avec eux des sujets qu'ils ont déjà étudiés. Si vous pouvez lire certains de leurs rapports écrits, cela vous aidera à évaluer leur niveau de compétence analytique.

Vous pourriez avoir la chance de trouver des personnes qui présentent à la fois des compétences analytiques et cette facilité de relations, mais c'est peu probable. Dans ce cas, veillez au moins à avoir dans votre équipe des gens des deux types de personnalités. L'aptitude aux relations est primordiale pour la collecte des informations alors que les compétences analytiques sont importantes pour comprendre ces informations et leurs implications. Les deux sont essentielles à une bonne RRA. Vous aurez également besoin d'un chef d'équipe qui (ce serait l'idéal) possède une solide compréhension des principes méthodologiques, a de l'expérience dans l'utilisation d'un bon éventail d'outils et est capable de diriger les gens et d'apaiser les conflits.

L'équipe RRA est normalement composée de trois à cinq personnes. Trois personnes sont en général suffisantes pour assurer la triangulation des perspectives, alors que la direction d'une équipe de plus de cinq personnes peut très rapidement devenir chaotique. Ces membres d'une équipe doivent être sélectionnés de manière à assurer que diverses perspectives soient représentées. Comme nous l'avons vu plus haut, ceci comprendra au minimum :

- Des hommes et des femmes.
- Des gens de formations et d'expériences dans des disciplines différentes.
- Des étrangers et des initiés.

La formation choisie dépendra entièrement des objectifs de l'étude. Une étude sur la sécurité alimentaire pourrait comprendre un nutritionniste, un employé du secteur de l'hygiène publique, un agronome ou un économiste. Une étude sur la gestion des ressources naturelles pourrait éventuellement comprendre un agronome, un spécialiste du bétail, un forestier et un économiste. Dans la plupart des cas, les équipes de CRS comprendront du personnel du bureau des projets de CRS de même que de chacun des partenaires intéressés au projet.

Choix d'une équipe PRA. Lors de la constitution d'une équipe PRA, il est bon de se souvenir que la collecte des informations n'est qu'un des nombreux objectifs de cette activité. Tout aussi importante dans un PRA, est la notion de propriété de la collectivité de même que l'intégration totale des membres de la collectivité à tous les stades du processus, y compris, et spécialement, l'utilisation des informations résultant des études menées.

La composition d'une équipe PRA va évoluer dans le temps. Lors d'un projet de World Vision en Mauritanie, l'équipe initiale du projet était composée d'une demi-douzaine d'employés de World Vision et d'environ une douzaine de membres de la collectivité. Lors de l'étape suivante, un seul employé de World Vision y participait pour animer l'exercice. Par la suite, les villageois menaient leurs propres activités de PRA sans l'apport d'aucune personne extérieure, au point même d'envoyer leurs propres animateurs dans les villages voisins pour y démarrer le même processus.

Ceci signifie que l'optique de la constitution de l'équipe sera sensiblement différente que celle d'une RRA, où les étrangers remplissent la plupart des rôles de recherche.

Dans un PRA, l'équipe peut être composée entièrement de membres de la collectivité, avec ou sans un animateur extérieur. Au début du projet, il est probable qu'un ou plusieurs animateurs extérieurs seront impliqués. Plus tard, il est possible que le village soit capable de s'occuper de certaines ou de toutes les activités sans trop d'intervention extérieure ; en réalité ceci doit être un des buts du processus. Il est possible qu'à un stade intermédiaire, des personnes d'une collectivité voisine, formées aux techniques PRA, puissent aider avec le PRA. De cette manière, des villages proches peuvent partager leurs connaissances et limiter leur dépendance des travailleurs externes.

En général, dans les projets CRS où on retrouve un partenariat tripartite entre CRS, ses partenaires et les collectivités, l'équipe sera probablement constituée (au moins au début) :

- Du personnel de CRS.
- Des représentants de l'agence partenaire.
- D'un « comité de direction » (voir page 22) composé de membres de la collectivité.

L'équipe peut également comprendre des spécialistes représentant des disciplines particulières (telles que la nutrition) ou même du personnel d'autres agences occupées à des projets complémentaires qui rejoignent l'équipe pour y apporter une perspective supplémentaire. De même que les personnes extérieures sont choisies pour représenter des perspectives diverses, le même principe doit s'appliquer à la sélection des membres de la collectivité. On demandera par exemple à la collectivité de sélectionner douze membres, comprenant hommes et femmes, certains membres des familles les plus riches et des familles les plus pauvres, et des membres d'ethnies différentes. Ces gens, avec les personnes extérieures, constitueront donc l'équipe PRA.

Le noyau de l'équipe PRA procédera à certaines des activités de collecte d'information et convoquera, le cas échéant, des réunions plénières de la collectivité pour s'occuper de la planification et de l'établissement des priorités, réunions où tout le monde doit avoir le sentiment de faire partie du projet (si le village est très grand, ces réunions peuvent avoir lieu au niveau du quartier ; les conclusions de chaque quartier seront ensuite présentées en réunion plus générale où elles seront discutées en public).

Définition des objectifs de l'étude

Une des premières étapes dans la préparation d'une RRA ou d'un PRA sera la définition des objectifs de l'étude. Le centre d'attention de l'étude (parfois appelé le « thème ») devra être clairement défini avant la sélection de l'équipe car c'est celui-ci qui déterminera quel genre de personne il faudra dans l'équipe. Par exemple, une étude destinée à examiner une intervention dans le domaine de la nutrition devra avoir un nutritionniste dans l'équipe, tandis qu'une étude qui va examiner à fond les pertes de production et de stockage aura besoin d'un agronome dans son équipe. Les autres membres de l'équipe devraient être des experts en questions sociales ou économiques. Cette équipe sera sélectionnée d'après les sujets qui seront étudiés.

Lorsque l'équipe est constituée, la première tâche sera de mieux cerner les objectifs de l'étude. **Les objectifs sont, tout simplement, ce que l'équipe désire découvrir durant l'étude.** Plus les membres de l'équipe savent exactement ce qu'ils veulent découvrir, plus ils peuvent concentrer leur attention sur les sujets en question, et plus ils ont de chances que les informations recueillies soient cohérentes et utiles.

La recherche revient à assembler les pièces d'un puzzle.

Les objectifs sont comme le cadre ou les bords du puzzle. Chaque fois qu'une information est reçue, une autre pièce du puzzle est mise en place. Toutes les informations recueillies doivent trouver leur place dans le cadre qui a été défini comme objectif.

Lors de l'établissement des objectifs, on fait face à deux dangers qui peuvent être illustrés par l'exemple du puzzle ci-dessus :

Danger N°1 : Définition d'objectifs trop vastes pour le temps alloué à l'étude.

Dans ce cas, le cadre est trop grand. Même si de nombreuses informations sont recueillies, elles courent le risque d'être dispersées, une pièce ici et une pièce là. À la fin de l'étude, il y aura tellement de vides qu'il sera difficile de comprendre l'image et de saisir la signification des informations.

Danger N°2 : Définition d'objectifs trop limités.

Dans ce cas, le cadre est trop petit, et il est facile d'obtenir suffisamment d'informations pour remplir l'intégralité du cadre. L'image peut être trop petite pour être compréhensible, et les informations les plus intéressantes peuvent tomber hors du cadre, à la périphérie de l'étude. (Par exemple, l'étude peut recueillir une immense quantité d'informations très détaillées sur les habitudes de sevrage mais n'introduit pas ces données dans le cadre plus général de l'insécurité alimentaire à laquelle font face les familles durant certaines périodes de l'année.)

L'établissement d'objectifs raisonnables peut être une des difficultés majeures des RRA et PRA. Dans une RRA, toute l'équipe doit participer. D'autres employés de CRS et des partenaires qui, à un certain point, devront utiliser les informations de l'étude, peuvent également participer pour s'assurer que les informations dont ils auront besoin se trouveront dans l'étude. C'est maintenant qu'il faut s'assurer que les diverses perspectives de toutes les personnes qui devront utiliser les informations sont bien représentées dans les objectifs de l'étude. Si cette étape est négligée, les divers membres de l'équipe se présenteront sur le site avec leurs propres priorités, avec comme conséquence, une situation chaotique. Les objectifs définissent les priorités de l'équipe et il est primordial qu'il y ait un consensus sur celles-ci avant d'arriver sur le site.

Dans le cas d'un PRA, la collectivité locale participera activement à l'établissement de ces objectifs. La définition des objectifs sera la première étape des travaux sur le terrain pour s'assurer que l'intégralité de la collectivité puisse y participer.

Lors de la définition des objectifs, des règles communes doivent être établies pour que l'équipe se sente à son aise pour collaborer sur le site. Comme mentionné ci-dessus, la définition d'objectifs trop larges ou trop étroits est dangereuse ; il faut trouver un juste milieu qui satisfait la demande de renseignements et qui est compatible avec le temps alloué à l'étude. Dans la plupart des cas il vous semblera utile de définir un thème pour l'étude avec trois ou quatre objectifs principaux. Chaque objectif peut ensuite avoir plusieurs sous-objectifs pour concentrer encore plus l'attention de l'équipe sur des aspects particuliers du problème. Une façon d'organiser vos objectifs est la suivante :

1. **Un objectif « type ».** Il est souvent intéressant de faire de votre premier objectif un objectif « type », car toutes les études auront besoin de certaines informations générales pour établir le contexte des autres informations à recueillir.
2. **Un ou plusieurs objectifs descriptifs.** Les objectifs suivants pourraient être essentiellement descriptifs, par la description des habitudes des gens dans un domaine particulier. Une étude sur la sécurité alimentaire pourrait examiner les tendances de consommation de nourriture par différentes catégories de familles à différents moments de l'année. Une étude sur les ressources naturelles pourrait présenter une image du territoire, les ressources naturelles qui y sont présentes et les méthodes d'exploitation et d'utilisation par la population.
3. **Un ou plusieurs objectifs analytiques.** Les objectifs analytiques vont aller au-delà des descriptifs, en concentrant leur attention sur les raisons d'une situation existante. Souvent, à ce stade, vous allez considérer les contraintes, les relations entre divers facteurs, etc.
4. **Le(s) objectif(s) de synthèse.** Dans la plupart des cas, l'objectif final sera un objectif de synthèse, qui rassemblera toutes les découvertes sous forme de conclusions et de recommandations.

Des exemples d'objectifs pour une RRA initiale sont présentés ci-après. (Ceux-ci ne doivent PAS être utilisés « tels quels » pour votre projet car ils doivent être personnalisés à la mesure des questions qui vous préoccupent. Ils sont présentés ici uniquement pour donner une idée du format général que peuvent suivre les objectifs.)

Exemples d'objectifs pour une RRA initiale sur la sécurité alimentaire

I. Profil de la collectivité

- Histoire
- Géographie
- Structure sociale de la famille et de la collectivité
- Économie

II. Description des stratégies d'acquisition de nourriture des divers groupes socio-économiques

- Production de nourriture
- Création de revenu
- Caractérisation des années bonnes/moyennes/mauvaises

III. Description des tendances de consommation de nourriture par différents membres de la famille et différents groupes socio-économiques

- Origine de la nourriture (cultivée, achetée, récoltée, autre)
- Fluctuations du prix de la nourriture
- Fluctuations de la consommation au cours de l'année
- Repas typique par saison, niveau de sécurité de l'alimentation, rôle dans le ménage
- Partage de la nourriture dans la famille et au-dehors

IV. Définition des restrictions principales à une disponibilité suffisante de nourriture, à l'obtention et à l'utilisation de la nourriture.

- Éléments déficients ou inexistant dans le système de production
- Éléments déficients ou inexistant dans la création de revenu
- Connaissances/services sanitaires et nutritionnels déficients ou inexistant
- Autres liens déficients qui empêchent une consommation correcte de nourriture

V. Identifier :

- a) Les menaces principales à une sécurité alimentaire constante maintenant et dans le futur et
- b) Les stratégies de remplacement et leur efficacité.

VI. Identifier et attribuer des priorités aux stratégies d'aide aux familles pour limiter leur vulnérabilité à la sécurité alimentaire et maximiser leurs défenses en cas de crise. Identifier le rôle de CRS et de ses partenaires dans la mise en œuvre de ces stratégies.

Les objectifs ci-dessus sont relativement étendus, et considèrent la situation de la sécurité alimentaire en général. De tels objectifs seraient bien adaptés à une étude initiale. Il est également possible d'établir des objectifs qui vont centrer l'enquête sur un aspect spécifique du problème. Ces objectifs sont parfois appelés « **thématiques** ». Ceci pourrait se présenter, par exemple, si l'enquête générale initiale a découvert que la question principale dans le problème de la sécurité alimentaire de la collectivité est liée à des problèmes de marché et au manque de marchandise dans les marchés à certaines périodes de l'année. Les objectifs d'une enquête subséquente plus centrée (qui pourrait se dérouler dans cette collectivité et dans les régions avoisinantes, puisque les problèmes de marché affectent diverses collectivités) concentreraient donc leurs efforts sur les questions de marketing, par la définition des restrictions aux différents niveaux, la demande pour différents types de produits, etc. À ce point, il serait peut être utile également d'utiliser d'autres méthodes pour la collecte d'informations complémentaires (images du satellite Landsat des zones régulièrement inondées de manière à examiner la possibilité de construction de routes, analyse des données de marchés régionaux, enquêtes auprès des vendeurs, etc.).

Il faudra établir des objectifs différents si l'étude doit être utilisée pour un bilan à mi-parcours ou à la fin du projet. Un exemple d'objectifs d'enquête est présenté ci-après.

Exemples d'objectifs d'une RRA pour l'analyse des progrès d'un PRA

I. Profil de la collectivité X (sauf si déjà établi dans une étude précédente ; si déjà fait, décrivez les changements significatifs)

- Histoire
- Contexte géographique (marchés, accès, etc.)
- Contexte économique
- Population
- Systèmes de production
- Structure sociale de la famille
- Structure sociale de la collectivité

II. Décrivez le mode d'application du processus PRA dans la collectivité

- Qui y participa, qui n'y participera pas
- Que se passa-t-il, quand
- Résultats

III. Évaluez les progrès dans la capacité de planification de la collectivité

- Maîtrise des outils et techniques
- Utilisation des outils et techniques pour la collecte et l'analyse des données
- Utilisation des informations recueillies pour la résolution indépendante des problèmes, pour la prise de décisions et pour la planification

IV. Décrivez les développements menés à bien dans la collectivité suite à un plan d'action communautaire

- Type d'intervention et objectif
- Opération/comment a-t-elle été menée
- Gestion
- Participants/non participants

V. Évaluez l'impact de chaque intervention sur l'individu, la famille et la collectivité

VI. Présentez des recommandations pour une amélioration future des activités dans cette collectivité ou d'autres collectivités où des activités similaires pourraient prendre place

Les objectifs PRA présenteront en général deux aspects : une composante d'identification du problème et une composante planification. Certains aspects de l'identification des problèmes seront très semblables à ce qui a été exposé ci-dessus comme objectifs RRA.

Exemples d'objectifs pour une étude PRA sur la sécurité alimentaire

1. Identifier les problèmes principaux de sécurité alimentaire dans la collectivité X.
2. Déterminer quel segment de la population est affecté par chaque problème identifié dans l'objectif 1.
3. Déterminer la sévérité de l'impact sur la population.
4. Déterminer la fréquence du problème et le cas échéant, la saisonnalité.
5. Dresser une liste des problèmes, par priorité, en vue de la planification.
6. Établir un plan d'action communautaire qui décrit la stratégie de la population pour améliorer leur situation de sécurité alimentaire.

Dans la plupart des cas, les objectifs de l'étude ne vont pas changer sensiblement au cours de son déroulement sur le terrain. Ils devront avoir été établis avec suffisamment de soin et avec une compréhension préliminaire suffisante des problèmes pour être réalisables, réalistes et significatifs. De plus, ils doivent laisser suffisamment de latitude à l'exploration pour que l'équipe puisse modifier légèrement son approche sur le terrain, sans avoir besoin d'une révision profonde des objectifs.

De temps en temps, pour telle ou telle raison, les

choses sont totalement différentes de ce qui était prévu, et les objectifs doivent être revus à mi-course. Les objectifs originaux prévoyaient peut-être l'étude dans la collectivité de la situation générale de sécurité alimentaire à long terme, mais pour une certaine raison, ce village se trouve face à un problème critique urgent (un incendie, quelques jours plus tôt, a détruit la plupart des silos à grain du village, par ex.). Dans ce cas, il est tout à fait inutile de poursuivre les objectifs initiaux. L'équipe devra plutôt réagir rapidement à cette situation et revoir ses objectifs à la lumière de la situation présente. Dans d'autres cas, la portée générale des objectifs peut être valable, mais l'équipe devra peut-être se concentrer plus sur un domaine particulier, ou peut-être ajouter des domaines supplémentaires à l'enquête, pour examiner un problème prioritaire qui apparaît au cours de l'enquête sur le terrain.

Sélection du site

Choix du site RRA. La sélection du site est d'une importance primordiale à cause du nombre limité de sites qui peuvent, d'une façon réaliste, être visités vu la durée et le volume de travail que représentent ces méthodes. En décidant du nombre de sites RRA, l'équipe devra prendre en ligne de compte le type d'informations recherchées, comment elles seront utilisées, les diversités régionales et la logistique.

Au départ du processus de sélection du site, il faut se poser cette question clé : « Comment organiser cette étude de manière à obtenir les informations les plus utiles possibles sur les sujets qui nous intéressent tout en limitant la possibilité de biais qui pourraient déformer notre perspective des réalités locales ? ».

Avant de commencer le processus de sélection du site, il est bon de revoir quel type d'information peut et ne peut pas être recueilli par des méthodes participatives et

qualitatives telles que la RRA. Ces méthodes **ne peuvent pas** recueillir des informations qui peuvent être utilisées pour des déductions statistiques qui extrapolent les résultats d'une étude à une population plus large. Si vous voulez procéder à une étude des baux dans trois villages, par exemple, vous ne pouvez pas extrapoler les résultats et déclarer que juste parce que vous avez trouvé un type de bail dans une collectivité (ou même dans les trois) le même type d'accord va se retrouver dans toute la région.

Alors que vous ne pouvez pas généraliser des découvertes spécifiques, les RRA vont être particulièrement utiles pour signaler des problèmes importants qui devront être pris en considération par un projet ou une politique. Dans l'exemple ci-dessus, alors qu'il n'est pas permis d'étendre une découverte spécifique à une plus grande population, il est parfaitement acceptable de signaler que si on a découvert dans trois collectivités choisies au hasard, des accords locatifs locaux/indigènes puissants, un projet ou une politique doit tenir compte des accords locatifs locaux. Ces études doivent également signaler les types de problèmes qui surgissent à cause de ces accords locatifs locaux.

La procédure de sélection du site doit être soigneusement préparée d'avance et respectée scrupuleusement pour s'assurer que des biais indésirables ne s'infiltreront dans la procédure de sélection. Il est bon de noter que certains biais peuvent être introduits intentionnellement si l'équipe décide en connaissance de cause qu'elle souhaite favoriser certaines caractéristiques (telles que par exemple concentrer son attention sur des collectivités présentant des problèmes graves de sécurité alimentaire ou des stratégies innovatrices de gestion des ressources) et choisir délibérément des sites qui présentent ces caractéristiques. Lors de la sélection du site, vous devez penser d'abord au nombre de sites que vous allez étudier, et ensuite comment vous aller sélectionner le nombre de villages requis.

1. Choix du nombre de sites à étudier.

Commencez par penser au nombre d'études que vous **désirez** mener, et ensuite, soyez réaliste, et pensez au nombre que vous **pourrez** mener en tenant compte des contraintes logistiques et de personnel. Le nombre de sites que vous aimeriez étudier dépendra probablement de la diversité de la région. Si la région est relativement homogène, avec une seule ethnie, une situation géographique similaire dans toute la zone, des habitudes de production semblables, etc. vous n'aurez besoin que de quelques sites. Après deux, trois sites, il sera clair que le même type d'information se répète et il ne fera aucun sens de continuer. Toutefois, si la zone du projet est très hétérogène sous les aspects énumérés ci-dessus, il faudra visiter bien plus de sites car d'après les circonstances, vous allez rencontrer des situations différentes.

Pour rester réaliste, le nombre de sites que vous pourrez étudier va dépendre de la disponibilité de membres compétents dans l'équipe et du temps que vous pouvez passer sur place. S'il y a plusieurs bonnes équipes disponibles pour mener les études, il sera possible de visiter plus de sites que si un groupe doit faire toutes les enquêtes l'une après l'autre. Souvenez-vous que la dose de travail que représente une RRA impose des restrictions sérieuses au nombre de sites qu'une équipe peut visiter. Dans la

plupart des cas, **un séjour d'au moins quatre ou cinq jours sera nécessaire pour recueillir suffisamment d'informations et pour assurer une triangulation valable.** Dans les zones où une situation plus complexe se présente, où les gens hésitent à parler, ce qui rendra le contact plus difficile, vous aurez peut-être besoin d'une semaine sur chaque site. De plus, vu l'effort imposé par cette méthodologie, il faut bien se rendre compte qu'une équipe ne peut pas enquêter sur plusieurs sites l'un après l'autre sans une période de repos. Un repos est de plus nécessaire pour analyser les informations recueillies sur chaque site et pour se reposer de ce travail intensif. Sinon, l'épuisement est inévitable. Pour rester réaliste, il ne faut pas s'attendre à ce qu'une équipe fasse plus de deux, au maximum trois bonnes RRA par mois...et elle aura probablement besoin d'une bonne période de repos avant d'attaquer la série suivante.

2. Sélection des sites

Lorsque vous vous êtes fixé un nombre de sites, vous pouvez commencer la procédure de sélection. Dans la plupart des cas, vous obtiendrez les meilleurs résultats en utilisant une combinaison **d'échantillonnages ciblés et aléatoires**. Un échantillonnage ciblé signifie que vous vous assurez qu'une caractéristique donnée figure dans votre échantillon...vous le choisissez délibérément. Un échantillonnage aléatoire signifie que vous laissez le hasard choisir, en ne favorisant aucune caractéristique particulière.

La partie ciblée de l'échantillonnage garantit que l'éventail des conditions présentes dans une région se retrouvera dans l'échantillonnage final. La sélection aléatoire limite le risque de voir quelqu'un introduire un biais dans le but de favoriser son propre agenda (un membre du projet vous suggère de sélectionner un site donné pour l'évaluation, car il sait que le projet a été particulièrement réussi sur ce site, par ex.). On utilisera un échantillonnage ciblé pour créer une liste de villages qui présentent une caractéristique commune qui nous intéresse, et un échantillonnage aléatoire parmi cette liste pour choisir le ou les villages qui seront étudiés dans la RRA.

Étape N°1 : Établissement d'un pool de villages parmi lesquels vous allez choisir ceux à étudier.

Dans le cas d'un projet RRA préliminaire, cette liste pourrait reprendre tous les villages d'une région particulière. Si le projet ne prévoit d'intervenir que dans les villages qui présentent un taux élevé de malnutrition, la liste pourrait alors se limiter aux villages dont plus de 20 % des enfants présentent des signes de malnutrition. Dans le cas d'une RRA, ceci pourrait représenter tous les villages où le projet est en cours.

Étape N°2 : Élimination des villages « marginaux »

Le nombre de villages qui seront sélectionnés dans la liste établie dans l'étape 1 sera relativement limité (peut-être entre trois et dix) à cause des restrictions énoncées ci-dessus. Si vous voulez que cet échantillonnage soit le plus représentatif possible des villages de la liste complète, vous devrez maintenant disqualifier des villages qui pour une raison ou l'autre sont très différents. Ceci est nécessaire pour éviter de perdre du temps à recueillir des informations sur les collectivités où vous savez que, pour une raison quelconque, la situation est très différente de la norme.

Si, par exemple, vous savez que la plupart des villages de votre liste ont une population entre 250 et 1000 personnes, vous pouvez décider d'éliminer les villages qui ont une population beaucoup plus grande ou plus petite que ça. Si la population de la plupart des villages fait partie de trois ethnies principales, vous pouvez décider d'éliminer les villages formés de très petits groupes minoritaires. Si certains villages sont très proches d'une zone urbaine, et en conséquence pourraient se comporter différemment du village « typique » de la région, vous pourriez également décider de les enlever de la liste. Notez que vous n'allez éliminer ces villages « marginaux » que si vous essayez d'obtenir une image de la situation prédominante dans la région. Si vous êtes plus particulièrement intéressé par ce qui se passe dans des situations particulières et que vous prévoyez des interventions pour réagir à ces circonstances particulières, vous pourriez alors décider de laisser ces villages dans la liste et peut-être décider de procéder à un échantillonnage ciblé pour cette caractéristique (de très petits villages, par ex.) à l'étape suivante.

Comment identifier les villages marginaux ? D'habitude, le moyen le plus simple est de discuter de la situation avec plusieurs personnes qui connaissent bien la région et certains villages. Vous pouvez décider ensemble des critères à appliquer pour éliminer un village, et les personnes qui vous renseignent peuvent également vous indiquer quels villages présentent (ou ne présentent pas) telle caractéristique. Les agents permanents, les fonctionnaires du gouvernement, et les représentants d'ONG en poste dans cette région depuis longtemps sont en général de bonnes sources pour ce genre d'information. Des données secondaires telles que cartes et recensements peuvent également vous apporter des informations intéressantes.

Étape N°3 : Organisez vos villages en catégories pour être certain que les caractéristiques intéressantes sont dans l'échantillonnage

Cette étape veille à ce que vous obteniez la diversité souhaitée suivant le but de l'étude entreprise. Pour créer ces groupes, il vous faudra penser sérieusement aux conditions qui pourraient avoir un impact important sur la situation que vous étudiez. Si par exemple les deux groupes ethniques dans la région ont des stratégies très différentes de production et de gestion de l'alimentation, il vous faudra alors considérer un groupe de villages d'une ethnie et un autre groupe de l'autre ethnie. Si vous pensez qu'un facteur clé de la sécurité alimentaire est la proximité du marché, vous devez créer des groupes suivant leur proximité des marchés. À ce stade, évitez l'utilisation de trop de caractéristiques différentes pour créer vos groupes, et concentrez-vous sur une ou deux caractéristiques qui, à votre avis, vont faire la plus grande différence dans les résultats de votre étude. En divisant l'ensemble en sous-groupes de ce type (parfois appelé stratification) vous vous assurez que, même si l'échantillonnage est petit, les villages qui présentent une certaine caractéristique seront compris dans l'échantillonnage (que vous aurez au moins un village d'un groupe ethnique ou d'un mode de vie « X » et un autre d'un groupe « Y », par ex.). Ceci est semblable à l'échantillonnage ciblé pour des raisons de triangulation comme nous l'avons montré précédemment.

Comme nous l'avons vu plus haut dans l'étape 2, les données nécessaires à classer les villages par groupes seront obtenues de sources secondaires ou de sujets interrogés clés.

Étape N°4 : Échantillonnez au hasard dans chaque groupe le nombre de sites désirés (et les sites de réserve)

Pour un échantillonnage aléatoire, mettez tout simplement toutes les cartes d'un groupe dans un chapeau et puisez le nombre de sites voulu. Nous recommandons de choisir un site principal et un site de réserve si, pour une raison quelconque le site principal ne convient pas. On visitera chaque site avant que l'équipe ne commence son étude pour s'assurer que les conditions sont bonnes et que le village est d'accord de participer. À la suite de cette visite, il sera peut-être nécessaire d'éliminer un site si, pour une raison quelconque, il n'est pas représentatif, il y a des problèmes de logistique ou le village n'est pas coopératif. On visitera alors le site de réserve pour s'assurer qu'il convient. Il faudra soigneusement enregistrer ces étapes.

Ce système présente de nombreuses variantes. Une de celles-ci consiste à classer les sites en « principaux » et « secondaires » et de visiter quelques sites de plus. Dans le site principal, on mènera une étude approfondie de peut-être six jours, étude qui sera ensuite analysée à fond. Ces résultats seront considérés comme une hypothèse qui sera alors testée dans les sites secondaires où on mènera des études plus courtes. Dans ces sites secondaires, on utilisera moins d'outils, en concentrant l'attention sur les activités qui furent les plus profitables dans les sites principaux. L'équipe pourra mener son enquête un peu plus vite, car elle aura déjà une bonne idée de ce que sont les problèmes principaux. Dans un certain sens, l'équipe va essayer de voir si les découvertes du site principal sont applicables au site secondaire, et si ce n'est pas le cas, quelles sont les différences et pourquoi. Une manière d'appliquer cette méthode, est par exemple que l'équipe entière, disons six personnes, visite le site principal. L'équipe peut ensuite se diviser en deux sous groupes qui vont chacun visiter un site secondaire durant, peut-être, trois jours. De cette façon, trois villages peuvent être visités pendant le temps qu'il faudrait normalement pour en visiter deux.

Sélection d'un site PRA. Dans de nombreux projets qui utilisent le PRA, le but est de personnaliser l'approche du projet aux besoins de la collectivité, et, souvent, de créer des possibilités d'évaluation de besoins et de planification. En général, dans de tels cas, les PRA sont menés par chaque collectivité qui participe au projet. La question est alors, non pas tellement sur quel site procéder au PRA, mais, quels sites feront partie du projet et quel sera le calendrier de mise en route des PRA. À ce stade, il est primordial de bien se rendre compte **de la somme de travail que représente le processus participatif, spécialement en ce qui concerne le personnel du projet.** La formation et l'animation des activités de PRA dans une collectivité est un processus long et fatigant, et il n'y a que peu de moyens de le raccourcir. Les projets basés sur cette approche devront, forcément, limiter le nombre de sites où ils peuvent prendre place. Il en résultera des interventions mieux appropriées, aux résultats plus durables, mais au détriment du nombre de sites.

Que peut-on considérer comme réaliste en termes de réalisation ? Il est difficile de prédire les résultats, vu les vastes différences dans les expériences pratiques dans divers pays et régions. L'expérience suggère toutefois que travailler avec un groupe de villages est plus efficace que travailler avec des collectivités isolées, car des villages voisins peuvent s'entraider, des ressources de formation peuvent être mises en commun, l'animateur peut maintenir plus facilement le contact avec les diverses collectivités et on constate une synergie générale qui va augmenter l'impact. Un groupe ainsi formé peut comprendre trois ou cinq villages facilement accessibles entre eux (les villageois utilisant les moyens de transports à leur disposition). Ces villages peuvent participer à une formation initiale et envoyer des représentants pour participer aux premiers exercices PRA qui prendraient place dans un des villages. L'animateur assurerait ensuite le suivi dans les autres villages du groupe.

Étant donné que l'animateur doit être présent à chacun des exercices initiaux du PRA, il ne faut pas s'attendre à ce que cette personne puisse travailler dans plus de deux groupes, au plus, durant la première année. Si les groupes sont gonflés au point d'atteindre cinq villages, l'animateur sera alors suffisamment occupé avec un seul groupe. Durant la deuxième année, il pourra ajouter un second groupe de villages et continuer à aider le premier groupe tout en mettant le processus en route dans le second.

Le nombre de groupes dont le projet peut s'occuper simultanément dépendra de nombreux facteurs tels que support administratif, moyens de transport adéquats, connaissance préliminaire du processus (ou, au contraire, la nécessité de former du personnel à ces méthodes) et le nombre d'animateurs qualifiés disponibles. Si vous hésitez, commencez modestement et ensuite étendez-vous au fur et à mesure que le projet gagne confiance et expérience. Il peut sembler logique de commencer dans trois ou quatre groupes la première année et d'ajouter le même nombre la deuxième année. La durée possible de cette croissance dépendra du nombre d'années de disponibilité du financement. Il est important que les villages qui commencent ce processus puissent mener leurs plans à bien, et que le financement soit disponible pour le leur permettre. Ceci veut dire qu'il ne faut pas mettre des nouvelles collectivités dans le circuit durant la troisième année si le financement va s'épuiser à la fin de l'année et qu'il n'y aura plus moyen de satisfaire les besoins déterminés par le plan d'action communautaire.

Déroulement de l'étude sur le terrain

RRA

Comment assortir les outils aux objectifs de la recherche

Après la sélection de l'équipe, la définition des objectifs et le choix des sites, le processus RRA est maintenant bien lancé. L'étape suivante sera de réfléchir à ce qui va se passer durant l'étude sur le terrain. Plus l'équipe sera préparée, plus il sera fait un usage efficace des heures précieuses de temps alloué sur le terrain. Il faut cependant noter ici que l'équipe devra être au courant des questions à étudier et avoir une bonne idée générale des procédures qui seront suivies sur le terrain. Toutefois, l'équipe NE veut PAS définir d'avance les détails de son programme, car celui-ci va évoluer au jour le jour d'après les informations recueillies et les circonstances dans la collectivité. Vous ne devez pas démarrer avec un programme qui vous dit d'établir une carte le premier jour au matin et que cela va vous prendre deux heures, avec une exploration de trois heures l'après-midi, un diagramme de Venn le lendemain matin, etc. **Les études au programme rigide et exagérément prédéterminé ont tendance tout simplement à confirmer les hypothèses préliminaires et les biais de l'équipe plutôt que découvrir des éléments nouveaux et potentiellement beaucoup plus intéressants.** Ceci apparaîtra lorsque l'équipe prendra le temps d'écouter ce que les populations locales ont à lui apprendre et d'ajuster son programme et son champ d'investigation en conséquence.

À ce stade, une étape utile est la préparation d'une matrice (à l'usage de l'équipe ... et non pas de la collectivité, comme c'est le cas avec les matrices décrites dans la section « outils ») qui cerne les types d'informations voulues et les outils nécessaires à leur obtention. Comme nous le verrons plus loin dans la section « outils », les divers outils ont des avantages différents et certains sont plus appropriés à recueillir certains types d'informations. Procéder à cette étape en équipe mettra toute l'équipe sur le même plan quant aux questions à étudier, et plus spécialement, aidera ceux qui sont novices dans la réalisation d'une RRA à mieux comprendre comment les outils peuvent être utilisés le plus efficacement possible sur le terrain.

La première chose à faire lors de la construction de cette matrice, est de réfléchir aux questions à examiner durant l'étude. Pour ce faire, il est bon d'afficher les objectifs à la vue de tous. Ensuite, passez en revue chaque objectif et demandez aux gens de penser à ce qu'ils auront besoin de savoir pour obtenir l'information demandée par cet objectif. Mettez toutes les idées sur papier avant de passer à l'objectif suivant. Lorsque toutes les idées sont reçues, faites-en une liste cohérente et transférez-la le long de l'axe vertical de la matrice. Sur l'axe horizontal de la matrice, inscrivez les différents outils qui pourraient être utilisés pour la collecte des informations. Ensuite, pour chaque outil, passez la liste en revue, et marquez quelle information peut être obtenue en utilisant cet outil. Il peut être utile d'utiliser des X (comme dans l'exemple qui suit) pour montrer quels outils peuvent obtenir beaucoup d'informations sur un sujet spécifique, ou des O pour ceux qui vont obtenir certaines informations, mais moins. Des X de couleurs différentes donneront le même aperçu.

Utilisation des outils RRA pour la collecte des types d'informations requises comme références

(Pour illustration uniquement)	Carte	Carte sociale	Exploration	Diagramme de Venn	Calendrier Sécur. Alim.	Aspect saisonnier	Profil historique	Matrice historique	Unité consommation ISS	Unité production ISS
Histoire						O	X	X		
Contexte géographique	X		X							
Contexte social	X	X		X			X	X		
Contexte économique	X	X	X			X		X		
Stratégies d'obtention de nourriture	X		X		X	X	X	X	X	X
Habitudes de consommation de nourriture		X			X	X	X	X	X	
Fluctuation des prix de la nourriture					X	X		X	X	
Partage de la nourriture		X			X			X	X	
Restrictions à la disponibilité de nourriture	O	X	X		X	X		X		
Stratégies familiales/individuelles		O			O				X	

Si après avoir terminé cet exercice, vous constatez que certains sujets ne sont pas couverts par les outils repris sur la liste, essayez de trouver une autre méthode qui vous permette d'obtenir cette information. Vous devrez peut-être modifier un outil ou en créer un nouveau. De même, si votre liste comporte des outils qui semblent n'avoir qu'une utilité limitée pour les informations que vous voulez obtenir, vous arriverez vite à la conclusion qu'il vaut mieux ne pas perdre de temps à utiliser cet outil lors de cette étude. Un avantage à l'établissement d'une matrice comme celle-ci est qu'elle sera le point de départ de la liste de vérification de chaque outil.

Cette matrice n'est pas sacrée, elle n'est que le point de départ qui vous aidera à mieux organiser votre temps sur le terrain. Au fur et à mesure des progrès, de nouveaux sujets – et peut-être de nouveaux outils – vont s'ajouter à votre matrice. Vous pouvez décider d'éliminer certains outils et certaines informations si vous suivez des pistes nouvelles et intéressantes.

Lors de la préparation des travaux sur le terrain, il est important de confirmer les termes employés avec ceux qui vont traduire sur le terrain. Les termes et concepts clés doivent être traduits dans la (les) langue(s)

locale(s), retraduits en Anglais/Français/Espagnol etc. et ensuite de nouveau dans la langue locale. Il faut au moins trois personnes de langue maternelle locale pour participer à ces échanges.

Gestion du temps sur le terrain : Que se passe-t-il au cours de l'étude sur le terrain.

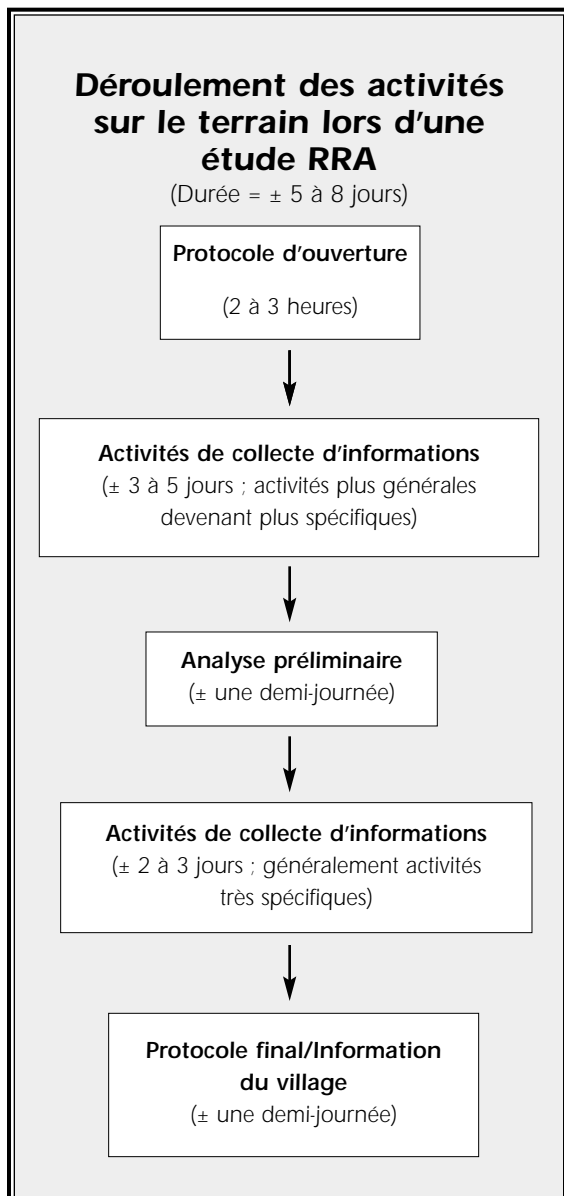
Les études RRA sont normalement (bien que pas nécessairement) menées durant une période discrète de travail sur le terrain durant de quatre à sept jours. Ces études dureront plus si les informations à collecter sont plus compliquées ou plus délicates, si les étrangers ont moins d'informations sur la collectivité ou sur les questions à étudier, si la structure sociale de la collectivité est plus complexe, ou si pour une raison quelconque, les gens sont réticents à partager les informations avec des étrangers et il faut plus de temps que prévu pour établir un climat de confiance.

Comme nous l'avons vu plus haut, bien qu'il soit impossible de prévoir

exactement le programme d'activités sur le terrain, la plupart des RRA sont taillées sur certains modèles typiques. Nous allons donc commencer par examiner le déroulement général des activités durant le séjour de l'équipe sur le site. Nous allons ensuite voir ce qui se passe durant une journée typique d'étude sur le terrain.

Avant de se rendre dans la collectivité pour commencer l'étude, il est bon que l'équipe (ou certains de ses membres) visite le village au moins une fois. Lors de cette visite préliminaire, l'équipe expliquera le but de l'étude et s'assurera que la collectivité est intéressée à participer ou non. Il est important d'être très honnête quant à l'utilisation des informations qui seront recueillies et quant au mécanisme qui seront utilisés pour garantir la confidentialité des personnes interrogées.

Cette visite servira également à mettre en place la logistique du logement de l'équipe et de la cuisine. Dans la mesure du possible (et ceci est possible bien plus souvent qu'un étranger pourrait le croire) les équipes RRA devraient séjourner dans les villages où elles procèdent à leur étude, pour la durée du travail sur le terrain. ***Un séjour au village (plutôt que venir et partir durant les heures normales de travail) permet de limiter certains biais qui autrement ne feraient pas surface, en établissant de meilleures relations avec la collectivité, en augmentant le respect mutuel entre étrangers et membres de la collectivité, et en permettant aux membres de l'équipe***



d'observer plus systématiquement et de goûter à la vie de la collectivité. À moins qu'il n'y ait des problèmes de sécurité qui pourraient représenter un risque pour l'équipe, cela vaut la peine d'essayer d'organiser le séjour de l'équipe dans le village.

Lorsque l'équipe arrive dans la collectivité, les études sur le terrain en général commencent et finissent par des sessions de protocole. Lors du **Protocole d'ouverture**, l'équipe va, entre autres :

- Présenter les membres de l'équipe et la raison de leur visite dans la collectivité.
- Expliquer comment la collectivité a été sélectionnée.
- Expliquer ce qui va se passer durant l'étude.
- Expliquer pourquoi les informations sont recherchées et comment elles seront utilisées.
- Annoncer le protocole de clôture et fixer une date pour la communication finale des résultats à la collectivité.

Si dès le début, ces points sont clairement expliqués, vous aurez moins de risques d'avoir des problèmes au cours du travail dans la collectivité. Dans certains cas il sera nécessaire de répéter ces explications plusieurs fois si tous les groupes ne se présentent pas à la réunion.

Après les protocoles initiaux, la partie **Collecte d'informations** peut commencer. Lorsque vous préparez cette partie de l'étude, il faudra garder certaines choses en tête.

1. **Établissement d'une séquence correcte des activités.** Lors de la programmation des diverses activités qui prendront place durant l'étude, il est important d'accorder une attention particulière à la séquence et à l'ordre dans lequel les différentes activités se dérouleront. Lorsqu'il est question de séquence, il faut considérer trois choses :

- Passer des informations plus générales aux informations plus spécifiques.
- Passer des sujets moins délicats aux sujets plus délicats, et
- Capitaliser sur les informations déjà recueillies pour améliorer vos connaissances au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

Normalement il est logique de recueillir d'abord les informations générales et contextuelles nécessaires au début de l'étude pour se concentrer ensuite progressivement sur les informations plus spécifiques de même que sur les informations qui pourraient être plus délicates. Les activités du début peuvent se concentrer sur la saisie des aspects physiques de la collectivité (avec cartographie), des structures sociales (au moyen d'un diagramme de Venn), du système agricole général (le cas échéant), etc. Il vaut mieux garder les questions telles que budgets familiaux, habitudes de consommation, comportements illégaux et ainsi de suite, pour la fin de l'étude. Cette stratégie permettra à l'équipe de mieux comprendre le contexte lors de la collecte des informations plus détaillées, augmentera les possibilités de voir la population comprendre pourquoi ces informations leurs sont demandées et améliorera les chances de voir la population plus

honnête avec l'équipe puisque les relations s'améliorent au fur et à mesure des progrès de l'étude.

La collecte des informations est comme la construction d'un mur : vous commencez par les fondations, et ensuite posez les briques au-dessus, rangée par rangée, avec chaque rangée vous apportant des connaissances supplémentaires. Vous pouvez revenir en arrière pour confirmer des informations déjà enregistrées, mais la tendance générale sera la collecte de nouvelles informations qui s'ajouteront aux anciennes, plutôt qu'une simple confirmation et reconfirmation de ce que vous savez déjà.

2. **Répartition du temps entre les activités au niveau de la collectivité et des familles.** Dans la plupart des études, les informations recueillies seront les plus complètes et précises si l'approche consiste en une collecte d'informations au niveau de la collectivité et au niveau des ménages. Une certaine quantité d'informations peut être obtenue dans des groupes importants, lorsqu'on recherche les tendances générales de la collectivité, et qu'on veut mieux saisir les phénomènes qui affectent une population nombreuse. Toutefois, à un certain moment, il est important de descendre au niveau des ménages et des individus pour obtenir des informations plus spécifiques, pour vérifier les tendances majeures et pour explorer les écarts dans les habitudes prédominantes de comportement. Le temps sur le terrain doit être organisé en conséquence. Le plus souvent il est logique d'obtenir d'abord les informations sur le contexte général, et ensuite de tester diverses familles de milieux socio-économiques différents pour obtenir des types semblables d'informations, mais plus en profondeur.
3. **Répartition du temps entre collecte et analyse des informations.** La plupart du temps que vous allez passer dans la collectivité sera consacré à la collecte d'informations. Toutefois, une collecte ininterrompue d'informations, sans temps de réflexion et d'analyse, donnera au mieux un fatras de données sans rapport et probablement sans intérêt. Il est important qu'au cours de l'étude, l'équipe prenne le temps d'assimiler les connaissances acquises et de les utiliser pour établir une stratégie pour la suite de la collecte d'informations. Une partie de cette analyse peut avoir lieu au cours des sessions quotidiennes d'interaction de l'équipe, sessions dont il sera question plus loin. Outre ces sessions quotidiennes courtes et généralement plutôt superficielles, il est primordial que l'équipe interrompe ses activités de collecte d'informations un peu plus longtemps pour procéder à ce qu'on appelle une **analyse préliminaire**.

Cette analyse préliminaire s'avère en général la plus efficace si elle a lieu aux environs des 2/3 du parcours, lorsque beaucoup d'informations ont été recueillies, mais qu'il reste encore suffisamment de temps pour remplir les blancs et pour clarifier des points qui ne seraient pas clairs. **Lors de cette analyse préliminaire, l'équipe consacra une demi-journée (ou plus si possible) pour passer en revue les objectifs de l'étude et pour examiner les informations recueillies et les blancs qu'il reste à remplir.** Si on pense que ces informations sont étonnantes ou contradictoires, ces points doivent être remis à l'ordre du jour pour être vérifiés durant les derniers jours de l'étude. L'équipe doit également examiner les questions de biais, et s'il s'en trouve, ceux-ci peuvent être corrigés avant la fin de l'étude. Souvent, à la fin de l'analyse préliminaire, l'équipe va concentrer son attention sur des questions bien

plus spécifiques, et durant les derniers jours, sur les questions particulières restées sans réponses. À ce stade, des interviews semi-structurées très spécifiques, s'adressant à des gens choisis et couvrant des questions bien précises, sont souvent utiles.

Le **protocole final/session d'information** est en général la dernière activité avant le départ de l'équipe RRA du village. Il vaut toujours mieux fixer la date et l'heure de cette session dès le début, lors de la réunion de protocole d'ouverture. Si les villageois savent que cette réunion aura lieu, ils seront moins préoccupés de fournir les informations, sachant qu'ils auront le « dernier mot ». Cette **session d'information** a plusieurs objectifs :

- 1. L'impératif éthique de partager les informations.** Lors de recherches participatives de ce type, l'équipe a la responsabilité de partager les informations avec la collectivité et non pas simplement de l'obtenir pour son bénéfice exclusif. Il y a d'autres moyens de partager les informations avec la collectivité, mais celui-ci est le plus immédiat, et garantit que cette étape critique ne sera pas oubliée lorsque l'équipe portera son attention ailleurs. Il serait souhaitable que l'équipe fasse des copies de la plupart des diagrammes qui ont été établis lors de l'étude et en laisse un jeu dans la collectivité. Lors de cette réunion d'information, il est bon de prendre le temps d'obtenir le point de vue de la collectivité quant à l'usage qu'elle pense faire des informations recueillies durant l'étude et quel pourrait en être le suivi. Si on pense que des activités PRA pourraient suivre, c'est le moment de préparer le terrain.
- 2. Une dernière triangulation des informations.** La session d'information est la dernière chance importante de trianguler les informations recueillies. Toutes les informations n'auront pas été recueillies dans l'intégralité de la collectivité ; certaines interviews auront eu lieu avec des groupes restreints ou avec des individus. Lors de la session d'information, l'équipe peut reprendre toutes les informations recueillies et en créer une histoire sur la situation de la collectivité. Les villageois saisiront immédiatement la possibilité d'exprimer leur opinion, s'ils pensent que l'histoire reflète leur réalité avec précision. Par exemple, ils pourraient faire remarquer que quelque chose que vous avez considéré comme typique n'est en fait représentatif que d'une petite minorité de familles. Ou peut-être, vous pensiez que quelque chose arrivait régulièrement alors qu'en réalité ce n'est qu'un événement occasionnel. Lorsque l'équipe présente l'histoire, elle doit encourager les gens à rectifier les erreurs et à ajouter des informations importantes qui auraient été oubliées.

Gestion du temps sur le terrain : Que se passe-t-il au cours d'une journée d'étude sur le terrain

Deux types d'activités ont lieu au cours d'une journée de la RRA :

- 1.** Activités de collecte d'informations, et
- 2.** Activités d'interaction entre les membres de l'équipe.

Grosso modo, 75 % du temps sur le terrain sera consacré à la recherche d'informations et au contact direct avec la population locale. Les autres 25 % du temps de l'équipe seront consacrés à la planification, aux analyses

Une erreur courante des équipes RRA novices est de consacrer tellement de temps à la recherche des informations qu'elles sont trop épuisées pour tenir des sessions d'interaction valables. Ces réunions sont absolument indispensables pour la rigueur méthodologique, pour une analyse progressive des informations et pour une planification méticuleuse nécessaire à l'utilisation optimale du temps sur le site. Il faut prévoir des réunions quotidiennes.

et aux revues méthodologiques. Les directives d'utilisation des divers outils et techniques de collecte d'informations sont données dans la section « outils » qui suit. Nous nous contenterons ici de parler des réunions d'interaction.

Des **Réunions d'interaction de l'équipe** doivent être prévues chaque jour et devraient normalement durer au moins deux heures. Plusieurs sujets doivent se

retrouver à l'ordre du jour de ces réunions :

- 1. Examen des informations recueillies le jour même.** L'équipe doit continuellement assimiler les informations recueillies. Une information qui n'a été analysée, même superficiellement, devient bien plus utile à la planification et permet aux membres de l'équipe de poser des questions plus pertinentes. Une des méthodes les plus efficaces pour l'assimilation des informations est de procéder à une synthèse des activités pour chaque outil utilisé. **Chaque membre de l'équipe qui a participé à cette activité doit s'arrêter et réfléchir aux informations les plus importantes qui ont été recueillies, et en afficher au tableau les éléments clés (sous forme de points).** Les questions et contradictions peuvent également être notées pour suivi futur.

Lorsque l'équipe se sépare pour mener ses activités, il est essentiel que les autres membres soient tenus au courant (la présentation d'une synthèse des activités est un moyen facile) pour que tous partagent les mêmes informations.

- 2. Planning des activités des jours suivants.** Lorsque l'équipe a passé en revue les informations recueillies le jour même, il faut prévoir les activités des jours suivants. En organisant ces activités, les membres de l'équipe vont décider quelles sont les prochaines informations à rechercher, quels sont les outils les mieux adaptés à cette recherche, et avec qui ces outils seront utilisés. Il faut également tenir compte de la triangulation lors du choix de l'outil et des personnes avec lesquelles il sera utilisé pour assurer une bonne diversité de perspectives.
- 3. Préparation des checklists.** Une étape importante lorsque vous vous préparez à utiliser un outil, est d'établir une checklist qui reprend les points à considérer lorsque vous utilisez cet outil. Il est possible d'utiliser un outil de diverses façons. Une carte qui sera utilisée pour recueillir des informations pour une étude sur la sécurité alimentaire ne va pas poser les mêmes types de question qu'une carte utilisée pour une étude sur les baux terriens (bien que dans ces deux cas, il pourrait très bien y avoir un chevauchement des problèmes). La checklist rappelle aux membres de l'équipe quels points doivent être couverts au cours de l'activité. Elle ne doit pas être suivie dans l'ordre, tant que tous les points finissent par être couverts et elle ne doit pas empêcher l'équipe de suivre une piste intéressante découverte au cours des discussions.
- 4. Revue méthodologique.** L'application rigoureuse des méthodes RRA exige une revue méthodologique quotidienne pour s'assurer que les biais

sont repérés et rectifiés le plus tôt possible dans le déroulement du processus. Le chef d'équipe devrait demander à chacun de réfléchir à ce qui s'est passé au cours de l'étude jusqu'à ce moment, et de rechercher toute partialité involontaire (soit dans l'utilisation de l'outil, soit dans le choix des personnes interrogées) qui se serait infiltrée dans l'étude. Après identification des partialités, l'équipe peut penser ouvertement au moyen à utiliser pour diminuer les partialités. Cette partie de la réunion doit aussi encourager une autocritique des problèmes de comportement. Y a-t-il des moyens pour les membres de l'équipe de modifier leur approche pour améliorer les relations avec la collectivité ou de réduire les partialités introduites par le comportement des membres de l'équipe ?

PRA

Maintenir un processus participatif

Il est bien plus difficile de décrire les études PRA d'une manière dogmatique, car au cours d'un bon PRA le processus évolue suivant la participation de la collectivité. L'étranger n'a que peu d'influence sur les événements durant son séjour sur le terrain. Dans une RRA, l'objectif principal est une information de qualité ; dans un PRA, le processus qui mène à cette information est tout aussi important (sinon plus). Un des objectifs prioritaires est le renforcement des capacités de la collectivité à produire et à analyser l'information et, finalement, à l'utiliser dans leur propre intérêt.

La clé donc, de la réussite d'un PRA est d'organiser l'étude de manière à maximiser la probabilité de voir la collectivité et ses membres participer à fond et développer un sentiment de contrôle du processus. Puisque les besoins et les circonstances de chaque collectivité varient, il est pratiquement impossible de suggérer un schéma pour le déroulement du processus. Toutefois, il y a de nombreux facteurs qui doivent être pris en ligne de compte lors du démarrage de l'étude sur le terrain du PRA. Et il est bon de noter que, à l'opposé d'une RRA, l'étude sur le terrain dans le cas d'un PRA représente en réalité l'intégralité du processus. Dans un PRA, peu de choses se passent si ce n'est dans la collectivité, puisque l'objectif est d'intégrer la collectivité dans le processus.

1. Rôle de l'animateur

Dans un PRA, l'animateur a un rôle important mais délicat. D'une part, il sera probablement l'élément moteur principal du processus et la personne qui va mobiliser l'enthousiasme de la collectivité à la fin du programme. Son allant, ses encouragements et ses préoccupations sont indispensables au démarrage du processus. D'autre part, l'animateur représente aussi un risque important dans le processus, car cette exubérance, qui agit comme un catalyseur pour mettre le programme en route, peut aussi éteindre le sens de l'initiative des villageois lorsque le processus commence.

Il est important donc, que le rôle de l'animateur change au cours du processus PRA.

Dans les premiers temps, le rôle de l'animateur comprendra certaines ou toutes les tâches suivantes :

- Expliquer le pourquoi et le comment du PRA.
- Organiser des visites par les villageois sur les sites où un PRA est en cours.
- Discuter le problème des biais et les principes de la triangulation.
- Aider le village à désigner les membres du comité de direction de l'étude.

Lorsque le programme a démarré, l'animateur peut concentrer ses efforts sur les tâches suivantes :

- Former les membres de la collectivité à l'utilisation des outils et techniques.
- Poser les questions clés pour maintenir la méthodologie dans la bonne voie.
- Orienter délicatement le processus vers une plus grande participation de tous.
- Former les membres de la collectivité qui deviendront les animateurs locaux du processus.

À un stade plus avancé du processus, l'animateur doit penser à :

- Se retirer du programme pour laisser la place aux initiatives communautaires.
- Agir moins dans le village et peut-être établir des connexions entre les villageois et les ressources extérieures.
- Répondre aux demandes d'aide de la collectivité plutôt que les anticiper.
- Encourager les villageois à prendre de plus en plus de décisions.
- Passer moins de temps sur le site.

Transfert des aptitudes PRA. Une possibilité qu'a l'animateur d'enseigner les techniques PRA est de procéder à certaines activités (la cartographie du village, par ex.) en utilisant le comité directeur comme sujets interrogés. Après l'activité, l'animateur peut passer l'exercice en revue et discuter comment il est mené et pourquoi. Ensuite, il peut demander au comité de direction, agissant maintenant en tant qu'équipe PRA, d'aller établir une carte sur un sujet donné (des questions relatives à la sécurité alimentaire, par ex.) avec d'autres membres de la collectivité. Dans ce deuxième exercice, les villageois vont établir la carte avec les autres membres de la collectivité et l'animateur ne sera présent que comme spectateur pour observer le déroulement des activités et aider le cas échéant à faire progresser l'exercice. Le même scénario est applicable à d'autres outils de PRA.

L'animateur doit toujours avoir en tête qu'un des objectifs de ce processus est de laisser la collectivité prendre, au fil du temps, de plus en plus de responsabilités ... et qu'il doit lui-même œuvrer activement à perdre son propre emploi (au moins dans cette collectivité) car, au cours du temps, il interviendra moins directement et laissera aux villageois de plus en plus d'initiatives dans le processus. En fait, l'évaluation de cette partie du projet doit examiner ouvertement si au fil du

temps, les étrangers font moins et les villageois prennent plus d'initiatives quant à l'utilisation des outils PRA pour la planification et la réalisation de leurs plans d'action communautaire.

La phase initiale d'un PRA qui comprendra la formation et la planification, de même que la collecte d'informations, sera probablement menée tambour battant sur disons deux semaines (bien que ce ne soit pas nécessairement le cas). Les activités ultérieures toutefois, se dérouleront suivant les besoins au fil du temps, et n'exigeront probablement pas le même engagement total de l'animateur et des membres de la collectivité. Plutôt, si une décision doit être prise durant la phase de réalisation (par exemple) il est possible qu'un outil en particulier soit utilisé pour analyser la situation et pour décider de la marche à suivre. Ou bien, dans le cadre du contrôle, on peut, à la fin de la première année, établir une matrice qui montrera qui participe aux activités et quel bénéfice il en retire. L'animateur va « accompagner » la collectivité tout le long du chemin, mais, de plus en plus, encouragera les villageois à réfléchir à l'usage qu'ils pourraient faire des outils à leur disposition pour résoudre les problèmes, leur laissant ainsi de plus en plus la responsabilité de leurs décisions et de l'exécution.

Plus tard, l'animateur se retrouvera dans un rôle de « consultant » pour aider le village lorsque le besoin s'en fait sentir et pour aider la collectivité à identifier les techniques requises pour la solution du problème qui se présente.

2. Planification des activités.

Un des points les plus importants à considérer lorsque vous planifiez les activités PRA, est de vous assurer que le processus soit accessible au maximum de personnes possibles. La planification peut se trouver être un élément qui va encourager ou décourager la participation, et pourrait introduire des biais significatifs si, soit par accident, soit intentionnellement, elle exclut certains secteurs de la collectivité.

La planification comprend aussi bien le moment de l'année que l'heure durant laquelle l'activité aura lieu.

Planification des activités PRA dans l'année. Normalement les premières étapes d'un PRA comprennent des activités relativement intensives. Ceci est nécessaire en particulier pour captiver l'attention de la population, car si les choses démarrent trop lentement, (voir ci-dessous) les gens vont s'en désintéresser. Souvent aussi les obligations de l'animateur forcent la formation et les premières étapes du PRA à prendre place sur une période relativement courte. Il est primordial donc que cette période de deux ou trois semaines, qui verra se dérouler de nombreuses activités, n'entre pas en conflit avec d'autres activités importantes du village, et spécialement celles liées à leurs moyens d'existence. Par exemple, il faut éviter les périodes d'activités agricoles intenses. Si la collectivité comprend des bergers, il est important aussi de choisir une période qui ne coïncide pas avec les transhumances, etc.

Il faut apporter un soin tout à fait particulier à un rythme correct des activités. Certaines collectivités souhaiteraient peut-être travailler ferme durant deux ou trois week-ends pour mettre le processus en route ; certaines pourraient préférer procéder aux activités PRA chaque matin ou chaque soir durant deux semaines. Les deux points à prendre en ligne de compte sont (1) la disponibilité des gens et (2) le maintien d'un rythme suffisant et la possibilité d'afficher des résultats pour maintenir l'intérêt des gens.

Planification des activités au cours de la journée. Lorsque la période de l'année et le rythme de travail ont été définis, le choix de la période de la journée durant laquelle les activités PRA auront lieu doit également être bien pensé. Si toutes les activités ont lieu le matin lorsque les femmes doivent aller puiser l'eau, leur participation sera certainement nulle. Si toutes les activités ont lieu l'après-midi lorsque les hommes doivent ramener les bêtes à l'enclos pour la nuit, leur participation sera certainement limitée. Il sera souvent nécessaire, au long de l'étude, de prévoir les activités à des moments différents au cours de la journée pour permettre la participation de tous ceux qui le souhaitent.

Comment obtenir des résultats. La collectivité et l'animateur devront décider ensemble des mécanismes de conduite de l'étude puisque ici également on a une latitude considérable. La clé du choix d'une option au détriment d'une autre est de se souvenir des principes de la triangulation. Il est important de prendre le maximum de points de vue en considération et d'utiliser plusieurs outils. Certaines collectivités peuvent souhaiter mener l'intégralité de l'étude en sessions plénières où tout le monde peut exprimer son opinion. D'autres peuvent estimer que ceci n'est pas pratique et vont donc désigner un groupe plus petit – tout en restant représentatif – pour mener les activités de collecte d'informations et ensuite faire un rapport à la collectivité avant de passer aux activités de planification. Ce groupe deviendra le « comité de direction » local pour le PRA et s'occupera de la coordination avec les personnes extérieures impliquées dans le processus. Dans tous les cas, les activités de planification qui découlent de la partie collecte d'information de l'étude, doivent être les plus ouvertes et claires possibles car c'est le seul moyen d'obtenir l'appui des gens pour les activités futures du plan d'action communautaire.

3. Maintien de l'intérêt de la collectivité

Une des difficultés des recherches participatives est de conserver l'intérêt des collectivités. Ces activités durent longtemps, et il faut montrer aux gens que leurs investissements ont – ou ont toutes les possibilités d'avoir – des bénéfices visibles. Il est primordial que CRS (ou d'autres qui entreprennent un PRA) **prévoit dès le début comment répondre aux préoccupations de la collectivité**. À un certain moment au cours du processus (probablement relativement près du début), celui-ci donnera naissance à un plan d'action communautaire comprenant des actions spécifiques sélectionnées en réponse aux préoccupations de la collectivité. Alors que certaines de ces activités peuvent être menées à bien en utilisant les ressources du village, il n'y a pas de doute que certaines autres exigeront une contribution extérieure.

Les villages qui font l'effort d'atteindre ce stade du projet et qui découvrent soudain qu'il n'y a pas de solution à leurs problèmes, seront vite découragés. Dans certains cas, l'agence qui met le PRA en route est prête à répondre à une demande d'assistance qui pourrait se présenter. Dans d'autres cas cependant, la décision d'investir n'a pas encore été prise.

Il est important de maintenir clarté et consistance lors des contacts avec les collectivités, et de ne pas laisser le champ à des espoirs irréalistes. Il doit y avoir une relation directe entre les efforts que nous mettons dans l'exécution d'un PRA/RRA et la part d'efforts de la collectivité. La probabilité de voir les ressources nécessaires allouées au projet doit être prise en considération avant que la collectivité n'investisse temps et ressources dans le PRA.

Il est logique également d'établir, dès le début, des accords de collaboration avec d'autres agences qui sont prêtes à aider les collectivités à mettre leurs plans d'action à exécution. Tous ces accords doivent être pris bien à temps, pour être certain que les fonds seront disponibles au moment voulu, et que l'élan dans la réalisation des activités prioritaires n'est pas brisé.

4. Collectivités aidant d'autres collectivités

Pour la plupart des raisons mentionnées ci-dessus, il est logique pour les collectivités qui s'engagent dans un processus de PRA, de travailler en collaboration avec d'autres collectivités qui ont soit déjà commencé ou qui sont sur le point de commencer une action PRA.

Encouragement à une assistance mutuelle. L'approche « groupe » par laquelle CRS commence à travailler avec quatre ou cinq villages à une distance raisonnable les uns des autres (en vélo ou par le moyen de transport local le plus courant) est logique. Des représentants des cinq villages peuvent participer ensemble à un atelier d'orientation initial. Le PRA initial de « formation » peut ensuite prendre place dans un des villages, avec la participation d'un ou de plusieurs représentants des autres villages qui auront ainsi une bonne idée de ce que le processus représente. Plus avant dans le processus, plutôt que de toujours s'adresser à l'animateur lorsqu'ils ont des questions, les villageois utiliseront plus probablement une ressource locale, augmentant ainsi leur indépendance.

Maintenir l'élan. Il y a bien plus de chance de voir les villageois conserver un intérêt pour le processus s'ils voient que d'autres sont embarqués dans des activités similaires. Des villageois qui hésiteraient à consacrer une part de leur temps pour ces activités, pourraient changer d'avis s'ils voient des progrès tangibles sur un autre site. Il est possible de procéder ensemble à certaines activités (telles que certaines sessions de formation et de contrôle) et de créer un climat de fête à l'occasion de ces sessions. Le PRA doit être productif, mais il faut aussi qu'il soit amusant, et qu'il engage la population d'une manière créative et vivante.

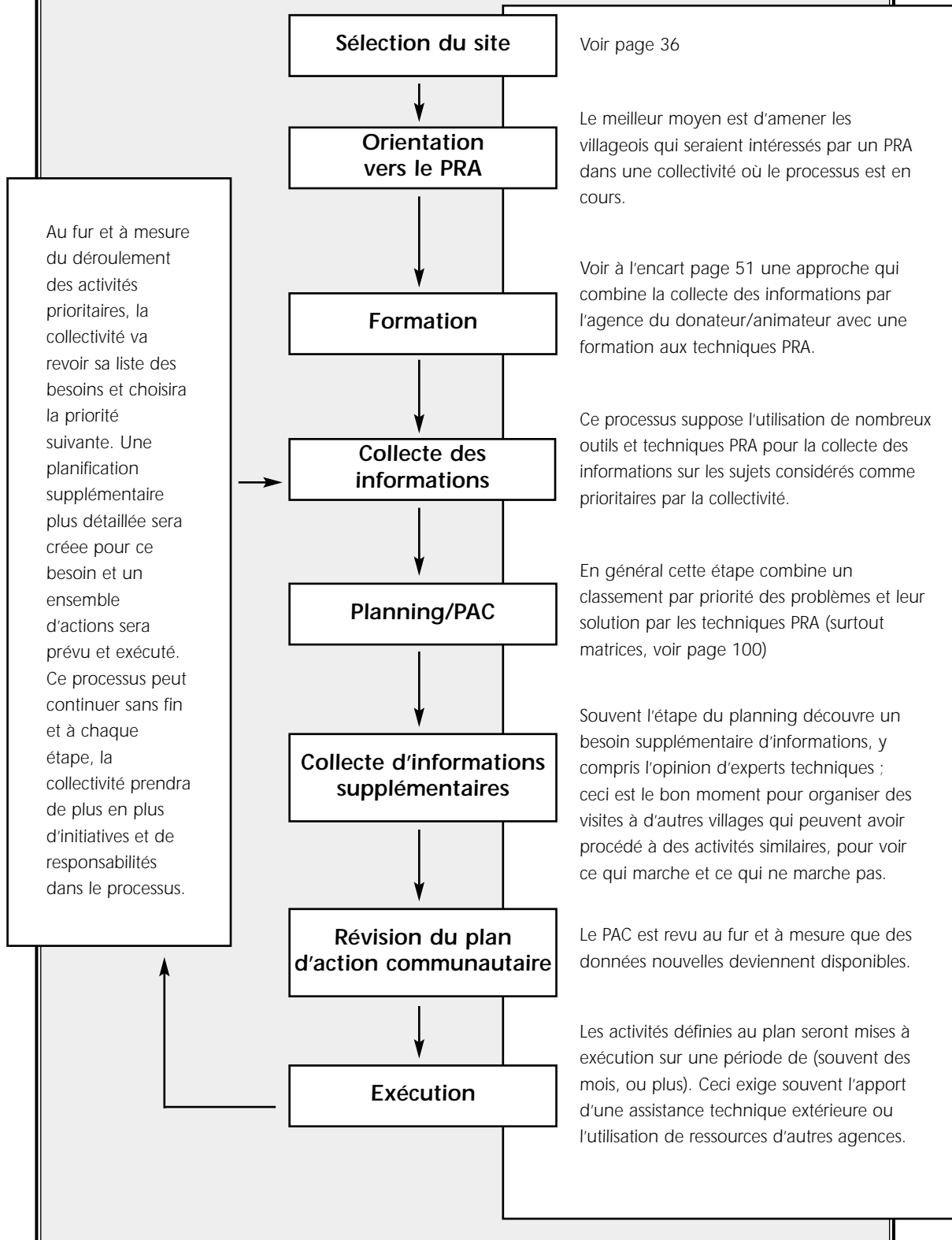
Conserver plusieurs œufs dans le panier du donateur. Dans l'optique du donateur, ne travailler qu'avec un seul village présente l'inconvénient de voir les espérances de succès anormalement exagérées. Le donateur a très envie d'obtenir des résultats qu'il veut utiliser spécialement pour promouvoir l'approche participative. Vu l'enjeu, l'animateur (et tous les autres au-dessus de lui dans la hiérarchie du projet) ne laissera certainement pas le village avancer à son rythme propre spécialement si ce rythme est « inacceptable » de lenteur ou ne présente que peu de bénéfices tangibles. La tentation est grande pour le donateur de devenir exigeant, plutôt que de garder son rôle correct de support.

Le processus PRA

Bien qu'il soit difficile de proposer une recette pour mener un PRA, il existe une séquence générale des événements qui sera probablement suivie de manière semblable sur tous les sites où un PRA sera entrepris.

Déroulement des activités sur le terrain lors d'une étude RRA

(Durée = ± 5 à 8 jours)



Au fur et à mesure que les membres de la collectivité se familiarisent avec les méthodes, ils prendront de plus en plus le contrôle de l'organisation du processus, déviant même peut-être sensiblement de ce que nous proposons ici. Toutefois, dans la plupart des cas, le DRP comprendra une combinaison d'analyse de problèmes et de planification, et chaque paire d'activités mènera à un autre niveau d'analyse plus complexe, au fur et à mesure que la collectivité acquerra les connaissances nécessaires pour s'occuper elle-même de ses problèmes de développement.

Analyse et rédaction du rapport

Analyse

La collecte des informations exige patience et persistance. Mais souvent c'est l'analyse de ces informations qui représente le vrai défi. L'analyse est un procédé à étapes multiples. Elle demande le **classement** des informations pour qu'elles soient cohérentes et logiques. Elle demande un **tamissage** des informations pour séparer ce qui est important de ce qui l'est moins. Et elle demande **beaucoup de réflexion** pour comprendre pourquoi certaines informations sont tellement importantes et quel est leur intérêt pour la planification locale, pour les activités du projet, pour des recommandations de politique, etc.

Alors que le procédé n'est pas très différent dans les RRA ou PRA, des personnes différentes seront impliquées dans l'analyse :

1. Dans une **RRA**, l'analyse principale sera effectuée par l'équipe RRA, qui le plus souvent sera composée essentiellement d'étrangers. L'analyse se fait souvent lorsque l'équipe a quitté le village.
2. Dans un **PRA**, l'analyse se fait sur place, par les membres de l'équipe qui sont, principalement, des villageois. En effet, si la collectivité mène le PRA, il appartient à la collectivité d'analyser les informations.

Dans les deux cas, l'analyse est un processus continu. Ceci est à l'opposé des méthodes classiques d'enquêtes dans lesquelles la collecte et l'analyse des informations sont deux phases distinctes du processus de recherche. L'analyse commence avec la collecte des informations, est assimilée un peu plus durant les sessions quotidiennes d'interaction, avance lors de l'interruption prévue pour l'analyse préliminaire et se termine au cours de l'étape finale d'analyse du processus de recherche.

L'analyse pendant (et immédiatement après) la collecte des informations. Dans le cas des RRA et PRA, l'analyse commence dès le début de la collecte des informations. La plupart des techniques utilisées dans ces méthodes rendent l'analyse plus facile grâce à l'organisation visuelle des données. Certaines, telles que matrices et organigrammes, aident les villageois à comprendre les relations entre diverses variables, étape critique de l'analyse.

Il sera très utile que cette étape de l'analyse soit en même temps explicite et délibérée en procédant à des **résumés d'activité** immédiatement après la fin de chaque exercice. Si les membres de l'équipe savent écrire, ces résumés d'activité devraient être faits sur un tableau à feuilles. L'équipe (ou ses membres qui ont participé à l'exercice si l'équipe a été scindée) va se poser la question : « **Quelles sont les choses les plus importantes que nous avons apprises durant cet exercice ?** ». Cette question sera la base d'une session de brainstorming et les points principaux de la discussion doivent être enregistrés au tableau à feuilles sous forme d'alinéas. Les feuilles peuvent être annotées au cours de la session pour montrer, par exemple, les points qui confirment des informations précédentes et ceux qui contredisent d'autres informations, demandant ainsi une enquête supplémentaire. Si l'équipe ou la population ne sait pas écrire, le même but peut être atteint

au moyen d'une session de brainstorming orale sur les points les plus importants relevés durant l'exercice. Si possible, une personne doit enregistrer le sommaire.

Analyse durant les sessions d'interaction de l'équipe. L'équipe utilise ses sessions d'interaction pour passer en revue les informations recueillies au cours de la journée et pour les insérer dans le panorama qui commence à se préciser. Ceci permet à l'équipe de repérer les lacunes dans les informations et de repérer les contradictions qui peuvent alors être étudiées plus tard dans l'étude. L'analyse quotidienne est importante car elle permet une acquisition rapide de connaissances puisque les idées nouvelles sont basées sur les informations antérieures. Au cours de l'analyse quotidienne, l'équipe doit se poser les questions suivantes :

- Qu'a-t-on appris de nouveau aujourd'hui ?
- Est-ce que cela confirme ou contredit ce que nous savions déjà ?
- Quelle peut être la raison des contradictions ?
- Que veut-on apprendre dans les jours qui viennent pour clarifier ces points ou pour ajouter aux informations que nous avons déjà ?

Analyse préliminaire durant une interruption du travail sur le terrain. L'analyse quotidienne est forcément superficielle à cause de la durée limitée de ces réunions d'interaction, et de l'impatience bien compréhensible des membres de retourner à leur collecte d'informations. L'analyse préliminaire, lorsque l'équipe introduit réellement un temps d'arrêt de quelques heures dans la collecte des informations pour se concentrer sur ce qui a déjà été appris, est l'occasion de procéder à un examen plus approfondi et plus systématique. Cette interruption pour procéder à l'analyse devrait être prévue à environ deux tiers du programme de travail sur le site (le matin du jour 4 pour une étude de six jours, par ex.).

Cette interruption pour l'analyse préliminaire est particulièrement importante dans les RRA car l'analyse finale aura lieu lorsque l'équipe aura quitté la collectivité. Si à ce moment elle découvre que certaines informations importantes manquent, il sera très difficile de retourner sur place pour remplir les blancs. **Lors de cette analyse préliminaire (de même que lors de l'analyse finale après la phase de collecte des informations) il est utile d'organiser physiquement les informations par objectifs.** Les membres de l'équipe devraient écrire chaque objectif à la partie supérieure d'une grande feuille de papier. Ensuite, l'équipe (ou les participants dans le cas d'un PRA) peuvent réfléchir à toutes les informations importantes qui ont été obtenues sur chaque objectif. L'équipe doit alors se poser des questions telles que :

- Qu'a-t-on appris jusqu'à présent à propos des objectifs I, II, III, IV, etc. ?
- Quels objectifs peuvent-ils être considérés comme raisonnablement satisfaits ?
- Que reste-t-il comme lacunes dans les informations ?

- Quelles sont les contradictions ou confusions notoires qu'il faut encore éclaircir ?
- Y a-t-il des points nouveaux qui n'étaient pas prévus dans nos objectifs et que nous devons saisir pour que ces questions soient compréhensibles ?

L'analyse finale. Lors de l'analyse préliminaire, il suffit tout simplement de classer les informations sur un tableau à feuilles pour réfléchir aux pièces manquantes et aux activités possibles pour les trouver. Lors de l'analyse finale, l'équipe (ou les participants) vont pousser le processus plus loin en manipulant les informations pour en extraire la signification. ***Il est impossible de rédiger un rapport valable tant que les informations recueillies au cours de l'étude n'ont pas été analysées à fond.*** Tous ceux qui ont participé à l'étude sur le terrain doivent participer à l'analyse des informations. Ceci évite le risque de biais introduits par l'interprétation des informations par une seule personne.

Lors de l'analyse finale, les informations recueillies vont être examinées sous différentes optiques. Si vous avez respecté les recommandations générales données ci-dessus pour la définition des objectifs, vous allez constater que l'analyse suit grosso modo les objectifs initiaux, ce qui facilitera grandement l'intégralité du processus.

1. Raconter l'histoire. La première étape consiste en réalité à raconter l'histoire. Cette étape est essentiellement descriptive, exposant la situation de la collectivité en se concentrant sur les questions qui constituent les objectifs clés de l'étude. Dans cette description de la situation, vous devez vous assurer, d'une part, d'extraire les tendances les plus importantes et/ou prédominantes que vous avez découvertes durant l'étude, de manière à ne pas inonder le lecteur sous une masse de détails vagues. D'autre part, vous devrez veiller à ne pas trop généraliser. Vous devrez saisir, au sein de la collectivité, les variations significatives dues à des facteurs tels que sexe, richesse, ethnie, etc.

- Quelle est la situation ?
- Comment les villageois définissent-ils les problèmes ?
- Les personnes extérieures voient-elles la situation de la même manière ou différemment ?
- Quelle est la tendance prédominante et quelles en sont les déviations significatives ?
- Quelle est l'origine de la situation (un peu d'histoire) ?
- Qui participe et qui s'abstient ? Pourquoi ?
- Quand cette situation se présente-t-elle (questions de saisons, le cas échéant) ?
- Et ainsi de suite !

2. Étude des causes, des conséquences et des contraintes. L'étape suivante consiste souvent (suivant les objectifs et le but global de l'étude) à examiner les causes et conséquences de la situation et de retrouver les diverses relations en amont et en aval.

- Comment expliquer la situation que vous venez de découvrir ?
- Quel en est le contexte historique ?
- Quels autres facteurs ont une influence sur la situation et comment (l'économie nationale, les fluctuations climatiques, par ex., etc.) ?
- Quels sont les liens avec d'autres préoccupations de la collectivité ?
- Quelles sont les conséquences sur le bien-être des populations locales ?
- Quelles sont les contraintes à l'amélioration de la situation ?
- Et ainsi de suite !

3. Décider comment ces informations peuvent être utilisées. La troisième étape, extrêmement importante, est de décider comment ces informations vont pouvoir être utilisées. Au cours de cette étape, l'équipe devra se poser les questions suivantes :

- Quelles sont les implications de ces découvertes sur le bien-être des gens dans la collectivité ?
- Comment utiliser ces informations pour améliorer les choses ?
- Qu'avons-nous appris qui nous permette d'améliorer l'efficacité de nos interventions ?

Comme nous le verrons plus loin, dans une RRA, l'analyse sert à établir un rapport écrit. Dans le cas d'un PRA, cette analyse va probablement amener directement au processus de planification, en utilisant souvent les matrices de planification telles que celles présentées à la fin de la section « outils ». Il est très important que l'animateur des activités de planification fasse toujours la liaison entre les décisions d'actions futures et les informations qui ont été recueillies. Il y a toujours le danger, lorsqu'il est question d'interventions, de voir la collectivité revenir mentalement à ses « rêves », basés principalement sur les activités antérieures du donateur dans le village ou la région. L'animateur peut éviter une telle situation en posant les questions suivantes : « ***Qu'avons-nous appris sur les questions d'alimentation dans notre collectivité qui peut orienter notre décision sur ce qui doit être fait ?*** » ou « ***Qu'avons-nous appris sur la population affectée par le problème X qui pourrait nous aider à mieux cibler notre plan d'action ?*** ».

Documentation des résultats

Comment documenter les résultats ? Il est important que les résultats soient présentés de manière à ce que les informations disponibles soient facilement accessibles à ceux qui en auraient besoin pour améliorer la situation. Dans le cas d'une RRA, ceci signifie la rédaction d'un **rapport**, puisque, en parallèle à la session d'information au village, le rapport sera le moyen principal d'enregistrement et de distribution des informations de l'étude. Il est important que ce rapport soit bien rédigé, et qu'il reflète la richesse et la complexité des informations obtenues durant l'étude. Dans le

cas contraire, les résultats seront inutiles et le seul résultat de l'étude aura été de perdre le temps que l'équipe et les villageois y auront consacré. Il faut également prévoir des **présentations orales** aux législateurs et aux employés administratifs du projet si ses présentations augmentent les probabilités d'utilisation des informations.

C'est le but de l'étude qui va déterminer si la rédaction du rapport représente une partie importante du processus PRA. Si les résultats de l'étude ne vont être utilisés que par les villageois et que les communications écrites ne sont que peu d'utilité, on n'aura pas besoin d'un rapport formel. À sa place, les résultats peuvent être présentés sous une autre forme, soit orale, soit par l'utilisation d'autres formes graphiques de communication comme par exemple, diagrammes et dessins. Au strict

La rédaction d'un bon rapport permet d'éviter un des biais les plus dangereux, le « biais de la mémoire ». Avec le temps, les membres de l'équipe ont tendance à se souvenir et à entretenir les idées qui renforcent leurs préjugés (ou leurs erreurs). La rédaction d'un rapport qui va synthétiser les vues de tous, va neutraliser les biais individuels et servira à rappeler aux membres de l'équipe et aux autres, les réalités auxquelles ils ont du faire face sur le site.

minimum, il faut que les résultats soient enregistrés, même de façon sommaire dans le **registre du village**. Si d'autres personnes avec lesquelles les communications écrites sont plus efficaces, doivent être tenues informées du PRA, dans ce cas, il serait utile de rédiger un rapport complet pour que les informations ne soient pas perdues ou déformées. Même si le village ne ressent pas le besoin d'un rapport écrit, les membres de CRS voudront probablement enregistrer les

résultats d'au moins un ou deux PRA pour qu'ils puissent mieux partager cette expérience avec les donateurs ou avec d'autres personnes qui pourraient être intéressées par cette approche.

Le rapport RRA

Qui va écrire le rapport ? Lors de la rédaction du rapport, (voir ci-dessous) la première étape sera la préparation d'un schéma détaillé de tout ce qui devra être couvert dans le rapport. Tous les membres de l'équipe doivent participer à cette phase, car il est primordial que ce schéma (et donc le rapport final) reflète les idées de tous ceux qui ont participé à l'étude. Toutefois, lorsque ce schéma est établi, la rédaction réelle du rapport peut être laissée aux soins d'un plus petit nombre de personnes. Le nombre de personnes qui vont participer va dépendre de plusieurs facteurs : si les personnes aiment écrire, si elles veulent participer à la rédaction et qu'elles en sont capables, et si elles en ont le temps. Si plusieurs personnes participent à la rédaction, il faut désigner une personne comme auteur principal ou comme éditeur. Cette personne aura la responsabilité de veiller à ce que toutes les sections s'assemblent logiquement et que rien ne soit oublié ou répété dans les sections rédigées par des personnes différentes. Chaque membre de l'équipe devrait avoir l'occasion de passer en revue l'avant-projet du rapport et le cas échéant, avoir la possibilité de soumettre corrections et additions. Ceci est encore un autre aspect de la triangulation, et les auteurs ne devraient pas considérer ces corrections comme un affront ou une critique de leur travail. Le but de

cet exercice est la publication d'un rapport le plus précis et le plus complet possible.

Que doit contenir le rapport ? Le rapport devrait essayer de saisir la richesse des informations qui ont été recueillies durant l'étude, et il devrait éviter de n'être qu'une compilation massive de toutes les informations obtenues sur le site. Ceci explique pourquoi une analyse méticuleuse est nécessaire avant de commencer la rédaction proprement dite. Une étape de l'analyse est le « tamisage » qui permet de séparer les informations qui ont une réelle importance dans le cadre de l'étude, des informations qui n'ajoutent rien. Lors de la rédaction du rapport, un deuxième tamisage va donner plus de poids et introduira beaucoup plus de détails dans les sections qui sont considérées comme particulièrement importantes.

Les diagrammes et les outils utilisés durant la recherche doivent être utilisés comme pièces à conviction dans votre argumentation. S'ils sont pertinents, ils doivent être incorporés dans le rapport sous forme d'illustrations de ce qui est discuté. Si un diagramme est incorporé dans le rapport, il faut prévoir une légende qui connecte le diagramme à ce qui est présenté. Il n'est pas nécessaire de commenter l'intégralité du diagramme; seules les deux ou trois choses qui supportent particulièrement votre argumentation doivent être signalées aux lecteurs.

Dans certains cas il vaut mieux ne pas introduire un diagramme dans le rapport, s'il ne va pas expliquer ou clarifier un point. Ce pourrait être le cas d'un diagramme qui contient une foule d'informations mais qui est difficile à interpréter si vous n'avez pas participé à l'exercice (citons par exemple le diagramme de Venn, dont c'est souvent le cas). Dans une telle situation, il est tout à fait acceptable de dire que « les discussions durant les activités avec le diagramme de Venn ont montré que... » tout en n'incorporant pas le diagramme dans le rapport.

Comment traiter les sujets délicats lors de la rédaction du rapport est une question qui se présente souvent. De par sa nature même, la méthodologie RRA demande souvent la recherche d'informations plus intimes et plus profondes que dans d'autres méthodes de recherche, et en conséquence potentiellement plus controversées. Dans ces régions où les populations sont préoccupées par les informations qui pourraient être publiées et des conséquences personnelles possibles, cette question doit être discutée ouvertement. ***Dans les cas où les informations recueillies comprennent des sujets délicats ou illicites, les auteurs du rapport peuvent décider de soit (1) omettre certaines informations particulièrement controversées soit (2) exposer tout ce qui a été appris, mais camoufler les noms et emplacements des collectivités pour limiter les probabilités de sanctions imposées au village ou à ses habitants.***

Structure du rapport. Il y a de nombreuses façons de structurer le rapport. Le schéma suggéré ici correspond aux objectifs de l'étude. Celui-ci n'est qu'une possibilité et peut être adapté suivant le but et les résultats de l'étude. Ce qui compte est que le rapport offre un déroulement logique d'informations et soit structuré par thèmes. Ce qu'il faut éviter, est qu'il ne soit un résumé chronologique des activités sur le terrain ou une simple compilation de diagrammes établis sur le site. Dans le futur, le volume III de ce manuel comprendra des exemples de bons rapports RRA provenant de

Exemple d'un schéma de rapport

I. Introduction/Contexte

II. Méthodologie

1. Objectifs
2. Membres de l'équipe
3. Choix du site
4. Programme des activités
5. Étendue de l'étude

III. Informations contextuelles/générales

IV. Objectif I

V. Objectif II

VI. Objectif III

VII. Conclusions/Recommandations

projets CRS. Prière d'envoyer des exemples de vos travaux.

1. Introduction/Contexte. La première partie de ce rapport, normalement appelée introduction ou section contextuelle, sert souvent à expliquer pourquoi et pour qui l'étude a été menée. Cette section donne une explication succincte des buts du projet et où cette étude se situe dans le cycle des activités du projet.

2. Méthodologie. Cette section sur la méthodologie explique au lecteur comment les informations ont été recueillies. Ceci est très important surtout lorsque des méthodes qualitatives telles que RRA et PRA sont utilisées. De nombreuses personnes sont toujours sceptiques, et il est important de leur donner l'assurance qu'elles ont été menées soigneusement, systématiquement et avec une connaissance approfondie des principes

méthodologiques. Cette section doit comprendre des informations sur :

- La sélection de l'équipe.
- La sélection du site.
- Les objectifs de l'étude.
- Les outils utilisés sur le terrain, et
- Les problèmes particuliers rencontrés.

Quelque part dans le rapport il faut présenter une liste complète de toutes les activités qui ont eu lieu durant l'étude. Cette liste peut faire partie de la section méthodologie ou figurer en annexe.

Cette section Méthodologie ne doit pas omettre d'expliquer comment la triangulation a été satisfaite lors de l'étude. Ceci va augmenter la crédibilité des découvertes. Si, pour une raison quelconque, l'équipe pense qu'il y a quelques biais qu'elle n'est pas arrivée à dominer, c'est ici qu'il faut le signaler. Le contenu du rapport a plus de chance d'être pris au sérieux par les lecteurs s'ils voient qu'un effort a été fait pour assurer la qualité du travail et s'ils pensent que les auteurs sont conscients de leurs limites.

3. Corps du rapport. Après les sections d'introduction et de méthodologie, le rapport peut se concentrer sur la substance des informations recueillies. Le premier de ces chapitres donnera en général un aperçu de la collectivité (parfois appelé **profil du village**) qui passe en revue les points tels que géographie, structure sociale, histoire, activités économiques, etc. Ce type d'informations est souvent nécessaire pour

placer dans leur contexte les informations plus détaillées et plus spécifiques qui vont suivre.

Les chapitres suivants vont couvrir alors les questions qui ont fait l'objet de l'étude. Si les objectifs ont été clairement définis dès le début, il est souvent logique de traiter les objectifs un par un. Toutefois, l'auteur pourrait, dans certains cas, trouver une meilleure façon de présenter les informations lorsqu'il les a toutes en face de lui. Dans de nombreux cas, le rapport va commencer (comme nous l'avons vu plus haut dans la section relative à l'analyse) par des informations plus descriptives et passera à des informations de plus en plus analytiques au fur et à mesure de l'avancement.

4. Conclusions/Recommandations. La dernière section du rapport est souvent la plus importante car c'est dans cette section que figurent les conclusions et recommandations (Elles doivent également figurer dans un sommaire qui récapitule brièvement (2-3 pages) les découvertes et qui précède le corps du rapport). Le dernier chapitre est comme la « sauce » qui va combiner tous les « ingrédients » exposés dans les chapitres précédents. Si vous voulez écrire un rapport cohérent, il est important que tous les « ingrédients » requis pour la « sauce » aient été exposés et correctement expliqués dans les chapitres descriptifs. Il est donc important également que dans les premiers chapitres vous évitiez de perdre trop de temps à présenter et discuter des « ingrédients » qui ne seront pas utilisés dans la « sauce ». Si ceci a été bien organisé, le chapitre « sauce » pourra éviter beaucoup de description et se concentrer sur le tableau d'ensemble ... comment les pièces s'adaptent et ce que le tableau final signifie.

Les conclusions doivent comprendre des recommandations à divers niveaux y compris, au minimum, des recommandations adaptées aux futures activités de CRS, à ses partenaires et aux collectivités impliquées. Suivant les objectifs de l'étude, le rapport pourrait également comprendre des recommandations aux législateurs, aux ONG, etc.

5. Annexes. Les annexes permettent d'ajouter des informations utiles qui n'ont pas une place logique dans le corps du rapport. Elles peuvent être des informations accessoires, des informations qui sont plus détaillées que ce que vous désirez voir dans le corps du document, des références à d'autres sources d'information, etc.

Le rapport doit présenter les informations d'une manière la plus claire et intéressante possible pour augmenter les chances de voir les gens prendre le temps de le lire. Si vous avez des difficultés avec la rédaction d'une section du rapport, il est parfois utile de discuter les questions problématiques verbalement avec un collègue. Lorsque vous parlez d'un sujet avec quelqu'un d'autre, souvent il devient plus clair, et il vous est plus facile de l'expliquer par écrit.

Présentations orales

Bien que les présentations orales ne remplacent pas le rapport écrit, souvent elles en sont un complément bien utile. Certaines personnes enregistrent très efficacement les informations à partir de documents écrits; certaines saisissent mieux les informations verbales. Si vous voulez que les gens prêtent attention à ce que vous avez à leur dire, vous devrez probablement utiliser des approches diverses pour passer votre message, spécialement avec les personnes extérieures à l'équipe RRA/PRA comme par exemple les ONG locales, les dirigeants, le personnel du gouvernement ou des donateurs.

Il est souvent très efficace d'inviter à vos présentations orales des villageois venant des collectivités étudiées. L'expérience RRA, dans laquelle les informations sont recueillies et analysées d'une manière systématique, peut aider les villageois à exprimer leurs préoccupations d'une manière très convaincante pour une personne extérieure. Ils sont souvent les messagers les plus éloquents et les plus persuasifs. Une manière efficace d'organiser une présentation est de les laisser présenter leur situation ou leurs préoccupations et qu'ensuite d'autres membres de l'équipe les insèrent dans le contexte plus large et en tirent les conclusions au profit des législateurs, ou des administrateurs de projets dans l'audience.

Les présentations orales sont plus efficaces lorsqu'elles utilisent une aide visuelle pour illustrer les points de la présentation. Vous suivrez mieux le fil de votre présentation si les points principaux se trouvent déjà sur un tableau à feuilles et que vous n'avez qu'à suivre ces points plutôt que d'essayer de tout mémoriser ou de toujours devoir consulter vos notes. Il sera souvent utile d'avoir des copies couleur agrandies des diagrammes utilisés lors de la RRA, copies auxquelles vous pouvez faire référence au cours de votre présentation.

Registres de village

Comme il a été dit plus haut, dans certains PRA, un rapport complet peut ne pas être nécessaire ou même possible si l'étude a été menée par les villageois et qu'ils ne savent pas comment rédiger un rapport. Il est important toutefois que le village documente le processus et conserve les informations qui ont été recueillies. C'est le but du registre du village.

Le registre du village est un carnet ou un classeur ou un cahier de notes que la collectivité va utiliser pour conserver les informations clés de ses activités PRA. Ce registre peut comprendre tout ou partie de ce qui suit :

- Des copies des diagrammes qui ont été établis lors de l'exercice.
- Le plan d'action communautaire.
- Un enregistrement des décisions clés résultant de l'étude.
- La description des activités de suivi.
- L'enregistrement des activités menées suite au PAC.
- La comptabilité.
- Les observations des visiteurs présents durant l'exercice.

S'il y a d'autres activités de collecte d'informations (pesage et mesurage des enfants, surveillance des prix, par ex., etc.) les résultats doivent également être enregistrés dans le registre du village. L'enregistrement d'informations qui peuvent être utilisées pour détecter des tendances et établir des comparaisons dans le temps, permettra aux villageois d'analyser les changements dans leur situation.

Il faudrait écrire une note au registre chaque fois qu'a lieu une activité associée au projet. La note devrait comprendre la date et l'heure, de même que les personnes impliquées (de la collectivité et étrangers) et ce qui s'est passé. En bref, le registre est un mécanisme mis à la disposition du village pour surveiller les progrès dans la réalisation du plan d'action communautaire et les autres activités du projet.

Section III :

Les outils et techniques utilisés pour la collecte des informations lors des RRA et PRA

Introduction à l'utilisation des outils et techniques RRA et PRA

Adaptation des outils

Interrogation du diagramme

Préparation de la liste de vérification

Utilisation des outils en mode ERR et DRP

Séquence des outils et techniques

Choix des participants

Menée des activités

Prise de notes

Interviews semi-structurées

Cartographie participative

Marche de transect

Diagramme de Venn

Calendriers

Classement en fonction de la richesse

Profil historique

Matrices

Outils spécifiques à la planification

Plan d'action communautaire

Introduction à l'utilisation des outils et techniques RRA et PRA

Il y a différentes façons d'obtenir les informations au cours des RRA et PRA. Cet éventail de techniques est parfois appelé la « boîte à outils » des RRA et PRA. Alors qu'il y a un certain nombre de techniques de base utilisées régulièrement par la plupart des praticiens, la liste continue à s'allonger car les gens créent leur propre méthode pour obtenir les informations d'une manière plus intéressante et plus participative. Dans ce manuel nous présentons une série d'outils les plus couramment utilisés. Il est inévitable que vous vouliez essayer d'autres outils de votre propre invention ou d'autres outils qui ont été utilisés avec succès par d'autres personnes.

Adaptation des outils

Gardez présent à l'esprit que les outils, tels qu'ils sont présentés ici, sont génériques ; c'est-à-dire qu'ils peuvent être appliqués à n'importe quel sujet. Le volume II de ce manuel présente des suggestions sur la manière dont ils peuvent être adaptés aux besoins particuliers de différents secteurs, mais même ces suggestions ne sont là que pour stimuler votre créativité. En réalité, chacun de ces outils devra être adapté aux circonstances de leur utilisation. Vous pouvez utiliser un autre équipement que celui qui est suggéré, vous pouvez organiser l'exercice d'une manière un peu différente, et vous aurez certainement à changer l'activité suivant les objectifs de votre étude. Dans ce but, il vous faudra créer pour chaque outil, une checklist qui définit les sujets sur lesquels vous voulez recueillir des informations durant l'exercice.

Interrogation du diagramme

Lorsque vous utilisez une de ces techniques, vous devez vous souvenir que les outils ne sont pas le but final. C'est-à-dire que le but n'est pas de dessiner une jolie carte ou un beau diagramme de Venn. Le but est l'obtention d'informations par le biais de ces techniques. Ceci signifie qu'il ne suffit pas de coucher quelque chose sur un bout de papier ou de faire un croquis dans le sable. L'étape suivante sera sans exception d' « **interroger le diagramme** ». Lorsque vous interrogez le diagramme, vous utilisez l'image ou l'activité comme mécanisme pour déclencher la discussion sur les sujets de votre liste de vérification. Une carte qui donne des détails sur l'existence de certains marchés peut être utilisée pour lancer une discussion sur les restrictions au marketing. Une matrice ou un calendrier qui montre la saison de disette peut être utilisé pour discuter les stratégies des gens pour éviter la famine ... ou leurs stratégies lorsque la famine les frappe. Les piles de haricots qui sont créées lors d'un classement de la richesse peuvent entraîner une discussion sur les contraintes particulières frappant les familles pauvres ou les mécanismes de partage qui existent dans la collectivité.

Préparation de la checklist

Une des premières tâches de l'équipe lorsqu'elle s'apprête à utiliser un outil est d'établir une checklist des sujets qui doivent être couverts durant l'activité. Si vous pensez utiliser une carte pour découvrir les conflits à

propos des ressources, vous devez indiquer cela sur votre checklist pour rappeler aux membres de l'équipe qu'ils doivent absolument examiner ce sujet avant de clôturer l'exercice. La checklist de la carte peut également comprendre des sujets tels que : gestions des jachères, changements saisonniers dans l'utilisation des terres, terres communautaires contre terres privées, règlements d'accessibilité aux terres communautaires, utilisation du territoire par des personnes extérieures, etc.


La checklist peut être plus ou moins détaillée suivant l'habileté des membres de l'équipe à se souvenir des sujets qu'ils veulent étudier et à créer des questions « au vol ». Certaines personnes préfèrent avoir une checklist très détaillée, ainsi elles sont certaines de ne pas oublier ce qu'elles veulent demander, tandis que d'autres se sentent à l'aise en ne notant que les grandes lignes, et en improvisant les questions au cours des interviews. Dans les deux cas, l'interview doit être la plus détendue et amicale possible et l'intervieweur doit se réserver une bonne marge de manœuvres pour attaquer des nouveaux sujets introduits par les personnes interrogées au cours de l'activité.

La checklist va rappeler à l'équipe les sujets essentiels qui doivent être couverts, mais il n'est pas possible qu'elle comprenne toutes les questions qui seront posées durant l'interview. L'encart ci-dessous donne un exemple d'une checklist pour une interview et les types de questions qui pourraient être posées :

Exemple de checklist (pour une activité de cartographie sanitaire) et les questions possibles de l'interview

Les alinéas à puces sur la gauche, sont les points qu'il serait bon que vous notiez sur votre checklist avant de commencer l'activité. Les questions à droite sont des exemples de types de sujets qui pourraient découler d'un seul point de votre liste (concernant les plantes médicinales) lorsque vous commencer à poser des questions durant l'interview de la carte. Chaque point de la liste doit être suivi de la même manière.

- Infrastructures sanitaires
- Où vivent/travaillent les dispensateurs de soins
- Présence de plantes médicinales sur le territoire
- Zones qui causent des problèmes de santé/ d'hygiène publique
- Familles présentant des problèmes de santé graves et pourquoi
- Quelles étaient les différences avant la construction de l'hôpital

- 
- Types de plantes ?
 - Qui peut les avoir ?
 - Quelles sont les règles ?
 - Qui les utilise ?
 - Pourquoi certaines personnes les utilisent-elles et d'autres non ?
 - Quel en est l'usage ?
 - Comment sont-elles traitées/préparées ?

Utilisation des outils en mode RRA et PRA

Tous les outils décrits ici peuvent être utilisés en mode soit RRA, soit PRA. C'est-à-dire utilisés par :

1. Des étrangers qui animent les activités et utilisent les outils pour obtenir un partage des informations et une analyse par les membres de la collectivité (mode RRA), ou
2. Par les villageois eux-mêmes pour analyser leur propre situation et générer des informations qu'ils peuvent alors utiliser pour leur propre planning (mode PRA).

Lorsque des villageois sont formés à l'utilisation de ces méthodes dans un but de RRA, il est très important de n'utiliser que du matériel qui est disponible localement. Par exemple, évitez d'utiliser un tableau à feuilles et un marqueur si les villageois n'en ont pas. Utilisez plutôt un bâton pour dessiner sur la terre battue ou un bout de craie pour dessiner sur un sol en ciment.

Organisation des outils et techniques en une séquence logique

Il n'y a pas d'ordre fixe pour l'utilisation de ces outils. L'équipe doit penser à ce qui est le plus logique d'après les informations voulues et la situation qu'elle va rencontrer dans la collectivité. Il n'y a pas de doute que le programme va évoluer au fil de l'étude. En général, vers le début de l'étude, les outils utilisés seront ceux qui donnent des informations générales et qui exigeront le minimum de questions délicates à la population. Lorsque l'étude avance et que l'équipe recueille plus d'informations, elle va commencer à utiliser certaines des techniques plus complexes. Celles-ci sont les techniques (telles que calendriers et matrices) qui exigent plus d'informations pour les mener à bien. Comme nous le verrons plus loin, les matrices comprennent un jeu d'hypothèses, et pour les utiliser correctement, l'équipe doit déjà avoir un solide bagage d'informations à sa disposition. En conséquence, elles sont surtout efficaces lorsqu'on les utilise quelques jours après le démarrage de l'étude. D'autres outils (tels que le classement de la richesse et la cartographie sociale) peuvent être délicats car ils touchent à des sujets bien plus privés. En général il ne faut utiliser ces outils que lorsque l'équipe a établi de bonnes relations avec la collectivité ou au moins avec certains de ses membres et a gagné sa confiance.

Choix des participants

Chaque fois que vous utilisez un outil, vous devez réfléchir d'avances aux personnes qui vont y participer. Dans certains cas vous allez la laisser accessible à tous ceux qui souhaitent participer à cette activité. Ceci est une bonne approche pour briser la glace (comme par exemple la cartographie initiale de la collectivité). La plupart du temps cependant, vous voudrez être un peu plus sélectif pour couvrir les risques de biais. Vous aimeriez peut-être laisser l'exercice accessible à tous, mais vous devez veiller à ce qu'au moins certains groupes soient représentés (hommes, femmes, vieux, jeunes, etc.). Ou, si vous craignez que certains groupes ne dominent les autres et ne les laissent pas exprimer leur opinion dans une assemblée composite, vous pouvez décider de mener cette activité avec un

seul groupe (uniquement femmes, uniquement pauvres, etc.). Ceci peut généralement se faire en déplaçant l'activité vers le groupe en question. Si, par exemple, vous désirez travailler avec des femmes, vous allez mener votre activité où et quand elles vont normalement se réunir ... au bord de la rivière le jour de la lessive, par exemple.

Souvenez-vous également que toutes les activités ne se déroulent pas toujours en groupes importants. Vous souhaiterez parfois interroger des familles en particulier (deux familles pauvres et deux familles moyennes par exemple). Vous pouvez sélectionner ces familles par échantillonnage au hasard dans les piles de votre classement de la richesse ou vous pouvez intentionnellement choisir une personne ou une famille en particulier car vous désirez obtenir certaines informations spécifiques. Il est possible également que certaines habitudes soient limitées à quelques familles dans la collectivité (compostage ou contrôle des naissances, par ex.). Il serait bon d'interviewer ces familles pour comprendre leur motivation. L'élément principal dans votre choix des participants est de vous souvenir des principes de la triangulation (spécialement dans les RRA) et de maximiser la participation et le sentiment de contrôle du processus (spécialement dans les PRA).

Menée des activités

1. La première étape de n'importe quelle activité en groupe ou individuelle est de présenter l'activité. Ceci comprend :
 - Présenter les membres de l'équipe et faire la connaissance des personnes interrogées.
 - Rappeler aux personnes interrogées les objectifs généraux de l'étude et comment les informations seront utilisées.
 - Expliquer l'activité aux personnes interrogées et pourquoi vous voulez cette information.
 - Rappeler à la personne interrogée la confidentialité des informations qui seront recueillies.

2. L'étape suivante est de **procéder à l'activité**. Ceci comprend :
 - Une personne aura le rôle d'animateur pour mettre l'activité en route.
 - Dès que l'activité est en route, « passer le flambeau » pour que les personnes interrogées prennent une plus grande part dans la direction de l'exercice.
 - Interroger l'activité pour couvrir tous les points de la checklist.
 - Poursuivre des points intéressants soulevés par des personnes interrogées même s'ils ne figurent pas dans la checklist.
 - Pousser l'investigation (voir la section sur les interviews semi-structurées [ISS] ci-dessous) sur les points particulièrement intéressants de la checklist.
 - Maintenir l'activité/interview la plus détendue et interactive possible.
 - Noter toutes les remarques importantes faites par les personnes interrogées.

3. Lorsque vous approchez de la fin de l'activité, vous devez **conclure l'activité** en :
 - Demandant aux personnes interrogées si elles ont d'autres choses à ajouter ou à demander aux membres de l'équipe.
 - Remerciant les personnes interrogées.
 - Rappelant l'importance des informations et leur confidentialité.
 - Rappelant aux personnes interrogées la session d'information et en les y invitant.
4. Après l'activité, soyez sûrs de prendre le temps de :
 - Compléter les notes que vous n'auriez pas eu le temps d'enregistrer durant l'interview.
 - Établir un résumé de l'activité avec les autres membres présents de l'équipe.
 - Faire un compte-rendu des résultats de l'activité aux autres membres de l'équipe qui n'y participaient pas.
 - Passer en revue le processus de l'activité et noter les améliorations que vous aimeriez apporter aux activités futures.

Prise de notes

Le principe de base est que tous les membres présents de l'équipe doivent continuellement prendre des notes. Ceci dans le but d'éviter les **biais liés à la mémoire** qui vont vous faire souvenir uniquement de ce que vous avez considéré comme important à ce moment là plutôt que de l'intégralité de ce qui vous a été dit. Les exceptions à une prise de notes généralisée sont les suivantes :

1. L'animateur de l'activité ou la personne qui, à un moment donné, est occupée à poser les questions, ne va probablement pas prendre de notes. Cette personne devra concentrer son attention sur ce qu'elle fait, c'est à dire établir un bon contact avec la personne interrogée (bon contact visuel, gestuel, etc.) et poser les questions clés. Lorsque ce sera le tour d'une autre personne de poser les questions, l'interrogateur recommencera à prendre des notes.
2. Dans certains cas, le sujet de l'interview peut être tellement délicat qu'il serait déplacé de prendre des notes durant l'activité ou durant certains moments particulièrement délicats de l'activité. Dans ce cas, immédiatement après l'interview, l'équipe doit noter tout ce qui a été dit.

Le point principal lorsque vous prenez des notes est d'avoir une notation pour chaque chose que la personne interrogée a dite. Ce peut être une courte phrase qui vous rappelle le commentaire qui a été émis ; vous ne devez pas essayer de noter mot à mot ce qui se dit, sauf lorsque les mots exacts de la personne sont particulièrement significatifs.

Les enregistreurs ne sont pas très pratiques dans les RRA/PRA à cause du temps qu'il faut pour transcrire les informations. Il peut y avoir à l'occasion des interviews particulièrement importantes ou des interviews dont la substance est difficile à saisir à la première audition (interview sur l'histoire

avec de très vieilles personnes). Dans ce cas, un enregistrement peut être utile pour vous permettre de l'écouter plusieurs fois ou même de le sauvegarder pour des raisons historiques. En général toutefois, les gens estiment qu'il n'est pas très utile d'avoir des heures et des heures de cassettes d'une étude RRA, et, sauf dans un but strictement académique, ces cassettes ne sont que rarement transcrites ou utilisées entièrement.

Nous vous présentons dans les pages qui suivent certains des outils qui pourraient vous être utiles dans les RRA ou PRA que vous pourriez avoir à entreprendre. Tous ces outils ne seront pas utilisés dans toutes les études, et il est possible que vous en développiez d'autres mieux adaptés aux questions que vous avez à poser. De même, la description sur la manière d'utiliser ces outils est donnée à titre d'exemple pour vous donner une idée de l'utilité de chacun d'eux dans des circonstances diverses.

Interviews semi-structurées

Dans chacune des techniques présentées ci-après, nous allons insister sur la possibilité qu'offre l'interview de l'activité de générer plus d'informations que ce qui peut être démontré visuellement. Les diverses activités pratiques décrites dans les outils qui suivent, sont des mécanismes qui permettent d'obtenir les informations, en mettant les gens plus à l'aise et en facilitant l'analyse par l'organisation visuelle des informations. En fin de compte, toutefois, l'utilisation la plus efficace de ces techniques va exiger du praticien qu'il pose des questions et qu'il fasse preuve de bon sens pour séparer l'essentiel de l'accessoire et extraire les informations clés nécessaires à la conception et à la réalisation du projet. Ceci explique l'expression « interroger le diagramme » et explique pourquoi l'Interview semi-structurée (ISS) est présentée en tête dans ce manuel : l'ISS va faire partie de toutes vos activités.

Dans la plupart des cas, l'interview n'a qu'un rôle de support au diagramme ou à l'activité qui occupe la place principale. Cependant, il arrive que l'interview semi-structurée (ISS) soit l'activité. C'est à dire que l'équipe procède à une interview sans utiliser aucun autre outil visuel ou manipulatif. Ceci arrive de plus en plus souvent lorsque l'étude est déjà avancée et que de nombreuses informations contextuelles ont déjà été recueillies. Il arrive un moment où l'équipe ressent la nécessité de concentrer ses recherches sur des informations particulières qu'il sera plus facile d'obtenir par une ISS très spécifique. Une interview de ce type peut se concentrer sur des sujets précis tels que les méthodes de sevrage ou l'accessibilité aux terres pour les immigrants.

Une autre utilisation de l'interview semi-structurée est de vérifier auprès de familles spécifiques ou d'individus, des informations qui ont été obtenues dans une réunion de groupe. Ces familles peuvent être choisies dans des groupes socio-économiques différents qui auraient été définis lors des classements de la richesse ou de la sécurité alimentaire. Parfois il est utile d'utiliser un outil ou un diagramme au cours de ces interviews (tel que l'établissement d'une cartographie des propriétés terriennes avec une famille individuelle). Dans d'autres cas, une interview directe peut être la façon la plus rapide d'obtenir vos informations.

L'interview directe (sans l'aide d'un autre outil participatif ou visuel) ne devrait être utilisée que rarement. Cette technique est probablement celle la plus sujette aux biais (car les mots ont leurs limites lorsqu'il s'agit de communication, et que l'interview n'ajoute rien à la création d'un climat de confiance avec la personne interviewée) et est de loin l'outil le moins intéressant aux yeux des participants.

Les interviews, comme tous les autres outils RRA/PRA, doivent toujours avoir une checklist.

Approfondir les questions

Un des avantages des recherches qualitatives est qu'elles peuvent être utilisées pour sonder les problèmes et atteindre un bien meilleur niveau de compréhension que ce qui est parfois possible avec les approches

quantitatives. Le chercheur à orientation qualitative a l'avantage qu'il peut demander « pourquoi », et de poursuivre jusqu'à ce qu'il ait compris la réponse donnée. Toutefois ceci n'est pas automatique ! Il appartient à l'équipe et à ses chercheurs de vouloir creuser un peu plus pour en apprendre un peu plus, et d'utiliser leur expertise à interviewer pour obtenir l'information qui va éclaircir le sujet en cours de discussion.

De nombreuses techniques peuvent être utilisées lors d'une interview, pour dépasser la réponse superficielle et obtenir des informations plus riches et plus complètes.

Silence

Souvent les membres d'une équipe sont pressés de passer à la question suivante. Une pause donne aux personnes interrogées le temps de penser à ce qu'elles veulent dire et les encourage à dire plus.

Demande de clarification

Un commentaire tel que « Ceci est vraiment intéressant ; est-ce que vous pouvez m'en dire plus ? » va encourager la personne interrogée à rentrer dans les détails.

Écho

Répétez la dernière chose que la personne interrogée a dit avec une légère élévation de ton.

Personne interrogée : « La malaria est un vrai problème ici ».

Enquêteur : « La malaria est un problème ici ? ».

Répétition

« Pouvez-vous m'expliquer de nouveau X ? ». Dans de nombreux cas la personne va ajouter d'autres informations à ce qu'elle a dit auparavant.

Encouragement

Utilisez le langage du corps (faire un hochement de tête, se pencher vers l'avant en position d'attention, sourire, faire un clin d'œil, par ex.) ou des signes verbaux (« Mmm », « Oui, oui », « Je vois », « C'est vrai ! », par exemple.), pour exprimer votre intérêt et encourager la personne à continuer.

Sympathisez

Donnez toujours l'impression de sympathiser avec le point de vue de la personne interrogée (même si vous le considérez comme bizarre, immoral ou déplaisant !) si vous voulez qu'elle continue. « Je vois que X est un vrai problème pour vous. »

N'ayez pas peur de dire que vous ne comprenez pas

Si quelqu'un vous dit quelque chose que vous ne comprenez pas ou qui semble contredire ce qu'il (ou une autre personne) a dit précédemment, exprimez votre confusion et demandez une explication : « Ici je perds un peu le fil et je me demande si vous pourriez m'aider à mieux comprendre ... il me semble qu'avant vous aviez dit X et maintenant vous dites Y... ».

Montrez-vous au courant

Si quelqu'un parle de quelque chose de controversé ou de délicat, il est bon de vous comporter comme si vous étiez déjà au courant de ce dont il parle (« Oui, j'en ai déjà entendu parler l'autre jour » ou « Oui, c'est un

problème que je vois souvent ») ainsi il n'aura pas l'impression d'être le seul à divulguer cette l'information.

Ne posez que des questions ouvertes telles que : « Pourquoi ? », « Pourquoi cela ? », « Pourquoi pensez-vous que cela est arrivé ? ».

Choses à éviter lors d'une interview

Il y a un art de poser des questions. Un bon enquêteur est réellement intéressé par la personne interrogée et par ce qu'elle a à dire. Il va poser les questions d'une manière qui encourage la personne interrogée à parler librement et ouvertement ; il s'intéressera aux préoccupations de la personne tout en ayant couvert la plupart sinon la totalité des points de la liste à la fin de l'interview. Il y a également des erreurs qu'un bon enquêteur va essayer d'éviter :

Questions fermées

Les questions fermées sont celles (« mangez-vous du millet ? ») auxquelles on ne peut répondre que par oui ou non. Dans la mesure du possible, il faut éviter ces questions car l'interview sera fade. Il vaut mieux poser des questions ouvertes (« Quelle céréale mangez-vous dans votre famille ? », par ex.) qui vont encourager la personne interrogée à élaborer sur sa réponse et provoqueront naturellement des questions de suivi.

Questions tendancieuses

Les questions tendancieuses (« Le maïs donne une meilleure récolte que les cacahuètes, n'est-ce pas ? », « Pourquoi les gens du village se compliquent-ils la vie avec tellement d'enfants ? ») ont tendance à introduire des biais car elles encouragent la personne interrogée à répondre d'une certaine manière.

Suppositions inappropriées

Les questions qui renferment des suppositions sont également dangereuses car elles introduisent un biais. « Vendez-vous votre riz à Tana ou Fina ? ». Il se pourrait très bien que les gens ne vendent pas de riz ou utilisent un autre marché. Pour éviter de heurter l'équipe ou d'être impolis, ils pourraient ne pas relever l'erreur et au contraire choisir une réponse qu'ils pensent vous fera le plus plaisir.

Unités de mesures inconnues

Presque toujours, les collectivités locales ont leurs propres unités de mesures de poids, surfaces, distances etc. Il est important d'utiliser leurs mesures plutôt que les mesures occidentales (lb, kg, mile, km. etc.). Si vous pensez que c'est nécessaire, procédez à une mesure réelle d'un échantillon de poids ou de surface pour vous permettre de traduire les unités locales en unités occidentales correspondantes.

Cartographie participative

La cartographie participative est un exercice qui utilise une analyse spatiale pour recueillir les informations sur un éventail de sujets et de problèmes. Dans une cartographie conventionnelle, une personne extérieure expérimentée va dessiner une carte du village ou du territoire. Dans une cartographie participative, on demande aux membres de la collectivité de dessiner la carte eux-mêmes. Les personnes extérieures qui n'ont jamais essayé une méthode participative sont souvent surprises de voir que des gens sans éducation formelle sont capables de dessiner une carte relativement précise et très enrichissante.

La question principale lors du dessin d'une carte participative, n'est pas la précision, mais la collecte d'informations utiles qui pourront faire la lumière sur la situation, quelle qu'elle soit, que vous avez à l'étude dans la collectivité. La cartographie est souvent la première activité de l'équipe lorsqu'elle arrive au village car elle permet de briser la glace et de mettre l'équipe et la collectivité dans une humeur participative. La carte va aussi apporter les informations dont l'équipe (surtout si elle n'est pas familière avec la région) aura besoin pour pouvoir fonctionner et circuler efficacement.

Comment établir une carte participative

Avant de commencer l'exercice de cartographie, l'équipe doit établir méticuleusement une liste de vérification des points que les membres voudraient voir figurer sur la carte et aborder lors des discussions qui vont s'ensuivre. Toutefois, cette liste doit rester en arrière plan lorsque l'activité commence. L'équipe doit commencer en demandant aux villageois présents de leur indiquer les sites qu'ils considèrent comme importants et qui doivent figurer sur la carte. Il est bon de commencer par les priorités des villageois car ceci va dévoiler leurs perspectives et priorités. Ce n'est

que lorsque les villageois ont terminé la carte comme eux veulent la voir que l'équipe doit intervenir et poser les questions sur les problèmes.

Pour commencer la carte, dégagez d'abord un grand espace libre, de préférence à l'extérieur où vous aurez toute la place pour vous agrandir. Dessiner la carte sur papier ne fera que vous énerver car il est difficile de l'effacer et de redessiner. De plus, les bords du papier limitent la dimension et l'étendue de votre cartographie. Le meilleur support pour la cartographie est un grand espace libre au

Types de questions qui peuvent être étudiées avec une carte participative

- Sites principaux du village
- Infrastructures du village : Eau, santé, éducation, stockage de nourriture, édifices communautaires
- Structure sociale du village (organisation des quartiers, par ex.)
- Tendances des implantations
- Informations sur les moyens d'existence et points d'intérêt pour ces moyens
- Marchés
- Relations entre villages
- Résidence des autorités du village ou des spécialistes (Chef, sage-femme, responsable de la santé publique, par ex., etc.)

sol, et des bâtons, coquillages, cailloux, feuilles et autres objets comme repères. Si ce n'est pas possible ou acceptable, la craie sur un sol en ciment ou du papier collant sur un tapis feront aussi l'affaire.

La cartographie en groupe est efficace car les gens se rappellent l'un l'autre ce qu'ils oublient et corrigent les erreurs au fur et à mesure qu'elles apparaissent. L'animateur doit expliquer l'exercice et le commencer en dessinant un ou deux sites d'intérêt (en général ceux qui sont immédiatement visibles de l'endroit où tous sont assis). Ces sites peuvent être la route par laquelle l'équipe est arrivée, ou une construction importante ou un arbre. Chaque fois qu'un site ou un endroit particulier est mentionné, il faut ajouter un objet (un caillou, un coquillage ou une feuille, par ex.) pour en indiquer l'endroit.

Au fur et à mesure des progrès de l'exercice, l'équipe doit discrètement rester à l'arrière plan et laisser le dessin et la pose des repères aux soins des villageois. Les personnes extérieures doivent au début limiter leurs questions à « Rien d'autre ? », « On n'a rien oublié ? ». Ce n'est que lorsque les villageois ont terminé la carte comme ils le souhaitent que les membres de l'équipe peuvent soulever d'autres questions ou sujets qu'ils pourraient avoir sur leur checklist (voir l'exemple de carte ci-dessous).

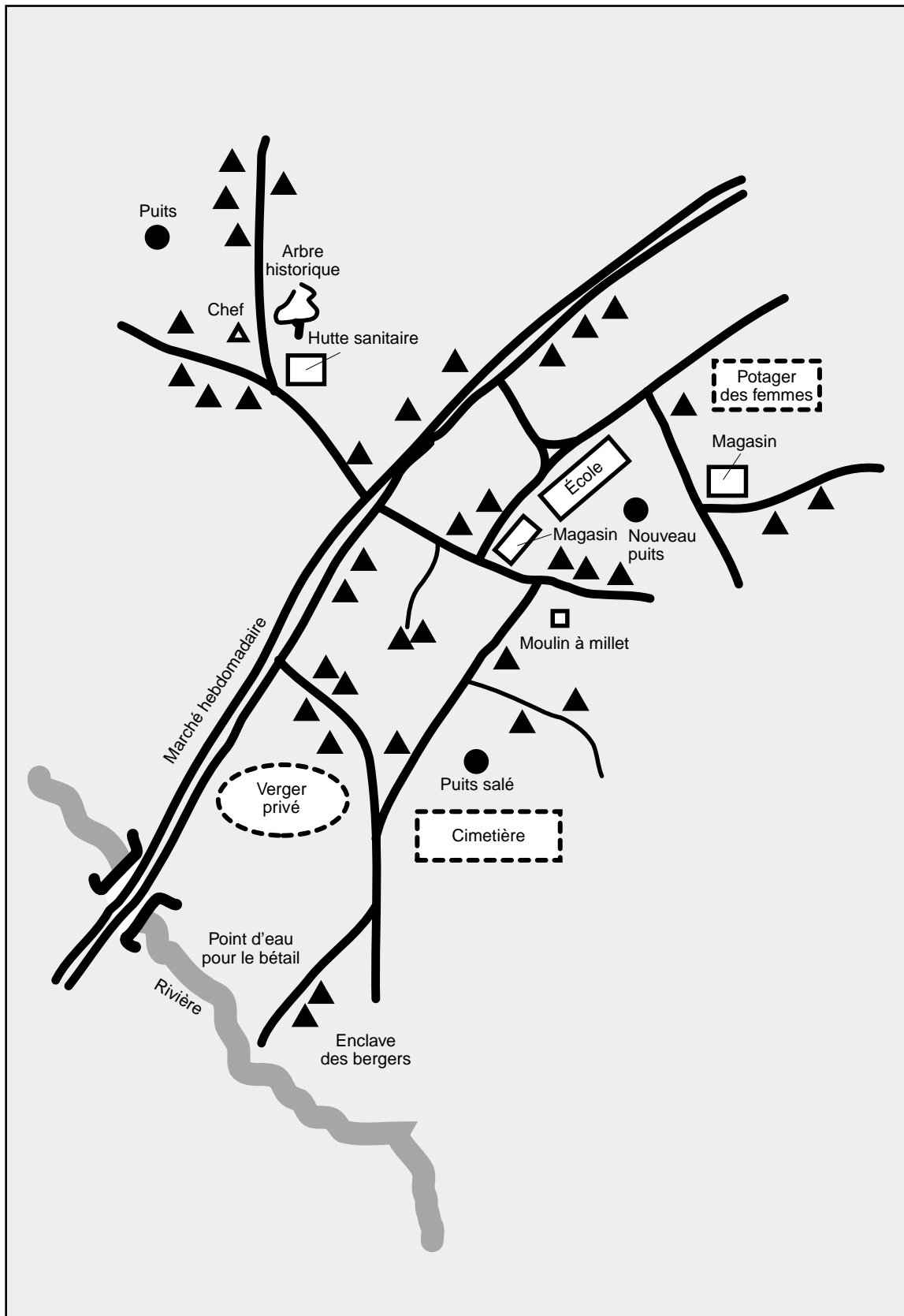
Variante de cartographie participative. Le type de carte de village le plus fréquent va se concentrer sur la partie habitée du village tel que dans l'exemple ci-dessous. Cette technique peut être adaptée de multiples façons pour obtenir des informations plus spécifiques qui présentent un intérêt pour l'étude en cours.

Une des variantes affecte l'étendue de la carte. Une carte peut englober une zone plus grande, telle que l'étendue totale du territoire du village ou même toute la région. Une **carte territoriale** pourrait englober les limites des terres du village et pourrait examiner les ressources du territoire et comment elles sont gérées. Une **carte régionale** peut inclure les villages avoisinants et les zones utilisées par les villageois. Ce genre de carte peut être utilisé pour étudier des questions telles que les habitudes de commercialisation, l'utilisation des centres de santé ou d'autres services dans cette zone plus vaste, sources de crédit, etc.

Les cartes peuvent également considérer une dimension plus petite comme par exemple les terres appartenant et utilisées par une famille. Les **cartes de ressources familiales** peuvent montrer les ressources sous le contrôle d'une famille, y compris les terres qu'elle possède, loue ou utilise, le nombre d'animaux qu'elle a (représentés par exemple pour chaque chèvre, par une crotte de chèvre placée dans un enclos fait de brindilles) l'emplacement de chaque membre de la famille qui n'est pas réellement présent dans l'enclave, etc. En établissant ce type de carte avec les familles de divers groupes socio-économiques, il est possible d'obtenir des informations sur les habitudes et restrictions aux moyens d'existence auxquelles doivent faire face les familles de revenus divers.

Une **Cartographie historique** sera un moyen utile pour comprendre les changements qui sont intervenus dans la collectivité au cours du temps. Après avoir établi la première carte de la situation présente, vous pouvez demander à la collectivité de dessiner une autre carte, ou de modifier la première, pour montrer comment les choses se présentaient à un moment

Exemple de carte de village :



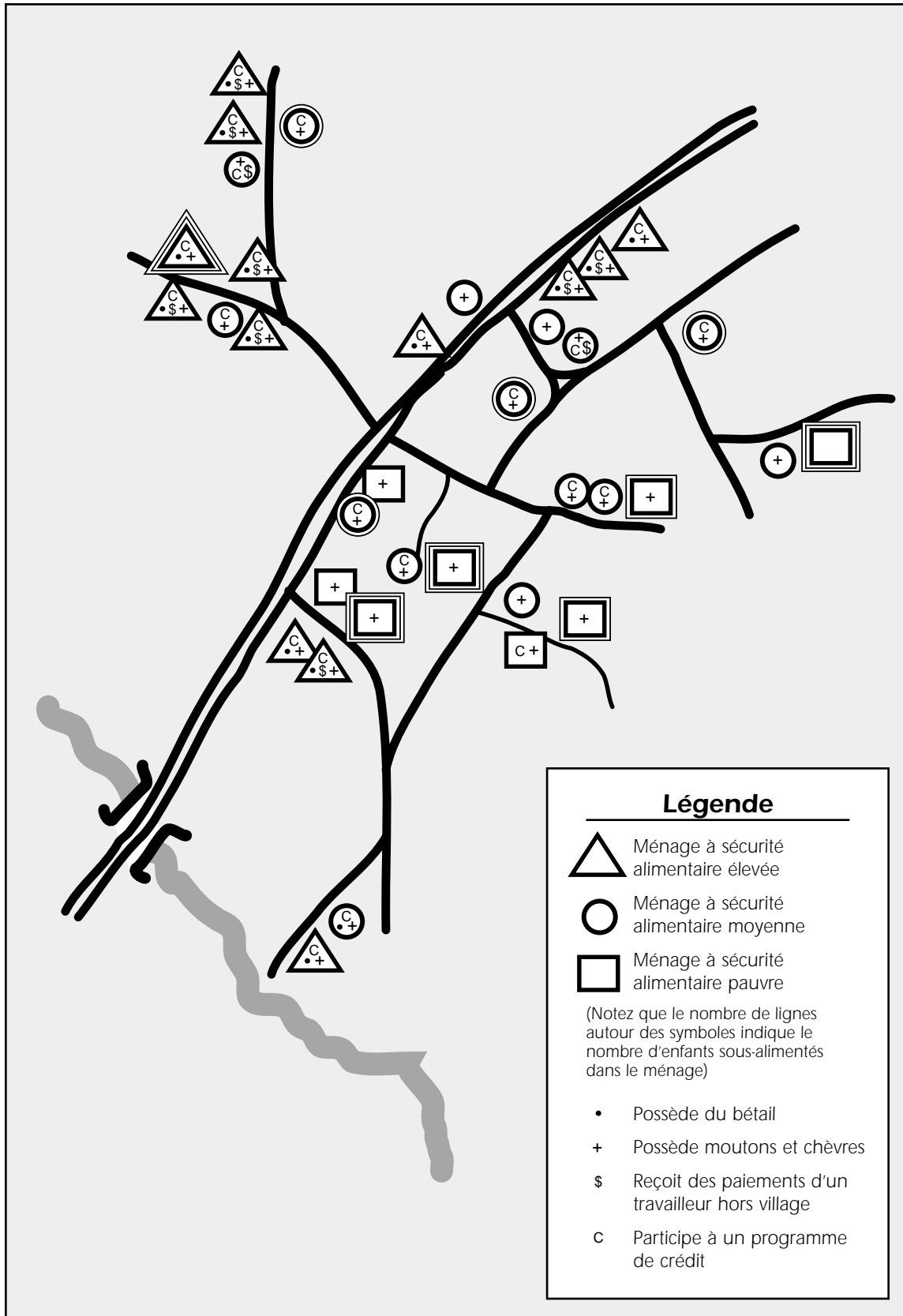
donné dans le passé. L'époque choisie dépendra de la nature de l'étude. Ce pourrait être avant un événement historique spécifique qui a affecté le village d'une manière quelconque (guerre ou sécheresse, par ex.) ou à une époque du passé lointain comme lorsque « les vieillards de cette collectivité étaient des jeunes enfants ». Ce type de mise en parallèle de cartes permet une exploration de nombreux sujets tel que l'impact des émigrations et immigrations, les changements apportés par l'établissement d'une infrastructure telle que routes ou centres de santé, l'impact des changements dans les moyens d'existence, etc.

La **Cartographie des groupes d'intérêt** reconnaît que les cartes ne reflètent pas une réalité « matérielle », mais plutôt le point de vue des gens qui la dessinent. Lorsqu'un groupe hétérogène établit une carte, celle-ci va refléter de nombreuses opinions et points de vue. Un autre aspect d'une cartographie est d'essayer de saisir les opinions de différentes personnes en leur demandant de dessiner la carte en groupes séparés. L'appartenance à un groupe peut être décidée par sexe, ethnie, âge, profession, etc. suivant le but de la carte. Il s'ensuit, par exemple, que l'équipe peut demander aux hommes de dessiner la carte du village tandis que les femmes en font de même de leur côté. Il y a des chances que les deux cartes vont montrer des problèmes et préoccupations différentes suivant le sexe des personnes qui l'ont établie. Dans un PRA tout spécialement, il est intéressant que chaque groupe montre son œuvre à l'autre groupe pour lui faire comprendre son point de vue. Ceci va provoquer une discussion sur les divers points de vue dans la collectivité et leur influence sur la planification.

Les **Cartes sociales** combinent l'analyse spatiale avec la classification. Les différents ménages de la collectivité seront représentés sur une carte sociale. Les informations sur ces familles sont ensuite reprises sur la carte en utilisant divers symboles ou objets. Par exemple, les familles peuvent être classées suivant leur niveau de sécurité alimentaire ; celles qui ont un relativement bon niveau de sécurité sont représentées par un type de caillou, tandis que celles dont le niveau de sécurité est moyen ou pauvre seront représentées par un autre objet. D'autres informations peuvent également être reprises sur la carte, telles que groupe ethnique, familles dont les enfants sont sous-alimentés, familles qui participent aux activités du projet ou représentation du type d'agriculture de chaque famille. En général la cartographie n'est pas trop délicate, mais une cartographie sociale elle, peut l'être. Dans une RRA, d'après le type d'information demandée et la difficulté d'aborder certains sujets délicats en public, il peut être plus indiqué de procéder à la cartographie sociale plus tard dans l'étude avec un petit groupe de personnes interrogées avec lesquelles l'équipe est arrivée à créer des bonnes relations, plutôt qu'avec toute la collectivité en public.

Lorsque les cartes sont établies dans un contexte RRA, les membres de l'équipe vont en général recopier dans leur carnet les cartes dessinées par la collectivité. Ces cartes seront ensuite transférées sur un tableau à feuilles pour pouvoir être analysées en groupes plus importants. Les villageois aiment souvent conserver une copie de la carte pour leur propre usage après le départ de l'équipe. Lors d'un PRA il est bon également d'essayer d'enregistrer les résultats de la cartographie pour que la collectivité puisse les conserver pour leurs futures activités de planification.

Exemple de carte sociale :



Marche de transect

Une marche de transect voit l'équipe procéder à une interview volante, lorsque les membres se promènent dans le village avec des guides du village. Au cours de cette promenade, ils posent des questions au sujet des choses qu'ils voient, de même que sur d'autres sujets de la checklist qu'ils ont préparée.

Genres de questions qui peuvent être soulevées lors de l'exploration :

- Stockage de nourriture
- Ressources communautaires
- Différences entre les ménages et leurs biens
- Sources de crédit
- Production agricole et contraintes
- Gestion du bétail
- Infrastructure sanitaire et risques
- Ressources en eau et risques
- Infrastructure du village
- Habitudes dans l'utilisation des terres et variations saisonnières
- Stratégies des moyens d'existence
- Cultures et autres productions alimentaires
- Nourriture et médicaments en stock

L'idée derrière l'exploration est de faire sortir l'équipe de son cadre habituel d'interview et de tirer profit du don d'observation des gens. La plupart du temps, cette exploration va mener l'équipe au travers des différentes zones de la collectivité (zones souvent définies à la fin de la cartographie participative) et certainement devra l'amener aux confins du territoire. Le but poursuivi en allant jusqu'aux limites du territoire est d'éliminer les biais spatiaux qui proviennent souvent du fait que la majorité des activités aura probablement lieu dans la partie centrale, habitée de la collectivité. Souvent la situation est différente de la périphérie où des populations marginalisées peuvent vivre et avoir des cultures, où les habitudes d'utilisation terrienne peuvent être différentes, où l'accessibilité aux ressources peut changer, etc.

Si l'équipe est importante, il est logique de la diviser en petits groupes lors de cette exploration. Chaque sous-groupe aura son ou ses propres guides. Ces gens seront en général choisis dans la collectivité et considérés comme « experts » dans la zone explorée. Par exemple, une exploration visant les questions de santé peut demander au guérisseur de servir de guide/instructeur pour la promenade. Une exploration qui se concentre sur l'agriculture devrait pouvoir compter sur la personne qui est considérée comme un « maître fermier » ou sur le berger expert de la région. Il sera souvent intéressant d'avoir un ou deux guides de caractéristiques différentes dans chaque groupe (un homme et une femme, des personnes d'ethnies différentes ou de moyens d'existence différents, par ex.). En se promenant dans des directions différentes, l'équipe va s'assurer de couvrir plus de territoire et ainsi de limiter les biais spatiaux.

En général il vaut mieux gagner directement le point le plus éloigné de la promenade de transect et poser les questions plus tard, sur le chemin de retour lorsqu'on est plus à son aise. Ceci va augmenter les chances d'atteindre le point le plus éloigné de la promenade. Au cours de la promenade, le groupe va observer les alentours et les membres de l'équipe pourront poser des questions sur les choses qu'ils voient et qui pourraient avoir un rapport avec les points de la liste. Par exemple, s'ils arrivent en

Exemple de transect centré sur les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition



Zone	Centre village	Champs internes	Champs externes	Forêt
Production/ récolte de nourriture	<ul style="list-style-type: none"> • Potager familial, poulets, papaye, mangue, orangers. • Chèvres à l'enclos durant la saison des pluies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cacahuètes, maïs, certains hibiscus dans les champs des femmes. • Certain produits des arbres. • Petits ruminants en pâture durant la saison sèche. 	<ul style="list-style-type: none"> • Millet, sorgho, un peu de riz. • Points d'eau pour le bétail. • Karité. • Bétail en pâture en saison sèche. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fruit du baobab, dattes sauvages, figuiers et autres arbres sauvages, miel. • Bétail en pâture à la saison des pluies.
Traitement/ stockage nourriture	<ul style="list-style-type: none"> • Fruits et légumes séchés. • Cacahuètes dans les champs des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Silos familiaux dans ou près des champs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Huile extraite de la noix du karité. 	
Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Certains puits non entretenus, malsains. • Centre sanitaire sans infirmier professionnel. • Pas de moustiquaires. 			<ul style="list-style-type: none"> • Nombreuses plantes médicinales cueillies dans la forêt. • La rivière à la lisière de la forêt provoque XXXXX.
Observations sur la sécurité alimentaire et la nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • De nombreuses mangues pourries. Possibilité de les traiter ? • Importants dégâts par les insectes dans les silos à cacahuètes. Possibilité d'améliorer le stockage ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflits à propos des chèvres et des potagers ; tendance à la réduction du nombre de chèvres. • Silos familiaux ou individuels gérés pour assurer la nourriture durant la saison agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un sérieux problème de strige affecte sensiblement la récolte de millet. • Les points d'eau s'assèchent avant les pluies. Le manque d'eau réduit la production laitière. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflits entre villages voisins pour la cueillette du fruit du baobab qui est une source d'alimentation importante durant les périodes de disette. • La cueillette des fruits par les garçons ajoute des éléments nutritifs à leur régime alimentaire. Les filles qui travaillent à la maison n'y ont pas accès. • Vols fréquents de bétail durant la saison des pluies.

vue d'un groupe de silos, c'est l'occasion de poser des questions au sujet de la gestion du stock de nourriture. Passer un ruisseau est l'occasion de poser des questions sur la qualité de l'eau et sur les maladies provenant de l'eau. Une clôture peut amener des questions sur les locations de terres, etc.

Les informations obtenues au cours de la promenade de transect peuvent être organisées et transférées sous forme de diagramme après le retour de toutes les équipes au village. Le diagramme aura en général en abscisse les diverses zones du territoire, et en ordonnée les catégories d'informations recueillies au cours de la promenade. Dans le cas d'une promenade orientée vers les problèmes de sécurité alimentaire, l'ordonnée peut comprendre, par exemple, des informations sur la santé (tels que risques sanitaires ou structures existantes), informations sur la nourriture (production/stockage) et des informations sur les moyens d'existence/revenus (ressources locales utilisées par différents métiers). Outre la collecte d'informations sur ces divers sujets, la promenade de transect est une bonne manière de vérifier et d'étendre les informations obtenues lors de l'exercice de cartographie.

Diagramme de Venn

Une cartographie participative est une analyse spatiale de la collectivité. Elle se concentre essentiellement sur les sites d'intérêt. Un diagramme de Venn offre une autre méthode de dresser une « carte » de la collectivité, mais celle-ci va se concentrer sur les relations sociales plutôt que sur les relations physiques. Le diagramme de Venn s'intéresse à l'organisation de la collectivité, au point de vue de son organisation interne et de ses relations avec la collectivité plus vaste au-delà de ses frontières.

Types de questions qui peuvent être couvertes par un diagramme de Venn

- Rôle des organisations dans les prises de décision locales
- Rôle des forces externes sur la collectivité
- Dirigeants et décideurs de la collectivité
- Processus de prise de décision
- Rôle du gouvernement et des ONG
- Relations avec les autres villages
- Institutions de crédit et de marketing
- Conflits et mécanismes de résolution
- Mesures de protection sociale
- Partage de la nourriture et d'autres ressources
- Accessibilité à la terre et aux autres ressources.

Bien qu'un diagramme de Venn puisse se faire au sol, en utilisant des objets naturels tels que cailloux et feuilles, il est un peu plus facile d'utiliser une grande feuille de papier avec des formes découpées en carton ou en papier de couleur. Si le seul papier que vous avez à votre disposition est blanc, le marquage peut se faire avec des feutres de différentes couleurs pour faire la distinction entre les divers groupes, associations et individus sur le diagramme.

De même qu'avec la carte participative, il faut que l'équipe commence par établir une checklist bien étudiée des types de questions qu'elle veut explorer avec le diagramme de Venn. Toutefois (comme avec la carte), il vaut mieux garder cette liste en réserve tant que les villageois n'ont pas fini le diagramme.

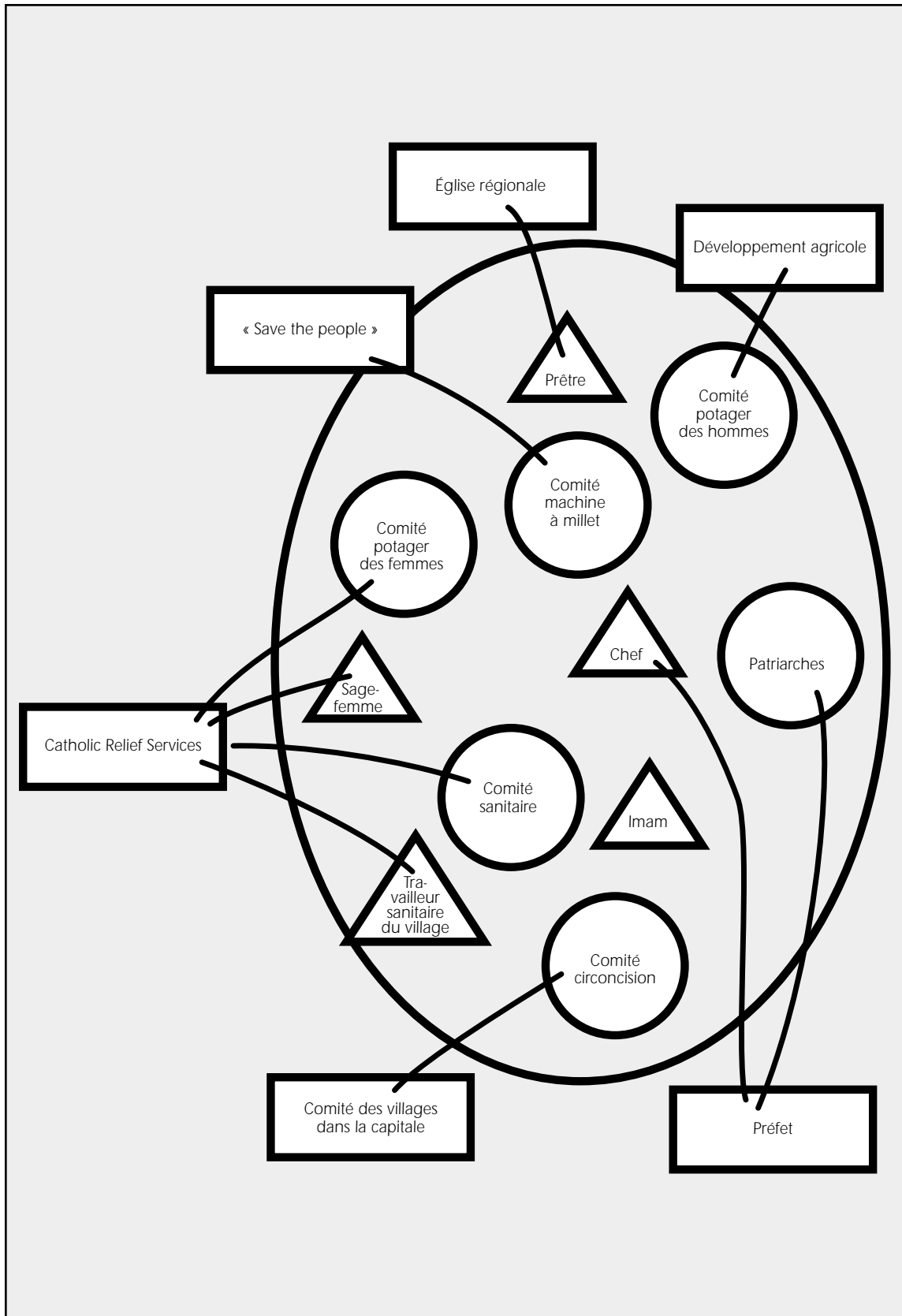
L'animateur commence par dessiner un grand cercle sur le papier ou au sol. Ce cercle représente le village ; tout ce qui

se trouve dans le cercle est une institution du village, tandis que tout ce qui se trouve au-dehors est une source externe de puissance ou d'influence. Il vaut mieux commencer par les individus et les organisations internes, en demandant au groupe de penser à tous les groupes, comités, individus et associations du village. Au fur et à mesure de l'énoncé, un papier de couleur (ovale) est placé sur le diagramme avec le nom du groupe. Ces ovales peuvent avoir différentes dimensions pour représenter soit :

1. **La dimension du groupe ou**
2. **Son influence sur la vie du village.**

La définition qui va être utilisée dépendra de la manière dont l'équipe pose les questions, elle-même dépendant du type d'information que l'équipe recherche. L'animateur doit continuer à demander s'il y a d'autres groupes

Exemple de diagramme de Venn



jusqu'à ce que les villageois aient placé des ovales de différentes dimensions pour tous les groupes qui leur viennent à l'esprit.

La question suivante portera sur les individus qui remplissent un rôle particulier dans la collectivité. Ceux-ci peuvent être représentés par des triangles, en n'utilisant qu'une seule dimension pour éviter des affrontements. Il faut que l'équipe s'efforce de poser des questions au sujet des hommes et des femmes qui jouent un rôle important dans le village. Des triangles de couleur différente peuvent être utilisés pour représenter les hommes et femmes qui ont une influence particulière dans le village. Lorsque les gens du village ont été identifiés, l'animateur va tourner son attention sur l'extérieur du cercle et poser la question des organisations extérieures qui ont une influence, soit positive soit négative, sur la collectivité. De nouveau ici, il est bon de commencer par les groupes et organisations et de finir par les individus.

Au moment où vous placez les organisations sur le diagramme, vous voudrez indiquer le mécanisme de l'influence de ces organisations sur le village. Si elles travaillent avec l'intégralité du village, vous tracez une ligne vers l'intérieur du cercle. Si elles travaillent via un comité ou un individu, vous tracez une ligne depuis le groupe extérieur vers la personne ou vers le comité avec lequel elles travaillent le plus souvent.

Lorsque vous utilisez un diagramme de Venn, il est important d'« interroger » le diagramme lorsque l'image est complète, car vous pouvez obtenir de nombreuses informations en sondant les relations qui sont visualisées sur le diagramme. Le diagramme de Venn vous donne accès à de nombreuses informations qui, autrement, seraient très difficiles à obtenir, tels que les processus de décision intra-communautaire et d'assistance mutuelle.

Variantes au diagramme de Venn. Le diagramme de Venn peut et doit être adapté au but de l'étude. Une des adaptations est très simple et n'exige rien d'autre qu'un changement du type de questions posées. Outre, (ou au lieu de) poser des questions sur les gens et les institutions, le diagramme peut, par exemple, être concentré sur les relations économiques, enregistrant les biens et services produits par la collectivité et ceux qui sont soit exportés soit importés.

Une autre variante est parfois appelée « **diagramme de polarisation** ». Il peut inclure non seulement le village où l'étude a lieu mais également d'autres cercles qui représentent d'autres endroits qui ont une influence sur la collectivité, qu'il s'agisse d'autres villages voisins ou d'autres endroits plus éloignés tel que la capitale ou même un pays étranger qui assure, par exemple, des possibilités d'emploi pour les gens du village. Le diagramme peut alors être utilisé pour représenter les flux de ressources entre diverses collectivités, que ce soit en main d'œuvre, marchandises ou argent.

Calendriers

Les calendriers sont des diagrammes qui concentrent leur attention sur les phénomènes saisonniers et sur l'évolution des choses durant l'année. Les calendriers sont particulièrement importants pour les questions de sécurité alimentaire, pour l'agriculture, et pour les études des questions de santé car elles comportent des points fortement influencés par les saisons. Les calendriers aident aussi l'équipe à éviter les biais dus aux saisons, qui sont liés à l'époque de l'année durant laquelle l'étude est menée. Le calendrier montre aux membres de l'équipe comment la réalité change au cours des saisons, suivant les changements de conditions dans la collectivité.

Types de questions qui peuvent être incluses dans un calendrier

- Évènements importants
- Tendances des revenus
- Difficultés de main d'œuvre
- Tendances de consommation
- Calendrier agricole
- Disponibilité des produits forestiers
- Cas de maladies
- Tendances dans l'utilisation de terres
- Réglementations saisonnières
- Comportements migratoires
- Gestion du bétail
- Scolarité

L'abscisse du calendrier représente le temps. Une des premières étapes lors de l'établissement d'un calendrier est de décider (avec la collectivité) de l'unité de temps qui leur semblera la plus logique. À certains endroits les gens sont habitués au calendrier occidental de douze mois. Ailleurs, ils pourraient préférer utiliser d'autres intervalles de temps telles qu'un calendrier religieux ou les saisons. Le calendrier que vous allez établir avec les villageois doit utiliser une échelle du temps qui leur est la plus connue. Par la suite, l'équipe peut décider de traduire l'échelle du temps en un calendrier plus familier pour les personnes extérieures qui vont lire le rapport.

Il y a de nombreuses façons d'établir un calendrier. Il est souvent utile de le faire sur papier ou au sol, dans un espace bien dégagé où tout le monde peut voir clairement ce qui se fait. L'axe des temps doit commencer à une époque qui correspond aux questions qui vont être posées. Par exemple, un calendrier qui se concentre sur les questions de sécurité alimentaire va probablement voir l'axe des temps commencer au moment des

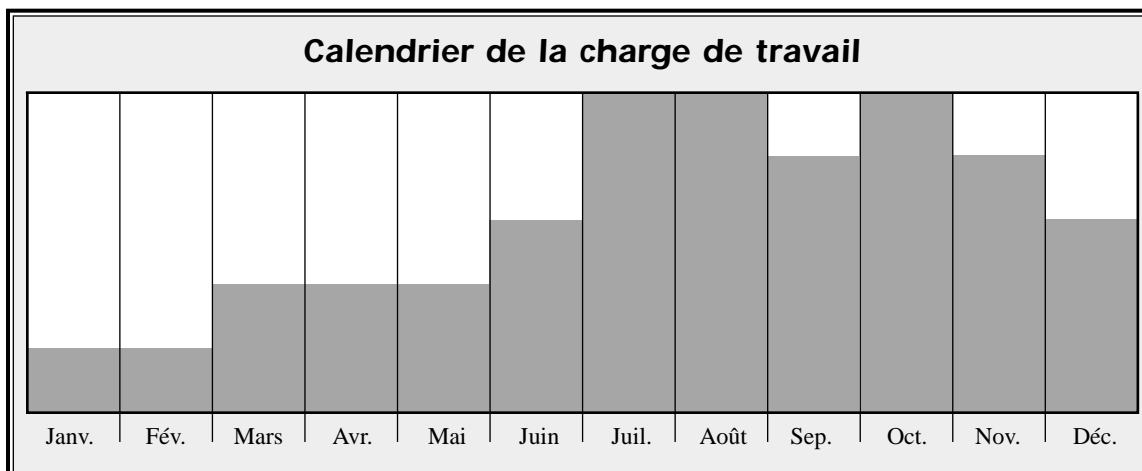
récoltes car, dans un certain sens, ce temps marque le début de l'année. Un calendrier agricole pourrait commencer avec les premières pluies car il y a des chances que la saison des pluies va marquer le début de la saison agricole.

Un calendrier simple ne comportera qu'une seule variable, comme par exemple les dates de cueillette des différents fruits ou la demande de main d'œuvre à différentes périodes de l'année. Le type de calendrier le plus simple ne fait que demander quand quelque chose se passe, sans ajout d'un élément quantitatif : « Quand récoltez-vous les fruits de tel arbre ? » Ou, « Quand les gens sont-ils atteints de telle maladie (malaria) ? », par ex. L'exemple qui suit est un calendrier simple de santé, qui montre quand les différentes maladies apparaissent, en plaçant un caillou sur chaque mois durant lequel la maladie pose un problème dans la collectivité.

Calendrier des maladies												
Bronchite						•	•	•	•			
Malnutrition	•	•	•	•					•	•	•	•
Conjonctivite						•	•	•	•	•		
Malaria	•	•	•	•	•	•	•					
	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai

Les calendriers peuvent être utilisés pour la collecte d'informations bien plus complexes si on y ajoute un aspect quantitatif, en ne demandant non pas seulement ce qui c'est passé et quand, mais aussi la portée de l'événement. Les variables peuvent être représentées en dessinant des colonnes de hauteurs différentes (comme un histogramme) ou, si on utilise des matériaux locaux, des baguettes coupées à des longueurs différentes ou des piles de cailloux plus ou moins grandes.

L'exemple ci-dessous est le calendrier du travail d'une femme, qui montre quel est son niveau d'occupation durant l'année. Ce type de calendrier est très utile pour la planification de la mise en route des activités du projet, car il est important de ne pas imposer des tâches supplémentaires lorsque les femmes sont déjà occupées à temps plein. L'établissement d'un calendrier de travail commence en général en demandant aux gens à quelle période de l'année ils sont les plus occupés, quand ils sont les plus fatigués et/ou quand ils ont le moins de temps libre. Demandez aux personnes interrogées de placer dix cailloux sur les mois extrêmement chargés (ou bien de placer une longue baguette sur ces mois par opposition à des baguettes plus courtes sur les mois qui demandent moins de travail). Demandez-leur aussi de vous dire pourquoi ce mois est tellement chargé.



Poursuivez en posant des questions sur les autres mois qui peuvent aussi être très chargés, mais pas aussi chargé que les premiers. Placez moins de haricots, ou une baguette plus courte sur ces mois. Lorsque vous avez terminé vos questions sur les mois les plus occupés, passez à l'autre extrême, aux mois les moins exigeants au point de vue du travail. Posez des questions sur les trois ou quatre mois les moins chargés, en commençant par le plus bas et en montant. Terminez le diagramme en posant des questions au sujet des mois non encore remplis de cailloux ou signalés par une baguette, en les comparant aux mois les plus chargés ou à ceux qui sont les moins chargés.

Lorsque plusieurs variables sont introduites dans le même calendrier, celui-ci peut être utilisé pour l'analyse d'un problème ou d'une situation. L'axe vertical du calendrier comprendra un certain nombre de variables qui

Genres de questions qui peuvent être étudiées sur un calendrier

- Insécurité alimentaire
- Production agricole
- Migrations
- Fluctuations de revenus
- Utilisation des crédits
- Cas de maladies
- Gestion du bétail
- Niveaux de consommation
- Intensité de travail
- Disponibilité de nourriture sauvage

présentent un intérêt pour l'étude en cours. N'importe quel événement qui présente un aspect saisonnier et qui varie au cours de l'année peut être considéré comme une variable pour le calendrier saisonnier. Pour chaque variable, vous devez voir si l'événement doit être considéré simplement quant au moment de son apparition (un point signifie que les gens consomment du millet durant cette saison) ou s'il est nécessaire d'ajouter un classement quantitatif pour montrer l'importance de cet événement à une saison donnée (plus ou moins de points suivant la quantité de millet consommé). (Voir un exemple de calendrier composite ci-dessous).

Exemple de calendrier composite

	Jun	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai
Forte famine (« Levleika »)	[Shaded area]											
Période de travail extrême pour les hommes	[Shaded area]											
Période de travail extrême pour les femmes	[Shaded area]											
Gestion volaille et chèvres	Abattage pour nourriture							Vente à bas prix				
Problèmes de santé	Malnutrition								Malnutrition			
	Malaria	Problèmes respiratoires										
Population passant la nuit au village	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Endettement	••	••	•									
Sources de nourriture	Crédit	Cueillette, crédit			Début de la récolte	Remboursement des dettes		Alimentation sur récolte				
		Travail salarié, Potager, Dattiers										
Travail au potager (femmes)			[Shaded area]					[Shaded area]				
Travail aux champs	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]	[Shaded area]
	Saison des pluies			Saison froide			Printemps			Saison sèche		
	Jun	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai

Classement en fonction de la richesse

Une bonne vue d'ensemble de la distribution des richesses et des ressources est indispensable à la mise en place des activités de développement. Qui aura les moyens de participer ? Qui sera exclu par manque de revenus suffisants ? Comment le pauvre sera-t-il affecté par les

activités qui vont avoir lieu ? Les techniques de classification par lesquelles la collectivité classe elle-même ses familles suivant leur richesse relative permet d'obtenir cette information qui, autrement, serait délicate et difficile à obtenir.

Il y a diverses manières d'effectuer un classement en fonction de la richesse. Nous allons exposer ici deux méthodes, l'une utilisant des jetons pour classer les familles et l'autre utilisant une technique de cartographie sociale.

Classement par des haricots. La première étape d'un classement par des haricots est de discuter l'idée de richesse. Vous devez bien réfléchir au terme que vous allez utiliser pour décrire la « richesse » dans la langue locale car il peut y avoir différents termes présentant des significations légèrement différentes. Ensuite, par souci de synchronisation, demandez aux gens ce qu'ils entendent par « richesse » ou quelles sont les choses qu'une personne « riche » possède.

Vous devez également décider quelle est l'unité de base la plus appropriée pour le classement. Ceci dépendra de l'organisation

de l'accès aux ressources dans cette collectivité. Il est possible que les gens partagent nourriture, revenus et autres ressources dans des familles étendues, auquel cas cette famille étendue deviendra l'unité pertinente pour le classement. Il est possible que les gens mangent, cultivent et stockent les récoltes en noyaux familiaux ou en ménages. Le ménage deviendra alors votre unité de classement.

Commencez par compter un nombre de haricots ou de cailloux égal au nombre de familles à classer. Demandez aux personnes interrogées de diviser les cailloux de manière à ce que tous les cailloux (familles) qui ont une richesse équivalente soient dans la même pile. Laissez les gens qui font le classement décider eux-mêmes du nombre de piles. (Remarque : Si le village est très grand et qu'il y a de nombreuses familles à classer, il ne sera pas pratique d'avoir un caillou par famille. Dans ce cas, décidez que la pile de cailloux représente toutes les familles du village et demandez aux personnes interrogées de faire un classement proportionnel : c'est à dire, si

Types de questions qui peuvent être étudiées par un classement de la richesse.

- Accessibilité et utilisation des services.
- Habitudes de consommation.
- Mécanismes de partage communautaire.
- Relations richesse/pouvoir.
- Richesse/participation aux activités.
- Distribution des bénéfices du projet.
- À quel point la carte des richesses est-elle constante dans le temps.
- Changement de la composition des richesses au cours du temps.
- Tendances de richesse et de pouvoir intrafamilial.

environ la moitié des familles se trouve dans le même groupe de richesse, mettez la moitié des cailloux dans cette pile, etc.)

Lors de l'établissement de ce classement, il est bon de diviser les villageois qui participent à l'exercice pour que les femmes procèdent à leur classement et que les hommes procèdent au leur, en comparant ensuite les résultats et en discutant les différences importantes. Lorsque les cailloux ont été partagés, l'équipe doit continuer en « interrogeant les piles ». Vous pouvez commencer en demandant systématiquement ce que la pile la plus riche possède que les autres n'ont pas. Ensuite, quelles sont les caractéristiques des familles de la seconde pile, et ainsi de suite. Continuez à interroger l'activité en posant des questions relatives au sujet de l'étude :

- Quels facteurs rendent-ils les gens plus ou moins vulnérables ?
- L'état de richesse des gens change-t-il d'année en année ?
- Le groupe ethnique, la religion ou le mode de vie influencent-ils le niveau de richesse ?
- Y a-t-il des systèmes familiaux, communautaires ou autres pour aider en cas de crise ?
- Et ainsi de suite.

Classement cartographique. Un mécanisme plus spécifique de classement est la technique de la cartographie sociale exposée précédemment. Cette technique est plutôt plus délicate car les informations fournies se réfèrent à des familles spécifiques, ce qui veut dire que dans certains contextes culturels il vaut mieux faire ceci en privé plutôt qu'en réunion publique plénière. Cette activité doit avoir lieu plus loin dans le processus, après que l'équipe est arrivée à établir des relations de confiance avec une ou plusieurs des personnes à interroger.

Le classement cartographique peut utiliser une carte qui a déjà été établie par les villageois (si les ménages y sont bien définis) ou une nouvelle carte dessinée au fur et à mesure que le classement avance. Dans les deux cas, il faudra au moins trois symboles (soit papiers de différentes couleurs soit objets tels que feuilles, coquillages, cailloux). La ou les personnes qui font le classement marquent sur la carte le niveau de richesse de chaque famille, signalant les familles de la catégorie la plus riche par des papiers verts par exemple, les familles moyennes en jaune et les familles pauvres en rouge. Il faut que chaque papier placé sur la carte porte le nom de la famille si cette activité va devoir être utilisée dans un but d'échantillonnage, ce qui est souvent le cas.

Des variantes de ces techniques de classement peuvent aussi être utilisées pour analyser les questions de distribution dans une famille, pour découvrir par exemple, comment les ressources sont réparties entre les différentes personnes d'une famille : Qui est le propriétaire des animaux ? Qui peut obtenir des engrais ? Qui mange le plus ? Et ainsi de suite. Dans un tel cas, vous devez commencer par une carte de la famille, montrant peut-être chaque maison et qui y vit.

Profil historique

Un profil historique n'est pas beaucoup plus qu'une interview semi-structurée concentrée sur des informations historiques qui va essayer d'organiser les informations sous forme d'une chronologie systématique des événements. Dans la plupart des cas cette interview sera menée avec les gens les plus âgés, spécialement avec ceux qui sont connus pour leurs connaissances historiques. En général un profil historique commence par la fondation de la collectivité et va essayer de retrouver toutes les dates importantes qui ont eu un impact significatif sur la vie des gens. Chaque fois qu'un événement important est mentionné, il est inscrit sur une fiche. Si la date (ou la date approximative) est connue, elle sera également notée. Au cours de l'interview, les fiches seront alors arrangées en ordre chronologique. Les fiches doivent être exposées de manière à ce que tout le monde puisse les voir, et placées de manière à ce que la personne interrogée puisse les réorganiser durant l'interview si elle en ressent le besoin. De cette façon, même les événements qui ne sont pas liés à des dates particulières seront au moins placés dans un ordre approximatif.

Le profil historique est souvent créé comme introduction à la matrice historique décrite ci-après.

Matrices

Les matrices sont parmi les outils analytiques les plus sophistiqués utilisés dans les RRA et PRA et en conséquence, les plus intéressants. Elles permettent l'analyse des problèmes sous des perspectives diverses et vont forcer les gens à réfléchir bien au-delà des considérations superficielles. Dans cette section nous allons étudier l'utilisation des matrices de classement, et dans la section suivante, nous allons voir une variante qui se concentre sur les informations historiques.

Matrices de classement. Les matrices de classement examinent les interactions de deux jeux de variables. Par exemple, nous pouvons considérer :

1. Quelles catégories de gens sont atteintes de
2. Quels types de maladie - ou -

1. Quelles catégories de gens mangent
2. Quels types de nourriture - ou -

1. Quelles types de nourriture sont consommés
2. À différentes époques (saisons) - ou -

1. Quel type d'impact un projet a eu sur
2. Quels types de personnes

Ou une quantité d'autres situations suivant la nature de l'étude. Dans chacun de ces cas, un jeu de variables doit être inscrit sur un axe horizontal et le second jeu de variables sur l'axe vertical comme illustré dans l'exemple ci-dessous.

Utilisation des structures sanitaires par divers groupes					
	Enfants	Hommes	Femmes	Hommes âgés	Femmes âgées
Guérisseur traditionnel					
Assistant médical du village					
Docteur gouvernemental					
Hôpital					
Auto-médication					

L'étape suivante après avoir établi les variables sera de décider si la matrice doit être remplie horizontalement ou verticalement. Dans certains cas il est possible de la remplir dans les deux sens (bien que les résultats puissent être quelque peu différents), et dans d'autres cas, il n'y a qu'un sens

logique. Dans le cas ci-dessus, si la matrice sanitaire doit être remplie verticalement, l'enquêteur posera des questions comme « Lorsque les enfants ont besoin de soins, laquelle de ces options allez-vous probablement choisir ? ». Si vous pensez compléter la matrice horizontalement, vous poserez une question comme « Quel genre de personne va le plus souvent voir le guérisseur ? ». Dans les deux cas, on placera plus de haricots ou de cailloux dans la case qui verra la plus grande utilisation, et moins dans celle à usage moindre.

En général il est bon de suggérer aux gens, dès le départ, de placer entre un et dix haricots dans chaque case. Si par la suite ils décident d'augmenter le nombre de haricots car ils veulent insister sur une variable en particulier, ceci est parfaitement acceptable. Il est bon de limiter le nombre de haricots à dix au début de l'exercice pour éviter des amoncellements de haricots dans chaque case, ce qui rendrait l'interprétation aléatoire.

La matrice ci-dessous est un peu plus compliquée. Il s'agit en réalité d'une combinaison de trois mini matrices. L'enquêteur va commencer par poser des questions sur les différences de consommation entre femmes et hommes : par exemple, qui consomme le plus de riz ? L'enquêteur continuera avec des questions portant sur d'autres différences de consommation entre femmes et hommes (quelle est leur consommation de fruits, etc.) avant de passer au jeu suivant de comparaisons qui sera entre des gens de différentes classes de richesse. Il va maintenant demander si les gens riches, moyennement aisés ou pauvres mangent plus de riz, et continuera le long de la colonne pour chaque type de nourriture.

Lorsque vous expliquez ces exercices et interprétez les résultats, vous devez vous souvenir que le nombre de haricots, dans la plupart des cas, n'a pas de signification absolue. C'est à dire que cinq haricots ne signifient pas que quelqu'un mange cinq kilos de viande. Cela signifie tout simplement que le groupe en question mange un peu plus de viande que le groupe qui n'a que trois haricots dans sa colonne et beaucoup moins qu'un groupe qui a dix haricots.

Exemple de matrice de consommation par groupe								
	Hommes	Femmes	Riches	Moyennement aisés	Pauvres	Enfants	Adultes	Vieillards
Riz								
Millet								
Viande								
Œufs								
Fruits								
Légumes								

Cette méthode de classement par des haricots n'est valable que pour détecter des tendances et peut dans certains cas être utilisée pour obtenir des ordres de grandeur, mais ne doit pas être considérée comme un instrument de précision.

Au fil du remplissage de la matrice, chaque fois qu'une certaine quantité de haricots est déposée, l'enquêteur doit délicatement essayer de savoir ce que représente une telle quantité de haricots, spécialement par rapport aux cases précédentes qui ont une quantité différente. Par exemple, si les hommes consomment plus de viande que les femmes, l'enquêteur peut demander pourquoi, pour avoir une meilleure idée des tendances de consommation des différents groupes.

Matrices historiques. Les matrices historiques sont établies d'une manière très semblable, mais avec un des axes représentant une variable de temps. En général, l'axe des temps est l'axe horizontal. L'unité de temps dépend du type d'information recherchée. Si on désire avoir une perspective étendue, il est logique de commencer à la période la plus éloignée dans la mémoire des participants. Si les gens âgés ont dans les 70 ou 80 ans, ils peuvent probablement se souvenir de situations remontant à 60 ans plus tôt. Il faut alors choisir des dates de repère sur une période de soixante ans pour analyser les changements qui sont intervenus.

La sélection de dates qui sera placée sur l'axe horizontal dépendra des informations recherchées. L'étude va chercher, par exemple, à comprendre les tendances de consommation dans les années typiques. Dans ce cas, la sélection de dates ne sera pas particulièrement liée à des événements spécifiques qui affectent la sécurité alimentaire. Vous pourriez par exemple, demander aux gens quelle était la situation l'année d'une certaine élection, ou l'année au cours de laquelle un arbre particulier est tombé. Dans d'autres cas, il peut être plus intéressant d'examiner l'impact d'un événement particulier sur la sécurité alimentaire. Dans ce cas, les années seront choisies suivant leur impact probable sur la sécurité alimentaire. Ce pourrait être l'année d'une sécheresse grave, ou l'année qui a suivi le changement dans le prix des engrais ou l'année de l'introduction d'un nouveau type de récolte. Nous conseillons de limiter à quatre ou (au maximum) à cinq les variables de temps pour éviter de se noyer dans les détails et de faire traîner le processus au point qu'il en devienne ennuyeux.

L'axe vertical va alors essayer de saisir les variables les plus intéressantes pour la compréhension de la situation en général ou pour celle du sujet à l'étude. L'exemple ci-dessous donne des suggestions de types de variables qui peuvent présenter un intérêt. Cette liste, bien sûr, varie suivant le sujet étudié et suivant les questions qui seront les plus pertinentes à la situation.

Lorsque dans une matrice comme celle-ci vous utilisez des variables telles que « alimentation assurée », il est évidemment important de vous mettre tous d'accord sur leur signification.

En général il vaut mieux remplir une matrice historique verticalement, en terminant une période de temps avant d'aborder la suivante. La première colonne sert de référence pour toutes les autres colonnes. Dans la première case, par exemple, vous allez demander aux personnes interrogées de placer entre un et dix haricots pour montrer si la population du village était plus grande ou plus petite il y a cinquante ans. Le reste de

la colonne sera complétée de la même façon. Lorsque vous revenez au dessus pour voir quelle était la situation en 1973, vous pouvez maintenant demander aux personnes interrogées de comparer la population de 1973 à celle remontant à cinquante ans.

Exemple de matrice historique utilisée pour les questions de sécurité alimentaire				
	Il y a environ 50 ans	Lors de la construction de l'école (1973)	À l'achèvement du barrage (1985)	Aujourd'hui
Population du village				
Durée en mois de la récolte d'une famille moyenne lors d'une année normale				
Consommation de viande				
Consommation d'huile				
Part de la récolte destinée aux cérémonies				
Nombre de familles du village dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée				

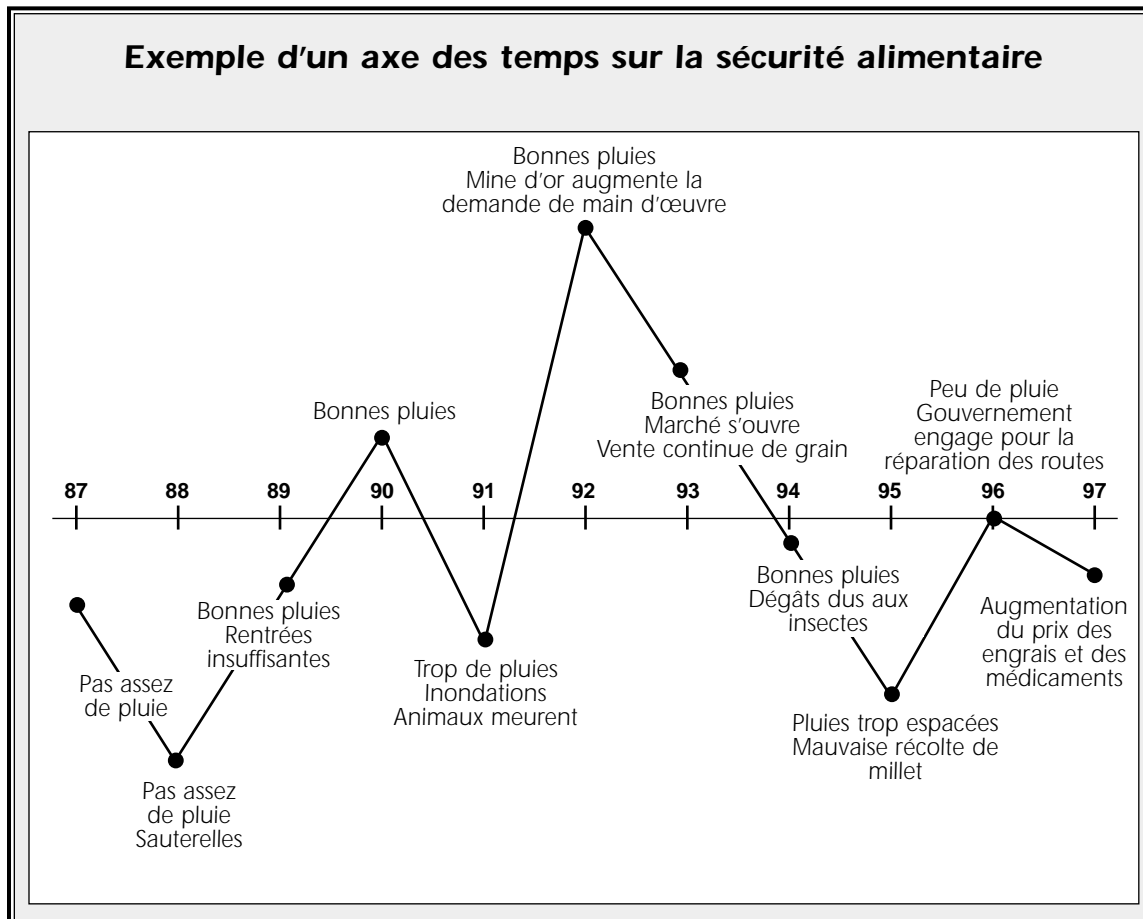
Souvenez-vous que, de même que pour les explications des matrices précédentes, les haricots n'expriment que des tendances et l'importance relative des diverses variables, et ne représentent pas des quantités absolues (à moins que vous ne demandiez aux gens d'être précis, comme par exemple, leur demander la durée de la récolte en mois).

Lorsque vous analysez cette matrice, vous devez le faire horizontalement. C'est à dire, prenez une variable, la consommation de viande par exemple, et voyez comment elle a évolué au cours du temps. Demandez aux gens d'expliquer la raison de ces changements importants dans la quantité de haricots au cours du temps. Repérez quelles variables semblent changer en parallèle et celles qui changent dans des directions opposées. Posez des questions sur toutes les tendances qui vous semblent intéressantes.

Une variante à la matrice historique est de prendre des intervalles de temps beaucoup plus courts, tels que les cinq dernières années, et examiner à fond comment les choses ont évolué durant chacune de ces années. Ce

type de matrice est très utile pour étudier l'impact d'un projet et comment les choses ont changé suite aux interventions du projet. Combien de personnes ont-elles participé chaque année ? Quel fut le bénéfice que les gens ont pu en retirer chaque année ? Combien de gens n'ont pas pu rembourser leurs emprunts ?

Graphique linéaire de tendances. Une technique similaire à la matrice historique est le graphique linéaire qui représente les fluctuations au fil du temps. Ceci permet de situer une année donnée dans un contexte plus large. Comment peut-on comparer la sécurité alimentaire (ou la récolte, ou les cas de malaria, etc.) cette année avec les dix dernières années ? Commencez par tracer dans le sable une ligne qui va représenter une « année moyenne » pour la variable que vous analysez. Demandez aux gens de désigner laquelle des dix dernières années peut être considérée comme une année moyenne pour que tout le monde ait la même définition en tête. Commencez alors par l'année la plus récente et demandez si elle était meilleure ou pire que l'année moyenne. Demandez aux personnes interrogées de placer un caillou au-dessus ou en dessous de la ligne « moyenne » pour indiquer de combien l'année fut meilleure ou moins bonne. Discutez brièvement quels facteurs ont contribué à cette situation. Ensuite reculez dans le temps, sur les dix dernières années, montrant chaque fois si l'année est au-dessus ou en dessous de la moyenne et pourquoi. Le résultat sera un graphique linéaire de tendance comme l'exemple ci-dessous.



Outils spécifiques à la planification

Tous les outils décrits ci-dessus servent à recueillir des informations qui vont alimenter le processus de planification des collectivités qui veulent utiliser le PRA pour ce faire. Une bonne planification exige de bonnes informations, et plus une collectivité aura une meilleure compréhension des problèmes qu'elle veut résoudre, plus grandes seront les chances que les solutions seront appropriées et réalisables.

De nombreux outils peuvent aider les collectivités à attribuer des priorités à leurs problèmes et ensuite à analyser les solutions potentielles pour décider lesquelles sont les plus logiques. Une difficulté courante avec les exercices de planification des collectivités est que les villageois ont tendance à façonner leurs désirs sur ce qui semble bien fonctionner dans d'autres collectivités où un projet de développement a eu lieu. Si une agence a installé un moulin à millet dans plusieurs villages de la région, beaucoup d'autres villages vont considérer un moulin comme leur priorité, sans se préoccuper de savoir s'il satisfait un besoin prioritaire ou s'il représente une solution viable pour leur collectivité. Le but d'une planification communautaire sérieuse suppose de rompre avec le dicton populaire « Keeping up with the Jones » (c'est à dire faire quelque chose juste pour rivaliser avec ses (riches) voisins), une maxime très répandue en Amérique (où ce phénomène est également un problème !), et de s'assurer que la planification est basée sur une analyse approfondie et sérieuse des problèmes.

Les deux matrices proposées ci-dessous (ou les adaptations de ces outils d'après la situation réelle) sont intéressantes pour aider à effectuer l'analyse

Exemple d'une matrice de classement des problèmes								
	Nombre de personnes affectées			Sévérité de l'impact sur la population affectée	Cause d'autres problèmes dans le village	La solution dépend de la résolution préalable d'autres problèmes	Probabilité que nous pouvons résoudre le problème seuls	Possibilité d'obtenir une aide extérieure pour le problème
	Hommes	Femmes	Enfants					
Problème N°1								
Problème N°2								
Problème N°3								

communautaire et veiller à ce que la totalité des problèmes présents soit prise en ligne de compte dans le processus de planification. La première matrice va aider la collectivité à attribuer des priorités aux problèmes qui ont été identifiés, tandis que la seconde va servir à réfléchir aux problèmes pour arriver aux meilleures méthodes pour les résoudre. Dans les deux cas, les critères utilisés pour évaluer soit le problème soit la solution sont indicatifs. Chaque collectivité, avec son animateur PRA, devra définir les critères les plus appropriés à leur situation. Dans la matrice de classification des problèmes, ceux-ci auront été dévoilés par le biais de l'étude que la collectivité vient de terminer. Lorsqu'il est question de trouver des solutions, la collectivité et les spécialistes extérieurs peuvent avoir des idées pour la résolution des problèmes.

Suivant cette discussion, le village doit maintenant classer ses problèmes dans l'ordre qu'il estime judicieux pour leur résolution. Lorsque ceci est fait, il faut examiner chaque problème à tour de rôle pour déterminer les solutions possibles à chacun d'eux. La matrice qui suit va faciliter ce processus.

Matrice de classement d'intervention pour le problème X :					
	Durabilité	Équité	Productivité	Stabilité	Évaluation globale
Solution N°1					
Solution N°2					
Solution N°3					

Dans le cas présent, les critères utilisés pour classer les solutions proposées sont les suivants :

1. Durabilité

La probabilité que la solution va continuer à être efficace aussi longtemps qu'elle sera nécessaire.

2. Équité

À quel point une solution est-elle juste et accessible à tous ceux qui connaissent le problème : par exemple, une solution que ne peuvent se permettre que les quelques familles les plus riches n'est pas équitable.

3. Productivité

À quel point une solution attaque réellement le problème : par exemple, on peut s'attendre à ce qu'un programme de crédit augmente le revenu des femmes de 3000 francs par an, mais ceci peut être insignifiant comparé à leurs besoins réels. L'installation d'un pressoir à huile procurera peut-être des avantages bien supérieurs.

4. Stabilité

Ceci concerne la fiabilité d'une solution, non pas tellement à long terme (couvert en général par la durabilité) mais au jour le jour. Certaines techniques sont sujettes à des pannes occasionnelles et ne vont donc pas apporter une solution stable à un problème.

Alors que ces critères couvrent des points qu'il est souvent important de prendre en ligne de compte lors de l'analyse des solutions possibles, comme nous l'avons dit plus haut, il faut les discuter avec la collectivité et les ajuster si nécessaire à la situation présente.

Plan d'action communautaire

À la suite de l'analyse systématique de la situation au moyen des outils et techniques décrits ci-dessus, la collectivité doit maintenant décider de son plan d'action. Ce plan d'action sera un document évolutif qui commencera par concentrer son attention sur les problèmes prioritaires pour la collectivité. Alors que certaines collectivités seront capables de créer dès le départ, un plan complexe sur plusieurs années, ce niveau de planification et d'analyse ne sera probablement pas possible dans la majorité des villages. Au mieux, le PRA leur aura apporté une idée claire des problèmes principaux qu'ils voudront attaquer. Ils vont donc se concentrer sur les quelques stratégies nécessaires pour résoudre ces problèmes et commencer à prévoir des interventions spécifiques.

Le plan initial doit énoncer les tâches à accomplir, le calendrier prévu pour chaque action, et la personne responsable. Il doit également préciser les équipements spéciaux ou le support logistique requis. Il faut également garder à l'esprit, spécialement dans les premières phases du processus de

Matrice de classement des interventions pour le problème X				
	Action	Personne responsable	Date d'achèvement	Matériel requis
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				

planification, que certaines des tâches à accomplir peuvent nécessiter des compléments d'informations pour pouvoir être menées à bien. La collectivité pourrait ne pas être au courant de toutes les options qui lui sont ouvertes, et pourrait avoir besoin de consulter des spécialistes pour obtenir plus d'informations.

Un village, par exemple, pourrait se concentrer sur le développement de jardins potagers. Lors de l'élaboration de son plan d'action, il va noter que ceci va exiger 1) une attention particulière pour garantir un apport suffisant d'eau durant la saison sèche et 2) examiner plus à fond les questions de commercialisation. En conséquence, une première étape du plan pourrait être de procéder à des études plus approfondies de ces deux points. Par exemple, les femmes peuvent décider de rendre visite à d'autres villages qui ont des potagers en activité, pour voir ce qui marche bien dans ces collectivités. Elles peuvent aussi visiter les marchés locaux et parler aux gens pour voir ce qui se vend le mieux. Lorsque ces informations sont recueillies, des détails supplémentaires seront ajoutés au plan. Ce seront les interventions spécifiques pour décider où implanter le potager et les puits

(ou autres sources d'eau), quelles plantes doivent être cultivées, etc. À ce point, les femmes peuvent contacter un technicien des eaux, pour déterminer à quel endroit dans leur territoire elles ont le plus de chance de s'assurer un apport abondant d'eau, décider ensemble de la dimension du potager, négocier avec le chef et les anciens du droit d'usage des terres, recruter les hommes pour les aider à construire la clôture, etc.

Un autre village peut décider de concentrer ses efforts sur des activités de traitement de la nourriture comme par exemple la déshydratation des fruits et légumes. Un tel plan peut répondre à divers problèmes dans la collectivité y compris amélioration des techniques de culture potagères, conservation des eaux, construction de séchoirs, et recherches sur les débouchés commerciaux.

Dans les deux cas, alors que les plans vont couvrir les secteurs globaux où les villageois ressentent un besoin d'intervention, la planification plus spécifique va organiser les interventions les plus immédiates, les interventions vivantes étant planifiées progressivement suivant un processus continu, au fur et à mesure que des activités démarrent et que les villageois se sentent plus à l'aise pour prendre des responsabilités supplémentaires. En bref, le plan d'action n'est pas un document rigide, final, qui se couvre de poussière sur une étagère. Le plan va évoluer en suivant la collectivité au fur et à mesure que se déroule le processus et tant que des nouvelles informations sont recueillies.

POSTFACE :

**Maintien de la souplesse,
de la créativité et votre
sens de l'aventure**

Annexe

Énoncé des travaux

Où trouver des informations complémentaires

Maintien de la souplesse, de la créativité et de votre sens de l'aventure

Dans les méthodes RRA et PRA, une des opportunités les plus intéressantes, tout en constituant un des plus grands défis, est la possibilité d'utiliser ces méthodes d'une manière créative, réfléchie et innovatrice. Ce manuel aurait pu vous présenter un mode d'emploi des RRA et PRA qui vous aurait expliqué que faire jour par jour, heure par heure, et la marche à suivre. Ceci aurait probablement facilité les choses pour vous et pour les gens qui doivent superviser l'exécution d'un projet, créer des budgets, rédiger les rapports trimestriels et annuels, etc. Le problème avec cette façon de procéder est que toute recette peut aller à l'encontre du principe de base de ces méthodologies qui essaient de décourager au maximum leur utilisation comme un exercice routinier. Les outils perdent une grande part de leur efficacité lorsqu'ils sont utilisés d'une manière standardisée, et vous avez de grandes chances, avec une application routinière, de ne terminer qu'avec des découvertes ternes, superficielles et de peu d'intérêt. Vous savez faire bien mieux que cela !

Au cours du processus, vous allez sans aucun doute créer un jeu d'outils qui vous conviennent bien, qui couvrent bien les problèmes qui apparaissent couramment dans la région où vous travaillez et qui conviennent aux types de projets auxquels vous participez. Ceci est parfaitement acceptable. Vous ne devez pas vous sentir coupable si vos études ont des tendances répétitives et si vous réutilisez des outils car ils se sont avérés particulièrement efficaces sur votre site. Cependant, faites attention si vous découvrez que vous reproduisez exactement des exercices antérieurs et que vous avez perdu votre sens de la surprise ou votre curiosité à explorer l'inattendu. C'est peut-être le moment de faire venir une personne extérieure dans l'équipe pour contester vos conclusions et pour apporter une perspective nouvelle.

Considérez les conseils donnés ici, non comme une cause de frustration, mais comme une invitation à utiliser vos propres expériences, votre créativité et votre bon sens pour mener une étude qui sera mieux adaptée à votre milieu que quoi que ce soit que ce manuel aurait pu vous proposer à distance. Repassez en revue régulièrement les principes de la méthodologie pour rester dans la bonne voie, et ensuite, innovez..., innovez..., innovez ! Si vous suivez ce conseil, vous vous sentirez satisfait, ce sera amusant, et votre projet aura bien plus de chances d'améliorer de façon significative le bien-être des populations désavantagées où que vous soyez.

Annexe :

Exemple d'ÉNONCÉ DES TRAVAUX – Secteur sanitaire pays X – Évaluation technique RRA.

I. Introduction

CRS a ouvert un bureau national dans le pays X en 199_. CRS a dirigé plusieurs projets en X mais à partir de son bureau régional. En 199_, CRS a mené une évaluation de grande envergure pour examiner la possibilité d'ouvrir un bureau à temps plein en X. Les résultats de cette évaluation furent l'ouverture d'un bureau fin 199_.

CRS/Pays X prévoit la mise en place de programmes visant les besoins principaux du pays, en particulier la sécurité alimentaire. Les objectifs de ces programmes sont d'améliorer la sécurité alimentaire des pauvres des régions rurales de X au moyen d'une série d'approches comprenant entre autres : Agriculture/gestion des ressources naturelles, santé, éducation, et programmes générateurs de revenus. Avant de concevoir un programme, il est nécessaire de mener des enquêtes techniques approfondies pour mieux saisir la situation de pauvreté en X, et pour déterminer comment CRS/Pays X peut répondre à cette situation.

II. Contexte

CRS/Pays X va mener des évaluations dans des secteurs techniques divers dans le but de concevoir une approche globale pour améliorer la sécurité alimentaire dans des collectivités cibles de X. ***Cet énoncé des travaux se concentre sur le secteur santé, mais doit être considéré comme faisant partie de la stratégie globale de sécurité alimentaire de CRS/Pays X.***

La **SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** est définie par CRS comme l'accès physique et économique des populations à suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins alimentaires quotidiens pour une vie productive et saine, sans sacrifier leurs investissements dans la sécurité de consommation et des moyens d'existence de demain. Dans le cadre de cette étude, la sécurité alimentaire est définie en termes d'accessibilité, de disponibilité et d'utilisation.

- La **disponibilité** se réfère au volume de production alimentaire au niveau de la famille. Les facteurs qui vont influencer la production alimentaire comprennent le manque d'intrants (semences, outils, engrais, terres, traction animale ou mécanique) et des techniques agricoles déficientes. D'autres facteurs seront l'érosion, le manque d'eau ou de systèmes d'irrigation et la pauvreté du sol qui vont affecter la production. D'autres facteurs encore comprennent le manque de capacité de stockage pour consommation ou vente ultérieure.
- L'**accessibilité** se réfère aux possibilités qu'ont les populations à acheter ou à avoir un accès physique à la nourriture. Souvent la nourriture est disponible au marché, mais les familles n'ont pas assez de revenus disponibles pour l'acheter. Dans d'autres cas, les fermiers n'ont pas la possibilité d'amener leur production au marché pour la vendre (revenu) affectant aussi leur accès. Ces limitations à l'accès comprennent également des limitations à l'éducation, et aux soins de santé. Dans d'autres cas encore, les groupes désavantagés (enfants, handicapés, attardés mentaux, vieillards, malades dans les hôpitaux, par exemple) n'ont pas accès à la nourriture vu leur santé ou leur âge.
- L'**utilisation** se réfère à l'usage biologique correct de la nourriture, qui exige un régime alimentaire assurant suffisamment d'énergie et de nutriments essentiels, de l'eau potable, et des conditions de propreté suffisantes. Une utilisation efficace de la nourriture dépend en grande mesure des connaissances de préparation culinaire dans la famille, des principes élémentaires de salubrité, de nutrition et de soins aux enfants.

Le succès du programme CRS/Pays X va dépendre de la possibilité de couvrir conjointement les trois restrictions à la sécurité alimentaire. En conséquence, les objectifs généraux des évaluations seront axés sur les actions suivantes :

- Procéder à une évaluation des besoins dans le secteur de la santé pour obtenir des informations suffisantes pour établir des objectifs CRS/Pays X viables, des cibles, des outils d'évaluation et un programme d'interventions futures.
- Confirmer les points ci-dessus par des données similaires au niveau local et national (en utilisant les méthodes RRA).
- Établir un index des activités d'interventions possibles pour la région, basé sur les approches présentes des points ci-dessus.
- Examiner les causes profondes des problèmes dans le secteur.
- Établir une liste des organisations gouvernementales et non gouvernementales locales et internationales qui travaillent dans le secteur de la santé.

Au cours de l'évaluation, les catégories suivantes doivent être examinées dans chaque village étudié :

1. **Services/qualité des services** (accès, disponibilité et qualités des services sanitaires actuels, spécialement survie des enfants, par exemple).
2. **Questions environnementales** (environnement naturel et humain comme eau potable/salubrité, niveaux de sous-alimentation des enfants en dessous de 5 ans, par exemple, etc.).
3. Évaluation des **problèmes sanitaires-clés, des attitudes et des usages** associés à la santé (allaitement, nourritures et habitudes de sevrage, espacement des naissances, par exemple).
4. **Organisation sanitaire de la collectivité** (niveau d'organisation sanitaire de la collectivité, présence de travailleurs sanitaires compétents, par exemple).

III. Méthodologie

L'évaluation comporte trois phases : 1) Analyse sur site, 2) Analyse au retour du site et 3) Présentation au siège.

1. **L'analyse sur le terrain** comprend la collecte d'informations sur le terrain, et une interaction avec les villages (à désigner), avec les ONG locales, les partenaires locaux, et les ministères des gouvernements régionaux. Nous recommandons la technique d'évaluation rurale rapide (RRA) au niveau des villages. Un ou deux villages seront sélectionnés dans chaque diocèse pour servir de représentants pour le diocèse. Cette phase va servir à confirmer les informations recueillies au niveau national et à permettre aux villages et aux organisations qui travaillent avec eux, d'exprimer leur point de vue, leurs problèmes, leurs besoins et les possibilités de développement dans chaque secteur. Le consultant va exécuter cette phase avec les autres consultants engagés pour les autres secteurs en vue d'une évaluation commune, pour garantir que les problèmes et possibilités dans le domaine de la sécurité alimentaire soient identifiés et couverts d'une manière intégrée. Ce processus va commencer par une session plénière d'un jour au début de l'évaluation.
2. **L'analyse au retour du site** consiste en une synthèse et une analyse des informations recueillies. Ces informations feront l'objet d'un rapport final.
3. **Présentation** au personnel de CRS à la fin du mois.

IV. Documentation à soumettre

Le consultant remettra un rapport final sur papier et sous forme de fichier électronique qui doit comprendre une synthèse des données recueillies avant et pendant la phase des travaux sur le terrain. Le rapport doit comprendre au minimum les sections suivantes :

- Sommaire.
- Contexte et bibliographie.
- Méthodologie : description détaillée de chaque phase de l'évaluation.
- Rapport des résultats de chaque village étudié.

Recommandations basées sur les problèmes ci-dessus comprenant une liste détaillée des interventions/projets possibles que CRS et ses partenaires d'exécution pourraient entreprendre et qui aborderait les problèmes de sécurité alimentaire cités.

6. Quelles sont les cibles (ou les « points ») possibles d'intervention qui relient le problème à une solution possible au niveau du village (amélioration des usages : hygiène, salubrité, sevrage, allaitement, taux de vaccination, contrôle de la dysenterie, prévention des maladies, amélioration de la qualité, de la disponibilité et de l'accès aux services de santé, augmentation de la disponibilité d'eau potable et de services de santé, besoins particuliers des orphelins du SIDA, des handicapés et des vieillards, raisons pour ou contre l'utilisation de nourriture dans la programmation (FACS, par exemple), possibilités de coopération locale avec le Ministère de la Santé).
- Identification des obstacles/problèmes dans le secteur pour chaque sujet évalué.
 - Activités en cours et participants du secteur, en particulier le partenaire local, en prêtant une attention particulière au FFW et autres programmes supplémentaires d'alimentation.
 - Annexe avec les questionnaires et guides utilisés pour l'évaluation (liste des dates, contacts, numéro de téléphone, et sommaire des informations recueillies auprès de toutes les organisations et individus consultés, liste des ONG et activités gouvernementales dans la région).

V. Calendrier

Le calendrier proposé pour le travail du consultant est comme suit :

23 jours recherches sur site (trois jours par village dans chaque diocèse/trois jours de voyage/quatre dimanches)³

5 jours rédaction du rapport final

Remise du rapport final le xxx à 17h00.

VI. Rémunération

Le consultant recevra 50 % des émoluments convenus au plus tard cinq jours après la signature du contrat avec CRS/Pays X et le solde de 50 % à la remise et approbation du rapport final. Le consultant aura la responsabilité de toutes les obligations fiscales.

³ Ceci est la limite inférieure au point de vue temps pour une ERR. La norme est de 5-7 jours par village/collectivité.

Où trouver des informations complémentaires

Praticiens RRA/PRA

La meilleure source pour les novices de la RRA et du PRA sera un praticien chevronné qui a utilisé ces techniques avec succès dans le passé. (Vous devrez toutefois veiller à trouver des personnes qui prennent ces méthodes au sérieux et qui sont bien au courant et respectueuses des principes méthodologiques : voir encart p. 27). De nombreux pays ou régions ont maintenant des réseaux PRA qui tiennent à jour des listes de personnes utilisant ces méthodes. Pour obtenir une liste à jour, contactez le site Web PRA de l'Institut des études sur le développement (Institute for Development Studies) (voir ci-dessous).

PLA Notes

PLA Notes est un journal semi-officiel des praticiens RRA et PRA. Un abonnement d'un an coûte 30 dollars US (gratuit pour les praticiens des pays non-OCDE et pour les bibliothèques) et peut être obtenu auprès de l'IIED (Institut international pour l'environnement et le développement), 3 Endsleigh St, London WC1H 0DD, Angleterre. Les personnes qui s'occupent de formation à ces méthodes ont intérêt également à consulter : Participatory Learning and Action; A trainers guide London : IIED, 1995 disponible auprès de la même organisation. Le site Web de l'IIED est : www.oneworld.org/iied. Leur adresse électronique est : iiedagri@gn.apc.org et le numéro de télécopie est le (44 171) 388-2826.

Le centre d'information IDS PRA

L'Institut des études sur le développement (Institute for Development Studies) de l'Université du Sussex (GB) possède un centre d'informations avec des publications sur les RRA et PRA et méthodes associées. Ce matériel est catalogué par secteurs. L'institut publie une bibliographie annotée d'écrits sélectionnés dans leur collection. Leur site Web à www.ids.ac.uk/pract/index/html est relié à d'autres sites Web PRA et comprend des listes de contacts par pays. Vous pouvez obtenir des informations sur cette bibliographie annotée via leur site Web. Le numéro de télécopie de l'IDS est le (44 127) 362 1202 et l'adresse postale est IDS, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, GB.

Possibilités de formation

PRAXIS (The Institute for Participatory Practices) est une ONG située en Inde, spécialisée en formation PRA, comprenant une composante de formation pratique. L'institut peut être contacté par la poste à : 12, Pataliputra Colony – Patna, Bihar State, India, ou par téléphone au 91 612 262 027, ou encore par messagerie électronique à praxis@actionaidindia.org. D'autres personnes ou organisations qui assurent une formation et/ou un service de conseil en RRA et PRA sont reprises dans la liste de contacts par pays tenue à jour par l'IDS.

Volume II :

**Études sectorielles et
études de cas RRA et PRA**

Table des matières Volume II

Section I :

Utilisation de la RRA et du PRA pour la recherche sectorielle1

Introduction aux études sectorielles3

Sécurité alimentaire :

Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre7

Comprendre la nature du problème de la sécurité alimentaire11

Identifier les populations vulnérables : Établissement d'un profil des populations à la sécurité alimentaire précaire15

Étude des questions de gestion des denrées au sein des ménages16

Étude des cycles de sécurité alimentaire au fil du temps17

Analyse de la situation alimentaire à l'aide d'un diagramme de causes et conséquences18

Gestion des ressources agricoles/naturelles (RAN) :

Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre21

Introduction aux besoins en information sur les RAN22

Description des ressources disponibles23

Qui utilise les différentes ressources et à quelles fins34

Comprendre les règles d'accès et d'utilisation des ressources35

Sources de conflits et mécanismes de résolution36

Causes et conséquences de la dégradation des ressources37

Microfinance :

Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre39

Évaluation de la situation et des besoins en crédit41

Sources de crédit existantes41

Caractéristiques des sources de crédit existantes42

Comprendre la structure socio-économique de la collectivité43

Déterminer les conditions de crédit44

Évaluer l'impact d'un programme de prêt45

Santé :

Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre47

Introduction48

Renseignements relatifs à l'organisation de la collectivité49

Relations avec les fournisseurs de soins de santé extérieurs49

Éducation et communication sanitaires51

Comportements de recherche de soins53

Perception des maladies et du bien-être53

Nutrition et alimentation57

Éducation :	
Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre	.59
Historique des programmes éducatifs de CRS	.60
Besoins en information dans le secteur de l'éducation	.61
Identifier les services éducatifs existants	.61
Relations avec les fournisseurs et ressources extérieurs	
en matière d'éducation	.62
Organisation et participation de la collectivité en matière d'éducation	.63
Comportements de recherche de l'éducation	.64
Accès/Niveau/Résultats	.66
Situation de l'apprenant	.67
Éducation des enfants handicapés	.68

Section II :
Étude de cas pratiques **69**

Introduction à l'étude de cas	.70
Sécurité alimentaire à Impiron, au Kenya	.71
Contexte de l'étude	.72
Méthodologie	.72
Membres de l'équipe	.74
Choix des sites	.75
Problèmes de méthodologie soulevés durant l'étude	.75
Contexte de l'étude de cas	.77
Les origines des Masais et leur histoire depuis l'ère coloniale	.77
La culture masai	.78
Moyens de subsistance des Masais	.79
Changements récents	.80
Présentation de la collectivité d'Impiron	.81
Les gens	.81
La situation géographique	.81
L'organisation sociale	.85
L'impact des récentes sécheresses	.89
Production alimentaire et habitudes de consommation	.89
Production alimentaire dans les zones haute et basse	.89
Habitudes de consommation	.91
Obstacles à la sécurité alimentaire	.99
Principaux résultats d'intérêt potentiel pour la planification	.101
Discussions préliminaires des solutions	.102
Conclusion et étapes suivantes	.105

Annexes **107**

Section I :

Utilisation de la RRA et du PRA pour la recherche sectorielle

Introduction

Sécurité alimentaire

Gestion des ressources agricoles/naturelles

Microfinance

Santé

Éducation

Introduction aux études sectorielles

Le Volume II de ce manuel s'intéresse à la manière dont la RRA et le PRA peuvent être appliqués à des questions sectorielles particulières. À mesure que vous lisez ces modules, gardez à l'esprit que les principes de base de la méthodologie restent les mêmes, que celle-ci soit utilisée pour une intervention dans le domaine de la sécurité alimentaire ou un projet éducatif. Les questions de biais et le besoin de trianguler au niveau du chercheur, de l'outil et du sujet interrogé restent des facteurs essentiels à une bonne utilisation de ces méthodes. L'outillage de base est également le même (quoique certains outils peuvent s'avérer plus utiles pour un type d'étude donné et moins pour un autre).

Si les principes méthodologiques fondamentaux restent les mêmes, la manière de mener l'étude dépend de la nature des renseignements à recueillir, de leur destinataire et de l'usage qui en sera fait. Par conséquent, toute étude RRA ou PRA devra être adaptée à ces critères particuliers. Ceci suppose de :

1. Choisir une **équipe** combinant l'expérience et la formation appropriées dans les domaines devant être abordés.
2. Fixer des **objectifs** qui amèneront l'équipe à recueillir les informations les plus pertinentes.
3. Choisir, parmi les **outils** disponibles, ceux qui éclaireront le mieux les sujets d'intérêt.
4. Établir des **checklists** touchant aux questions d'intérêt et utiliser ces listes pour déterminer la manière dont les outils sont utilisés.

Certains aspects de cette adaptation de l'étude seront décidés bien avant que l'équipe ne se rende sur le terrain. Il s'agit, par exemple, du choix des membres de l'équipe et de la détermination des objectifs de l'étude. D'autres questions, telles que le choix des outils et l'établissement de checklists, ne peuvent être résolues qu'une fois l'équipe sur le terrain. Là, en fonction des renseignements recueillis à mesure que l'étude progresse et que s'approfondit la connaissance de la collectivité en question, l'équipe adaptera son approche aux circonstances.

Compte tenu de tous les ajustements nécessaires pour l'adaptation des études RRA et PRA aux circonstances particulières, aucune étude n'est semblable à une autre. Une étude sur l'éducation sera nettement différente d'une étude sur la gestion des ressources naturelles, mais même deux études sur l'éducation sont susceptibles de présenter des différences notables dans la manière dont elles sont planifiées et mises en œuvre.

Il est donc impossible de présenter un modèle clairement défini pour, par exemple, une étude sur l'éducation ou sur la sécurité alimentaire. Ce manuel ne cherche nullement à proposer ce qui est à la fois impossible et indésirable d'un point de vue méthodologique ! L'objet des modules sectoriels qui suivent n'est pas d'amener le lecteur à suivre des procédures standard. Au contraire, chaque section met l'accent sur le type de questions et de besoins en information qui ne cessent d'apparaître lors de

projets CRS dans le secteur considéré. Certains de ces sujets plus proprement sectoriels sont discutés plus en détail, notamment la manière dont les outils RRA/PRA peuvent être adaptés pour mieux aborder ces questions.

L'objet de cette discussion n'est pas de recommander des utilisations spécifiques des outils disponibles, dans la mesure où nous ne connaissons ni le sujet particulier de votre projet d'étude ni les spécificités des collectivités auprès desquelles vous travaillez. L'idée est, au contraire, d'engager votre réflexion sur les nombreuses et innovantes manières d'utiliser ces outils, dans l'espoir que cela vous aidera à adapter votre propre étude aux circonstances et à mieux vous familiariser avec le processus d'adaptation des outils en fonction des besoins.

Gardez également à l'esprit que l'un des atouts de la RRA et du PRA réside dans la grande efficacité de ces méthodes pour l'étude de questions multiseCTORIELLES ou pluridisciplinaires. L'équipe pluridisciplinaire nous permet d'étudier des questions sous plusieurs angles. Certains des outils plutôt analytiques, comme les matrices, nous permettent d'observer les rapports entre différents paramètres et d'analyser des situations complexes avec la collectivité locale. Lors de la réalisation d'une RRA, vous devrez vous intéresser aux interactions entre les différents secteurs et chercher à comprendre les rapports complexes qui définissent la vie quotidienne à l'endroit où vous travaillez. ***Après tout, les êtres humains n'organisent pas leur vie en fonction de la santé, l'agriculture ou l'éducation. Au contraire, ils jonglent en permanence avec toutes ces questions simultanément.***

Les projets désireux d'aboutir doivent réussir à comprendre ce qui amène les gens à agir, participer ou modifier leur comportement de quelle qu'autre façon que ce soit... et s'intéresser à toutes les questions qui influent sur les décisions et le comportement des gens. Par conséquent, une bonne étude RRA ou PRA, même axée essentiellement sur un seul secteur, adopte habituellement une approche plus systématique qui s'intéresse au secteur au sein de son contexte plus général.

Des outils semblables seront utilisés pour étudier diverses questions, même dans le cadre d'une étude monoseCTORIELLE. Ces outils sont présentés ici dans des catégories d'informations spécifiques nécessaires pour chaque secteur, mais il s'agit, dans nombre de cas, d'une distinction arbitraire. Ainsi, une matrice principalement axée sur le choix du praticien en fonction des différentes maladies s'intéressera également aux particularités de ces praticiens. Pourquoi certains sont-ils préférés par rapport à d'autres ? Quels sont les facteurs qui déterminent la confiance qu'un villageois accordera à l'avis des différents professionnels de la santé, etc. La même matrice peut également être très révélatrice de la connaissance qu'ont les gens des différentes maladies, ainsi qu'en atteste le type de traitement qu'ils cherchent à obtenir.

Enfin, n'oubliez pas, lorsque vous réfléchissez à votre étude sectorielle, que nombre des outils décrits dans le Volume I seront sans aucun doute utilisés pour votre étude. Ce manuel, pour l'essentiel, ne reprend pas dans le second volume les outils ne nécessitant guère plus qu'une correction de la checklist pour les rendre utilisables. Par contre, il décrit des adaptations plus notables des outils afin de les rendre plus pertinents dans le secteur

considéré. Ces outils « sectorisés » seront le plus souvent utilisés parallèlement aux approches plus standard ou générales décrites dans le Volume I.

Sécurité alimentaire : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Préparé en collaboration avec Jindra Cekan, Ph.D,
Conseiller Sécurité alimentaire, HQ/Program Quality and
Support Department

Sécurité alimentaire : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Globalement, les programmes du CRS sont le plus souvent principalement axés sur l'insécurité alimentaire. Notre agence, en collaboration avec des organismes associés, cherche à donner à ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim accès à des programmes leur offrant une plus grande sécurité alimentaire.

La sécurité (ou insécurité) alimentaire comporte deux aspects :

- **Consommation** (ce qui est mangé et comment cela est utilisé par l'organisme), et
- **Sécurité des moyens d'existence** (biens/économies sur lesquels on peut compter, ainsi que les compétences/apports nécessaires pour produire nourriture, revenu, moyens d'existence et répondre à d'autres besoins de base à plus long terme).

Les programmes du CRS s'intéressent à la fois aux besoins individuels et collectifs et envisagent le rôle de la collectivité au sens large dans la capacité des gens à assurer leurs besoins alimentaires.

- Les **personnes** ont besoin d'une alimentation appropriée en quantité suffisante. La programmation de l'aide alimentaire aborde habituellement la question à ce niveau – la consommation
- La sécurité alimentaire est également une **question collective**. Les gens gèrent leur nourriture et leurs moyens d'existence en conjonction avec d'autres – en tant que ménages aussi bien qu'au sein de collectivités
- Au **niveau de la collectivité**, le droit aux ressources collectives, du type terrains communaux et leurs produits (eau, bois de chauffage, pâturages, gibier), est négocié entre les parties intéressées. La nature des droits accordés aux personnes peut avoir un effet important sur la sécurité alimentaire des individus ou des ménages. La revendication se produit également à ce niveau, les différentes collectivités cherchant à renforcer leurs droits vis-à-vis des autres.

Les programmes CRS reconnaissent que les personnes ont des besoins de consommation alimentaire immédiats. Mais ils rendent également compte du fait que la sécurité alimentaire comporte également une dimension « avenir ». Par conséquent, les projets CRS envisagent des approches immédiates, à moyen terme et à plus long terme de la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire de la famille est plus durable si les gens sont mieux capables de gérer leurs besoins alimentaires sur les diverses échéances et s'ils sont en mesure de répondre à leurs besoins de consommation à court terme sans mettre en jeu leurs moyens d'existence à moyen et à long terme. **Une sécurité alimentaire durable signifie que les ménages ne sont plus obligés de choisir, pour leurs dépenses, entre leur consommation et leur investissement dans des moyens d'existence.** Ils n'ont plus à décider si le produit de la vente de leur dernière chèvre servira à acheter de la nourriture aujourd'hui ou, au contraire, à payer des frais de scolarité, ce qui est un investissement dans leur propre avenir et celui de leurs enfants.

Les **besoins en sécurité alimentaire à court terme** sont souvent couverts par des opérations d'urgence et de protection (GR/OCF). Ces programmes sauvent des vies et contribuent à répondre aux besoins alimentaires immédiats des gens à la suite d'une crise. Les programmes d'urgence de CRS s'attachent de plus en plus à permettre aux gens d'effectuer une transition vers des moyens d'existence viables et d'acquérir des compétences destinées à en créer de nouveaux.

La **consommation à moyen terme** et la création d'une phase de sécurité alimentaire tampon préalable à la sécurisation des moyens d'existence sont généralement assurées par des projets de soutien à l'agriculture, à la création de revenus (via des prêts aux pauvres) et à la santé. Ces projets visent à améliorer la disponibilité, l'accessibilité et/ou l'utilisation des denrées alimentaires. Les participants aux projets CRS font souvent face à des obstacles du type calamités économiques et climatiques saisonnières, carence de moyens, notamment capitaux et compétences, manque d'accès à la terre et problèmes de sécurité personnelle. Pour que ces projets puissent aider les populations visées à bâtir une sécurité alimentaire et des moyens d'existence dans le moyen et le long terme, il importe d'identifier les principaux problèmes sous-jacents responsables de la précarité de leur situation et de s'y attaquer tout en répondant également aux manifestations plus immédiates de la faim. Les projets CRS doivent donc rechercher quels problèmes d'injustice sous-jacents constituent les entraves essentielles à la sécurité alimentaire.

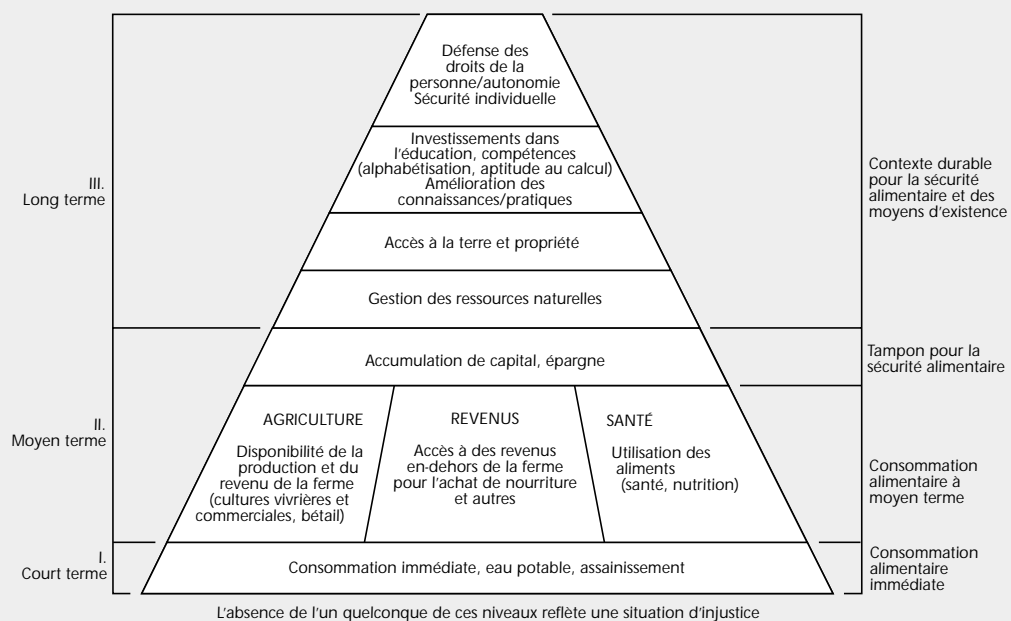
CRS attache une grande importance à la durabilité de toute intervention alimentaire. La **sécurité alimentaire à relativement long terme** fait l'objet d'interventions qui investissent dans l'amélioration des stratégies d'épargne des gens, qui les aident à gérer les ressources naturelles dans une perspective à plus long terme, qui s'attachent à renforcer la capacité financière des gens à éduquer leurs enfants et à améliorer leurs propres compétences. Le cas échéant, ceci peut demander de militer pour la paix dans le pays comme pour certains droits des personnes (pouvoir économique, par ex.).

La pyramide de la sécurité alimentaire CRS (voir page 10) résume l'approche de notre organisation en matière de sécurité alimentaire, les besoins alimentaires de la famille à court terme étant à la base de la pyramide, les questions d'agriculture, de création de revenus et de santé à mi-hauteur et les nombreuses considérations à long terme au sommet. Les types de réponses que CRS apporte à ces différents problèmes au moyen de ses projets de sécurité alimentaire sont résumés dans la seconde pyramide (« réponses »).

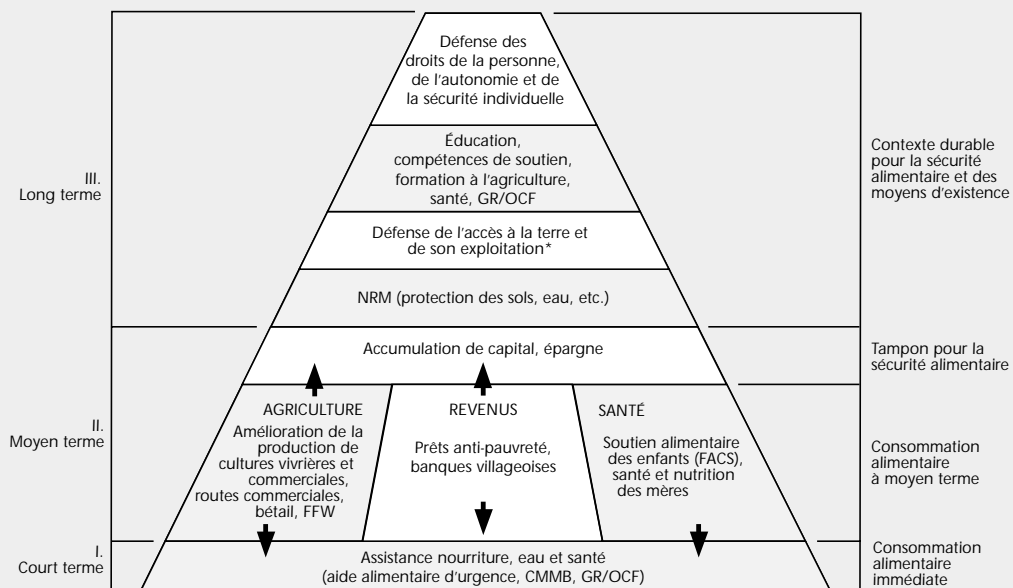
La discussion ci-dessus offre un aperçu de la complexité associée à la collecte de l'information nécessaire aux programmes de sécurité alimentaire lorsque les questions abordées :

1. dépassent les **limites sectorielles**
2. s'intéressent à la **sécurité alimentaire** des gens à très court, moyen et long terme
3. prennent en compte la **complexité des rapports** entre les personnes, les familles et les collectivités

Sécurité alimentaire de la famille : Besoins



Sécurité alimentaire de la famille : Réponses



LÉGENDE :

Centres d'intérêt « Title II » (assistance rations alimentaires ET facilitation de la sécurité alimentaire à moyen et long terme via des projets de développement)

CMMB = Catholic Medical Mission Board, GR/OCF = General Relief/Other Child Feeding, FFW = Food For Work, NRM = Natural Resource Management, FACS = Food-Assisted Child Survival

La maîtrise de tous ces paramètres est indéniablement une tâche digne d'un enquêteur RRA/PRA expérimenté !

Mais nous allons décomposer ce problème d'apparence complexe en éléments plus simples et voir comment les outils RRA et PRA peuvent nous aider à éclairer les problèmes auxquels les gens sont confrontés pour assurer et renforcer leur sécurité alimentaire.

Comprendre la nature du problème de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire revêt souvent une dimension saisonnière. La production de nourriture et, par conséquent, la disponibilité de réserves sont habituellement déterminées par les conditions climatiques saisonnières. L'emploi est lui aussi souvent saisonnier, en particulier dans les secteurs exigeant peu de spécialisation professionnelle. Dans la mesure où les populations les plus vulnérables disposent habituellement de peu de réserves pour traverser les périodes maigres de l'année, leur sécurité alimentaire varie généralement au cours de l'année. Les calendriers sont des outils utiles pour une étude plus approfondie de la dimension saisonnière de la sécurité alimentaire. Ceci peut ensuite mener à des discussions très utiles sur l'opportunité et la manière de se préparer pour les périodes maigres ainsi que sur les stratégies utilisées pour prévenir ou atténuer les problèmes de faim.

Le **calendrier de la sécurité alimentaire** décrit ci-dessous a servi lors d'une évaluation d'interventions alimentaires au Burkina-Faso. Moyennant certains ajustements, il pourrait s'avérer utile pour l'étude de questions saisonnières dans le cadre de votre propre programme. Le **calendrier de la sécurité alimentaire**, le **classement par des haricots** et l'**axe des temps de la sécurité alimentaire** (tous trois décrits ici) peuvent être traités l'un à la suite de l'autre avec un même groupe de sujets interrogés. Ils peuvent également être établis avec différents groupes de personnes afin de trianguler et recouper les renseignements obtenus.

Le calendrier de la sécurité alimentaire est particulièrement utile pour l'étude des variations de la consommation de nourriture tout au long de l'année. Ceci a une importance particulière dans les régions connaissant une « saison de pénurie alimentaire » notable liée aux variations saisonnières de la disponibilité de la nourriture ou à d'autres facteurs. La plupart des collectivités rurales en Afrique sont confrontées à ce type de problème. Le calendrier fait en outre la distinction entre les groupes connaissant plus ou moins de problèmes de sécurité alimentaire, partant du principe que, dans chaque collectivité, certaines personnes sont, toutes proportions gardées, mieux nanties que d'autres. Ainsi, les calendriers permettent de comparer la situation des divers groupes tout au long d'une année.

Avant de commencer le calendrier, l'équipe doit réfléchir à la situation qu'elle souhaite étudier. S'intéresse-t-elle à une bonne année ? À une année moyenne ou typique ? À une année particulièrement mauvaise ? Quel que soit le choix, il devra être discuté avec le groupe chargé d'établir le calendrier – les sujets interrogés doivent se mettre d'accord sur une année donnée qu'ils garderont à l'esprit tout au long de l'exercice (ainsi, si le calendrier s'intéresse à une année moyenne, ils devront décider à quand

remonte la dernière année moyenne, 1991 par ex., et répondre en fonction de cette année-là).

Établir ensuite le nombre de saisons et la durée de chacune d'entre elles pour l'année considérée. Commencer le calendrier soit par le premier mois de récolte et avancer dans le temps à partir de là (voir le calendrier ci-dessous), soit par le mois en cours et remonter progressivement 12 mois en arrière (si l'année écoulée est l'année en question). Il peut être utile de noter le nom local des saisons, avec les mois correspondants du calendrier occidental.

Une fois l'année établie, la discussion portera sur les différents niveaux de sécurité alimentaire au sein de la collectivité. Dans un premier temps, il suffit de considérer ceux qui ont le moins de problèmes pour s'alimenter, ceux qui sont dans la moyenne et ceux qui connaissent de grandes difficultés en matière d'alimentation. Plus tard, ces questions seront évaluées plus en profondeur.

Exemple de calendrier de la sécurité alimentaire												
	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.
I : Sécurité alimentaire maximale	★	★	★	★	★	★	★	★	★	★	T	T
II : Sécurité alimentaire moyenne	★	★	★	★	★	★	T	T	•	•	•	•
III : Sécurité alimentaire minimale	★	★	★	★	T	T	T	T	•	••	••	•

★ Période d'abondance : Nous mangeons jusqu'à être rassasiés

T Période de transition (la ration est réduite)

• Période de pénurie alimentaire (deux points indiquent une période de pénurie exceptionnelle)

Après avoir établi un axe des temps, commencer par le groupe considéré comme étant dans la moyenne. Leur demander d'abord durant quels mois les gens (de ce groupe) mangent à satiété. Dans les cases correspondant à ces mois, ils placeront un symbole particulier (une tige de millet ou un épi de maïs, par ex.). Demander ensuite durant quels mois d'une année moyenne les familles du groupe moyen souffrent de la faim. Leur demander de placer un autre symbole (une feuille ou une pierre, par ex.)

sur ces mois. Les mois restant sont considérés des mois de transition et peuvent être marqués d'un troisième symbole (un bâton, par ex.). Une fois l'expérience du groupe moyen notée, passer soit au groupe le mieux nanti ou le moins bien nanti et reposer les mêmes questions qu'au premier groupe. Finir enfin l'exercice avec le troisième groupe, afin de compléter le calendrier. Ceci fait, il peut être utile de revenir en arrière et d'interroger les participants en s'appuyant sur les catégories établies dans le calendrier. Ceci fournira une matrice de renseignements (page suivante) qui résume les habitudes alimentaires des différents groupes de la collectivité durant les différentes périodes de l'année. Commencer par exemple par la période d'abondance, lorsque les familles mangent à satiété. Demander à chaque groupe (moyen, mieux et moins bien nanti) combien de fois ils (adultes et enfants) mangent par jour, quel est leur régime alimentaire durant cette période, quels types de stratégies ils sont susceptibles d'utiliser (rationnement, par ex.), etc. Les autres questions pouvant être abordées en utilisant le calendrier comme point de départ sont notamment les causes sous-jacentes de la faim et les stratégies auxquelles les gens font appel pour compléter ou remplacer leurs denrées de base à mesure qu'elles commencent à se faire rares (travail rémunéré, endettement, etc.) ou pour faire face à la situation une fois qu'ils sont en période de pénurie alimentaire. Poursuivre de la même façon avec les périodes de transition et de pénurie alimentaire.

La façon d'utiliser le calendrier dépend bien entendu de la situation. Dans certaines collectivités, il se peut qu'il y ait plus de trois groupes. Il peut s'avérer utile de définir les groupes suivant des critères autres que le niveau de sécurité alimentaire (appartenance ethnique, sexe, moyens d'existence, par ex.). Il est possible que les gens souhaitent quantifier leur consommation alimentaire en utilisant un plus grand nombre de cailloux pour les régimes les plus abondants, etc. Toutefois, il est souvent préférable d'opter pour un calendrier relativement simple puis d'effectuer des études plus détaillées à l'aide d'autres outils et interviews.

**Exemple de « Matrice d'interrogation »
accompagnant le calendrier de la sécurité alimentaire**

Composition typique des repas en fonction du niveau de
sécurité alimentaire et de la saison

	Période d'abondance	Période de transition	Période de pénurie alimentaire
Groupe I : Sécurité alimentaire maximale	Farine de millet et tamarin Gruau chaque matin plus 2 repas <i>Tó</i> (millet) avec sauces complémentaires, viande ou poisson quasiment chaque jour, consommation fréquente de <i>dolo</i> (bière)	2 repas par jour mais plus de gruaux et consommation de viande et poisson réduite ; ration pouvant être légèrement réduite dans les derniers mois avant les récoltes	Sans objet
Groupe II : Sécurité alimentaire moyenne	Gruau (le matin durant les mois froids) plus 2 repas à base de <i>tó</i> avec haricots ou feuilles d'hibiscus	Alimentation des adultes réduite à 1 repas par jour ; diminution des rations. Généralement pas de haricots. Les enfants continuent à manger au moins deux fois par jour	Un repas par jour et forte réduction supplé- mentaire des rations (jusqu'à 1/4 environ de ce qui est consommé en période d'abon- dance). Utilisation éventuelle de feuilles de plantes sauvages en sauce en l'absence d'autres ingrédients
Groupe III : Sécurité alimentaire minimale	Pas de gruaux ; 2 repas à base de <i>tó</i> par jour ; quantités et préparation semblable au groupe II	Rations équivalentes à ce qu'elles sont en période d'abondance, nombre de repas ramené à 1/jour pour les adultes ; les enfants continuent à manger au moins deux fois	Plusieurs jours peuvent s'écouler sans consommation notable de céréales. Repas consistant souvent en une soupe claire de feuilles sauvages et de farine de sorgho ou de millet

Cette matrice peut servir à évaluer la diversité du régime alimentaire lors de la préparation d'une enquête quantitative initiale, de programmes MCH/survie des enfants ou encore le ciblage de programmes de rémunération en vivres (Food for Work) saisonniers.

Identifier les populations vulnérables : Établissement d'un profil des populations à la sécurité alimentaire précaire

La majorité des projets axés sur les questions de sécurité alimentaire exigent une connaissance du nombre de personnes dont la sécurité alimentaire est précaire ainsi que des caractéristiques des populations qui connaissent ces problèmes, comme de celles qui ne les connaissent pas. Plusieurs outils permettent d'étudier ces questions.

Le **classement par des haricots** est un moyen simple et rapide de recueillir des renseignements généraux sur des populations qui sont plus ou moins démunies. L'exercice de classement de la richesse par les haricots décrit dans le Volume I est facile à adapter au domaine de la sécurité alimentaire en redéfinissant les tas comme étant des personnes dont la sécurité alimentaire est plus ou moins assurée, plutôt que plus ou moins riches. Cet exercice est la suite logique du calendrier de la sécurité alimentaire, dans la mesure où les participants auront déjà discuté de la sécurité alimentaire en termes de trois catégories de personnes. Une fois le calendrier entièrement établi, l'animateur peut présenter un tas de haricots, dans lequel chaque haricot représente un ménage. Demander aux participants de placer chaque haricot sur un tas particulier, selon que la famille représentée jouit d'une sécurité alimentaire maximale, minimale ou moyenne. Ensuite, comme pour le classement de la richesse, « interroger les tas », en posant des questions sur les caractéristiques des familles de chaque tas (de quoi disposent les gens de ce groupe que les autres groupes n'ont pas ? etc.). La discussion peut ensuite s'élargir vers divers sujets liés au niveau de sécurité alimentaire, notamment :

- Différentes stratégies pour faire face aux pénuries alimentaires.
- Différentes stratégies de prévention de la faim et de maintien de dispositifs protection de la sécurité alimentaire, comme le partage de denrée au sein des familles et entre familles, prêts/emprunts.
- La sécurité alimentaire d'une famille évolue-t-elle au cours du temps/si oui, comment.
- Économies/capital utilisés pour assurer la sécurité alimentaire.
- Types d'événements soudains susceptibles de faire passer une famille à un niveau de sécurité alimentaire inférieur.
- Corrélation entre niveau de sécurité alimentaire et richesse, appartenance ethnique, religion, etc.

Lorsque des renseignements plus spécifiques sur les familles à risque sont requis, la carte sociale est un outil utile pour identifier la situation alimentaire de familles individuelles afin de cibler ceux dont les besoins sont les plus grands. En suivant la procédure décrite à la page 80 du Volume I, demander aux sujets participants de classer les familles aux moyens de papiers ou symboles différents indiquant leur niveau de sécurité alimentaire. D'autres renseignements pertinents peuvent également figurer sur cette carte, comme le fait que les familles possèdent des animaux (et quel type), qu'elles disposent uniquement des revenus de la ferme ou d'autres sources de revenus, qu'elles reçoivent des fonds de l'extérieur, etc.

Étude des questions de gestion des denrées au sein des ménages

Comme nous l'avons vu plus haut, les questions de sécurité alimentaire doivent être abordées à différents niveaux. La majorité des activités décrites plus haut visent à une compréhension de la situation globale d'une collectivité. L'étude doit également s'intéresser à ce qui se passe au niveau de la famille ou du ménage. L'une des façons de procéder est de sélectionner plusieurs familles représentatives sur lesquelles on effectuera une recherche plus approfondie. Si la carte sociale (Volume I, page 81) a été établie, il sera relativement facile d'identifier une ou plusieurs familles dans chacune des catégories de sécurité alimentaire considérées (deux familles nanties, deux moyennes et deux précaires, par ex., ou encore les familles les plus vulnérables si tel est le sujet de l'étude). Prévoir ensuite de rendre visite à ces familles et d'avoir avec elles des entretiens approfondis concernant la situation de la famille.

Il est possible d'établir le même type de **calendrier de la sécurité alimentaire** que celui décrit plus haut pour les familles sélectionnées à partir de la carte. Ces cartes approfondiront les questions de consommation des ménages. L'objet est à la fois de recueillir des renseignements supplémentaires au niveau des ménages et de vérifier les données issues des activités de groupe. Le calendrier permet de consigner dans le détail les différentes denrées alimentaires consommées par la famille durant différentes périodes de l'année et d'indiquer si ces aliments ont été cultivés, achetés ou obtenus auprès d'autres sources (cadeaux ou aide alimentaire, par ex.). Ce type d'activité peut être mené auprès de plusieurs familles « représentatives » dans le cadre d'une enquête initiale, puis répété dans le cadre d'évaluations de mi-parcours et finale afin de comprendre comment et pourquoi leurs schémas de gestion de l'alimentation ont évolué au cours du projet.

Au nombre des autres activités utiles au niveau des ménages, on trouve notamment l'examen de la gestion des réserves alimentaires par **comptage de haricots**. On peut, par exemple, demander à la famille de tracer un cercle dans le sable pour chacun des greniers à céréales que possède la famille – ou des personnes au sein de la famille. Demander ensuite d'indiquer quel était l'état des stocks de nourriture à la fin des récoltes de l'année précédente en plaçant un haricot pour chaque sac (ou autre unité de mesure utilisée) de céréales stocké dans le grenier. Demander ensuite à la famille de montrer ce que sont devenues ces céréales au cours de l'année. Combien a été consommé par la famille, combien a été utilisé à d'autres fins, comme par exemple le remboursement de dettes, la vente pour couvrir les dépenses du ménage ou les frais de scolarité, la contribution à des manifestations culturelles, etc. ?

Il peut être souhaitable de partager un repas avec la famille, si cela est culturellement acceptable, afin d'observer les habitudes alimentaires, les différents groupes, la distribution des aliments de base et des condiments entre les membres du groupe, etc. Autant que possible, ne pas programmer ces visites longtemps à l'avance, afin que la famille ne modifie pas sa manière de cuisiner à cause de l'invité. Il s'agit d'une forme d'**observation des sujets** particulièrement utile pour l'étude des questions d'alimentation.

Étude des cycles de sécurité alimentaire au cours du temps

Comme indiqué plus haut, l'une des questions récurrentes des études sur la sécurité alimentaire est de savoir comment les familles font face aux perturbations soudaines de leur sécurité alimentaire :

- Quelles sont les causes de ces perturbations ?
- Que font les gens pour tenter de prévenir ces perturbations ?
- Comment réagissent-ils lorsqu'une perturbation soudaine se produit ?
- Quelles sont les conséquences immédiates et à plus long terme (notions de récupération) ?

L'une des façons d'aborder cette question consiste à utiliser un **axe des temps de la sécurité alimentaire**.

Pour établir un axe des temps de la sécurité alimentaire, tracer une ligne dans le sable représentant l'état moyen de sécurité alimentaire : une année ni exceptionnelle, ni catastrophique, mais quelque part entre les deux. Demander aux gens de réfléchir à quand remonte la dernière année de ce type et s'assurer que tout le monde fait clairement référence à la même année. Demander ensuite aux gens de penser à l'année écoulée : était-elle meilleure ou pire que l'année moyenne ? Placer un haricot au-dessus, en dessous ou sur la ligne pour indiquer si l'année était meilleure, pire que la moyenne. Remonter d'une année en arrière et recommencer. Chaque fois que quelqu'un place un haricot sur le graphe, lui demander quels facteurs ont fait que cette année était meilleure ou pire que d'habitude. Remonter aussi loin en arrière que les souvenirs des gens le permettent, sur les dix années écoulées au minimum (voir également l'exemple d'axe des temps de la sécurité alimentaire Volume I, page 99).

Finir l'exercice en interrogeant le graphe pour les différentes questions abordées plus haut.

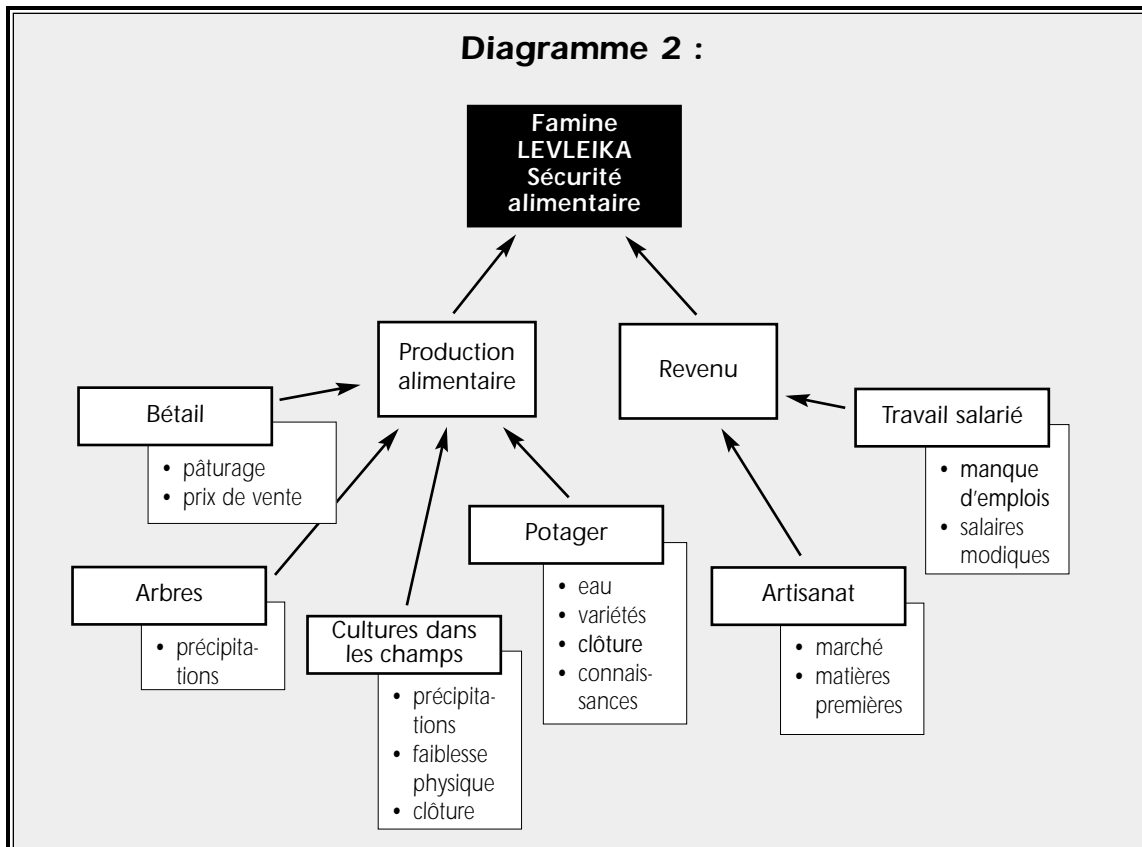
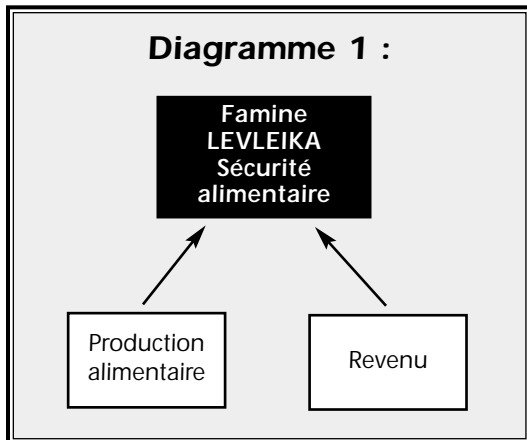
Un tel axe des temps peut être porté à un plus haut degré de complexité par l'utilisation d'une **matrice historique** s'intéressant aux mêmes types de questions. Contrairement aux matrices historiques décrites dans le Volume I, portant sur une perspective historique longue (60 ans ou plus), la matrice historique qui nous intéresse ici couvre les dix dernières années seulement et chacune de ces années peut être représentée par une colonne de la matrice. À présent, au lieu de placer un haricot au-dessus ou en dessous de la ligne, les participants poseront plus ou moins de haricots dans la case appropriée pour indiquer si la sécurité alimentaire de la population était plus ou moins assurée durant l'année considérée. Une telle matrice peut également comporter d'autres variables (rangées), notamment :

- Cours des céréales.
- Cours du bétail.
- Niveau d'émigration.
- Nombre de familles souffrant de pénurie alimentaire grave.
- Existence d'une aide extérieure, etc.

Analyse de la situation alimentaire à l'aide d'un diagramme de causes et conséquences

Les outils permettant à la population locale d'analyser sa propre situation alimentaire sont particulièrement précieux lorsque les collectivités cherchent à planifier les interventions. L'outil suivant est donc particulièrement utile dans des contextes de PRA, mais il peut également être utilisé efficacement par les personnes pratiquant la RRA. L'exemple ci-dessous, tiré d'une étude menée en Mauritanie, rend compte des problèmes auxquels est confrontée la population. Dans les zones présentant des problèmes de sécurité alimentaires différents, le diagramme devra être modifié en conséquence.

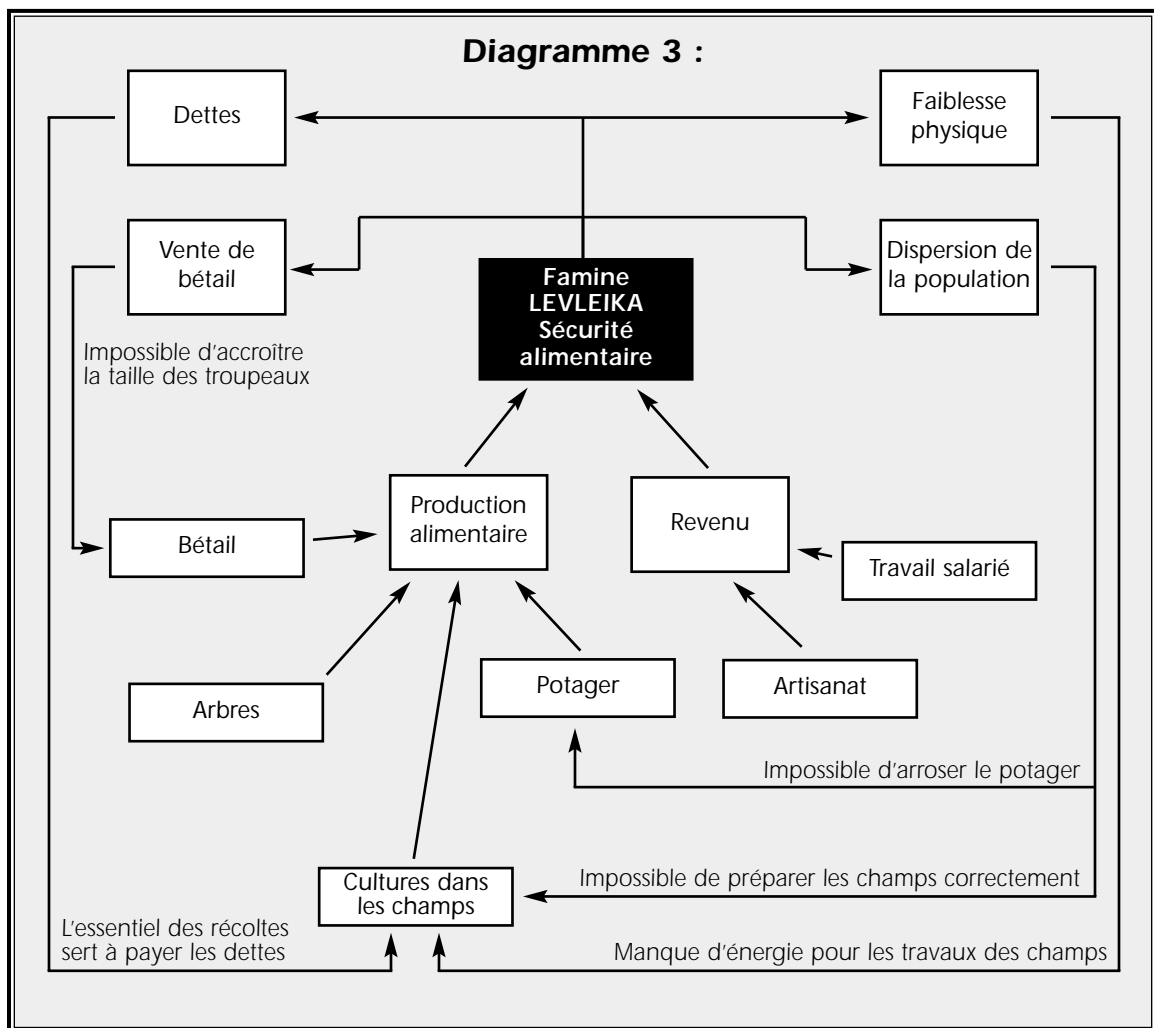
Dans la région de Mauritanie rurale où a été effectuée cette étude, le principal problème consiste à assurer un approvisionnement en denrées alimentaires suffisant tout au long de l'année pour garantir ne serait-ce qu'un niveau minimal de consommation. Les carences en oligo-éléments, voire même l'aspect saisonnier de la faim, sont d'une importance secondaire vis-à-vis du problème principal qui est simplement une pénurie de denrées alimentaires appropriées quasiment tout au long de l'année. Les villageois parlent de « *levleika* », le terme local désignant une forte famine.



Pour débiter l'exercice, une boîte d'huile alimentaire cabossée a été posée sur le sol pour représenter la **levleika**. Sous la boîte, sur le diagramme tracé dans le sable, ont été placés des symboles représentant l'argent pouvant être utilisé pour acheter de la nourriture et la nourriture produite ou trouvée sur place.

Il a été demandé aux membres de la collectivité participant de considérer tous les moyens leur permettant soit gagner de l'argent, soit de produire de la nourriture, puis de les placer dans le diagramme (animaux, cultures, travail, par ex.). Ils ont également discuté de chacun des éléments, en réfléchissant à ce qui a fait que ces activités étaient plus ou moins productives. Le résultat de cette discussion est représenté ci-dessous.

L'étape suivante demandait aux participants de monter plus haut dans le diagramme et de réfléchir aux conséquences de la **levleika**. Autant que



possible, ces conséquences étaient reliées aux causes afin de compléter le cycle de la pénurie alimentaire (voir Diagramme 3).

Ce diagramme a ensuite servi de base pour les discussions sur la meilleure manière, pour la collectivité, de s'attaquer au problème de la **levleika**.

Les questions de sécurité alimentaire couvrent de nombreux secteurs différents. Par conséquent, un certain nombre d'autres outils indiqués dans d'autres parties de ce manuel pourront également être utiles dans d'autres études sur la sécurité alimentaire. Les outils décrits dans le chapitre sur l'agriculture s'avéreront efficaces pour la collecte de renseignements concernant la production alimentaire, par exemple. Ceux décrits dans le cadre de la santé seront utiles pour la compréhension des questions d'utilisation en rapport avec l'état de santé des personnes. Au nombre des sujets abordés dans les autres secteurs également susceptibles d'éclairer une étude sur la sécurité alimentaire, on compte notamment :

- Quantité et types de denrées produites.
- Sources et fiabilité du revenu non agricole.
- Probabilité que les sources de nourriture (cultivée ou achetée) puissent être maintenues.
- État de santé des personnes et stratégies de maintien d'une bonne santé.
- Capacité à investir dans les soins de santé préventifs, l'éducation et l'acquisition de compétences pour les membres de la famille.
- Durabilité de l'exploitation des ressources naturelles (combustibles, aliments sauvages ou produits vendus pour augmenter les revenus du ménage).

Gestion des ressources agricoles/naturelles (RAN) : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Préparé en collaboration avec Gaye Burpee, Ph.D,
Conseiller technique RAN en chef, HQ/Program Quality
and Support Department

Gestion des ressources agricoles/naturelles (RAN) : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Introduction aux besoins en information sur les RAN

Les projets RAN collectifs prennent en compte un large éventail de facteurs biophysiques et environnementaux complexes et dynamiques, en plus de nombreux facteurs humains complexes. Les premiers incluent notamment climat, topographie, écosystèmes et ressources naturelles. Les seconds s'intéressent à la manière dont les collectivités, ménages et personnes individuelles définissent, utilisent et gèrent les ressources, font face aux situations conflictuelles et gèrent les droits et les responsabilités.

Le PRA et la RRA peuvent fournir d'importantes informations initiales aux collectivités et aux spécialistes du développement. Ces informations permettent d'assurer une bonne adéquation entre les interventions RAN proposées et les conditions, ressources, contraintes et besoins réels sur place.

On n'insistera jamais suffisamment sur la nature personnalisée des interventions RAN. Quel que soit le succès d'une intervention RAN donnée dans la résolution d'un problème donné dans une région donnée, on ne pourra jamais présumer qu'elle connaîtra le même succès partout. Les sols, les conditions climatiques et les facteurs humains fonctionnent de façon différente dans des endroits différents et produiront des technologies aux résultats très différents en fonction des situations et des conditions locales.

Les objectifs d'ensemble de différents projets peuvent être identiques (réduire l'érosion, augmenter les rendements, améliorer la qualité des sols, par ex.), mais les moyens de parvenir au but doivent être adaptés à l'endroit et adoptés aux combinaisons uniques de facteurs biophysiques et humains, qui sont en constante évolution. Des RRA et PRA bien menés peuvent fournir des renseignements précieux permettant aux intervenants de mieux comprendre ces différents aspects alors qu'ils planifient leurs activités.

Ce manuel a montré l'intérêt de la RRA et du PRA pour l'étude de questions recouvrant des secteurs ou domaines d'intérêt particuliers. Ceci est important pour les projets RAN car ceux-ci englobent souvent des systèmes complets, du type agriculture, forêt, littoral ou bassin hydrographique, plutôt que certains éléments individuels de ces systèmes. La RRA d'un projet agricole fournirait des renseignements non seulement sur le système agricole d'une collectivité donnée, mais également sur ses relations avec tout le bassin hydrographique environnant. Elle s'intéresserait aux principales interactions au sein et entre les différents sous-systèmes, décrivant tous les principaux sous-systèmes, notamment cultures, arbres, jardins potagers et bétail, et récapitulerait la manière dont ces sous-systèmes s'intègrent dans le contexte plus général de l'écosystème hydrographique et des multiples activités humaines.

Les renseignements issus d'une telle RRA serviraient alors à définir les technologies adaptées aux agro-écosystèmes locaux et contribueraient à trouver des moyens d'employer les ressources humaines et naturelles locales de façon efficace et profitable tout en préservant les ressources vitales.

Description des ressources disponibles

Parmi les types de renseignements indispensables aux études RAN figure un inventaire des ressources portant notamment sur les questions suivantes :

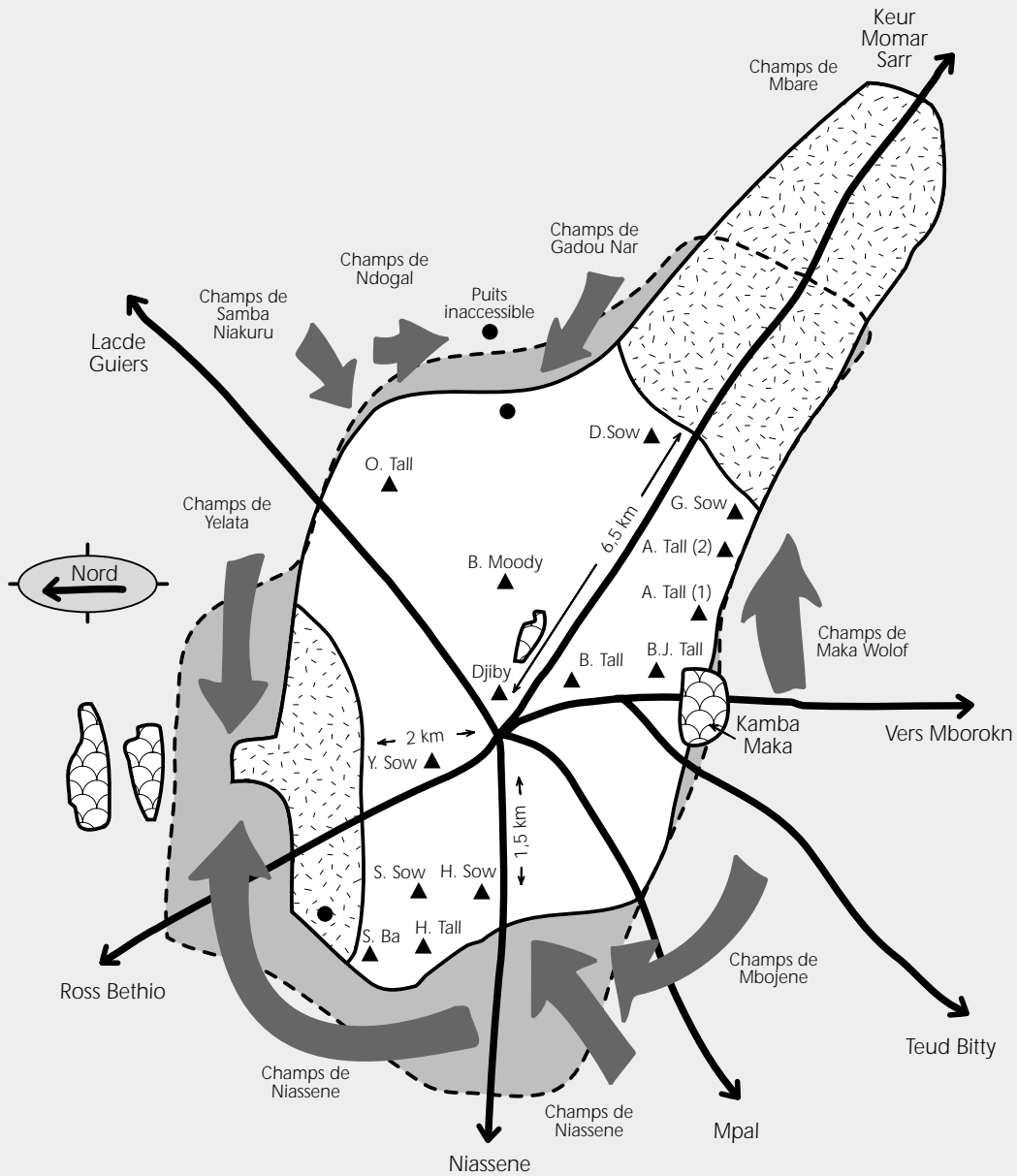
- Comment une collectivité définit-elle son territoire et comment les frontières/limites sont-elles fixées ?
- Quelles sont les ressources internes et externes de la collectivité ?
- Quels facteurs échappant au contrôle de la collectivité (historiques, politiques, fonciers, culturels, économiques) influent sur l'utilisation et la disponibilité des ressources au sein de la collectivité ?

Les façons d'aborder ces questions sont multiples. Elles consistent à rassembler les informations disponibles au niveau même de la collectivité, ainsi qu'à utiliser des sources secondaires (voir ci-dessous).









Une **carte territoriale** permet d'indiquer les limites définies par les collectivités ainsi que l'emplacement des ressources. Il importe de bien inclure tout le territoire que la collectivité estime posséder, ainsi que les terres ou ressources n'appartenant pas à la collectivité mais utilisées par ses membres.

La réalisation d'une **carte historique** avec les limites et ressources actuelles permet de montrer les changements par rapport au passé. Ou encore, des cartes représentant le présent et le passé peuvent être dessinées côte à côte afin de susciter une discussion sur les changements au cours du temps. La carte historique qui suit montre comment les pressions sur une communauté pastorale dans le nord du Sénégal ont comprimé les limites de son territoire d'un côté alors que le départ d'un village voisin lui a permis d'étendre son territoire dans une autre direction.

Carte du Hurum (territoire), Maka Ndandary, Sénégal



Légende

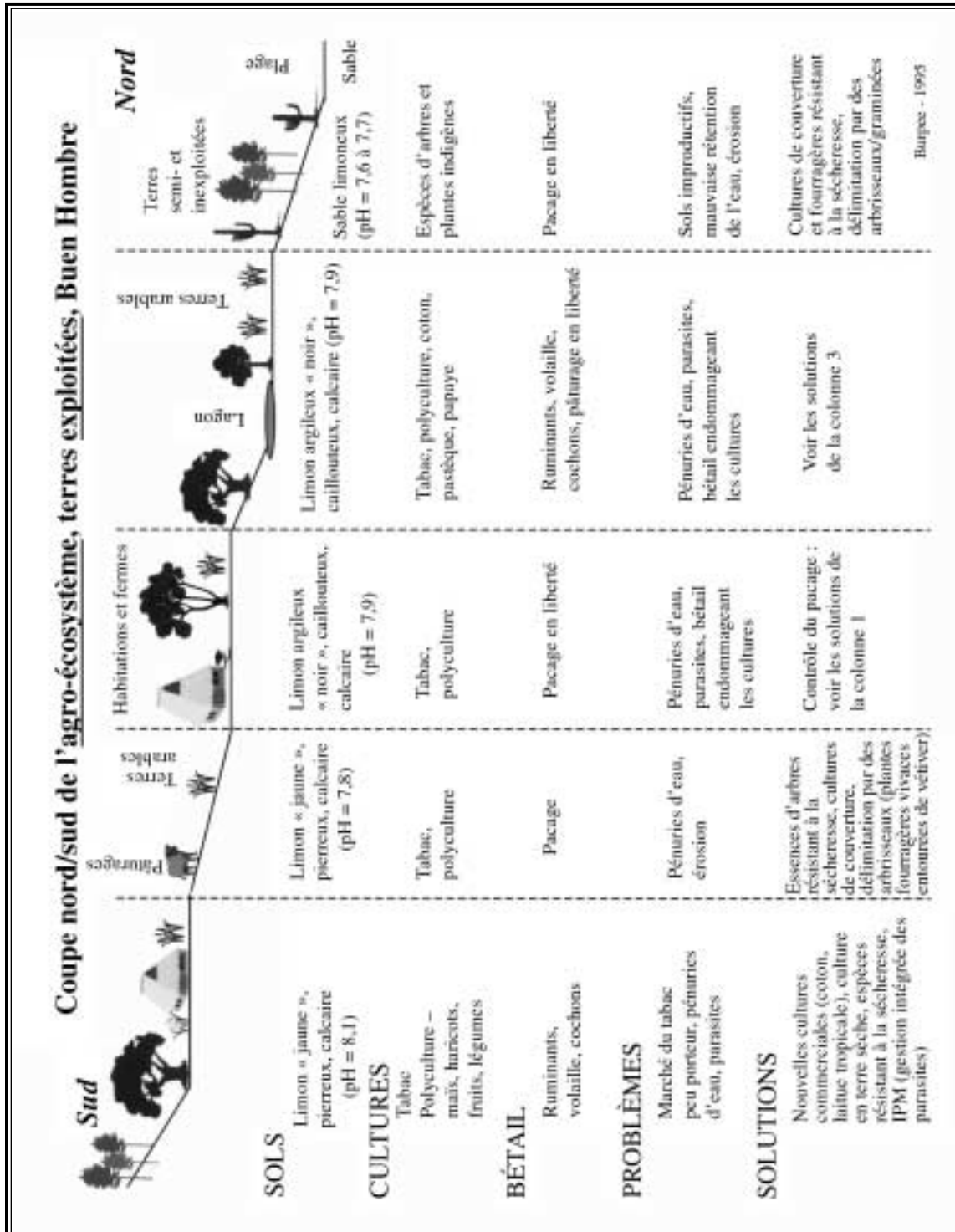
- | | | | |
|---|--|---|-------------------------------------|
|  | Chemins/pistes (sable) |  | Hourum Ladde (pâturages extérieurs) |
|  | Pressions territoriales des villages voisins |  | Étangs saisonniers |
|  | Puits |  | Limites territoriales antérieures |
|  | Wuro (habitations) |  | Limites territoriales actuelles |

Bien que les cartes territoriales de ce type montrent les limites, l'utilisation des terres et l'emplacement des ressources, elles restent unidimensionnelles et ne peuvent pas mettre en évidence les changements de ressources naturelles en fonction des variations topographiques. Lorsque la topographie est complexe ou d'un intérêt particulier, les coupes transversales peuvent offrir des renseignements utiles.

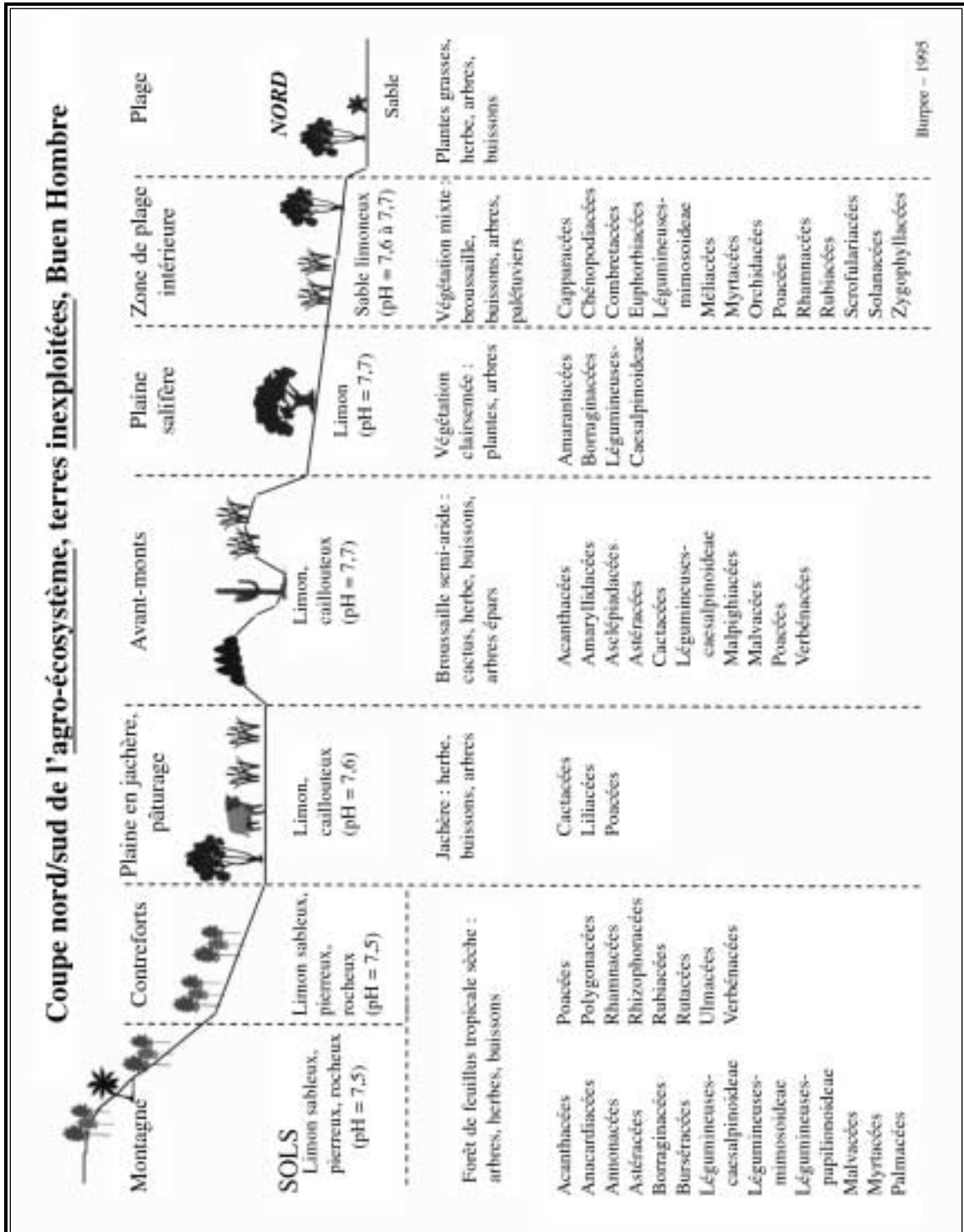
Les **coupes parallèles** qui suivent représentent la collectivité côtière de Buen Hombre, en République dominicaine (Burpee, 1995). L'une des coupes traverse des terres exploitées et l'autre des terres non exploitées. Si la région n'a pas connu d'importantes modifications durables du climat, la coupe des terres non exploitées peut servir de point de référence historique pour mettre en évidence les transformations liées à l'activité humaine.

Les séances d'interrogation accompagnant ce type de coupes porteraient sur des questions telles que :

- Mesures et structures de préservation des sols et de l'eau.
- États/problèmes des sols.



- Végétation « naturelles » et répercussions en termes de conservation et de production durable.
- Sources d'eau, récoltes, stockage, utilisation.
- Rôle des animaux ou du bétail dans la production ou la sécurité alimentaire.



- Méthodes/techniques de culture.
- Stockage et manutention des récoltes.

Les **cas concrets** constituent un bon moyen d'exploration des pratiques agricoles, innovations techniques ou activités après récolte locales. Les fermiers peuvent décrire une suite d'activités de production par saison ou discuter des pratiques agricoles de leurs grands-parents. Les cas concrets peuvent servir à décrire un problème, son origine et les alternatives déjà envisagées, testées et évaluées. C'est un moyen efficace de mettre en évidence les cycles et les tendances au cours du temps, les sources d'idées innovatrices et les événements perturbateurs importants. Les renseignements fournis au moyen de cas concrets peuvent servir de point de départ et de toile de fond à des discussions en groupe ou des réunions rassemblant toute la collectivité.

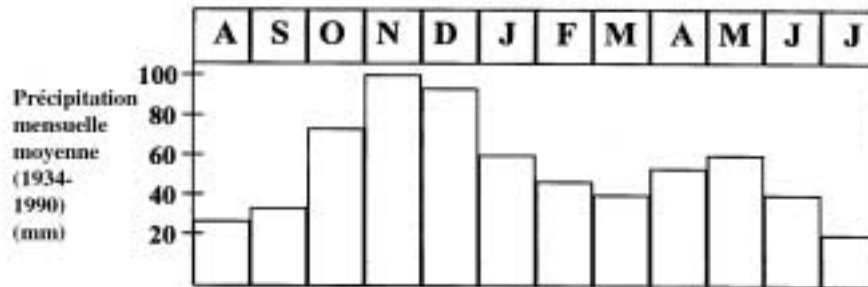
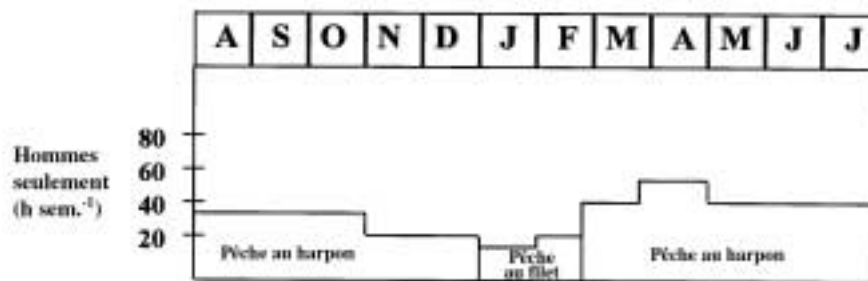
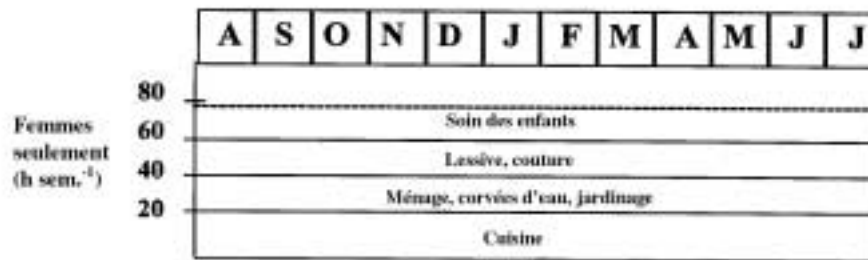
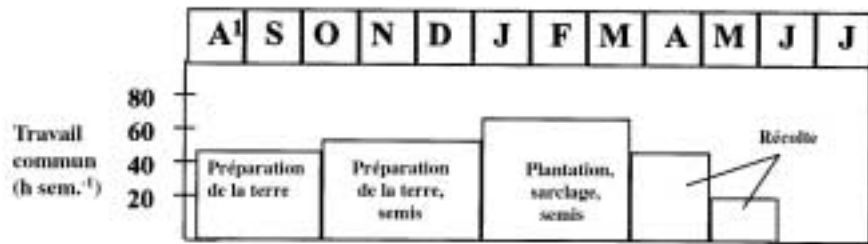
Les **indicateurs paysans** sont un moyen de puiser dans les connaissances indigènes liées aux ressources naturelles au sein de la collectivité :

- Quel est le vocabulaire local pour décrire les sols, les plantes et les ressources en eau ?
- Quelles sont les plantes témoins utilisées par les fermiers pour mesurer la fertilité et la qualité des sols ?
- Comment les fermiers classent-ils la végétation et les sols locaux ?
- Comment les fermiers caractérisent-ils la qualité de leurs ressources et comment prennent-ils les décisions relatives à leur gestion ?
- Quel sol convient pour quelle utilisation ?

Ce type de renseignements peut être porté sur une carte de la collectivité pour montrer, par exemple, quels types de sols conviennent le mieux à quels types d'activités agricoles, cultures, jachère, pâturage, agro-sylviculture, etc.

Les **calendriers** sont des éléments importants de projets RAN dans la mesure où ils aident à identifier les moments les plus appropriés pour les différentes activités de l'intervention et évitent de démarrer des activités durant les saisons où les gens se consacrent déjà entièrement à d'autres types de travaux. Le calendrier ci-dessous met en évidence les mois de plus grande insécurité alimentaire au début de la saison des pluies à Buen Hombre, une communauté d'agriculteurs et de pêcheurs dans une zone semi-aride de République dominicaine (Burpee, 1995). Aucune des deux principales activités de subsistance ne suffit à répondre seule aux besoins de la collectivité pour sa survie. En mai et en juin, les réserves agricoles de la dernière récolte ont quasiment disparu et l'agitation des eaux littorales causée par les premières grosses pluies empêche toute activité de pêche ou de plongée dans les récifs. Le calendrier montre également que les hommes du village sont plus disponibles pour participer à des activités de l'intervention durant certains mois alors que le volume de travail des femmes est constamment élevé, quelle que soit la saison.

Calendrier du travail à Buen Hombre



2 Mois de l'année, à partir du mois d'août

Burpee, 1995

1 Contribution des hommes 75 à 85% ; contribution des femmes 15 à 25%

Les **questionnaires illustrés** constituent un autre outil utile pour obtenir une rapide caractérisation des systèmes agricoles et des contraintes subies par l'agriculture. Ils sont particulièrement bien adaptés pour les collectivités où le taux d'analphabétisme est élevé. L'exemple qui suit a été développé à l'intention d'agriculteurs du Honduras et du Nicaragua (Burpee 1997).

1. NOMBRE _____ 2. CODIGO _____ 3. # DE LOTES EN CULTIVOS ANUALES _____
 4. # DE LOTES EN CULTIVOS PERENNES _____ 5. # DE LOTES EN PASTOS _____ 6. # DE LOTES EN DESCANSO _____
 7. # DE LOTES EN BOSQUE _____ 8. # TOTAL DE LOTES _____ 9. NOMBRE DE LOTE EVALUADO _____ 10. AREA _____
 11. ALTURA _____ 12. CICLO _____ 13. FECHA _____

PENDIENTE 1. Cosecos 2. Moderado (10 - 30%) 3. Escarpado (mayor de 30%) 4. Plano (0 - 10%)		CONDICION / PRODUCTIVIDAD 1. Pobre 2. Regular 3. Fértil		OTROS COMPROMISOS ¿Salió a jornallear o trabajar? 1. SI 2. No		DISTANCIA DE LA CARRETERA ¿Hice cuánto no se siembra el terreno? Tiempo en minutos _____ 	
PROFUNDIDAD DEL SUELO (de la capa fértil) 1. Menos de 2 pulgadas 2. 2 a 5 pulgadas 3. Más de 5 pulgadas		USO ANTERIOR DE LA TIERRA 1. Propia 2. Alquilada 3. Prestada 4. Otro		DESCANSO DEL TERRENO ¿Hice cuánto no se siembra el terreno? Tiempo en minutos _____		GRUPOS DE TARJE IMPORTANTES NO TAN IMPORTANTES NO IMPORTANTES	
USO ANTERIOR DE LA TIERRA 1. Cosecos 2. Moderado (10 - 30%) 3. Escarpado (mayor de 30%) 4. Plano (0 - 10%)		USO DE LA TIERRA 1. Granos básicos (maíz, frijol, maticillo, arroz) 2. Yuca, Papas 3. Hortalizas (repollo, zanahorias, cabolla, tomate) 4. Arboles frutales (limones, mangos) 5. Bananos, plátanos 6. Café 7. Caña 8. Pita 9. Huerto familiar 10. Pasto 11. Bosque 12. Descanso 13. Otro		SEGURIDAD (sobre el largo plazo) RIESGOS 1. Bajo 2. Regular 3. Alto PRECIOS DEL MERCADO (De los productos de la parcela) 1. Bajo 2. Regular 3. Alto INTERMEDIARIOS 		ACCESO A TRANSPORTE 1. Malo 2. Regular 3. Bueno	
MANO DE OBRA TOTAL Cuántos días para: 1. Limpieza de la tierra 2. Preparación de la tierra 3. Siembra 4. Control de maleza 5. Fertilización 6. Cosecha 7. Otras tareas		ACCESO A CREDITOS Préstamos Bancarios Particular		COSTO DE INSUMOS Semillas Gallinaza Mocoso Veneno Bestias 1. Bajo 2. Regular 3. Alto		DISTANCIA AL LOTE 1. Cerca 2. Ni tan cerca, ni tan lejos 3. Lejos	

¿Porqué Ud. tomó la decisión de usar ésta parcela para...[pastos, maíz, yuca, guamil, etc.] en vez de darle otro uso. ?

 Surpepe - 1987



Dans certains cas, l'identification des problèmes et l'élaboration de l'intervention peuvent nécessiter, en plus d'un inventaire global des ressources naturelles, des informations plus détaillées sur une ressource

particulière. Prenons le cas d'un bailleur de fonds aux ressources limitées souhaitant consacrer à l'inversion du processus de dégradation des sols dans les zones de montagne les plus touchées d'un pays donné. Comment identifier les sols les plus touchés ?

La qualité ou la santé des sols peut être évaluée à l'aide d'un simple **questionnaire d'auto-évaluation destiné aux agriculteurs**, utilisant la terminologie locale. Ce questionnaire peut servir à produire une appréciation numérique permettant des comparaisons entre exploitations agricoles individuelles ou régionales et à étudier des variables d'intérêt particulier, telles que l'épaisseur de terre arable ou encore la quantité ou la qualité de la couverture végétale. Ce type de questionnaire peut également servir à bien cibler les interventions de gestion en identifiant les problèmes particuliers liés aux sols sur la parcelle d'un fermier ou à repérer des « points chauds » de dégradation à l'intérieur d'un bassin hydrographique. Il est possible d'attribuer un ordre de priorité aux variables ou de les pondérer pour refléter les conditions ou contraintes locales.

L'encadré ci-dessous présente les trois premières questions d'une fiche de notation de la qualité des sols développée pour des agriculteurs

Extrait d'une fiche de notation de la qualité des sols

1. Quelle est la couleur du sol lorsqu'il est humide ?

- 0 brun clair, jaune, gris clair, rougeâtre clair ou presque blanc
- 1 brun, gris ou rougeâtre
- 2 noir, brun foncé ou gris foncé

2. Quel est le degré de fertilité/richeesse du sol ?

- 0 le sol est pauvre, stérile. Sans engrais, il n'est pas cultivable
- 1 le sol est passablement fertile, mais nécessite de l'engrais pour bien produire
- 2 le sol est fertile et productif sans engrais

3. Quelle est l'épaisseur de la couche de terre arable ?

- 0 il n'y a pas de couche arable, ou elle est très fine, de moins de 5 cm. Le sous-sol est très proche de la surface
- 1 la couche arable n'est pas très épaisse, entre 5 et 13 cm
- 2 la couche arable est épaisse, de plus de 13 cm

d'Amérique centrale (Burpee, 1997). Cette fiche est inspirée d'un questionnaire développé à l'Université du Wisconsin. La note 0 correspond à un sol de mauvaise qualité ; la note 1 représente une qualité moyenne ; la note 2 indique un sol de bonne qualité quant à la caractéristique considérée.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements qualitatifs rendant compte des connaissances générales de l'agriculteur concernant la qualité globale des sols à l'aide d'un **classement par des haricots** des différents types de sols. Dans le cadre d'un exercice effectué à Madagascar, des villageois avaient pour instruction de séparer un tas de haricots (représentant toutes les

terres de leur commune) en différents tas pour montrer la qualité de ces terres. Ils ont commencé, par exemple, par indiquer le nom local du sol le plus riche sur leur commune et ont mis de côté un tas de haricots représentant quelle proportion de sols de la commune appartenait à ce type, puis ont répété l'exercice pour les sols les plus pauvres. Pour terminer

l'exercice, ils ont discuté de quatre autres types de sols, rassemblant pour chacun un tas plus ou moins grand de haricots pour montrer la proportion de terres correspondante. Cette méthode peut mener à des discussions très intéressantes sur les causes de la dégradation des sols, les changements survenus au cours du temps, les stratégies des agriculteurs face à la dégradation des sols, etc.

Les **sources de données secondaires** fournissent également quantité de renseignements utiles sur les ressources locales. Les gouvernements disposent souvent d'archives de **photos aériennes** noir et blanc du territoire prises sur des périodes de 20 à 30 ans dans le cadre de levés géographiques ou pour des services de cartographie. Ces photos peuvent être agrandies et utilisées pour encourager la discussion durant les entretiens avec les villageois ou pour trianguler les données sur l'évolution historique de l'utilisation des sols. Les villageois semblent n'avoir aucune difficulté à reconnaître et interpréter leur univers à partir des vues en plongée offertes par ces photos.

Les universités et les instituts de recherche agronomique peuvent également avoir accès à des photos par satellite (parfois d'une résolution de l'ordre du mètre) ayant été vérifiées sur le terrain, incorporées dans des **cartes SIG (Système d'information géographique)** au moyen d'un logiciel de SIG et combinées avec des données sur les précipitations, les sols et l'utilisation des terres. Si ces données SIG existent, il est possible de produire des cartes de la région montrant les types de sols en surimpression sur la topographie ou les précipitations avec l'utilisation des sols, par exemple. Ces questions peuvent être abordées avec les villageois durant la RRA et le résultat peut servir à mieux cibler les interventions, sur la base des informations extérieures et de l'ordre de priorité des problèmes aux yeux de la collectivité.

Ces sources de données secondaires sont utiles pour identifier les cycles de modification des systèmes agro-écologiques, d'utilisation des sols et fonciers. Les tendances dégagées peuvent servir de base de discussion avec les collectivités :

- Quelle est la validité des données de sources secondaires ?
- Les villageois sont-ils conscients des dernières tendances ?
- Souscrivent-ils à l'interprétation des données de sources secondaires par l'équipe du projet ?
- Comment ces renseignements peuvent-ils être exploités par les membres de la collectivité pour analyser les problèmes et concevoir des interventions ?

Le tableau suivant résume les variables biophysiques présentant un intérêt pour les RRA et PRA en matière de RAN.

Variables biophysiques d'intérêt pour les projet RAN

Variables présentant un intérêt	Indicatrices de :	Méthode de collecte/ source des données
Situation géographique : latitude, longitude, limites naturelles	Photopériode pour les cultures Saison de croissance Rayonnement solaire	Cartes Cartes topographiques
Altitude	Températures de croissance des plantes Espèces adaptées	Cartes topographiques Entretiens Mesures directes (altimètre)
Topographie, relief, pentes	Utilisation possible des sols Mesures nécessaires de conservation du sol et de l'eau (CSE)	Cartes topo., marches d'exploration, entretiens, photos aériennes/satellite, observation, mesures directes (clinomètre)
Climat (passé et présent) : température, précipitations (quantité, cycles, régularité)	Adaptation des espèces (animales, végétales) Saisons de croissance Utilisation possible des sols	Matrices historiques, calendriers, cas concrets, données météo, mesures directes
Ressources en sols : types de sol, qualité des sols, mesures de conservation existantes	Utilisation appropriée/possible des sols Mesure de CSE appropriées Valeurs de gestion des ressources de la collectivité	Cartes des sols, données nationales, indicateurs paysans, activités d'évaluation avec des haricots, mesures directes, fiche de notation de la qualité des sols
Couverture végétale : couvertures, espèces	Utilisation appropriée/possible des sols Qualité des sols Précipitations annuelles, températures	Marches d'exploration, relevés botaniques, cartes d'implant. des ménages/du territoire, photos aériennes/satellite, données/cartes SIG
Utilisation des sols : passé et présent	Utilisation appropriée/possible des sols Stratégies d'intervention	Matrices historiques, cartes historiques, marches d'exploration, relevés écologiques, photos aériennes/satellite, données/cartes SIG
Ressources en eau	Utilisation appropriée/possible des sols Stratégies d'intervention	Cartes de la collectivité, matrices, marches d'exploration, relevés écologiques
Production agricole : coûts/intrants/travail, contraintes (parasites, maladies), rendements (marchés/transport), système post-récolte	Contraintes/opportunités actuelles Stratégies d'intervention Stratégies de CSE	Coupes transversales, calendriers, matrices, cartes, cas concrets, données de recensement agricoles, études socio-économiques, mesures directes
Systèmes agricoles/d'élevage : taille/type d'exploitations, irrigation/culture sèche, flanc de coteau/plaine, régime foncier, systèmes de production	Contraintes/opportunités actuelles Stratégies d'intervention Stratégies de CSE	Questionnaires illustrés, cartes d'implant. des ménages/de la collectivité, matrices, coupes transversales, cartes SIG/utilisation des sols, données de recensement agricoles, calendriers ou entretiens d'information en groupe
Faune : Quantité, espèces	Santé/diversité de l'écosystème Activités vivrières/de production possibles	Matrices historiques, classements de la richesse, coupes transversales, cartes d'implant. des ménages, relevés écologiques

Il est souvent utile d'étudier l'évolution de la richesse en ressources au cours du temps. Les **matrices historiques** (voir Volume I, page 98) peuvent servir à considérer aussi bien les variations de la richesse en

ressources (densité d'arbres, quantité de sols cultivés, nombre de vaches, moutons et chèvres, par ex.) que des questions plus complexes telles que les changements dans la biodiversité ou le nombre de conflits portant sur les ressources au cours du temps.

Qui utilise les différentes ressources et à quelles fins

Les études sur les RAN exigent souvent de savoir :

- Qui utilise quelles ressources (par sexe, classe socio-économique, appartenance ethnique, tranche d'âge, etc.) ?
- Comment et quand les ressources sont utilisées (activités de production et variations saisonnières, par ex.) ?
- À quelles fins les ressources sont utilisées (produits médicinaux, production de revenu, alimentation, par ex.) ?

Une matrice d'utilisation des ressources s'avérera très utile pour comprendre comment décomposer l'utilisation des ressources en différentes catégories et pour explorer certaines questions, notamment qui prend les décisions concernant l'utilisation des ressources, quels utilisateurs mettent le plus l'accent sur les contreparties, si ceux qui récoltent les ressources, bois ou plantes médicinales) en sont également les consommateurs, etc.

L'exemple de matrice ci-dessous combine en fait plusieurs mini-matrices. Ici, la première mini-matrice porte sur l'utilisation des ressources par sexe. Après avoir interrogé les participants pour chacune des ressources (les hommes ou les femmes sont-ils ceux qui récoltent le plus de bois, le plus de feuilles, etc.), passer à la mini-matrice suivante, en demandant qui, des gens riches, moyennement aisés ou pauvres, est le plus susceptible d'exploiter une ressource donnée et ainsi de suite (voir l'utilisation de ces matrices plus en détail dans le Volume I).

Les matrices peuvent mener à des discussions intéressantes sur l'utilisation des ressources par des groupes « extérieurs », notamment les populations migrantes. S'il s'agit d'un sujet pertinent pour l'étude considérée, il peut être utile d'ajouter une colonne traitant spécifiquement de la question de l'utilisation des ressources par les groupes itinérants ou migrants (catégorie autochtone/extérieurs). Cette question peut faire l'objet d'une triangulation dans un calendrier (description ci-dessous) en interrogeant les participants sur l'utilisation saisonnière des ressources par des groupes extérieurs.

Matrice d'utilisation des ressources								
	Sexe		Richesse			Autochtones/Extérieurs		
Bois								
Feuilles								
Plantes médicinales								
Terres à flanc de coteaux								
Terres de fond de vallée								
Herbes								

Les **calendriers** sont utiles pour rendre compte des variations saisonnières. Il peut être intéressant de déterminer par exemple à quel moment différents régimes de jouissance (libre accès plutôt que droits d'utilisation individuels) sont en vigueur pour différentes ressources. Les calendriers peuvent servir à mettre en évidence, par exemple, l'étalement dans le temps de diverses mesures de conservation :

- Quand les gens font-ils du compost ?
- Quand épandent-ils le fumier dans leurs champs ?
- Certaines règles informelles pour la protection de ressources particulières sont-elles de nature saisonnière ?

Comprendre les règles d'accès et d'utilisation des ressources

La recherche sur les RAN s'intéresse souvent aux questions de jouissance, à savoir qui a accès à quelles ressources et sous quelles conditions. Les systèmes officiels (notamment lois et réglementations nationales) mais aussi les régimes traditionnels locaux (officiels ou informels) ont une grande importance. Les sujets concernés sont notamment :

- Jouissance.
- Qui établit les règles ?
- Qui fait respecter les règles ?
- Comment les règles ont-elles évolué au cours du temps ?
- Les règles varient-elles suivant la saison ?

Nombre de ces sujets peuvent être étudiés au moyen d'un **diagramme de Venn** axé sur les questions de RAN. Veiller à bien y faire figurer tous les intervenants, à l'intérieur comme à l'extérieur de la collectivité, ayant une quelconque influence sur les processus de décision ou de résolution des litiges. L'une des manières d'interroger les participants consiste à demander ce qui se passe dans différentes situations :

- Si un nouveau venu cherche à acquérir des terres sur ce territoire, à qui doit-il s'adresser ?
- En cas de litige entre deux villageois, qui sera impliqué ?
- Si un étranger coupe du bois illégalement sur le territoire de la collectivité, qui réagira ou interviendra ?

Une autre activité utile consiste à dessiner des **cartes d'implantation des ménages** pour des personnes dans différentes catégories de revenu. Ces cartes comportent toutes les terres et les ressources que la famille considérée possède ou utilise. Demander à la famille d'indiquer les différentes catégories de terres : possédées, louées, prêtées, empruntées, etc. Discuter des conventions en vigueur concernant chaque type de transaction sur les ressources : Quelles sont les règles pour les emprunteurs ? Quelles sont les conventions en vigueur concernant l'utilisation de produits du bois provenant d'un arbre qui pousse sur la propriété d'un tiers ? Et ainsi de suite. Il s'agit souvent de questions importantes dans le cadre des projets RAN. À certains endroits, par exemple, les utilisateurs de terres prêtées n'ont pas le droit d'y apporter des améliorations, du type plantation d'arbres ou aménagement en terrasses. Si le prêt de terres est une pratique courante, c'est une contrainte qu'il importe de prendre en compte lors de l'élaboration du projet.

Sources de conflits et mécanismes de résolution

Les questions de conflits peuvent s'avérer très révélatrices pour les études RAN, car elles mettent souvent en évidence différents points de vue concernant l'accès aux ressources.

Une **matrice des conflits** axée sur les ressources naturelles peut être un moyen très efficace d'amener les villageois à discuter de litiges délicats. Ce type de matrice connaît de nombreuses variantes, celle ci-dessous s'intéresse aux parties intéressées dans des conflits liés aux ressources naturelles. Parcourir la matrice horizontalement en demandant aux sujets interrogés :

- Lorsque des conflits concernant des arbres se produisent, s'agit-il surtout de conflits entre villageois, entre villageois et personnes des villages voisins ?
- Impliquant des étrangers ?
- Avec l'État ?

Les villageois placent alors des haricots pour indiquer les cas de conflits les plus fréquents.

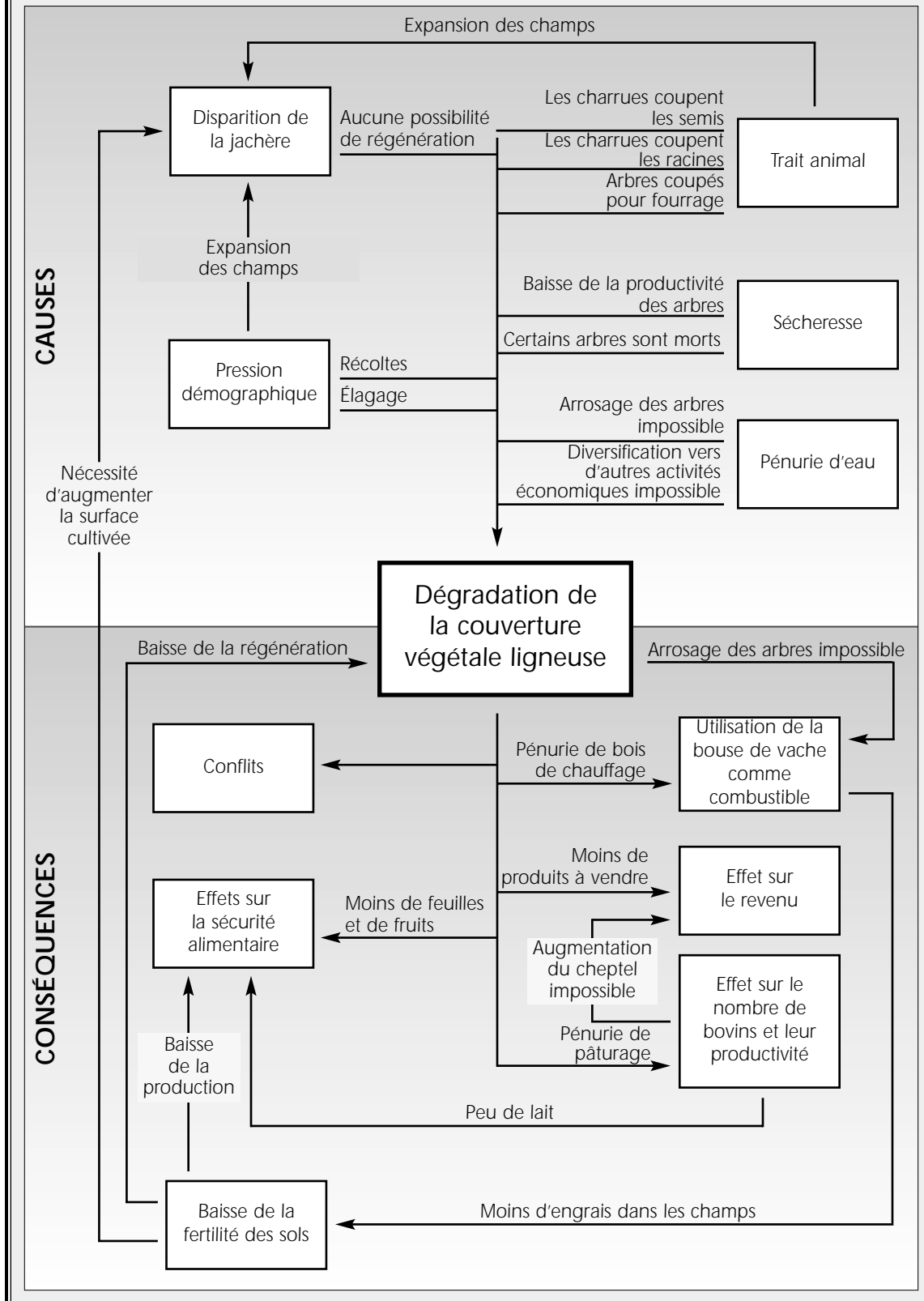
La discussion peut approfondir des questions telles que la façon dont sont résolus les conflits, les personnes intervenant dans la résolution des litiges, les règles appliquées, etc.

Matrice des conflits				
	Avec des villages			
	Au sein du village	voisins	Avec des étrangers	Avec l'État
Terres				
Arbres				
Pâturages				
Eau				
Animaux				

Causes et conséquences de la dégradation des ressources

L'organigramme, semblable à un diagramme de problème en arbre, peut servir à explorer les causes et conséquences d'un problème particulier. Dans le cas ci-après (page suivante), concernant le village de Gnigning au Sénégal, la dégradation de la végétation a été placée au centre de l'organigramme. Les villageois ont ensuite réfléchi à toutes les causes possibles du problème, qui ont alors été portées au-dessus de la case du problème, ainsi qu'à toutes les conséquences possibles, qui ont été notées en dessous. Les explications supplémentaires ont été ajoutées ensuite sous forme de commentaires sur les flèches.

Organigramme : Causes et conséquences de la dégradation des ressources arboricoles à Gnigning (Sénégal)



Microfinance : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Préparé en collaboration avec Kim Wilson,
Conseillère technique Microfinance, HQ/Program
Quality and Support Department

Microfinance : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Les projets de microfinancement de CRS consistent le plus souvent à offrir de petits prêts par l'intermédiaire de programmes gérés par les collectivités – ou par des associations au sein des collectivités – elles-mêmes. L'intervention de CRS et de ses partenaires est minimale, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas impliqués dans les activités du projet au jour le jour et qu'ils proposent un modèle relativement standard qui, moyennant certains petits ajustements limités, peut être appliqué à la majorité des situations dans lesquelles CRS offre ce programme. Il en résulte que le microfinancement, par rapport aux autres secteurs abordés dans ce volume, nécessite moins de collectes et d'analyses complètes de renseignements. Au contraire, il fait appel à des formes de diagnostic très rapides (jusqu'à trois villages visités par jour) destinées à recueillir les principaux renseignements nécessaires pour « personnaliser » le programme de crédit. Les méthodes de la RRA et de PRA ne sont pas, pour toutes les raisons invoquées dans le Volume I, adaptées à ce type de collecte très superficielle de renseignements.

Il se peut toutefois que l'équipe gérant un projet de microfinancement souhaite rassembler des renseignements plus détaillés. Ce peut être le cas lorsqu'il s'agit d'une région relativement nouvelle n'ayant encore connu aucune intervention par le passé. L'exécution de deux RRA approfondies ou plus pour mieux cerner les questions détaillées plus loin permet une meilleure compréhension du contexte. Les intervenants peuvent alors faire appel à des méthodes de collecte de renseignements plus rapides dans un plus grand nombre de villages. L'approche « vite fait, bien fait » est probablement plus logique si elle se fait à la lumière d'études contextuelles plus approfondies existantes.

Les évaluations d'impact ou à mi-parcours des interventions peuvent également être l'occasion d'études plus approfondies pour les projets de microfinancement. Attention, toutefois ! À moins d'avoir élaboré le projet sur la base de travaux de recherche et/ou de planification participatifs, les études d'impact participatives peuvent souvent s'avérer très frustrantes. Il est très démoralisant d'effectuer un diagnostic participatif et de se rendre compte que si ce type de renseignements avait été recueilli avant l'élaboration du projet, nombre de problème mis en évidence par le diagnostic auraient pu être évités. Ceci n'a aucunement pour objet de déconseiller l'usage des **diagnostics participatifs, qui sont des mécanismes très efficaces de détermination de l'impact réel des interventions sur les populations ciblées**, mais, au contraire, **d'encourager également l'emploi de la recherche participative dès la phase de conception**.

Évaluation de la situation et des besoins en crédit

Sources de crédit existantes

Lors de l'exécution d'un diagnostic de microfinancement, l'une des principales questions sera de savoir s'il existe déjà des sources de crédit et quelles en sont les modalités. Divers outils permettent d'obtenir ces renseignements.

La **carte participative** peut être adaptée aux discussions portant sur les questions de crédit. Dans certains cas, il peut être utile d'étendre la carte au-delà des limites immédiates du village et d'inclure les villes et bourgades voisines si les gens accèdent à des sources de crédit ailleurs. Il peut être préférable d'utiliser différents indicateurs sur la carte pour rendre compte du type de crédit (en espèces ou en nature, par ex.) ou de placer des haricots sur chaque source de crédit pour montrer combien de membres de la collectivité ont obtenu un prêt auprès de la source considérée au cours de l'année écoulée. L'« interrogation de la carte » permet ensuite d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les modalités, l'accessibilité pour les différentes personnes, les avantages et les inconvénients de la source de crédit en question, etc.

Le **diagramme de Venn** peut lui aussi être appliqué à l'étude des sources et caractéristiques du crédit. L'un des avantages du diagramme de Venn à cet égard est qu'il peut être plus susceptible de mettre en évidence les mécanismes de crédit informels indigènes, du type systèmes de crédit tournant gérés par des groupes de femmes ou des prêteurs locaux. Ces renseignements peuvent faire surface à la suite de questions concernant les groupes, comités, associations ou personnes associés à des activités de crédit, auxquels il peut être fait appel pour obtenir une aide d'urgence, etc.

Si l'intervention vise à offrir des prêts par l'intermédiaire d'un groupe ou d'une association au sein de la collectivité, le diagramme de Venn fournira également d'importants renseignements susceptibles d'aider le bailleur de fonds à identifier le groupe le plus approprié avec lequel travailler. Dans ce type de situation, le diagramme de Venn cherchera à isoler les groupes les plus imbriqués dans la structure organisationnelle de la collectivité, ceux ayant le plus grand nombre de membres ou ceux qui sont les plus susceptibles d'être en contact avec les populations pauvres de la collectivité et d'avoir leur confiance.

Une fois les sources de crédit identifiées, une **matrice** semblable à celle ci-dessous permettra d'identifier les utilisateurs des différentes sources de crédit. Les discussions associées permettent d'interroger les participants sur les raisons pour lesquelles certaines sources de crédit sont privilégiées ou considérées plus accessibles par certains groupes d'emprunteurs.

Utilisation des sources de crédit							
	Sexe		Moyens d'existence		Richesse		
	Hommes	Femmes	Agriculteur	Berger	Riche	Moyen	Pauvre
Banque							
Prêteur							
Membres de la famille							
Tontine (groupe d'épargne)							

Caractéristiques des sources de crédit existantes

Les intervenants s'intéresseront non seulement aux sources de crédits, mais aussi aux caractéristiques des autres prêteurs :

- Sont-ils accessibles ?
- Quelles sont les modalités des prêts ?
- Qui a accès à ces prêts ?

Ce type de questions permettra aux intervenants de déterminer si le besoin de crédit supplémentaire existe réellement dans la collectivité et comment l'intervention devra être structurée pour compléter (plutôt que reproduire) les programmes existants. Certaines variantes de la matrice présentée ci-dessous peuvent permettre d'éclaircir ces questions.

Caractéristiques des sources de crédit						
	Montant du prêt	Distance	Taux	Durée du prêt	Accessibilité pour les pauvres	Souplesse
Mécanisme de prêt de l'État						
Banque commerciale						
Prêteur au village						
Tontine de femmes (groupe d'épargne)						

Nombre de ces colonnes peuvent être renseignées au moyen de données quantitatives portées sur des fiches (taux ou montants approximatifs pouvant être empruntés auprès de chaque institution, par ex.). D'autres (souplesse ou accessibilité pour les pauvres, par ex.) peuvent être remplies au moyen de la traditionnelle technique des haricots, le nombre de haricots indiquant le degré de souplesse ou d'accessibilité. Utiliser ce type de matrice pour étudier les avantages et les inconvénients des différentes possibilités de crédit dans le cadre de discussions en groupe.

Comprendre la structure socio-économique de la collectivité

Pour l'essentiel, les projets de microfinancement CRS s'attachent à offrir des prêts à ceux qui, du fait de leur pauvreté, n'ont que peu ou pas accès aux programmes de crédit existants. Ceci suppose de pouvoir identifier les populations les plus pauvres et de comprendre leurs limitations aussi bien que leurs potentiels (accessibilité aux marchés et fonds de roulement, par ex.).

Le **classement en fonction de la richesse** est un outil se prêtant naturellement à l'étude des attributs de la richesse et à l'identification des caractéristiques des populations les plus pauvres. Une fois les tas répartis en fonction des critères de richesse décrits dans le Volume I (page 92), le chercheur peut interroger les participants pour en apprendre plus sur les sujets les plus pauvres du classement, en abordant notamment des questions du type :

- Quels sont leurs moyens de subsistance ?
- Quels biens possèdent-ils généralement (important pour établir une base de référence afin de suivre les acquisitions de bien au cours du temps) ?
- Quelles sont leurs sources de crédit (le cas échéant) par rapport aux autres groupes du classement ?
- Ont-ils accès au crédit, à quelles fins l'utilisent-ils ?
- Quelles sont leurs stratégies durant les périodes extrêmement difficiles ?
- À quels groupes ou réseaux de relations appartiennent-ils (particulièrement important pour déterminer le mécanisme à utiliser dans le cadre de l'intervention pour administrer le programme de crédit) ?

Les mêmes questions peuvent être explorées de façon encore plus spécifique à l'aide d'une carte sociale. Ce type de carte peut être utilisé pour établir le profil de la collectivité en y portant d'abord des ménages présentant différents niveaux de richesse (utiliser des papier colorés ou des symboles) puis en y revenant pour surimposer des renseignements relatifs à des domaines du type :

- Propriété des terres (symbole différent selon que la personne est propriétaire des terres ou non).
- Moyen de subsistance principal.
- Possession d'autres biens (animaux, matériel agricole, transport, etc.).
- Emprunt contracté l'année précédente.

Déterminer les conditions de crédit

CRS utilise essentiellement une méthodologie du type banque de village pour accorder des prêts. La durée des crédits est généralement de 4 à 6 mois.

Si nous cherchons à répondre aux besoins spéciaux d'emprunteurs se consacrant à des activités agricoles, notre politique actuelle est d'étendre le crédit rural à des activités non agricoles. Le crédit agricole nécessite souvent des échéances longues et est par conséquent très risqué. Nous conseillons des durées de prêt d'un maximum de 6 mois.

Nous conseillons également d'exiger que le remboursement des prêts se fasse par traites hebdomadaires la première année d'une nouvelle banque villageoise, bimensuelles la seconde année, le village choisissant une fréquence hebdomadaire, bimensuelle ou mensuelle par la suite.

Le montant adéquat d'un prêt dépend de la capacité de remboursement du client. Nous conseillons de fixer le premier prêt à 50\$ environ et d'augmenter cette somme graduellement jusqu'à 300\$.

Évaluer l'impact d'un programme de prêt

La détermination du succès d'un programme de prêt tient compte de nombreux critères. Une étude de ce type devra s'intéresser à la manière dont le programme a été administré au niveau de la collectivité, aux taux de remboursement, à la tenue des comptes et ainsi de suite. Il peut être conseillé d'effectuer une série de mini « **études de cas** » sur des personnes ou des familles ayant bénéficié d'un prêt afin de se faire une idée de la façon dont l'argent a été utilisé, du rendement de l'investissement, de l'utilisation des bénéfices, etc. Dans le cas des personnes n'ayant pas de compétences formelles dans les affaires, la meilleure manière d'aborder ces études de cas est souvent de guider le sujet interrogé pas à pas à travers les événements dans l'ordre chronologique :

- Combien d'argent avez-vous obtenu (et quand) ?
- Qu'avez-vous fait avec l'argent ?
- Qu'avez-vous acheté ?
- Combien en avez-vous acheté ?
- Restait-il de l'argent ?
- Qu'en avez-vous fait ?
- Qu'avez-vous fait avec les produits achetés ? Et ainsi de suite.

Il peut être conseillé d'effectuer cet exercice à l'aide de cartes portant différents montants ou de haricots représentant l'argent pour s'assurer que toutes les transactions sont prises en compte.

L'une des manières d'élargir le contexte d'une telle étude de cas est de demander au sujet d'effectuer, à la fin, un **classement par des haricots** de toutes les personnes ayant, à sa connaissance, investi dans la même activité. Lui demander de distribuer les haricots entre différents tas pour montrer le degré de succès de ces investissements (un tas pour ceux ayant gagné beaucoup d'argent, un autre pour ceux ayant gagné un peu, un troisième pour ceux ayant juste récupéré leur investissement et un quatrième pour les gens ayant perdu de l'argent, par ex.). Demander au sujet interrogé d'indiquer dans quel tas il ou elle se situe afin de savoir s'il s'agit d'un cas moyen ou sensiblement au-dessus ou en dessous de la moyenne. Lui demander également son avis sur les raisons pour lesquelles certains investisseurs ont mieux ou moins bien réussi que d'autres.

Il est possible d'utiliser une **matrice d'impacts** (ou une variante) pour voir qui a profité du programme de crédit et pour expliquer les éventuelles différences de résultats entre différentes populations. Il peut être utile d'établir cette matrice à l'aide de deux indicateurs différents (coquillages et cailloux, par ex.). Utiliser le premier pour montrer les effets positifs et l'autre pour les effets négatifs. Choisir l'un des indicateurs (le positif, de préférence) pour la première ligne afin de montrer, par exemple, si plus de femmes ou d'hommes ont obtenu des prêts. Pour la seconde ligne, toutefois, utiliser les coquillages si les prêts ont eu un effet financier positif sur les femmes. Ajouter d'autant plus de coquillages que l'impact aura été positif. Demander au sujet interrogé d'utiliser les cailloux s'il y a eu des

effets négatifs. Ici encore, un grand nombre de cailloux rendra compte d'un impact très négatif. Selon la nature de l'intervention, il se peut qu'il y ait d'autres types d'effets à étudier, notamment l'incidence sur la sécurité alimentaire ou la santé.

Matrice d'évaluation des effets								
	Sexe		Appartenance ethnique			Richesse		
	Hommes	Femmes	Wolof	Pulaar	Serer	Riche	Moyen	Pauvre
Nombre de personnes ayant obtenu un prêt								
Effet financier								
Effet sur le travail/ temps								
Effet socio-culturel								

Santé : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Préparé en collaboration avec Robb Davis, Ph.D.,
Conseillère technique Santé/Survie des enfants,
HQ/Program Quality and Support Department

Santé : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Introduction

La programmation des projets santé de CRS accorde la priorité aux interventions sanitaires au niveau des collectivités dont l'efficacité a été démontrée et à l'établissement de structures communautaires durables capables de coordonner les activités de la collectivité avec tous les intervenants de la santé et du développement. Ces interventions se concentrent sur des actions du type :

- Immunisation
- Lutte contre les maladies diarrhéiques⁴.
- Lutte contre la pneumonie et le paludisme.
- Soins obstétricaux.
- Allaitement et compléments alimentaires, méthodes d'espacement des naissances par aménorrhée liée à la lactation, nutrition et apports supplémentaires d'oligo-éléments.
- Actions VIH/SIDA/MST (dans le cadre des principes directeurs de CRS/USCC).

Compte tenu de ces domaines de priorité, les besoins en information durant la phase d'élaboration des projets et lors des activités de contrôle et d'évaluation sont variés. Les besoins en information concernant le profil épidémiologique de la population, notamment morbidité et mortalité, ne sont pas abordés ici dans la mesure où ces données peuvent être obtenues au moyen de divers types d'enquêtes normalisées (enquêtes DHS, ministère de la Santé, etc.) et de dispositifs de déclaration et de surveillance des maladies et des décès. Les besoins en information qualitative portent essentiellement sur la connaissance et les attitudes associées aux maladies et à la recherche de soins ainsi que sur les questions relatives à la couverture en fournisseurs de soins de santé.

Certains de ces renseignements s'obtiennent au moyen d'enquêtes normalisées telles que l'enquête « Connaissance, pratiques et couverture », ou KPC (Knowledge, Practices and Coverage), mais les méthodes de RRA permettent d'aborder beaucoup plus dans le détail les croyances liées à la santé et de mieux comprendre le « pourquoi » des résultats de l'enquête de KPC. Les enquêtes de RRA qualitatives et de KPC quantitatives s'avèrent très complémentaires pour la collecte d'information dans le secteur de la santé.

⁴ Les projets axés sur l'eau et l'assainissement devraient inclure un volet changement de comportement en matière de lutte contre les maladies diarrhéiques. De même, les interventions pour la lutte contre les maladies diarrhéiques devraient s'attacher à évaluer les problèmes d'eau et d'assainissement susceptibles d'accroître la fréquence des diarrhées et à rechercher des moyens d'améliorer la situation.

Renseignements relatifs à l'organisation de la collectivité

Compte tenu de l'importance accordée à la participation de la collectivité dans l'élaboration et la gestion des projets sanitaires de CRS, les besoins essentiels en information sont notamment les suivants :

- Organisation interne de la collectivité – notamment hiérarchie, groupes d'intérêt (femmes, jeunes, agriculteurs, etc.).
- Existence de structures déjà concernées par les activités en rapport avec la santé (y compris fourniture de soins).
- Structures sanitaires officielles et informelles au sein de la collectivité.
- Activités en rapport avec la santé au sein de la collectivité.
- Personnes ou groupes-clés – officiels ou informels – engagés dans des activités en rapport avec la santé (y compris les fournisseurs de soins).
- Activités et lieux de la collectivité ayant une fonction en rapport avec la santé.
- Degré de participation aux actions collectives.
- Degré d'accès aux lieux, personnes et structures en rapport avec la santé au sein de la collectivité.
- Existence et rôle des volontaires dans les activités collectives.
- Existence et état des infrastructures en rapport avec la santé au sein de la collectivité (en plus des bâtiments, équipements du type latrines, réseaux d'eau, etc.).

L'essentiel de ces questions peut être abordé par l'adaptation de la **carte** et du **diagramme de Venn** aux questions de santé. Il importe toutefois de travailler le diagramme de Venn en profondeur pour s'assurer que les structures informelles y figurent également, parallèlement à celles ayant la bénédiction des autorités. Lors de l'établissement de la carte, il peut être utile de dresser, en plus de la carte normale du village, une autre carte montrant les infrastructures sanitaires extérieures à la collectivité utilisées par la population locale.

Relations avec les fournisseurs de soins de santé extérieurs

L'expérience a montré que les efforts de santé basés sur la collectivité sont difficilement viables en l'absence de structures sanitaires de soutien à l'extérieur de la collectivité. Ceci concerne plus particulièrement les liens entre la collectivité et les structures de soins officielles, fournisseurs privés ou services dépendant du ministère de la Santé, par exemple. Étant donnée l'importance de ces liens extérieurs, les besoins en information suivants se dégagent :

- Services de soins officiels et informels extérieurs à la collectivité et utilisés par les membres de la collectivité.
- Éloignement (géographique et durée de trajet) de ces fournisseurs par rapport à la collectivité.
- Utilisation de ces services par les différents groupes (hommes, femmes, jeunes, vieux) de la collectivité.

- Qualité de ces services aux yeux des différents groupes (hommes, femmes, jeunes, vieux) de la collectivité.
- Comportement de recherche de soins (chronologique) par rapport à ces services.
- Caractéristiques des services préférés.
- Caractéristiques des services les moins appréciés.
- Caractéristiques de l'interaction entre le demandeur de soins et le fournisseur dans ces services (interpersonnelle).

La **carte** décrite ci-dessus, ainsi que le **diagramme de Venn** comporteront les différents services utilisés par les membres de la collectivité. Pour comprendre qui utilise ces services et pour quels types de problèmes, il convient de faire appel à une matrice. La matrice ci-dessous peut s'utiliser lors de discussions dans le cadre de groupes de réflexion pour différentes catégories de personnes (hommes, femmes, personnes âgées, par ex.). Il peut être intéressant de rassembler ensuite ces différents groupes pour discuter des matrices, des différences se dégageant au niveau des modes d'utilisation et des raisons sous-jacentes de ces différences. Veiller à bien interroger les participants non seulement sur leur premier choix de fournisseur de soins, mais également sur ce qu'ils font lorsque le résultat de ce premier choix n'est pas satisfaisant. Utiliser éventuellement un type d'indicateur (cailloux) pour le premier choix et un second type (feuilles) pour le second choix de fournisseur de soins.

Choix du fournisseur de soins pour diverses maladies/besoins sanitaires					
	Automédication	Sage-femme du village	Travailleur médical du village	Guérisseur traditionnel	Clinique/hôpital régional
Soins prénatals					
Accouchement					
Soins post-partum					
Paludisme					
Maux de tête					
Diarrhée					

Lors de l'interrogation de cette matrice au sujet des raisons du choix d'un fournisseur de soins plutôt que d'un autre, essayer également de s'informer sur les qualités des différents fournisseurs de soins :

- Lequel passe pour avoir la meilleure connaissance des différentes maladies ou situations ?
- Lequel jouit de la plus grande confiance ?
- Lequel est le plus abordable et auprès duquel les gens estiment-ils que la probabilité de voir leur problème résolu est la plus grande ?

Il est possible d'obtenir une autre vue sur ces questions au moyen d'un **exercice de pistage d'une maladie**. Il se pratique avec une seule personne voire, peut-être, un groupe de mères. À l'aide d'une carte établie au cours d'une activité antérieure, leur demander de montrer ce qui s'est passé la dernière fois qu'une situation particulière s'est présentée (diarrhée d'un enfant, par exemple). Où sont-elles allées le faire traiter ? Que s'est-il passé à chacun des endroits ? Dans le cas d'un exercice de groupe, plusieurs mères peuvent indiquer leur propre itinéraire de soins. Prévoir éventuellement de compléter l'activité par une **marche de transect** retraçant l'itinéraire de soins de la mère et lui permettant de s'expliquer plus en détail sur ses décisions et leurs résultats.

Éducation et communication sanitaires

Étant donné que nombre d'interventions de type soins de santé primaires comportent un volet communication en matière de santé, les questions relatives à la communication doivent être évaluées. L'objet de la communication en matière de santé ne se limite pas uniquement à la simple présentation de faits mais suppose au contraire un dialogue permanent destiné à promouvoir un changement de comportement. Ceci suppose de comprendre la façon dont les autochtones perçoivent certaines maladies ou états de bien-être particuliers (voir ci-dessous) ainsi que les obstacles mais aussi les facteurs incitatifs à des changements dans le comportement. Cela nécessite également de créer des situations dans lesquelles les collectivités analysent les causes fondamentales des problèmes de santé. Les points suivants correspondent à des besoins en information essentiels pour l'éducation sanitaire :

- Qui, aux yeux des membres de la collectivité, a une connaissance des questions de santé au sein de la collectivité ?
- Communication concernant la santé au sein du ménage.
- Rôle des mères et des belles-mères dans la transmission d'informations sur la santé aux enfants.
- Réseaux de communication au sein de la collectivité – comment l'information sur divers sujets est-elle reçue, diffusée et débattue ?
- Facteurs susceptibles d'encourager le changement dans le cadre d'une intervention donnée (promotion de l'allaitement ou lutte contre la diarrhée, par ex.).
- Facteurs susceptibles de faire obstacle au changement dans le cadre d'une intervention donnée.

- Rôle du système éducatif officiel dans la diffusion des messages sur la santé.
- Autres formes d'enseignement, religieux ou autres, diffusant des informations sur la santé.
- Communication avec des entités extérieures – autres villages, marchands, secteur de la santé officiel.
- Implantation des différents médias, du type radio ou télévision, au sein de la collectivité.

La perception qu'ont les gens des maladies peut être explorée au moyen d'une matrice qui classe les maladies en fonction de différents critères, comme ceux ci-dessous :

Matrice de perception des maladies					
	Paludisme	Diarrhée	Conjonctivite	Appendicite	Démangeaisons
Gravité					
Fréquence					
La plus crainte					
La plus coûteuse à traiter					

L'interrogation du **diagramme de Venn** peut s'avérer utile pour aborder les connaissances en matière de santé et les processus de décision au sein de la collectivité. En particulier, envisager de demander aux participants d'ajouter sur le diagramme les sources d'information sanitaire et de montrer (par exemple) s'ils ont accès à la radio, à la télévision ou autres messages sur la santé. Le diagramme de Venn peut également servir à susciter une discussion sur les types de croyances affichées par les différentes personnes du diagramme :

- Quelles sont les connaissances de chacun de ces différents travailleurs de la santé/meneurs de l'opinion en matière de diarrhée et de ses traitements ?
- Comment partagent-ils l'information ?
- Quelle confiance les membres de la collectivité accordent-ils aux informations fournies par les différents fournisseurs de soins ?

Le même type de questions peut être posé au niveau du ménage par la création d'un **diagramme de Venn du ménage**. Chaque personne

jouant un rôle dans les soins de santé de la famille doit apparaître sur le diagramme. Il est ensuite possible d'interroger le diagramme pour déterminer les types de connaissances, qui prend quels types de décision, qui finance les actions de recherche de soins, etc.

Les **jeux de rôle**, ou **sketches**, peuvent s'utiliser pour examiner différents types de pression subis lors de la prise de décisions en rapport avec la santé. Créer un scénario puis demander à un groupe de femmes de préparer un sketch montrant quels types de conseils elles peuvent recevoir de la part de diverses personnes au sein de leurs familles ou de la collectivité. Leur suggérer différents rôles, notamment époux, belle-mère, sage-femme, chef du groupe d'habitations et quiconque d'autre est susceptible de leur donner des conseils. Leur demander par exemple ce qui se passerait si elles avaient un enfant qui dépérissait lentement et refusait de manger. Quels conseils les femmes reçoivent-elles lors de leur première grossesse ? Lors de leur premier accouchement ?

Comportements de recherche de soins

Si les questions de perception de la qualité (voir ci-dessous) influent sur le comportement adopté pour la recherche de soins, d'autres aspects, tels que la perception de la gravité de la maladie ou le sexe, jouent un rôle dans la façon dont les soins sont obtenus dans une situation donnée. Les renseignements suivants permettent de mieux cerner cette question :

- Perception des causalités de diverses maladies (pneumonie, diarrhée, malnutrition, par ex.).
- Existence et forme des remèdes maison par rapport à diverses maladies.
- Processus de décision époux/épouse par rapport à diverses maladies (rôles dans le processus de décision).
- Choix des soins recherchés pour les garçons et pour les filles.
- Définition de la gravité de diverses maladies.
- Processus chronologique de recherche de soins en fonction de la gravité perçue (où les gens vont-ils en premier, en second, en troisième, etc. et pourquoi – sur quoi se basent ces décisions).
- Différences au sein du village quant aux comportements de recherche de soins.
- Modifications survenues dans la recherche de soins au cours du temps.

Perception des maladies et du bien-être

Chaque domaine d'intervention rencontre une foule de perceptions liées à la santé et au bien-être. Ces attitudes influent sur plusieurs des questions abordées ci-dessus – recherche de soins et consentement à modifier son comportement, par exemple. Comprendre la perception des maladies est donc une condition sine qua non à l'élaboration d'interventions cohérentes et mutuellement acceptables. Les besoins en information sont semblables sur tous les domaines d'intervention, une fois que les perceptions globales des notions de santé sont comprises. Les questions clés sont notamment :

- Classification de maladies particulières au sein de la collectivité – lesquelles sont considérées les plus graves aux yeux de différents groupes – hommes, femmes et enfants.
- Rapports entre diverses maladies – ceci dépasse la question de causalité pour une maladie donnée et considère des « domaines » de maladies ou des regroupements basés sur les similarités et différences des maladies telles qu'elles sont perçues par la population.
- Les perceptions de la notion de bonne santé au niveau de la personne, de la famille et de la collectivité – quels sont les facteurs contribuant à une bonne santé pour les divers groupes – quand une personne est-elle en bonne santé ?
- Quelles sont les maladies les plus craintes, les plus chères à traiter et les plus courantes ?
- Quels termes les gens emploient-ils pour décrire des maladies particulières – comment ceux-ci diffèrent-ils de la terminologie médicale ?
- Causes et conséquences de maladies particulières.
- Mesures adoptées pour prévenir certaines maladies et obstacles à l'adoption de ces mesures.
- Changements des maladies au cours du temps au sein de la collectivité – comment se sont-ils produits ?
- Répartition des maladies au cours de l'année.

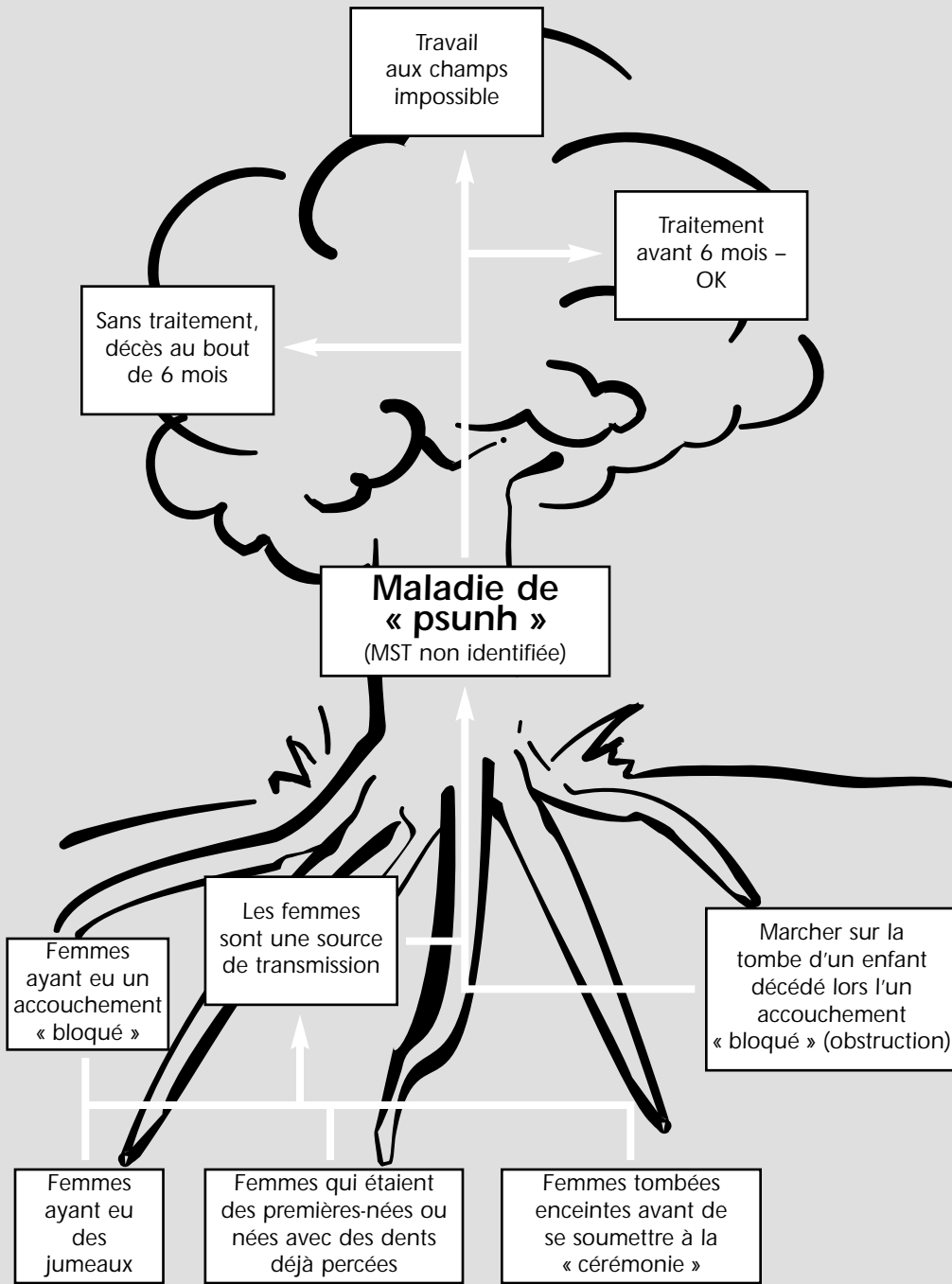
Les **cartes sociales** sont un moyen de mettre en évidence des problèmes de santé récurrents au sein d'une collectivité. Dans chaque groupe d'habitation, demander aux gens d'utiliser différents indicateurs (papiers colorés, différents types de cailloux ou haricots, etc.) pour indiquer les gens malades au sein de la collectivité. La carte dressée peut représenter soit la situation pour un jour donné, soit ce qui se passe durant des périodes particulières (familles dont des membres ont souffert du paludisme, malnutrition des enfants, conjonctivite depuis le début de la saison des pluies, par ex.). Dans l'éventualité où des motifs de récurrence de maladies peuvent être observés (nombreux cas de diarrhée autour d'un puits donné, malnutrition des enfants dans quelques familles seulement, etc.), la discussion peut servir à mettre en lumière le niveau de compréhension des gens quant à ces questions et la manière dont les familles concernées ont fait face au problème rencontré.

Les **calendriers** sont utiles pour l'analyse des divers facteurs présentant une corrélation avec la maladie dans une situation donnée. En établissant à quels moments certaines maladies sont les plus courantes et en corrélant cela avec d'autres situations se produisant au même moment, il est possible de voir se dégager d'éventuels rapports de causalité, qui pourront être explorés plus en détail. Si la diarrhée s'avère être particulièrement fréquente durant une saison donnée, y a-t-il autre chose se produisant durant la même période qui pourrait expliquer ce pic saisonnier ?

Les **diagrammes de problèmes en arbre** sont particulièrement utiles pour comprendre la perception qu'ont les gens des maladies et de ce qui les cause. Ceci revêt une importance toute particulière lors de l'élaboration de messages d'éducation sanitaire, dans la mesure où mieux les intervenants comprennent la manière dont les gens perçoivent les notions de maladie et de problème de santé, et mieux l'intervention pourra être ciblée pour corriger des informations erronées et guider les gens vers des actions utiles.

Le chapitre sur la sécurité alimentaire propose un exemple de Diagramme de causes et conséquences utilisé pour disséquer la question de la faim en Mauritanie. Il est possible d'adopter une approche semblable pour l'étude des maladies. Ces diagrammes sont souvent représentés sous la forme d'un arbre, la maladie étant placée sur le tronc de l'arbre et ses causes indiquées en dessous, à l'endroit des racines. Les conséquences ou problèmes découlant de la maladie sont alors placés sur les branches de l'arbre comme dans l'exemple ci-dessous :

Diagramme en arbre d'un problème de santé, Djabuda Porto (Guinée-Bissau)



Nutrition et alimentation

Concernant la nutrition et l'alimentation en particulier, les questions suivantes ont de l'importance :

- Attitudes vis-à-vis de l'allaitement et de l'alimentation supplémentaire – quels aliments, en quelles quantités et quand doivent-ils être ajoutés au régime alimentaire de l'enfant ?
- Obstacles à l'allaitement
- L'alimentation des enfants (action) – qui s'en charge, quand et comment ?
- Qu'est-ce que la malnutrition, comment la reconnaît-on et comment s'y attaque-t-on ?
- Quels aliments sont consommés par les jeunes garçons/filles, hommes et femmes ?
- Aliments consommés par les femmes enceintes.
- Traitement des femmes enceintes.
- Sources et consommation de protéines, énergie et oligo-éléments.
- Variations saisonnières et inter-annuelles de la consommation alimentaire

La majorité des outils décrits plus haut peuvent également s'avérer utiles pour collecter des renseignements sur les questions particulières de nutrition et d'alimentation présentées ici. Lors d'entretiens sur les causes de la malnutrition ou sur les avantages et les inconvénients de l'allaitement, il peut également être intéressant d'inciter à discussion au moyen de **photos** ou **dessins** de situations particulières. Un jeu de cartes comportant des images de femmes en train d'allaiter leur bébé, ou de les nourrir au biberon ou au gobelet peut servir à lancer des discussions sur les avantages et les inconvénients de l'allaitement, par exemple. Des images d'enfants présentant différents symptômes de la malnutrition peuvent servir à tester la perception des participants concernant ces problèmes et la manière dont ils s'y attaquent. Il peut être intéressant d'organiser des discussions en groupes de réflexion rassemblant différents groupes d'intérêt : mères, pères, femmes âgées, enfants, etc.

Éducation : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Préparé en collaboration avec Jennifer Smith Nazaire
Conseillère technique sur l'éducation, HQ/Program
Quality and Support Department

Éducation : Besoins en information et utilisation des RRA/PRA pour y répondre

Historique des programmes éducatifs de CRS

CRS est actuellement en pleine phase d'action-recherche concernant sa programmation dans le secteur de l'éducation. Durant plusieurs décennies, CRS était connu pour ses programmes d'alimentation scolaire, qui offraient des déjeuners chauds à des enfants d'écoles primaires et secondaires. Toutefois, à compter de 1995, CRS a progressivement élargi ses activités d'alimentation scolaire pour se consacrer à un soutien plus complet de l'enseignement primaire et a commencé à expérimenter de nouveaux types de programmes pour l'éducation.

Actuellement, CRS soutient ou met en œuvre des actions pour l'éducation dans plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe de l'Est. Dans la mesure où CRS en est toujours à expérimenter divers modèles et stratégies de programmation et n'a pas encore défini sa capacité et sa vision fondamentale pour le secteur de l'éducation.

Toutefois, la majorité des programmes éducatifs de CRS tendent à se concentrer sur les niveaux primaires ou préscolaires et sont mis en œuvre au travers du système éducatif officiel. Ces programmes sont axés sur :

- L'accès à l'éducation ;
- La qualité de l'éducation ou
- L'engagement de la collectivité envers l'éducation

et couvrent souvent plusieurs de ces domaines simultanément.

Les programmes éducatifs de CRS s'attachent souvent directement à l'amélioration du niveau d'instruction mais se servent aussi parfois des écoles et du système scolaire en guise de mécanismes de distribution d'autres types de services ou intervention. Au nombre de ce dernier type de programmes éducatifs, on trouve par exemple les projets de santé ou de nutrition fournissant de la nourriture aux enfants des écoles dans le cadre du soutien de la sécurité alimentaire à court terme ou de la lutte contre les carences en oligo-éléments.

CRS met en œuvre ou soutient des actions éducatives dans trois types de contextes :

- Zones en crise.
- Zones en phase transitoire entre crise et stabilité.
- Zones considérées relativement stable.

Dans les zones en crise, les programmes éducatifs de CRS tendent à avoir un caractère plus opérationnel, alors que dans les zones relativement stables, CRS cherche autant que possible à travailler avec et par l'intermédiaire de partenaires. Les stratégies de partenariat dans les zones en transition varient en fonction des circonstances mais se situent généralement vers le milieu du spectre opérationnel/non opérationnel. Les partenaires de CRS pour les programmes éducatifs sont notamment

ministères de l'éducation, associations de parents d'élèves (APE), groupes de tutelle d'APE du type National Parents' Associations, bureaux diocésains chargés de l'éducation et ONG locales.

Les bénéficiaires et les participants des projets de CRS pour l'éducation sont les écoles, les enfants, leurs parents et autres membres de la collectivité au sens large, les enseignants et administrateurs, ainsi que les partenaires cités plus haut.

Étant donné que CRS est dans une phase d'action-recherche en ce qui concerne ses actions pour l'éducation, les programmes en cours sont très variés. Les objectifs de ces programmes sont notamment :

- promouvoir l'éducation des filles ;
- renforcer la participation des parents et de la collectivité dans l'éducation ;
- améliorer l'accès à l'éducation ;
- améliorer la qualité de l'éducation ;
- améliorer l'infrastructure et l'environnement scolaire ;
- promouvoir l'éducation pour tous ;
- promouvoir l'éducation et l'alphabétisation des adultes ;
- promouvoir santé/hygiène/nutrition/assainissement par l'intermédiaire de l'école ;
- promouvoir la sécurité alimentaire à court terme.

Besoins en information dans le secteur de l'éducation

Identifier les services éducatifs existants

L'un des principaux besoins en information porte sur ce qui existe déjà en termes de services éducatifs, plus particulièrement au sein de la collectivité en question. Ceci suppose de se renseigner sur :

- Les structures et activités officielles et informelles en rapport avec l'éducation au sein de la collectivité (écoles publiques, cours d'alphabétisation, écoles coraniques, par ex.).
- Les formes traditionnelles d'éducation et la mesure dans laquelle elles existent toujours.
- Les activités et les lieux de la collectivité ayant une fonction à caractère éducatif.
- Existence et état de l'infrastructure liée à l'éducation au sein de la collectivité (y compris les équipements dans ou à proximité des écoles du type latrines, réseaux d'eau, jardins scolaires, activités productrices de revenus).
- Utilisation de ces services par les différents groupes (filles, garçons, femmes, hommes) de la collectivité.
- Perception de la qualité de ces services par les différents groupes de la collectivité.

- Couverture géographique des écoles locales (cette collectivité uniquement, villages/communes/districts voisins).

Les **exercices de cartographie de la collectivité** seront utiles pour l'identification des ressources éducatives au sein de la collectivité. Veiller à bien interroger les participants non seulement au sujet des écoles (ce qui tendrait à focaliser l'activité sur le secteur formel) mais aussi plus généralement sur les lieux (ou les gens) participant à toute forme d'enseignement (par ex., y a-t-il d'autres endroits au sein de la collectivité auxquels les gens se rendent pour apprendre ?). La **cartographie des ménages** peut servir à explorer la transmission de l'information indigène, en identifiant ceux qui possèdent le plus grand savoir sur différents sujets et en discutant de la manière dont leur savoir est transmis aux autres.

	Sexe		Appartenance ethnique			Richesse		
	Hommes	Femmes	A	B	C	Riche	Moyen	Pauvre
École primaire publique								
École secondaire de district								
École coranique								
Savoir transmis par les grands-mères								
Cours d'alphabétisation								

Une fois les principales sources éducatives identifiées au sein de la collectivité, il est possible d'étudier les profils d'utilisation au moyen d'une **matrice** semblable à celle ci-dessus (pour plus de détails sur la manière d'utiliser ce type de matrice, voir Volume I, page 95).

Cette matrice peut ensuite être utilisée pour discuter des obstacles auxquels font face les différents groupes, les avantages et inconvénients de différentes formes d'apprentissage, etc.

Relations avec les fournisseurs et ressources extérieures en matière d'éducation

Souvent, l'infrastructure et les ressources éducatives existantes au sein de la collectivité sont insuffisantes pour assurer un niveau qualitatif et quantitatif optimal d'éducation. Par conséquent, les membres de la collectivité doivent parcourir des distances importantes pour avoir accès à l'éducation et/ou

avoir des liens avec des sources extérieures. Dans ce cas, il peut être nécessaire de collecter les renseignements suivants :

- Structures éducatives officielles et informelles extérieures à la collectivité et utilisées par les membres de la collectivité (enfants et adultes).
- Éloignement (géographique et durée de trajet) de ces structures/activités par rapport à la collectivité.
- Utilisation de ces services par les différents groupes (hommes, femmes, jeunes, vieux) de la collectivité.
- Qualité de ces services aux yeux des différents groupes de la collectivité.
- Liens avec des institutions publiques, privées et religieuses offrant des services éducatifs ou de soutien éducatif.
- Existence et liens avec des OPB (organisations privées de bénévoles), ONG et autres organisations dans la région actives dans le domaine de l'éducation.

La **carte** peut être un véhicule utile pour discuter des questions d'ordre géographique, notamment problèmes d'accès, de transport, etc. Un **diagramme de Venn** des services éducatifs permet d'explorer les liens entre chaque éducateur et le soutien dont il bénéficie depuis l'extérieur. Ceci permet de voir quelles institutions disposent d'un soutien financier ou autre et comment les interventions de CRS peuvent compléter l'action des services de soutien à l'éducation existants.

Organisation et participation de la collectivité en matière d'éducation

Tous les programmes de CRS pour l'éducation supposent une participation de la collectivité et, dans certains cas, le programme complet est basé sur la collectivité. Les informations suivantes permettent d'évaluer le potentiel et l'existence d'une participation de la collectivité à l'éducation :

- Organisation interne de la collectivité – autorités, groupes d'intérêt (femmes, jeunes, associations de cultivateurs, etc.).
- Existence de structures déjà concernées par les questions d'éducation (à la fois officielles et informelles, notamment associations de parents d'élèves, comité villageois d'éducation, etc.).
- Personnes ou groupes clés engagés dans des activités en rapport avec l'éducation.
- Niveau général de participation aux activités de la collectivité.
- Niveau de participation aux activités en rapport avec l'éducation en particulier.

Le **diagramme de Venn** couvrira nombre de ces questions et devra s'intéresser non seulement aux structures éducatives officielles mais également aux systèmes indigènes existant sur place. Y a-t-il des activités de formation liées aux cérémonies traditionnelles de circoncision, par exemple. Dans l'affirmative, comment sont-elles organisées et perpétuées d'une année à l'autre ? Le fait de savoir comment les collectivités ont organisé des systèmes durables par le passé est souvent, pour l'intervenant extérieur,

une bonne base de départ pour parvenir à renforcer les initiatives de la collectivité (plutôt que de créer de nouvelles structures souvent éphémères).

Comportements de recherche de l'éducation

Alors que de nombreux projets CRS pour l'éducation ont pour objet d'accroître l'accès à l'éducation, il importe de bien comprendre l'attitude et le rôle dans le processus de décision des différents membres de la collectivité en matière de fréquentation scolaire et d'alphabétisation. Cela suppose d'obtenir des informations sur les sujets suivants, en veillant à bien interroger tous les groupes (femmes, hommes, filles, garçons).

- Attitude, perception d'utilité et communication concernant l'éducation/l'alphabétisme au niveau du ménage, en général et/ou plus particulièrement par rapport à différents niveaux (enseignement préscolaire, primaire, secondaire, alphabétisation des adultes).
- Choix éducatifs pour les garçons et pour les filles.
- Attitude des autorités et institutions religieuses vis-à-vis des formes d'enseignement officielles et informelles pour les filles et les garçons.
- Caractéristiques des écoles, cours d'alphabétisation et enseignants les plus populaires et les moins populaires et mesure dans laquelle ces caractéristiques se retrouvent effectivement au sein de la collectivité et des collectivités voisines.
- Définition d'une éducation de qualité et mesure dans laquelle les parents/membres de la collectivité estiment que des possibilités d'éducation de qualité existent au sein de la collectivité ou à proximité.
- Facteurs faisant obstacle à la fréquentation de l'école par les filles ou les garçons pour différents niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire, secondaire) ou à la participation des adultes à des cours d'alphabétisation ; principales raisons d'abandon pour les deux sexes.
- Rôle de la mère et du père dans le financement des frais associés à la scolarité et en termes d'encouragement ou de frein à l'inscription à l'école et à sa fréquentation.

Les **calendriers** sont souvent utiles pour comprendre les obstacles s'opposant à la recherche d'une éducation dans la mesure où ils sont souvent liés à des contraintes financières ou de travail, lesquelles tendent à présenter une dimension saisonnière. Les calendriers peuvent indiquer à quels moments sont dus les frais de scolarité par rapport aux cycles de revenus du ménage. Ils peuvent également s'intéresser à la demande en main-d'œuvre juvénile et comment elle se heurte – ou s'intègre – au calendrier scolaire.

La **carte sociale** (voir Volume I, page 81) permet d'identifier les ménages prenant part à diverses activités éducatives puis d'explorer les raisons pour lesquelles certains sont plus actifs et d'autres ne le sont pas. Il peut être utile d'utiliser différents indicateurs pour montrer combien de filles et combien de garçons vont à l'école. Envisager également d'utiliser des papiers de différentes couleurs pour montrer quel type de structure éducative ils fréquentent (école officielle, école coranique, etc.).

La perception des obstacles à l'éducation peut s'étudier à l'aide d'une variante du **diagramme de problème en arbre** (voir secteur de la santé, page 56). Le tronc de l'arbre peut représenter la non-fréquentation de l'école. Les causes (racines) et les conséquences (branches) peuvent être discutées en groupes de réflexion avec différentes catégories de personnes (enfants, parents, grands parents, responsables religieux, etc.). L'arbre peut également être conçu sous un angle plus positif, en plaçant sur le tronc la fréquentation de l'école, les facteurs favorables en tant que racines et les avantages en tant que branches. Il peut également être envisageable d'inclure les conséquences à la fois positives et négatives de la fréquentation de l'école sur le même arbre en les représentant par exemple par des fruits pourris (conséquences négatives) et des fruits frais (conséquences positives). C'est le moment de faire preuve de créativité !

Une **matrice** explorant ce qui, aux yeux des parents, constitue la meilleure utilisation du temps de leurs enfants (par sexe et par âge) peut aider à expliquer leurs décisions quant à l'envoi ou non de leurs enfants à l'école.

Préférences des parents concernant l'utilisation du temps de leurs enfants						
	Garçons 5 à 8 ans	Filles 5 à 8 ans	Garçons 8 à 12 ans	Filles 8 à 12 ans	Garçons >12 ans	Filles >12 ans
Garder du bétail						
Travailler aux champs						
Prendre soin d'autres enfants						
Corvée d'eau						

Parcourir cette matrice verticalement, en demandant aux parents d'indiquer quelles activités ils jugent les plus importantes pour les garçons de 5 à 8 ans, par exemple.

Un autre type de **matrice** peut aider à aborder les préoccupations des divers groupes afin de déterminer qui exerce une influence positive ou négative sur la fréquentation scolaire et quels sont leurs préoccupations. Il est possible soit d'établir deux matrices, l'une s'intéressant aux préoccupations ou soucis, l'autre aux comportements favorables... soit de combiner les deux comme cela est illustré ci-dessous. Les dernières lignes de la matrice servent à déterminer qui influe le plus sur la décision d'envoyer (1) une fille ou (2) un garçon à l'école. Les renseignements

Point de vue des adultes sur la fréquentation de l'école				
	Mères	Pères	Grands-mères	Grands-pères
Préoccupations				
Coût de la main-d'œuvre				
Coût de l'école				
Perte des valeurs culturelles				
Grossesse				
Favorables à l'éducation des filles				
Favorables à l'éducation des garçons				
Contribuent aux frais de scolarisation				
Importance dans la prise de décision concernant les filles				

fournis par une telle matrice aideront les intervenants à déterminer qui cibler pour obtenir des résultats en termes de fréquentation de l'école.

Accès/Niveau/Résultats

Si le moyen idéal d'obtenir des renseignements sur les taux d'inscription, le niveau et les résultats scolaires est la consultation des registres des écoles ou du ministère de l'éducation, la réalité sur le terrain, dans nombre de pays dans lesquels CRS travaille, est que ces données ne sont pas recueillies ou, si elles le sont, elle ne sont pas enregistrées, compilées, regroupées ou subdivisées de manière à offrir des renseignements utiles. Par conséquent, il importe de déterminer d'abord si de telles données existent, sont accessibles et généralement utilisables et, si ce n'est pas le cas, d'obtenir le point de vue de personnes bien informées – directeurs d'écoles, enseignants et parents, par ex. – sur l'accès, le niveau et les résultats scolaires en guise de solution de remplacement. Toutes les données

recueillies devront faire la distinction entre les filles et les garçons. Il peut également être nécessaire de subdiviser les renseignements suivant d'autres critères tels que la situation géographique, l'appartenance ethnique ou la catégorie socio-économique.

- Existence, état et accessibilité des données sur les taux d'inscription/la fréquentation/les résultats scolaires.
- Taux d'inscription pour les filles et les garçons.
- Taux de fréquentation pour les filles et les garçons.
- Taux d'abandon pour les filles et les garçons.
- Taux de passage en classe supérieure pour les filles et les garçons.
- Taux d'obtention de diplôme pour les filles et les garçons.
- Taux de redoublement pour les filles et les garçons.
- Taux de réussite d'épreuves standardisées pour les filles et les garçons.

Situation de l'apprenant

Pour pouvoir bénéficier de l'enseignement dispensé, les élèves doivent être dans un état physique et mental leur permettant d'absorber ce qui leur est enseigné. Les types de renseignements suivants permettront de mieux comprendre la « situation de l'apprenant » :

- Habitudes alimentaires, en particulier le matin avant de partir à l'école.
- Nourriture apportée à l'école pour la récréation ou le déjeuner et repas fournis après la fin de l'école : quoi, quand, en quelle quantité, combien de fois, pourquoi, à qui.
- Perception de l'importance et du contenu d'un régime nutritif pour les enfants scolarisés.
- Fréquence et nature des maladies affectant les enfants.
- Connaissance des causes et des traitements de ces maladies.
- Éloignement et existence de liaisons avec le centre de santé local.
- Existence/contenu/qualité/fréquence d'un enseignement sur la santé à l'école : qui l'assure et par quelle méthodologie.
- Disponibilité/utilisation d'équipements sanitaires à l'école.
- Rôles/responsabilités/tâches ménagères des filles et des garçons et comment ils se combinent avec la fréquentation de l'école.

Les questions relatives au régime alimentaire et à la santé peuvent être ajoutées au **calendrier** mentionné plus haut. Ceci peut servir, par exemple, à montrer durant quels mois les enfants sont susceptibles d'avoir pris un petit déjeuner avant l'école et d'avoir accès à un repas durant la journée. L'interrogation du calendrier peut apporter des précisions sur le type d'aliments consommés. Ce type de renseignements peut être repris, vérifié et complété lors d'interrogations des ménages plus approfondies auprès d'un échantillon de familles de la collectivité. Cet échantillon sera choisi à partir de la carte sociale afin d'interroger aussi bien des familles

plus aisées que moins aisées. Ces interrogations peuvent prendre la forme de **mini-études de cas** d'enfants individuels, portant sur la décision de les envoyer à l'école, leur expérience à l'école, leur taux de fréquentation et les raisons de chacune de leurs absences.

Ces questions peuvent également être abordées avec les enfants eux-mêmes. Envisager par exemple d'établir une variante du **calendrier de la sécurité alimentaire** (voir sécurité alimentaire, page 12) auprès d'un groupe d'enfants durant la pause de midi en leur demandant s'ils prennent un petit déjeuner et un déjeuner durant les différentes saisons puis en les interrogeant sur la composition de leurs repas et sur le fait qu'ils ressentent ou non la faim.

Pour de plus amples indications sur la manière d'utiliser les techniques de PLA pour recueillir des renseignements sur les questions de santé, se reporter au chapitre sur la Santé.

Éducation des enfants handicapés

CRS propose dans au moins un pays un programme de soutien à l'éducation d'enfants handicapés. Pour qui veut adapter les programmes éducatifs standard en fonction des besoins de ces enfants, les outils de RRA et de PRA présentés ci-dessus peuvent être utilisés pour explorer les questions suivantes :

- Attitudes vis-à-vis des enfants handicapés.
- Pratiques vis-à-vis des enfants handicapés.
- Taux d'inscription et de fréquentation scolaires des enfants handicapés.
- Obstacles à l'inscription et à la fréquentation scolaires des enfants handicapés.
- Existence de structures de réadaptation au niveau de la collectivité.
- Mesure dans laquelle les enseignants sont formés pour travailler avec des enfants handicapés.

Section II :

Étude de cas pratiques

Sécurité alimentaire à
Impiron, au Kenya

INTRODUCTION À L'ÉTUDE DE CAS

La Section II du Volume II présente une étude de cas d'une RRA effectuée dans le cadre des projets de CRS sur le terrain. L'étude de cas porte sur Impiron, au Kenya, où, en 1997, une équipe composée de personnel CRS et de partenaires de la paroisse de Loitokitok (partenaire de CRS) ont mené une étude dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Cette section du manuel s'enrichira à mesure que les intervenants sur le terrain enverront des études de cas sur des RRA et PRA susceptibles d'intéresser d'autres membres du réseau CRS. Si vous disposez d'une étude de cas que vous souhaiteriez voir ajoutée à cette publication, veuillez la faire parvenir à :

Technical Services Director
Program Quality and Support Department
World Headquarters
Catholic Relief Services
Baltimore, Maryland USA

Étude de cas :

**Sécurité alimentaire à
Impiron, au Kenya**

par Robb Davis, Ph.D.
révisée par Karen Schoonmaker-Freudenberger

Sécurité alimentaire à Impiron, au Kenya

Contexte de l'étude

CRS Kenya travaille depuis longtemps avec des partenaires locaux dans le domaine de l'aide alimentaire aux villages. Ces programmes ont dû, au cours des dernières années, être réduits en raison de restrictions budgétaires chez CRS, ainsi que des difficultés à faire gérer des programmes de qualité par des partenaires ne disposant que d'une expérience limitée dans le domaine. C'est pourquoi l'objet de l'exercice de RRA était d'aider le personnel diocésain à mieux comprendre les collectivités au sein desquelles il travaille et à concentrer son attention sur les questions de sécurité alimentaire les plus critiques afin de pouvoir cibler ses interventions de façon plus efficace.

Le diocèse de Ngong a été choisi parce que (1) la région de Ngong figure parmi les zones les plus démunies (en termes de sécurité alimentaire) dans lesquelles CRS travaille au Kenya, (2) le diocèse avait été poussé par CRS à améliorer ses compétences à la gestion de projets et souhaitait pouvoir faire meilleur usage des renseignements provenant du terrain et (3) le diocèse et CRS entretenaient une relation de partenariat qui faciliterait les transferts de compétences en matière de RRA et accroîtrait la probabilité que celles-ci soient utilisées dans le cadre d'actions ultérieures. Le diocèse s'intéressant plus particulièrement aux questions de santé, l'accent a été mis sur ce domaine dans la RRA.

Les RRA initiales ont été effectuées auprès de deux collectivités : Oln'gosua et Impiron. Oln'gosua est une communauté masai traditionnelle où l'élevage est toujours le principal moyen de subsistance, alors que les habitants d'Impiron se sont diversifiés en adoptant un plus large éventail d'activités agricoles et commerciales. Cette étude de cas présente les résultats de l'étude portant sur Impiron.

Bien que ces études ont été menées sous forme de RRA, elles ne représentaient pas une fin en soi. Au contraire, elles étaient la première étape d'un processus plus long qui devait évoluer en direction d'activités de planification de PRA.

Méthodologie

Objectifs. Les objectifs de cette étude étaient les suivants :

Thème : Explorer la situation alimentaire à Impiron et utiliser les résultats pour planifier (en collaboration avec la collectivité) des interventions à long terme destinées à renforcer la sécurité alimentaire.

(N.B. : la mention h/f à la suite d'un objectif ou sous-objectif indique une distinction explicite entre les hommes et les femmes)

I. *Décrire le village, son évolution et ses caractéristiques actuelles.*

- a. évolution historique – événements et crises principaux
- b. principales activités productrices et rémunératrices et changements au cours du temps

- c. organisation interne du village, autorités locales et organisation des ménages
- d. principales relations avec l'extérieur – organisations, personnes et autres villages
- e. principales infrastructures du village
- f. interventions extérieures et résultats

II. Décrire les caractéristiques essentielles de la production et la consommation alimentaires, y compris les variations saisonnières, les variations interannuelles, les crises et groupes vulnérables ou à risque.

- a. principales denrées consommées et habitudes alimentaires au cours de l'année (h/f)
- b. production alimentaire tout au long de l'année (h/f)
- c. caractéristiques des bonnes, moyennes et mauvaises années du point de vue alimentaire (production/consommation)
- d. distribution dans le temps des bonnes, moyennes et mauvaises années
- e. stratégies de remplacement adoptées en périodes de crise
- f. différence au sein du village en termes de production et de consommation alimentaires
- g. stratégies de remplacement adoptées par différents groupes tout au long de l'année

III. Décrire les obstacles à un renforcement de la sécurité alimentaire en termes de disponibilité de la nourriture, d'accès à la nourriture et d'utilisation (biologique) de la nourriture

- a. systèmes de production alimentaire – investissements et problèmes (h/f)
- b. conventions de partage de la nourriture entre les ménages (h/f)
- c. conventions de partage de la nourriture au sein des ménages (h/f)
- d. sources de revenus (h/f) et différences entre les ménages au sein du village
- e. utilisations des revenus (h/f) et différences entre les ménages au sein du village
- f. production alimentaire et achat de nourriture tout au long de l'année
- g. crédit : types, sources et utilisations (h/f)
- h. envoi de fonds par des émigrés – disponibilité et utilisation
- i. principaux problèmes de santé des mères et des enfants
- j. principales sources de soins pour les problèmes de santé des mères et des enfants
- k. perception des causes et des traitements des principaux problèmes de santé des mères et des enfants
- l. affectation de ressources pour les questions de santé

IV. Identifier les solutions/interventions potentielles pour surmonter les obstacles et protéger les groupes vulnérables

- a. programmes existants – réussites et échecs
- b. indicateurs d'amélioration de la sécurité alimentaire au sein de la collectivité (h/f)
- c. domaines essentiels à aborder en premier en matière de sécurité alimentaire (h/f)
- d. stratégies existantes d'aide aux groupes vulnérables – atouts et lacunes
- e. obstacles techniques à surmonter
- f. production alimentaire contre solutions rémunératrices

Le premier objectif a établi le contexte de la RRA. Le second a aidé l'équipe à déterminer la nature, chronique, saisonnière et/ou transitoire, du problème de la sécurité alimentaire. Le troisième a permis d'évaluer les sources de sécurité alimentaire. S'agissant d'une RRA, et non d'un PRA, l'accent ne portait pas tant sur la planification avec la collectivité que sur la collecte de renseignements permettant à CRS et à ses partenaires de mieux comprendre les questions de sécurité alimentaire dans la région. Il était prévu que l'objectif IV serait repris plus en profondeur lorsque nos partenaires retourneraient au village par la suite pour y mener un PRA plus complet auprès de la population. Ceci déboucherait ensuite sur un plan d'action collective pour s'attaquer aux problèmes de sécurité alimentaire mis en lumière au moyen de la RRA et du PRA.

Membres de l'équipe

L'équipe était composée d'hommes et de femmes aux spécialisations et aux antécédents divers.

Florence Zake	Directrice nationale adjointe de CRS-Kenya
Bernard S. Ole Leiyian	Église catholique St. Luke – travailleur social et animateur de développement communautaire
Kiayanjui Joakim Suiyanga	Bureau de développement du diocèse de Ngong – travailleur social
Priscilla Pello	Hôpital de district de Loitokitok – membre du personnel
Helen Chania	Formatrice du Programme de santé communautaire de Loitokitok
Elias Mpelele	Loitokitok – bénévole
Peter Kimeu	CRS-Kenya – chargé de projet (spécialiste Paix et justice)
Philip Kajwang	Diocèse de Homa Bay – coordinateur agricole

Kinyanjui Kaniaru

CRS-Kenya – chargé de projet (spécialiste Eau et assainissement)

Robert Davis

Formateur, spécialiste Santé et population

Choix des sites

Le choix des villages a été effectué par la paroisse de Loitokitok (le partenaire local de CRS parallèlement au diocèse de Ngong). Alors que les préparatifs de la RRA ont débuté au niveau du siège de CRS et de CRS-Kenya en juillet 1996, le choix des villages n'a eu lieu qu'en début janvier 1997. À ce moment-là, la grande saison des pluies ne s'était pas produite comme prévue. Les trois années précédentes ayant également été marquées par des précipitations sporadiques voire inexistantes, les populations de la région se trouvaient dans une situation alimentaire de plus en plus précaire.

Les chefs de village ont été conviés à la paroisse début janvier pour une séance de préparation et de discussion sur les possibilités d'intervention par différents bailleurs de fonds. Au cours de cette séance de discussion, la question de la RRA a été soulevée. Le prêtre de la paroisse animant le débat a précisé que l'objet de cette RRA n'était pas d'évaluer la situation de sécheresse du moment mais plutôt d'en apprendre plus sur les collectivités afin de proposer de moyens de s'attaquer à la question de l'insécurité alimentaire et d'y chercher des solutions à long terme, pour cette zone souvent sujette à la sécheresse. Il a demandé aux chefs présents de choisir deux endroits (l'un tourné vers l'élevage, l'autre vers l'agriculture) destinés à accueillir les activités d'apprentissage de la RRA et de lui communiquer ces noms. Impiron était l'un des villages choisis par ce procédé.

Problèmes de méthodologie soulevés durant l'étude

La manière dont les villages ont été sélectionnés a engendré plusieurs problèmes majeurs. D'abord, la question de la RRA ayant été discutée pour la première fois avec les chefs de village lors d'une réunion portant principalement sur les interventions d'urgence face à la sécheresse (distribution de nourriture et possibilités de programmes de travail rémunéré), une confusion est apparue dans l'esprit de certains villageois quant à l'objet de l'étude. Cette confusion s'est produite malgré tous les efforts déployés pour distinguer les interventions d'urgence et les considérations à plus long terme de la RRA.

En second lieu, l'exécution d'une RRA en plein milieu d'une période de sécheresse, alors que les réserves alimentaires des villages sont limitées, a présenté un certain nombre de difficultés concernant l'accueil et les repas. Les traditions locales (en particulier chez les Masais) accordent une grande importance au partage de la nourriture avec les hôtes. Bien que les représentants de la paroisse aient expliqué que l'équipe assurerait elle-même ses propres besoins alimentaires durant ses séjours dans les villages, les villageois étaient déconcertés par leur incapacité à offrir le gîte et le couvert à leurs hôtes. En outre, ils craignaient que certains villageois ne soient pas en mesure de prendre part aux activités de la RRA car ils allaient être totalement occupés à tenter de répondre à leurs besoins alimentaires immédiats.

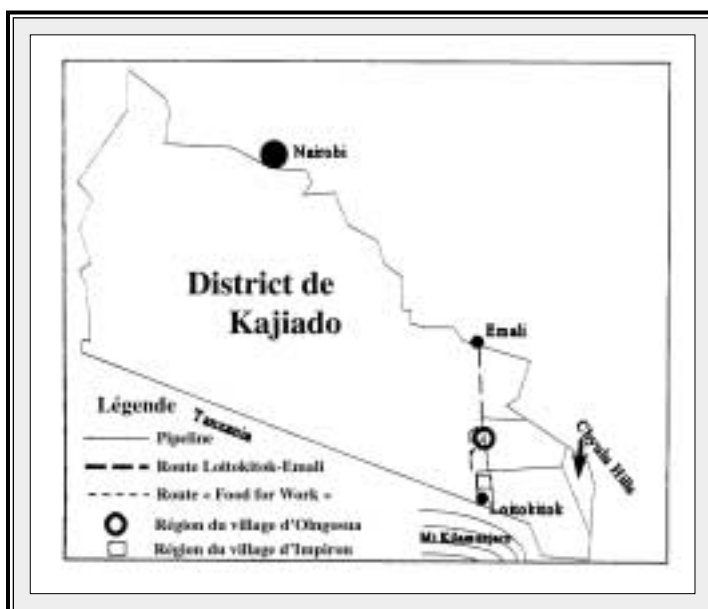
Une fois dans le village, l'équipe a systématiquement continué à expliquer l'objet de l'étude et à en clarifier les objectifs pour la collectivité. Le processus a débuté par des activités de protocole dans chacun des villages. L'objet de ces protocoles était de passer en revue les objectifs du séjour de l'équipe et de discuter des aspects logistiques. Le fait que la paroisse partenaire était très connue dans la région pour ses actions d'aide alimentaire durant les périodes difficiles avait suscité certaines attentes dans ce sens à Impiron. Pour éviter toute confusion, le protocole initial au niveau du village comprenait une longue description de ce qui distinguait la RRA du programme d'aide d'urgence. Il a ensuite été demandé aux villageois si l'équipe devait rester ou partir pour revenir plus tard. À une très large majorité, ils ont accepté (probablement pour des raisons d'hospitalité) que l'équipe reste et le travail sur le terrain a pu commencer sans problème majeur et avec un niveau élevé de participation volontaire.

Néanmoins, mener des travaux de recherche durant une période de sécheresse a des répercussions sur l'étude et sur ses résultats. L'un des avantages de cette situation était que cela a permis d'évaluer les réactions d'adaptation des gens en période de pénurie alimentaire, dans la mesure où nombre de ces stratégies ont été employées durant le séjour de l'équipe au village. L'inconvénient était qu'il était plus difficile d'évaluer ce qui se passe en temps normal. En outre, certains des groupes les plus vulnérables avaient déjà quitté le village et ne pouvaient donc pas être interrogés (l'équipe a appris que dix familles entières avaient déjà quitté Impiron en raison de leur incapacité à y survivre). La RRA dispose toutefois de nombreuses stratégies pour éviter les biais, et l'étude a pu compenser les effets de cette situation par l'utilisation d'outils et techniques qui s'intéressent à des questions d'ordre temporel, comparent la situation du moment avec des années moyennes, explorent les différences de richesse, etc.

L'équipe a estimé avec satisfaction que, malgré la relative inopportunité du moment choisi pour l'étude, la RRA lui avait permis de recueillir des renseignements utiles et que la voie était ouverte au lancement d'activités

de planification dans les villages, ce qui était l'un de nos objectifs. Les villageois étaient très satisfaits de ce qu'ils nous avaient enseigné et de ce que nous avions appris. En effet, ils ont très bien compris que ce séminaire était différent de ceux organisés par le passé dans la mesure où les intervenants étaient là pour apprendre, non pour enseigner, et que c'était eux, les villageois, qui dirigeaient les travaux.

La séance d'évaluation à la fin de la RRA, au cours de laquelle les résultats des activités et les principales leçons tirées ont été



présentées, a donné lieu à un débat animé où les villageois ont fait part de leur souhait de s'attaquer à divers problèmes abordés dans le cadre de l'étude sur le terrain. Des contacts réguliers entre le diocèse, la paroisse et les villageois ont été programmés et, au moment où nous écrivons, les villageois s'attachent à évaluer les informations afin de proposer des mesures à adopter au cours des prochains mois.

Contexte de l'étude de cas

Impiron est un village mixte comptant 300 ménages environ (à peu près 2000 habitants), dont la majorité sont des cultivateurs. Il comporte également une forte minorité de pasteurs masais. Comme le montre la carte ci-dessus, le village se situe dans le Maasailand, dans le district de Kajiado, non loin de la ville de Loitokitok. En raison de l'importance numérique des Masais dans la région et de l'évolution des pratiques relatives à l'utilisation des terres dans le Kajiado, la section qui suit offre une présentation plus générale des Masais et de l'évolution de l'utilisation des sols dans les régions qu'ils occupaient traditionnellement.

Les origines des Masais et leur histoire depuis l'ère coloniale

L'histoire des Masais est celle d'un double déplacement. Il s'agit tout d'abord d'un **déplacement à long terme** au IXe siècle de notre ère, lorsqu'ils ont migré vers le sud depuis le sud du Soudan jusqu'au Kenya et à la Tanzanie actuels, où ils se sont mêlés aux populations couchites indigènes. Les Masais actuels sont le produit de ce mélange. En second lieu, les Masais et leurs ancêtres ont toujours pratiqué l'élevage, ce qui a supposé des **déplacements à court terme** avec leurs troupeaux à la recherche d'eau et de pâturages.

Depuis le début de la colonisation par les Anglais au XIXe siècle jusqu'à présent, l'histoire des Masais a été marquée par des restrictions sans cesse croissantes de leur accès à la terre et aux ressources en pâturages et en eaux dont dépend leur subsistance. Le résultat actuel est une constante tension entre le besoin de modalité des Masais et la limitation sans cesse croissante des endroits qui leurs sont accessibles. Les Anglais avaient attribué aux Masais des réserves de terre mais celles-ci ont été réduites au cours du temps pour les raisons suivantes : a) l'arrivée de populations (essentiellement de cultivateurs) d'autres groupes ethniques sur les terres qu'ils occupaient traditionnellement et b) la désignation de terres en tant que réserves fauniques. Ce processus continue jusqu'à nos jours dans les régions arides et semi-arides du sud du Kenya où a été effectuée cette étude.

Parallèlement à la réduction progressive de l'espace disponible pour leurs activités pastorales, les Masais se sont vus incités à abandonner le pastoralisme traditionnel pour des entreprises d'élevage commercial. Plusieurs initiatives ont été lancées depuis les années 40 pour créer des ranchs dans lesquels les Masais pouvaient élever leur bétail de façon plus productive. Les premiers Grazing Schemes (projets pastoraux) des années 40 et 50, qui prévoyaient le développement d'une infrastructure et imposaient des quotas sur les cheptels et une gestion collective des terres, ont échoué en raison de la réticence des pasteurs à vendre leur bétail et de la surproduction qui a suivi.

Dans les années 60, le gouvernement du Kenya, avec l'appui de la Banque mondiale, a mis en place le programme actuel de ranchs collectifs dans le cadre du Kenya Livestock Development Program (KLDP, Programme kenyan de développement de l'élevage). L'introduction du concept d'élevage collectif dans le district de Kajiado avait pour objet de :

1. accroître la productivité des terres pastorales en augmentant leur exploitation (afin d'accroître les revenus)
2. réduire la proportion d'éleveurs sans terre
3. ralentir la dégradation de l'environnement résultant du surpâturage

Les Masais avaient, dans un premier temps, accepté le programme parce qu'ils voyaient leur accès aux terres de pâturage traditionnelles de plus en plus restreint au profit de cultivateurs et de réserves et parcs naturels. L'adoption du programme d'élevage collectif donnait également aux Masais accès à des prêts de développement. Toutefois, les ranchs collectifs ne se sont pas avérés être la solution espérée par les Masais et le concept a largement échoué en raison de problèmes de gestion interne et des divergences d'objectif entre les responsables chargés de la réalisation du projet et les éleveurs (par ex., la réticence des éleveurs à accepter des quotas sur les cheptels, ce qui est une notion inconnue chez les Masais). Le système d'élevage des Masais n'avait pas changé fondamentalement et nombre d'entre eux ont réclamé que les ranchs soient alors subdivisés en parcelles pour ses membres individuels.

La notion de subdivision correspond au morcellement d'un ranch collectif avec attribution de titres fonciers à des personnes particulières pour des parcelles de terrain à l'intérieur du domaine. Le concept de subdivision a été officiellement accepté par le gouvernement kenyan en 1983 et est toujours en vigueur actuellement. L'effet de la subdivision sur le bien-être des Masais ne fait pas l'unanimité. Certains affirment que la fragmentation et la vente des terres continuent à se produire à un rythme très élevé, ce qui a pour effet d'appauvrir les propriétaires de parcelles, qui cèdent leurs terres à des prix inférieurs au cours du marché. Une étude au moins (cf. Lusenaka 1996) semble indiquer que les Masais vivant dans des ranchs collectifs subdivisés ne s'en sortent pas plus mal que ceux vivant dans des ranchs collectifs. Le district de Kajiado compte encore 52 ranchs collectifs, plus que tout autre district du pays. Le problème de possession des terres et les restrictions sans cesse plus grandes sur l'accès à la terre ont induit d'importantes modifications du mode de vie des Masais (voir les changements récents ci-dessous). Mais l'analphabétisme élevé a fait que peu d'entre eux ont revendiqué des titres fonciers – en soi une situation potentiellement très injuste.

La culture masai

Les traditions culturelles des Masais ont fait l'objet d'innombrables publications et leur richesse ne saurait être explorée ici. L'objet est plutôt de présenter de façon générale les pratiques en rapport avec l'élevage et la sécurité alimentaire. La polygamie est largement pratiquée chez les Masais, la richesse d'un homme se comptant en nombre de têtes de bétail, de femmes et d'enfants qu'il possède. Ces trois facteurs sont évidemment liés, dans la mesure où la dot pour l'épouse se paye essentiellement en bétail.

La valeur des filles se mesure par leur capacité à rapporter du bétail lors de leur mariage. Ceci a un effet direct sur la disposition des hommes à bien vouloir laisser leurs filles fréquenter l'école. Et si les animaux peuvent appartenir à des femmes dans la famille, les décisions relatives à leur vente ou leur abattage reviennent au chef de famille. Les femmes ont toutefois le droit de vendre le surplus de lait.

L'idéal de la beauté humaine chez les Masais est le **moran**, ou guerrier. Ce groupe occupe une place essentielle au sein de la société masai. Les morans protègent la tribu et sont responsables de la garde et de la protection du bétail (les petits troupeaux sont gardés par des enfants). Ces guerriers jouissent d'un régime alimentaire satisfaisant sous la forme de viande et de sang fournis par collectivité. Cette forme d'autorité tournante est le secret de la perpétuation du mode de vie masai. Ce système des **morans** est jugé responsable du faible taux de scolarisation des enfants Masais, mais toutes les tentatives pour l'éliminer ont jusque là échoué. Les autorités, aussi bien le pouvoir colonial que le gouvernement du Kenya indépendant, ont essayé d'éliminer le système des **morans** car il est perçu comme la clé de voûte de traditions auxquelles le gouvernement souhaiterait mettre fin.

Moyens de subsistance des Masais

Bien que la tribu masai soit divisée en un certain nombre de clans (**Ilshon**), durant les périodes de sécheresse les membres d'un clan peuvent se déplacer sur les terres de tout autre clan pour trouver des pâturages et de l'eau pour son cheptel (bovins, moutons, chèvres et ânes). Nombre de Masais pratiquent toujours le nomadisme en raison de l'insuffisance de pâturages durant les saisons sèches et les sécheresses occasionnelles. L'absence de sources d'eau permanentes dans de vastes contrées du Maasailand fait que le bétail parcourt de grandes distances entre les points d'eau.

La gestion traditionnelle des pâturages par les Masai consiste en une simple rotation entre les zones de pacage de saison humide, où existent des plans d'eau provisoires, et les zones de pacage de saison sèche comportant des points d'eau permanents. Les bovins des Masais sont de petits zébus est-africains. Ces zébus sont privilégiés pour leur robustesse et leur résistance à la sécheresse et à diverses maladies – en particulier celles transmises par les tiques. Certains taureaux adultes sont conservés dans le troupeau en raison de leur robe, de la forme de leurs cornes ou parce qu'ils font belle allure à la tête du troupeau. Par leur robe, ces animaux ajoutent du prestige à leurs propriétaires. L'élimination de bêtes productives n'est pas pratiquée et les femelles sont conservées dans le troupeau jusqu'à leur mort. Le maintien d'une grande proportion de bétail femelle est l'un des aspects de la stratégie d'adaptation traditionnelle des Masais qui leur permet de rapidement reconstituer leurs troupeaux à la suite de pertes occasionnées par la sécheresse ou les épizooties (épidémies animales). Ce type de stratégie de gestion des risques explique en partie l'échec du programme de ranchs collectifs discuté plus haut. Alors que ce programme s'attachait à encourager les Masais à commercialiser leur bétail, la première priorité des Masais était d'assurer la durabilité de leurs troupeaux et la survie de leur moyen de subsistance face à une météorologie aléatoire et capricieuse.

Changements récents

Le mode de vie masaï, de nature communautaire, a énormément changé au cours des dernières années, en raison notamment de l'installation de non-Masaïs dans la région et des modifications résultantes en termes d'utilisation des terres sous l'effet des pressions dont il a été discuté plus haut. Le changement n'est toutefois pas uniforme. Certains Masaïs se sont établis autour de nouveaux points d'eau (mais continuent à dépendre principalement de l'élevage) alors que d'autres se sont convertis à l'agriculture. Ceux vivant toujours dans des ranchs collectifs ont conservé certains aspects de leur mode de vie nomade. Près de 95% des Masaïs dépendent encore directement de l'élevage en tant que principal moyen de subsistance.

Les structures de gouvernement évoluent également chez les Masaïs. Autrefois, les dirigeants traditionnels jouaient un rôle extrêmement important. Aujourd'hui au lieu d'être choisis par le groupe lors de réunions organisées à cet effet, les chefs sont nommés par le gouvernement. Les Masaïs sont lentement en train de reconnaître l'importance d'une éducation scolaire et la majorité d'entre eux envoient leurs enfants à l'école primaire. Chaque localité continue à avoir ses guérisseurs traditionnels, accoucheuses et officiants chargés de la circoncision ou de l'excision. Mais de plus en plus, les gens ont également la possibilité de consulter des infirmières ou des médecins dans des cliniques publiques ou privées.

La présentation générale qui précède offre une rapide description du mode de vie traditionnel des Masaïs indispensable pour comprendre les défis auxquels ils sont actuellement confrontés pour assurer leur sécurité alimentaire et le maintien de leurs moyens d'existence. Impiron est un village qui illustre nombre des changements qu'ont subi les Masaïs au cours des dernières décennies. Alors qu'une partie de la commune d'Impiron est située sur un ranch collectif, les principales zones cultivées (irriguées ou non) occupent des terres ayant autrefois appartenu à des familles masaïs. Ces terres ont été vendues à des membres d'autres groupes ethniques qui ont commencé à s'installer depuis l'extérieur à compter des années 70. À l'origine, toutes les terres appartenaient aux Masaïs, mais actuellement ils ne constituent plus qu'une minorité dans le village. Par conséquent, ce cas est d'autant plus intéressant qu'il offre un aperçu de ce qui se produit lorsque les Masaïs vendent leurs terres à des nouveaux venus et vivent en dehors du ranch collectif au sein de collectivités mixtes.

Si certains Masaïs comptent parmi les habitants les plus aisés d'Impiron, d'autres (notamment une famille qui possédait une grande part des terres non irriguées) en sont parmi les plus pauvres. Ayant perdu leurs mécanismes d'adaptation en raison d'une désagrégation de leurs structures sociales traditionnelles et de la perte de leur cheptel, ils sont pris entre deux cultures : ils ne participent pas pleinement aux activités agricoles, sans pour autant disposer d'un moyen de reconstituer leurs troupeaux. Plusieurs familles en sont réduites à travailler pour divers propriétaires terriens dans les zones irriguées pour survivre.

Présentation de la collectivité d'Impiron

Les gens

Impiron était occupé quasiment exclusivement par des Masais indigènes jusqu'au début des années 70. Au début des années 80, un nombre croissant de cultivateurs kikuyu et kamba a racheté l'essentiel des terres des Masais. Actuellement, le village compte environ 310 foyers pour une population totale de 2336 habitants. La majorité des Masais vivant au village sont toujours des pasteurs alors que les populations nouvelles sont principalement des cultivateurs engagés dans la production de cultures vivrières et commerciales, ainsi que dans diverses petites entreprises commerciales.

La situation géographique

Le village d'Impiron est situé dans la sous-localité d'Impiron au sein de la localité de Kimana, elle-même dans le sous-district de Loitokitok, du district de Kajiado, dans la pointe sud-est de la province de Rift Valley au Kenya. Le village compte 10 sources et un bon réseau routier. L'essentiel de la couverture végétale a été défriché à l'exception de quelques arbustes et acacias, essentiellement du côté est du village. Le village présente un riche sol volcanique idéal pour l'agriculture.

En matière d'activités et de production agricoles, le village présente deux zones distinctes :

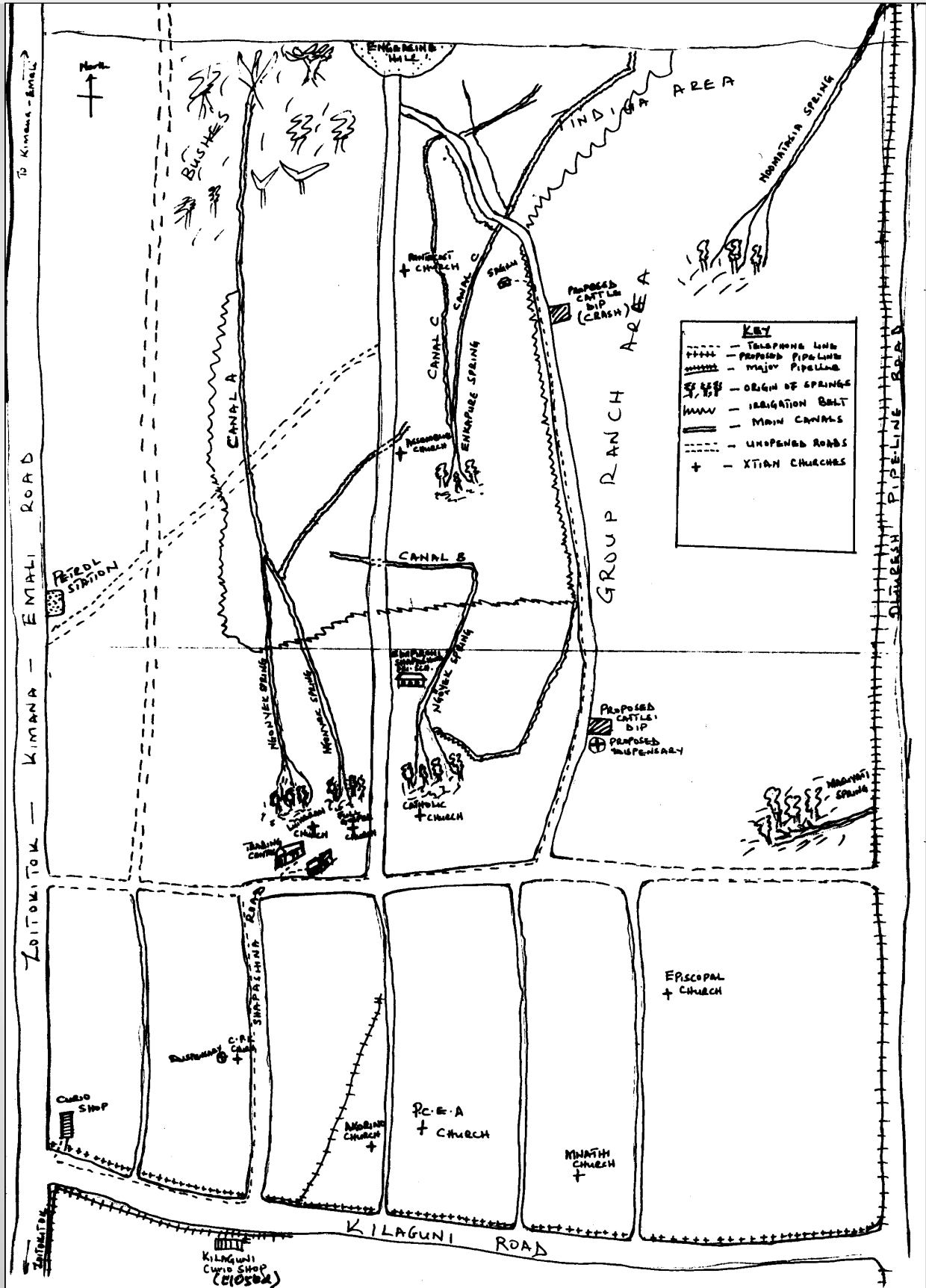
1. La « zone basse » au nord est une zone irriguée où sont cultivées diverses denrées vivrières et commerciales, notamment une variété de fruits et légumes. Les dix sources sont toutes situées dans cette zone et alimentent les trois canaux d'irrigation artificiels qui desservent toute la zone. Les fermiers de la zone basse irriguée possèdent en moyenne des parcelles de 20 à 40 ares environ alors que ceux dans la zone haute possèdent en moyenne 120 à 200 ares) (voir le détail des activités agricoles à Impiron dans l'encadré 2, page 83).
2. La « zone haute » au sud du village (haute en raison de son altitude plus élevée) ne présente aucune source d'eau qui lui soit propre et les activités agricoles qui y sont pratiquées dépendent exclusivement des précipitations.

Ces deux zones apparaissent clairement sur le plan du village dessiné par les villageois le premier jour et complété par plusieurs femmes et hommes tout au long du séjour de l'équipe. Bien que l'ensemble du village soit appelé Impiron, force a été de constater que l'existence de ces deux zones signifie que le village est en réalité la juxtaposition de deux villages. À mesure du développement de l'étude, l'équipe a pris soin de bien préciser la zone à laquelle se rapportaient les renseignements et plusieurs des activités ont été effectuées dans chacune des zones.

Plan du village d'Impiron

ZONE BASSE

ZONE HAUTE



Encadré 2

Vue d'ensemble des activités agricoles du village d'Impiron

Sols : Sols volcaniques **Précipitations :** Bimodales – Grande saison des pluies d'octobre à décembre, petite saison des pluies de mars à avril

En termes d'activités agricoles, le village d'Impiron est divisé en deux zones :
une zone haute non irriguée et une zone basse irriguée.

I. Zone basse irriguée – zone agricole mixte présentant des activités de culture et d'élevage tout au long de l'année. Les exploitations disposent en moyenne de 3 à 4 heures d'accès à l'eau pour l'irrigation tous les 14 jours.

- **Population** – 210 familles environ
- **Avoirs fonciers** – 20 à 40 ares en moyenne par famille
5 % des familles environ possèdent plus de 80 ares
10 % des familles environ louent également des terres dans la zone haute les bonnes années
- **Cultures commerciales** – Oignon, tomate, mangue, orange, chou fourrager et chou blanc
- **Cultures vivrières** – Mais, haricot, pomme de terre, chou fourrager
- **Élevage** – Bovins (zébus locaux, vaches de race importées (Ayrshire) et divers croisements), chèvres, volaille et lapins
- **Production** – Oignon : 21 000 à 24 500 kg/ha/an (sur la base de 2 récoltes par an)
Tomate – 42 500 à 52 500 kg/ha/an (sur la base de 2 récoltes par an)
Lait : Zébu local 1 à 2 litres par jour
Ayrshires 6 à 12 litres par jour
Croisements 4 à 6 litres par jour
- **Handicaps :**
Fréquence élevée de maladies des plantes et de parasites
Les fournitures agricoles, engrais, pesticides et semences, sont chères
Cycles de rotation des cultures courts
Absence de coopérative pour commercialiser les produits entraînant une exploitation par des intermédiaires
Perte de l'eau d'irrigation par infiltration

II. Zone haute non irriguée

- **Population** – 100 familles environ
- **Avoirs fonciers** – 120 à 200 ares en moyenne par famille de cultivateurs
- **Cultures** – Mais et haricots à la fois en tant que cultures vivrières et commerciales
- **Élevage** – Bovins (zébus locaux, vaches de race importées et divers croisements), quelques chèvres, volaille
- **Production** – (bonnes années) :
Mais : 10 à 15 sacs (de 90 kg chacun), soit 2250 à 3350 kg/ha
Haricots : 9 à 10 sacs, soit 2025 à 2250 kg/ha
- **Consommation** – en supposant une proportion haricots/maïs de 1:3 dans l'alimentation, pour une famille moyenne de 7 personnes – 2 adultes et 5 enfants de 5 à 12 ans :

Consommation des adultes :	Maïs	180 à 270 kg/an
	Haricots	60 à 90 kg/an
	Total	240 à 360 kg/an
Consommation des enfants :	Maïs	90 à 135 kg/an
	Haricots	30 à 45 kg/an
	Total	120 à 180 kg/an
Consommation du ménage :	Maïs	810 à 1215 kg/an
	Haricots	270 à 405 kg/an
	Total	1080 à 1620 kg/an soit 1350 kg/an en moyenne
- **Handicaps :**
Diversification limitée des exploitations agricoles
Machines agricoles peu adaptées à la culture des terres
Les semences sont chères
Sécheresses prolongées à intervalles réguliers

La différence entre les deux zones illustre également le développement historique du village. Le village entier, comme cela est expliqué plus haut, était à l'origine occupé par des pasteurs masais, puis des activités agricoles ont commencé à se développer dans la zone basse lorsque des nouveaux venus se sont installés dans la région et ont racheté des terres aux Masais à la fin des années 60 et au début des années 70 (voir l'historique en Annexe 2).

Rapidement, des comités d'irrigation se sont formés pour gérer l'affectation de l'eau aux propriétaires fonciers dans la zone basse et, à mesure que le temps a passé et qu'une population de plus en plus nombreuse s'est installée dans cette zone, le rôle de ces comités est allé croissant. Les occupants actuels jugent très restreintes les possibilités d'expansion supplémentaire des activités agricoles dans cette zone en raison de la limitation des ressources en eau. Les exploitants agricoles implantés dans cette zone comptent quelques familles masais indigènes mais, pour l'essentiel, il s'agit de nouveaux venus en provenance d'ailleurs.

À l'exception de quelques fermes apparues dans les années 70, la zone haute était essentiellement couverte de pâturages jusqu'au début des années 80. La population actuelle de ces zones est constituée quasiment exclusivement de familles immigrées en provenance d'autres régions du pays.

Les ventes de terres et le défrichement pour l'agriculture n'ont réellement débuté qu'au milieu des années 80 mais ont été ralentis par des sécheresses prolongées au cours des dernières années. Les villageois s'accordent à dire que les terres de cette zone sont potentiellement plus fertiles que celles de la zone basse mais la production est freinée par le manque de pluies. L'encadré 2 (page 83), qui résume les renseignements recueillis lors de conversations avec des villageois au cours de marches d'exploration et à l'occasion d'interviews semi-structurés avec des fonctionnaires des secteurs agricoles et vétérinaires, offre des détails sur les activités de culture et d'élevage limité dans chacune des zones. Ces données font apparaître que, si la zone basse produit de grandes quantités de denrées commerciales de grande valeur, la zone haute est une zone productrice de denrées de base potentiellement excédentaire⁵. Une grande part des terres dans la partie orientale de la zone haute (voir cette zone sur le plan page 82, à proximité du pipeline d'Olturesh et de la route de Kilaguni) sert encore essentiellement de pâturage et n'a pas encore été défrichée pour l'agriculture.

Le plan montre également les infrastructures essentielles du village, notamment l'école primaire (jusqu'à la 8^{ème} année), qui constituait un important sujet de conversation parmi les villageois. L'école, située dans la zone basse, symbolise à la fois les possibilités et les frustrations de nombre d'entre eux – notamment des habitants de la zone haute. Si les villageois reconnaissent volontiers l'importance qu'il y a à offrir à leurs enfants des perspectives d'avenir en dehors d'Impiron, ils se sentent souvent frustrés face au coût de la scolarisation – en particulier en période de sécheresse. Les jeunes ont discuté de ces sentiments contradictoires au cours d'une

⁵ Les chiffres de production de la zone haute correspondent à une année où les pluies sont suffisantes.

activité les concernant et ont fait part de leur souhait de bénéficier d'une formation plus pratique parallèlement à l'enseignement théorique dispensé à l'école.

L'autre question d'infrastructure importante concerne l'alimentation en eau du village. Les sources de la zone basse servent non seulement à l'irrigation mais également à la consommation des ménages et du bétail dans le village. Aucune des sources n'est protégée et, à l'exception des canaux à écoulement par gravité, il n'existe aucun réseau de canalisations d'eau. Le pipeline d'Olturesh traverse Impiron (voir sur le plan) mais le village n'a pas accès à son eau. L'un des plans proposés consisterait à prélever de l'eau du pipeline pour la consommation domestique des ménages de la zone haute (voire même basse) (voir ci-dessous). Le développement d'un réseau d'eau plus approprié et protégé compte parmi les préoccupations de nombreux villageois.

L'organisation sociale

L'histoire relativement récente d'Impiron et l'arrivée de nombreux groupes extérieurs disparates ont influé de façon notable sur le développement et l'organisation actuelle du village. La comparaison avec Oln'gosua (l'autre village étudié par des méthodes de la RRA) fait ressortir l'existence à Impiron de beaucoup plus d'institutions officielles mais un partage informel des ressources beaucoup moins répandu. Ces aspects sont mis en évidence dans les **diagrammes de Venn** ci-dessous, réalisés l'un par des femmes, l'autre par des hommes.

Diagramme de Venn des femmes

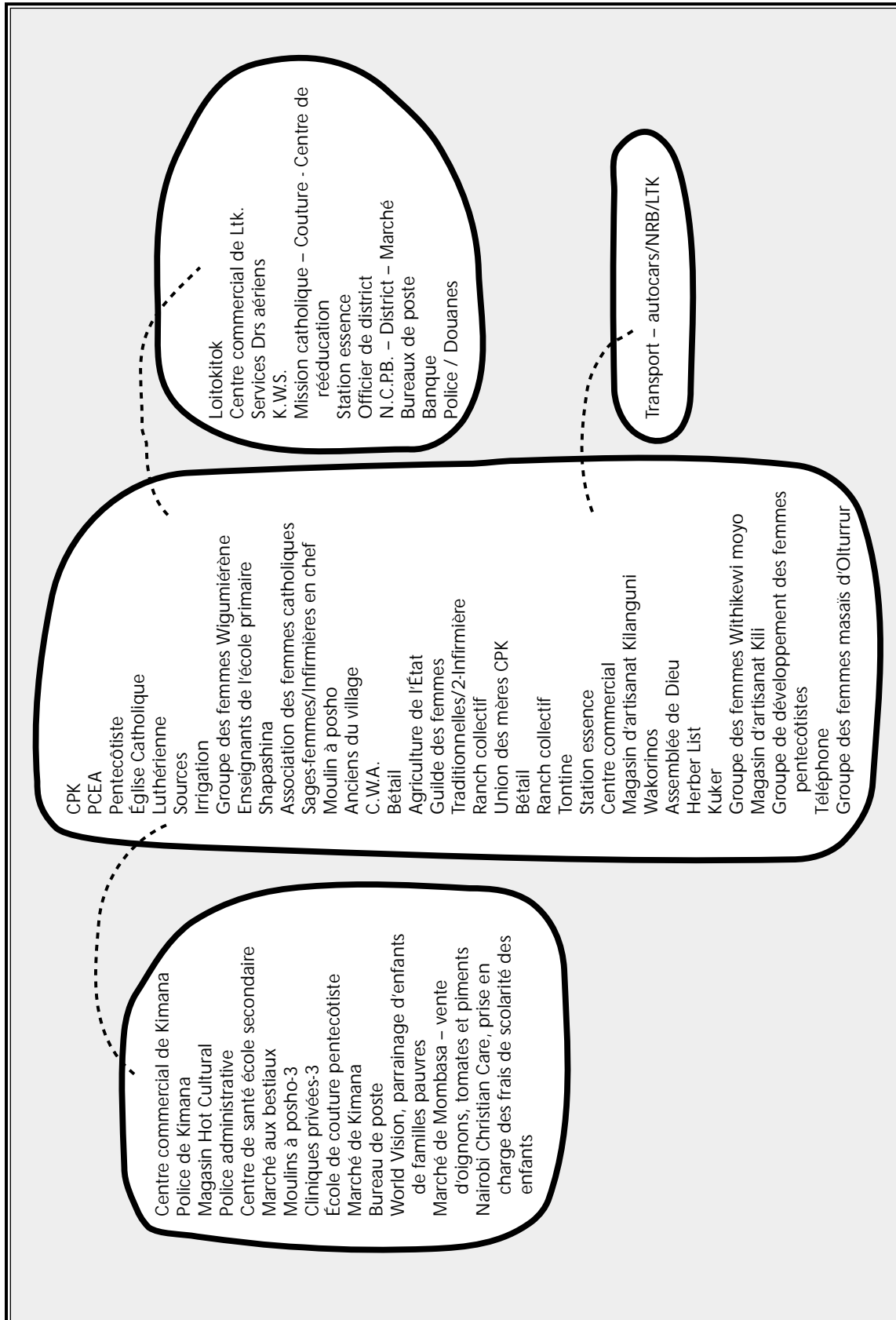
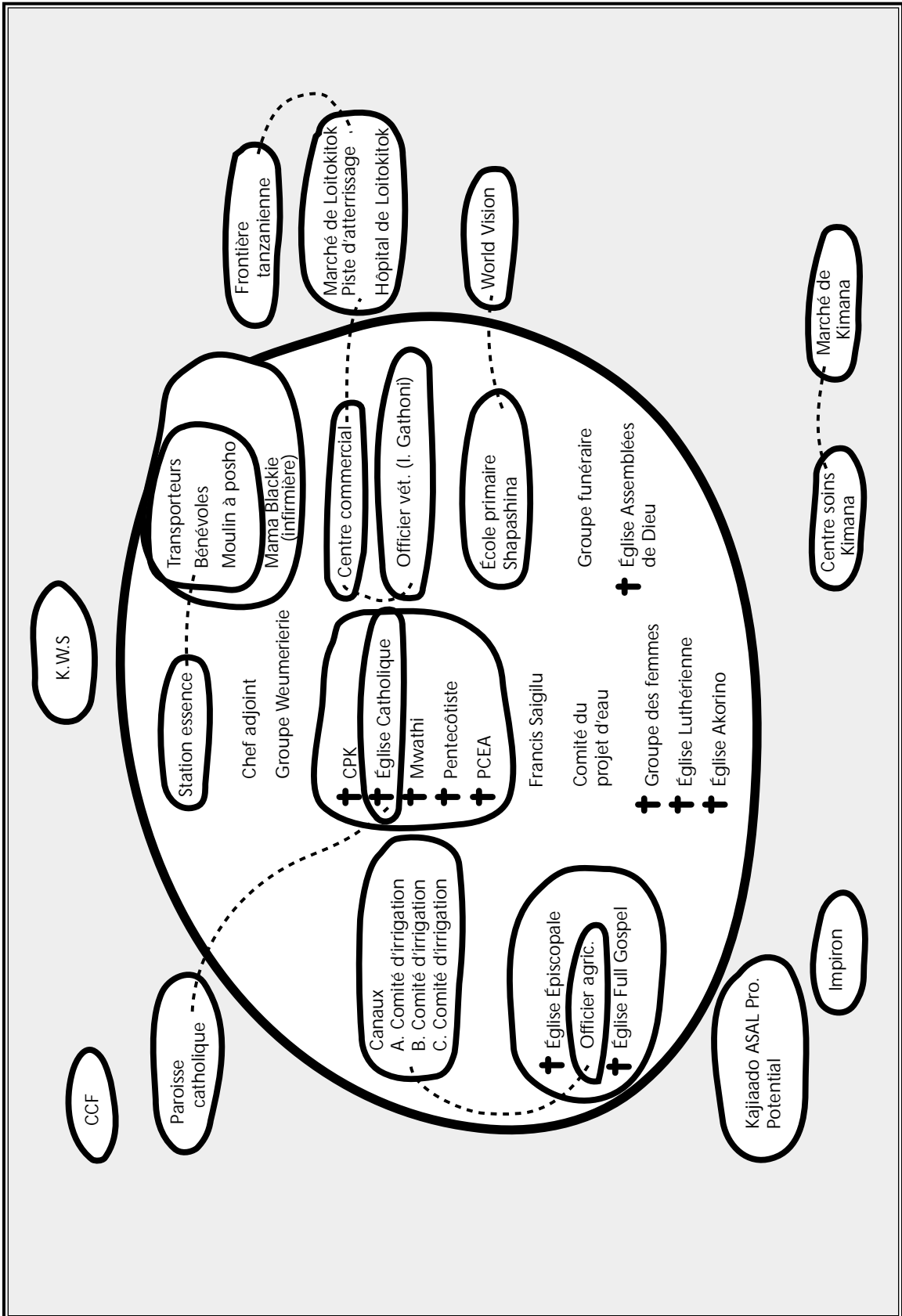


Diagramme de Venn des hommes



Les institutions religieuses dominent le **diagramme de Venn**. La majorité d'entre elles disposent d'organisations de femmes offrant assistance aux membres les plus démunis de ces églises. Il existe une certaine collaboration entre quelques-unes des églises pour faire face aux besoins de la collectivité alors que d'autres agissent de façon indépendante et n'ont de rapports avec personne si ce n'est leurs propres membres.

En plus des institutions religieuses existent divers groupes de femmes formés autour d'un système de tontine. Ce système prévoit que les participantes contribuent chacune à une cagnotte commune et reçoivent le montant total de la cagnotte à tour de rôle. Les femmes ont indiqué que de telles organisations sont conçues uniquement pour répondre aux besoins de leurs propres membres. Il existe aussi un groupe funéraire qui collecte de l'argent pour le remettre aux familles devant enterrer l'un des leurs.

En plus de ces groupes, qui apportent une certaine aide aux habitants du village, les structures les plus importantes au sein du village sont les comités d'irrigation et le conseil des anciens (de l'avis des femmes). Les premiers ont pour seule mission d'attribuer les temps d'irrigation et d'entretenir les trois canaux d'irrigation. Le conseil des anciens intervient dans les litiges fonciers et autres. Parallèlement à ces groupes officiels, tous les participants aux discussions ont souligné le rôle très important joué par les dix villageois considérés les plus riches. Les contributions de ces personnes aisées passent par la mise à disposition de leurs véhicules et autres ressources pour aider les villageois dans le besoin. Ainsi, en dépit de la nature apparemment officielle des structures internes, les riches jouent un rôle informel important dans l'assistance aux villageois qui sont dans le besoin.

Alors que l'étude montre un partage informel réduit dans l'ensemble et, en particulier, un partage informel de nourriture limité, elle indique également que l'arrivée des nouveaux venus a donné lieu à divers litiges avec les Masais indigènes. L'histoire d'Ole P. (voir encadré page 98) illustre ce type de problème. L'équipe a également appris qu'un litige entre les premiers habitants et les nouveaux venus a perturbé le fonctionnement d'un important comité villageois travaillant au développement des ressources en eau en rapport avec le pipeline d'Olturesh. Ainsi, le caractère relativement récent du village se traduit par des pratiques de partage des ressources beaucoup moins informelles et plus officialisées, ainsi que par un plus grand risque de litiges entre les premiers occupants et ceux venus de l'extérieur. Ceci semble avoir un effet sur la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables du village.

Les relations extérieures essentielles indiquées par les femmes et les hommes ont trait à la vie économique du village, notamment les lieux de marchés (voir le **diagramme de Venn** ci-dessus), les emplois temporaires et autres institutions intervenant dans la vie économique du village (paroisse, ASAL et World Vision, par ex.). Les hommes de la zone haute ont souligné, en particulier, l'importance des différentes villes frontalières tanzaniennes où nombre d'hommes vont chercher du travail – surtout durant les années de sécheresse. Un grand nombre de familles envoie certains de ses membres dans ces villes pour y travailler. Il y a également

des marchés dans lesquels les produits de la zone irriguée peuvent être vendus et des aliments de base achetés en période de sécheresse.

L'impact des récentes sécheresses

Si les origines du village sont relativement récentes, il a néanmoins subi d'importants changements en raison, notamment, de la sécheresse des quatre dernières années. Les cultivateurs de classe moyenne sont de plus en plus contraints à accepter des emplois temporaires auprès d'autres personnes alors que certaines des familles les plus pauvres en sont littéralement réduites à un état de mendicité. Certaines familles ont simplement quitté le village. Les Masais indigènes ont assisté à de profonds changements (voir plus haut), entamés bien avant la dernière sécheresse mais qu'elle a indéniablement aggravés. Nombreux sont ceux qui ont perdu l'essentiel de leurs troupeaux et occupent des emplois agricoles temporaires ou de garde de troupeau pour d'autres, ou encore se sont convertis à l'agriculture mixte à petite échelle.

Les familles possédant des terres dans la zone haute uniquement sont les plus touchées car elles n'ont pas la possibilité de compenser le manque de pluies par l'irrigation, à l'instar des propriétaires de la zone basse⁶. Il s'agit essentiellement d'immigrants récents originaires d'autres régions du Kenya attirés par le bas prix des terres dans les années 80. Ceci ne signifie pas que les propriétaires de la zone basse sont à l'abri des effets de la sécheresse. Au contraire, les limitations d'accès à l'eau d'irrigation rendent nombre d'entre eux également vulnérables. Ces aspects sont abordés de façon plus détaillée dans les sections qui suivent.

Production alimentaire et habitudes de consommation

La distinction entre les deux zones (voir encadré 2, page 83) est essentielle pour comprendre les traits importants de la production et de la consommation alimentaires dans le village.

Production alimentaire dans les zones haute et basse

Le **diagramme de sécurité alimentaire** ci-après met en évidence la plus grande diversité des denrées produites dans la zone basse par rapport à la zone haute. Alors que la zone haute produit essentiellement du maïs et des haricots (certaines familles possèdent aussi des vaches laitières), la zone basse les cultive également (en plus petites quantités), ainsi que des fruits et légumes destinés à la revente (voir encadré 2). Durant les années de pluies abondantes, la zone haute semble obtenir de bien meilleurs résultats que la zone basse et près de 10 % des familles de la zone basse louent alors des terres dans le village haut. Ces années-là, les cultures commerciales dans la zone basse sont limitées par la plus grande proportion de produits gâtés suite aux fortes pluies.

⁶ Il convient de préciser que les sources souterraines alimentant la zone irriguée proviennent du Mont Kilimandjaro, où les précipitations n'ont pas diminué durant les récentes années de sécheresse. Certaines inquiétudes se manifestent quant à la baisse de niveau de ces sources en raison de ponctions toujours plus importantes des nappes souterraines plus en amont au cours des dernières années.

Diagramme de sécurité alimentaire - Hommes

ZONE BASSE

DENRÉES PRODUITES

1. Maïs
2. Haricots
3. Oignons
4. Légumes
5. Fruits
6. Poulets et œufs
7. Pommes de terre
8. Lait
9. Patates douces
10. Bananes
11. Canne à sucre

Denrées les plus importantes pour la consommation

- | | |
|-------------|--------------------|
| 1. Maïs | 6. Pommes de terre |
| 2. Haricots | 7. Fruits |
| 3. Légumes | 8. Tomates |
| 4. Lait | |
| 5. Bananes | |

DENRÉES ACHETÉES

Sources de revenu

1. Vente d'oignons
2. Vente de tomates
3. Vente de légumes
4. Vente de fruits
5. Vente de poulets
6. Vente de lait
7. Vente d'œufs
8. Vente de bananes
9. Vente de chèvres
10. Emplois temporaires
11. Vente de canne à sucre
12. Nom des employeurs
13. Envois de fonds
14. Aide alimentaire

Denrées achetées

- | | |
|----------------------|--------------------|
| 1. Maïs | 6. Sel |
| 2. Haricots | 7. Viande |
| 3. Canne à sucre | 8. Pommes de terre |
| 4. Graisse à friture | 9. Thé en vrac |
| 5. Lait | 10. Pain |

Autres dépenses

1. Achat de semences
2. Pesticides
3. Engrais
4. Préparation des terres
5. Frais de scolarité
6. Habillement
7. Santé
8. Transports
9. Contributions
10. Location de terres

Sources de revenu importantes

- | | |
|------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Emplois temporaires | 3. Vente de chèvres et de moutons |
| 2. Vente de poulet et d'œufs | 4. Emprunts auprès d'amis |

Utilisation des revenus importants dans les deux zones

- | | | | | |
|-----------------|---------------------------|--------------|-----------------------|----------|
| 1. Alimentation | 2. Préparation des terres | 3. Éducation | 4. Location de terres | 5. Santé |
|-----------------|---------------------------|--------------|-----------------------|----------|

ZONE HAUTE

DENRÉES PRODUITES

1. Maïs
2. Haricots
3. Pommes de terre
4. Petits pois
5. Lait
6. Œufs
7. Poulets
8. Viande

Bonne année

1996-1997

1. Poulet
2. Œufs
3. Lait
4. Viande (occasionnellement)

Denrées les plus importantes pour la consommation

- | | |
|--------------------|-----------|
| 1. Maïs | 4. Œufs |
| 2. Haricots | 5. Poulet |
| 3. Pommes de terre | 6. Lait |

DENRÉES ACHETÉES

Sources de revenu

1. Emplois temporaires
2. Vente de poulets
3. Vente de chèvres
4. Emprunts auprès d'amis
5. Cadeaux de la part d'amis
6. Achat et revente de légumes
7. Aide alimentaire

Autres

1. Envois de fonds
2. Employeurs
3. Petites affaires
4. Vente de vaches

Denrées achetées

- | | |
|----------------------|--------------------|
| 1. Maïs | 7. Pommes de terre |
| 2. Haricots | 8. Lait |
| 3. Légumes | 9. Thé en vrac |
| 4. Canne à sucre | 10. Fruits |
| 5. Graisse à friture | 11. Viande |
| 6. Sel | 12. Pain |

Autres dépenses

1. Alimentation
2. Achat de semences
3. Pesticides/insecticides
4. Préparation des terres
5. Frais de scolarité
6. Habillement
7. Santé
8. Transports
9. Contributions
10. Location de terres

Les hommes de la zone basse ont indiqué que durant les années de sécheresse il leur est possible de récolter plus de denrées commerciales car ils peuvent planter tout au long de l'année. Toutefois, durant ces années de sécheresse, ils subissent une plus grande menace de destruction des cultures par des animaux sauvages qui entrent dans les champs à la recherche de nourriture. Durant les années sèches, la zone haute ne connaît que peu voire pas de récolte et les cultivateurs sont dans l'obligation de rechercher d'autres formes de revenus. Leur première stratégie est de trouver des emplois rémunérés dans la zone basse. Ces aspects sont illustrés dans le diagramme de sécurité alimentaire, où les principales sources de revenus pour la zone haute (ceci ne concerne que la période de sécheresse actuelle) sont les emplois temporaires et la vente limitée de denrées – essentiellement des ventes de liquidation de poulets et de chèvres.

Alors que les habitants de la zone basse peuvent faire pousser du maïs et des haricots, le diagramme montre que, même durant les bonnes années, ils doivent compléter leur production par l'achat de ces aliments de base. Ils utilisent pour cela les bénéfices de la vente des cultures commerciales. Il est intéressant de noter que les familles de la zone haute achètent également du maïs et des haricots, même durant les années suffisamment pluvieuses, bien qu'elles en produisent des quantités dépassant leurs besoins alimentaires. Ceci est dû au manque d'infrastructures de stockage dans la zone haute et à leur habitude de vendre leur production de maïs et de haricots immédiatement après la récolte. Par conséquent, en dépit de ce surplus de production les bonnes années, leur situation alimentaire n'est pas aussi sûre qu'on pourrait le croire.

Habitudes de consommation

La principale différence entre les deux zones en termes de consommation semble être le fait que les habitants de la zone basse consomment des fruits et des légumes plus fréquemment que ceux de la zone haute. Ceci n'est pas surprenant, compte tenu de la plus grande disponibilité de ces denrées dans ces exploitations. Les calendriers de consommation indiquent que les deux zones diffèrent très peu quant à l'aspect saisonnier de leur alimentation. Ceci est visible dans les **calendriers d'activités agricoles/consommation** dressés par les femmes et par les hommes de la zone haute (voir les tableaux des pages 92 et 93).

Bien que les femmes aient souligné de façon plus claire les différences dans l'alimentation des familles pauvres, moyennes et riches, les hommes et les femmes se sont accordés à dire que l'alimentation des gens ne change quasiment pas tout au long de l'année. Les seules différences saisonnières concernent l'origine des aliments consommés. Durant la période qui suit la récolte, les gens consomment ce qu'ils ont cultivé alors qu'à d'autres moments ils achètent même les aliments de base du type maïs et haricots pour les raisons invoquées plus haut. Dans la zone basse, certains fruits et légumes sont parfois consommés en plus grandes quantités durant la saison sèche (les années sans sécheresse) mais la consommation de maïs et de haricots reste la même tout au long de l'année.

Calendrier Activités agricoles/consommation – femmes

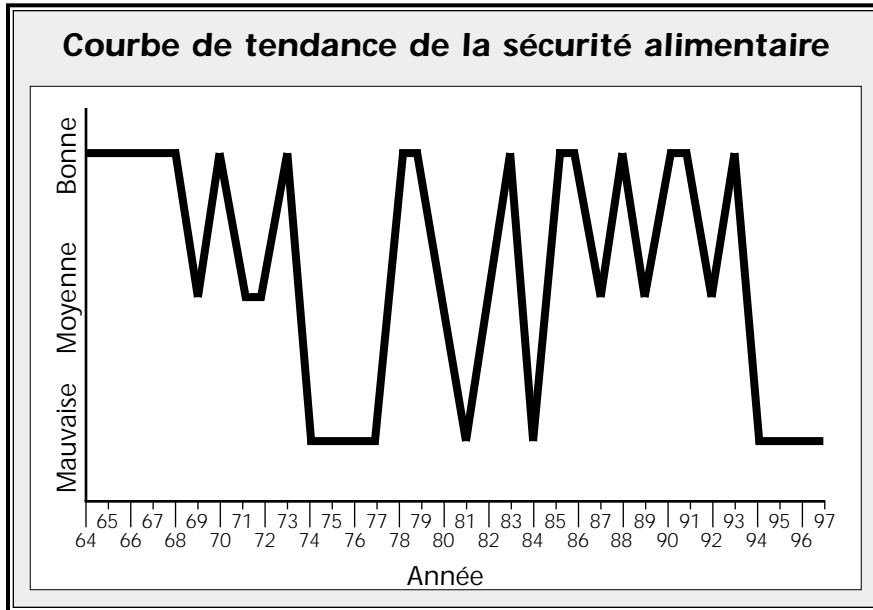
Activité	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.
Prép. terres										X	X	
Semis												X
Maïs												X
Haricots	X				X							X
Millet	X											
P. de terre	X		X									
Petits pois	X											
Sarclage		X				X						
Récolte						X	X					
Maïs						X	X					
Haricots			X	X				X				
Achats HH									X			
Repas	Bonne année – 3 repas/jour											
Famille moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Petit déjeuner : thé avec <i>uji</i> et restes • Déjeuner : <i>githeri</i> ou <i>ugali</i> (sinon : <i>chapo</i> – avec pommes de terre et légumes) • Dîner : <i>githeri</i> ou <i>ugali</i> (sinon : <i>chapo</i> – avec pommes de terre et légumes) 											
Famille riche	<ul style="list-style-type: none"> • Petit déjeuner : thé, lait, avec <i>uji</i>, œufs, pain • Déjeuner : <i>githeri</i>, <i>ugali</i>, <i>chapo</i>, riz • Dîner : viande et plus de légumes – pas de restes 											
Famille pauvre	<ul style="list-style-type: none"> • Petit déjeuner : <i>uji</i> – sans sucre • Dîner : <i>uji</i> – sans sucre, <i>githeri</i> ou <i>ugali</i> 											

Calendrier Activités agricoles/consommation - hommes													
	Saison pluvieuse longue			Saison sèche courte		Saison pluvieuse courte			Saison sèche longue				
	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	
Activités	Semis, début sarclage	Sarclage haricots, maturation		Récolte haricots	Semis haricots, Début récolte maïs	Sarclage haricots, récolte maïs	Sarclage		Mois froids Récolte haricots			Prépar. terres	Début semis
Nombre de repas lors d'une bonne année 1993	Deux repas					plus petit déjeuner (thé ou gruau)							
Mauvaise année 1992/96	Le petit déjeuner est un luxe, composition similaire aux bonnes années mais quantités moindres					Un repas Tous les aliments sont achetés							
Composition des repas													
Petit déjeuner	Thé ou gruau												
Déjeuner	Maïs, haricots, pommes de terre, légumes, tomates le cas échéant												
Dîner	Semblable au déjeuner ou <i>ugali</i> avec légumes de la ferme												
	Les enfants mangent régulièrement à satiété à table												
Stratégies d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> • Emprunts • Emplois temporaires (pas toujours disponibles) • Saut de repas • Aide alimentaire du gouvernement kenyan (correcte mais négligeable) 												

Si les régimes alimentaires dans le village ne présentent pas un caractère saisonnier marqué, ils connaissent par contre de très fortes variations d'une année sur l'autre liées exclusivement aux précipitations et touchant plus la zone haute que la zone basse. En effet, les hommes de la zone basse déclaraient n'être globalement pas touchés par la sécheresse en termes de consommation alors que ceux de la zone haute parlaient de bonnes, moyennes et mauvaises années à la fois en termes de production et de consommation. Ceci est clairement illustré dans le calendrier de consommation des hommes, qui comporte deux repas quotidiens plus un petit déjeuner durant les années bonnes et moyennes, mais seulement un repas sans petit déjeuner les mauvaises années (à l'exception des familles riches de la zone haute qui peuvent toujours acheter à manger).

Les changements dans l'alimentation sont dus à la fois à la faiblesse de la production et au fait que les possibilités de revenu au moyen d'emplois rémunérés sont plus limitées durant les périodes de sécheresse, lorsque chacun cherche du travail. La composition de base des repas est la même entre les bonnes et les mauvaises années, par contre les portions et le nombre de repas sont réduits.

Lors de la réalisation du profil historique (voir Annexe 2), un groupe d'hommes de la zone haute a déclaré qu'une bonne année était une



année durant laquelle les gens et les animaux avaient suffisamment à manger, les gens étaient heureux et en bonne santé et les relations au sein de la famille étaient solides. Durant ces années, les gens mangent trois repas par jour (petit déjeuner compris).

Les années moyennes se caractérisent par

une alimentation suffisante mais pas excessive. Ces années-là, les gens ont moins de denrées à vendre mais prennent toujours trois repas par jour.

Durant les mauvaises années (comme celles depuis 1993), lorsque les pluies sont insuffisantes, de nombreux animaux meurent, les cultures se dessèchent et les animaux sauvages (éléphants et zèbres, par ex.) détruisent les champs. Ces années-là, les gens mangent un ou deux repas par jour.

La **courbe de tendance de la sécurité alimentaire** montre comment les hommes classent les années écoulées depuis 1964 sur cette échelle. Le tracé indique que les mauvaises périodes se produisent plus ou moins tous les dix ans et également qu'elles s'étendent sur trois années consécutives ou plus. On peut donc s'attendre à ce que la vulnérabilité des familles de la zone haute constitue une situation relativement courante et régulière.

Encadré 3

Mama M. est arrivée à Impiron vers 1977. Elle était originaire de la région de Ngong ; en tant que cultivateurs, elle et sa famille étaient intéressés par le potentiel agricole et les terres bon marché d'Impiron. Les M. se sont installés dans la zone basse d'Impiron, dans la vallée arrosée toute l'année par 3 sources dont l'eau provient du Mt Kilimandjaro. Mama M. a obtenu une petite parcelle de terrain auprès d'un propriétaire masai pour construire sa maison et cultiver des denrées alimentaires. En outre, elle loue deux petites parcelles qu'elle cultive également. Les M. habitent une maison en terre de deux pièces à toit de chaume et sol en terre battue.

Au cours des 20 années écoulées, les enfants de Mama M. ont tous grandi et quitté la maison. Actuellement, Mama M. reste seule à Impiron avec 4 petits-enfants de 2 à 18 ans et un arrière-petit-enfant de 4 semaines environ. Sur tous ses enfants, l'un est mort, la laissant avec 2 petits-enfants, et deux autres lui envoient quelques fonds pour l'aider à nourrir les enfants.

Bien que les M. vivent dans la vallée et qu'ils aient la possibilité d'irriguer, les maigres ressources de Mama M. ne suffisent pas à payer les fournitures (engrais, insecticides, par ex.) nécessaires à la culture de denrées commerciales ou à l'élevage. De fait, jusqu'à il y a trois ans, Mama M. parvenait uniquement à cultiver du maïs et des haricots en quantités suffisantes pour nourrir sa famille. Depuis 1993, toutes les denrées alimentaires consommées par la famille sont achetées. Mama M. occupe des emplois temporaires dans d'autres exploitations de la zone basse (sarclage, creusage, par ex.). En outre, jusqu'à la naissance de son bébé, l'aînée de ses petites-filles travaillait en tant que bonne à Nairobi. Ajouté aux envois de fonds mentionnés plus haut, ce revenu permettait à Mama M. d'acheter du maïs, des haricots et de la farine de maïs pour préparer l'*ugali*, et quelques fruits (bananes) et légumes (chou fourrager) pour nourrir les enfants. Lorsqu'elle dispose de fonds supplémentaires, Mama M. achète des pommes de terre ou du riz pour les plus jeunes.

Depuis 1993, la dernière année où Mama M a fait pousser du maïs et des haricots sur ses 3 petites parcelles de terrain, les rentrées d'argent du ménage ont sensiblement diminué. Tous les revenus sont dépensés en nourriture : les enfants ne sont pas scolarisés et il n'y a pas de surplus d'argent pour les soins de santé. Mama M. ne peut plus se permettre 3 grands repas par jour. Durant ces temps difficiles, les enfants mangent toujours 3 fois par jour, mais il s'agit plus souvent d'*ugali*, de chou fourrager et de gruau que de maïs et de haricots. Les enquêteurs pressentent en outre que les portions sont plus réduites que durant les années de récolte abondante.

L'insécurité alimentaire liée aux variations de précipitations d'une année sur l'autre ne se limite toutefois pas aux familles de la zone haute. Les familles de la zone basse ne consomment pas toutes de grandes quantités de légumes et ne disposent pas toutes de réserves de denrées ou de revenus pour en obtenir. La zone basse comporte des familles pauvres et vulnérables en dépit de la sécurité offerte par la culture en terrain irrigué. Alors que les gens de la zone haute incluent dans leur définition de la richesse le fait d'avoir un emploi rémunéré (ce qui n'est le cas que pour 10 à 15 familles du village) et une parcelle dans la zone irriguée⁷, les hommes de la zone basse reconnaissent que le fait de posséder un terrain n'est pas une garantie de richesse.

⁷ 13 familles de la zone haute possèdent des parcelles dans la zone basse et 30 autres y louent régulièrement des terres.

Environ 1/4 des ménages de la zone basse ont été déclarés pauvres lors des exercices de classement en fonction de la richesse et la moitié de ce groupe possède des terres. ***Par conséquent, la pauvreté n'est pas uniquement une question de défaut de terre à soi, mais elle est également liée à l'incapacité de cultiver les terres possédées.*** Les propriétaires fonciers de la zone basse qui sont pauvres soit n'ont pas les moyens financiers d'acheter les fournitures du type pesticides ou engrais soit n'ont que peu voire pas accès à l'eau d'irrigation.

Mama M., dont l'histoire est présentée dans l'encadré 3, est un exemple d'agricultrice n'ayant pas les moyens de payer les fournitures nécessaires pour valoriser ses terres. L'équipe a également rencontré plusieurs familles n'ayant aucun accès à l'eau d'irrigation. Une famille masai possède 4 hectares de terrain dans la zone basse mais n'a aucun droit d'irrigation ayant vendu ceux-ci en même temps que d'autres parcelles adjacentes. Par conséquent, cette famille vit dans des conditions comparables aux familles de la zone supérieure qui dépendent complètement des précipitations pour cultiver la terre.

Les récentes sécheresses ont mis en évidence la vulnérabilité des familles de la zone haute qui ne possèdent pas de terres dans la zone basse. La majorité des familles de la zone haute n'ont rien récolté depuis trois ans. Le résultat est que certaines familles autrefois de classe moyenne sont devenues pauvres. La situation à laquelle font face ces familles est illustrée par le cas de la famille K. N. (encadré 4 ci-contre). De telles familles se sont retrouvées dans l'obligation de rechercher des emplois temporaires dans la zone basse pour pouvoir acheter de la nourriture au cours des récentes périodes de sécheresse. Bien que ces emplois à court terme leur permettent de survivre, ils s'estiment vulnérables et frustrés de ne pas pouvoir cultiver leurs terres pourtant très fertiles. Comme le déclarait l'un d'eux : « Nous sommes cultivateurs, nous voulons cultiver. »

Encadré 4

La famille K.N. s'est établie à Impiron en 1973, alors qu'il y avait seulement deux autres familles d'immigrants dans la région. La famille comprend l'époux, l'épouse, 8 enfants et 6 petits-enfants. Quatre de ces petits-enfants ont été abandonnés par l'une des filles dont la famille n'a actuellement aucune nouvelle. La famille cultive 4,4 hectares : plus de 3 d'entre eux sont de bonnes terres agricoles alors que le reste est constitué de terrains rocaillieux à fortes pentes. La maison principale de la famille est construite en dosses (chutes de sciage de planches) avec un toit en tôle ondulée, les aînés des enfants possédant leurs propres maisons séparées sur la propriété.

Dans le passé, la famille possédait des vaches et des chèvres mais elles ont toutes été vendues pour acheter de la nourriture et payer des frais de santé. Les deux dernières grossesses de l'épouse ont donné naissance à des jumeaux et l'ont laissée faible et malade, passant un temps considérable à l'hôpital.

Les bonnes années, avant la sécheresse actuelle, la famille prenait habituellement au moins trois repas composés d'*ugali*, de légumes, de maïs, de haricots et occasionnellement de *chapati*. Durant ces périodes, les enfants pouvaient prendre jusqu'à six repas par jour, les rations, des adultes comme des enfants, diminuant durant la longue saison sèche.

Les mauvaises années, comme par exemple les trois dernières, la famille ne prend qu'un seul repas composé de maïs et quelquefois de gruau de maïs.

Cinq membres de la famille occupent actuellement des emplois temporaires dans la zone basse irriguée du village. Leurs rémunérations servent à acheter de la nourriture, couvrir les dépenses de santé et payer les frais de scolarité. La famille diffère le paiement des frais de scolarité jusqu'à ce que les enfants soient expulsés pour défaut de paiement. Ils s'endettent parfois pour payer ces frais de scolarité et en sont réduits, de temps à autres, à sauter des repas pour pouvoir couvrir ces dépenses. La famille compte deux fils ayant quitté le village et qui travaillent également à la tâche. Ils ne sont toutefois pas en mesure d'offrir une quelconque assistance à leurs parents en raison de la modicité de leurs revenus.

Les groupes les plus vulnérables du village sont sans doute ceux qui, parmi les pasteurs masai d'origine ayant vendu leurs terrains, se retrouvent avec un cheptel réduit et ne possèdent pas les compétences pratiques qui leur permettraient de cultiver la terre. Les familles masais ne sont cependant pas toutes pauvres et démunies. En effet, l'une des familles les plus riches du village est masai, mais elle a bénéficié de l'éducation reçue par plusieurs de ses fils qui sont devenus fonctionnaires.

La situation des Masais en tant que groupe paraît très incertaine. Ceux qui se sont convertis à l'agriculture s'en sortent bien, mais les autres font face à une certaine insécurité alimentaire, en particulier en cette période de sécheresse. Le contraste entre deux de ces familles est illustré par les encadrés 5 et 6 aux pages suivantes.

Les pauvres et ceux en voie d'appauvrissement font face à l'absence de pluies en se faisant embaucher pour des tâches rémunérées. Ces emplois se trouvent avant tout dans la zone basse, et consistent en la préparation des terres ou récoltes. Certains gagnent également un peu d'argent en achetant des denrées commerciales qu'ils revendent dans les marchés locaux tels que ceux de Loitokitok ou de Kimana. Il existe donc des sources de revenus au sein du village, mais les salaires sont bas et le travail difficile.

Encadré 5

La famille d'Ole P. est pauvre. Ils ne possèdent pas de terres, ont une seule vache et travaillent à la tâche pour assurer leur subsistance. Leur maison a des murs de terre et un toit de chaume. Ole P. vit avec sa femme et ses 6 enfants dans un groupe d'habitations semblable, à première vue, à tout autre **boma** (habitat groupé) masai habituellement occupé par les membres de la famille étendue. Toutefois, les autres habitants de cette communauté ne sont pas de la « famille » et Ole P. fait remarquer qu'il n'y a quasiment aucun partage de nourriture ni de quoi que ce soit d'autre entre les membres du **boma**. « Ici, nous vivons comme des hyènes », estime-t-il, soulignant que le seul souci de chacun est de remplir son propre estomac en cette période de sécheresse.

La famille travaille pour d'autres dans la zone irriguée. Ils touchent un petit salaire basé sur le nombre de parcelles de tomates ou d'oignons qu'ils préparent ou sont rémunérés sous forme de maïs et de haricots par le propriétaire foncier pour lequel ils travaillent.

Les temps n'ont pas toujours été aussi difficiles. Il y a huit ans, la famille possédait non loin de là plus de 3 hectares de terres dont 40 ares pouvaient être irrigués toute l'année pour produire du maïs et des haricots. Ole P. était suffisamment riche en bovins et en chèvres pour pouvoir vendre des chèvres afin d'engager de la main-d'œuvre pour cultiver ses terres. Toutefois, il a donné ses terres à son frère (en vertu des lois sur les successions, semblerait-il) et son frère est actuellement trop pauvre pour assurer son soutien en retour. Lorsqu'il possédait ces terres, il n'était pas conscient qu'il pouvait gagner de l'argent en plantant des denrées commerciales du type tomates et oignons. Son frère en cultive actuellement mais les rendements sont limités par le manque d'irrigation (le terrain est en « bout » du canal d'irrigation).

Les années qui ont suivi la perte des terres, la famille a subsisté grâce à ses bovins et à ses chèvres mais, au cours des dernières années, les chèvres sont toutes mortes de faim ou de maladie, ce qui a obligé la famille à se tourner vers le travail temporaire pour survivre. Les enfants ne vont pas à l'école – il n'y a pas d'argent pour les frais de scolarité et les livres – et la famille fait face à des décisions difficiles chaque fois que l'un de ses membres tombe malade.

Les Masais ont une vieille coutume consistant à « prêter » des vaches aux foyers les plus pauvres pour la traite. Nous avons demandé à Ole P. si sa famille avait bénéficié d'une telle pratique. Il a répondu que les gens d'ici ne partagent pas de cette manière « parce que le village est un groupe mixte (du point de vue ethnique), pas uniquement masai. Dans les régions masais, où ne vivent que des Masais, ils partagent – si quelqu'un est dans le besoin, il demande – les gens comprennent. Ici, les gens se contentent de copier les habitudes des autres » (autres groupes ethniques).

La famille d'Ole P. vit au jour le jour. Ils mangent au mieux deux repas de maïs et de haricots par jour et, durant la saison sèche, il leur arrive de ne manger qu'une fois par jour. Alors qu'ils avaient l'habitude d'abattre deux à trois chèvres par saison, ils ne mangent actuellement plus de viande du tout. Il n'y a pas de lait et que très peu de légumes.

D'autres poussent jusqu'aux villes frontalières tanzaniennes ou jusqu'à Nairobi à la recherche de travail. Tous les cultivateurs de la zone haute ont exprimé leur frustration à en être réduits à ces options. D'autres stratégies d'adaptation en temps de sécheresse consistent à demander de l'aide à des parents, emprunter de l'argent à des amis, sauter des repas ou obtenir l'aide du gouvernement, de l'Église catholique ou de tout autre organisme non gouvernemental. Cette dernière option est toutefois très limitée. L'adaptation peut également supposer le retrait des enfants de l'école afin d'économiser l'argent des frais de scolarité et des fournitures et, bien que de nombreuses familles l'aient apparemment fait, les sujets interrogés ont insisté sur le fait que cette décision est à éviter à tout prix.

Obstacles à la sécurité alimentaire

Ce qui précède a décrit certains des obstacles s'opposant au renforcement de la sécurité alimentaire à Impiron. En termes de **disponibilité de nourriture**, la principale contrainte rencontrée par les occupants de la zone haute est le manque de pluies, qui a un effet direct sur la quantité de nourriture qu'ils sont capables de produire. Le manque de capacités de stockage semble aussi être un facteur limitant l'amélioration de la disponibilité de nourriture. Bien que la zone basse jouisse de l'effet tampon associé aux canaux d'irrigation en cas de sécheresse, les dégâts des animaux et l'insuffisance de l'eau pour tous ceux qui possèdent ou louent des terres dans cette zone constituent également d'importantes contraintes. Le manque d'eau est lié à la fois au nombre d'utilisateurs et aux pertes d'eau par infiltration. La section sur les leçons principales et les solutions potentielles ci-dessous comprend des renseignements supplémentaires sur les contraintes techniques dans ces zones.

Encadré 6

John P. et son épouse Mary forment une jeune famille masai de classe moyenne. John est originaire du village d'Olchoro, où il est allé à l'école. Après avoir terminé le niveau « standard 7 » en 1976, il a gardé le bétail de son père jusqu'en 1981, lorsqu'il a décidé de se reconvertir à l'agriculture, une activité peu connue parmi les membres de sa tribu masai à l'époque. Avec la permission de son père, John est venu au village d'Impiron où il a loué 60 ares de terrain sur lesquels il a construit une petite case à toit de chaume. Il a épousé Mary en 1986. Ils ont à présent deux enfants.

John sait qu'au regard de la loi il est en droit (comme tous ceux qui occupent une terre pendant 12 ans) de prétendre à un titre de propriété pour ses 60 ares. Toutefois, il en craint les répercussions, dans la mesure où la tradition locale ne reconnaît pas ce droit.

John a récemment construit trois maisons améliorées : une petite maison en terre d'une pièce à toit de chaume (qui fait office de cuisine), une maison de deux pièces à toit en chaume et polythène (qui fait office de chambre à coucher et de salle de séjour) et un troisième bâtiment en terre à toit de chaume (qui sert de magasin). À l'intérieur du magasin se trouvent environ 15 épis de maïs, 3 kg de haricots récoltés dans leur jardin irrigué, deux sacs de charbon achetés par John lorsque son épouse était enceinte et ne pouvait pas aller chercher du bois, ainsi que quelques outils agricoles. John ne cherchera pas d'emploi temporaire aussi longtemps que dureront ces réserves.

En plus de ses 60 ares, John loue 40 ares supplémentaires non loin de là. Sur ce terrain, il fait pousser du maïs et des haricots pour leur propre consommation. Il emploie un ouvrier (jour et nuit), qui gagne 500 shillings kenyans par mois, reçoit sa part de la production, ainsi que sa nourriture quotidienne et ses soins de santé auprès de John. John loue encore 40 ares sur le canal B, où il plante des tomates et des oignons destinés à la vente.

1994, 1995, 1996 et 1997 ont été de mauvaises années pour la famille. Mary et John prennent habituellement deux repas – petit déjeuner avec restes d'**ugali** ou de **githeri**, souper composé de **sukuma wiki** et d'**ugali**. Quelquefois, en fonction des réserves, ils sautent le déjeuner. Ils expliquent non sans fierté qu'ils peuvent assurer à leur fils de deux ans trois repas par jour tout au long de l'année. Le matin et le soir, l'enfant mange des bananes mélangées avec des pommes de terre et du thé (avec un peu de lait), alors qu'en milieu de journée il partage le repas d'**ugali** et de **sukuma wiki** de la famille.

Les moyens d'existence de la famille comptent en outre un commerce à petite échelle, poulets, chèvres et vente de miel. En dépit des difficultés actuellement rencontrées par rapport aux années plus abondantes du passé, John et Mary ont pu s'en sortir durant les périodes de sécheresse grâce à leurs stratégies de diversification et la décision précoce de John de s'engager dans l'agriculture plutôt que dans l'élevage.

L'**accès à la nourriture** est assuré pour de nombreuses familles d'Impiron grâce à l'existence d'emplois rémunérés au sein même du village. Ainsi, même ceux connaissant une situation difficile dans la zone haute ont la possibilité d'aller travailler dans la zone basse. Toutefois, bien que de nombreuses familles s'y résolvent, cette option est vue comme une stratégie d'adaptation en temps de crise, rapidement abandonnée dès que les choses vont mieux. Les autres possibilités de revenu comptent notamment la revente de légumes à petite échelle par ceux qui ne possèdent pas de terres dans la zone basse et le petit commerce du type boutique ou petite affaire en ville. Ces activités ne semblent pas très profitables. Les jeunes ont fait remarquer que le manque de formation sur la manière de gérer une affaire a causé la faillite de nombre de ces entreprises. Parallèlement, ils sentent que le manque d'unité parmi les jeunes gens fait obstacle au développement de petites entreprises susceptibles de profiter à tous. La formation technique qui leur permettrait éventuellement de se développer dans des secteurs tels que la réparation de moteurs, la menuiserie ou la maçonnerie fait également défaut.

Diverses possibilités de revenu existent à l'extérieur du village, dans les villes environnantes et le long de la frontière tanzanienne. Au cours d'une **marche d'exploration**, un groupe d'hommes de la zone haute ont énuméré diverses possibilités de gagner de l'argent à l'extérieur du village, en précisant toutefois qu'elles étaient toutes plutôt incertaines et de courte durée. Par conséquent, on ne sait jamais si on trouvera du travail pour une journée donnée ou durant une semaine particulière. Il arrive que les gens soient sans travail pendant des durées prolongées. Les villageois de la zone haute ont exprimé un grand degré de frustration à ce sujet. Ainsi, si les opportunités existent pour permettre à la majorité de la population de survivre en temps de sécheresse, elles sont chargées d'incertitude.

Par rapport à la situation observée dans la communauté masai voisine d'Oln'gosua, l'équipe a constaté relativement peu de partage entre ménages à Impiron. La population d'Impiron est plus hétérogène et il semblerait qu'il y ait également moins de partage au sein des ménages. Le lecteur est invité à relire les commentaires d'Ole P. au sujet de l'absence de partage au sein de la collectivité (voir encadré 5, page 98). Aussi bien le groupe d'hommes traitant du **profil historique** que les femmes discutant du **diagramme de sécurité alimentaire** ont souligné les tensions associées au partage en période de sécheresse. Les bonnes années, la solidarité existe dans le village et les gens demandent couramment de la nourriture à leurs voisins. En période de sécheresse, ont expliqué les femmes, une famille demandant de la nourriture peut recevoir du maïs et des haricots non cuits la première fois. S'ils reviennent une seconde fois, il se peut qu'ils ne reçoivent que des aliments cuits avant d'être renvoyés chez eux. Par la suite, ils ne recevront plus rien et auront mauvaise réputation auprès des autres villageois. Ainsi, le système de partage disparaît durant la sécheresse.

Les femmes ont également indiqué que les nombreux groupes de femmes subissent de fortes pressions et que nombre d'entre eux échouent sous l'effet de la sécheresse. Malgré tout, un nouveau groupe de douze femmes s'est formé pour mettre leur argent en commun afin d'acheter du maïs (en vrac) à prix réduit. Mais pour l'essentiel, les groupes de solidarité

disparaissent lentement à mesure que la sécheresse tire en longueur. Le partage au sein des familles est compliqué par la question des enfants absents mais qui laissent leurs propres enfants aux grands-parents. Ce phénomène a été observé dans deux des portraits de familles présentés plus haut. Dans les deux cas, les enfants sont soit revenus avec de jeunes enfants à nourrir ou ont disparu en abandonnant leurs enfants à la charge des grands-parents. Ce problème semble très répandu à Impiron alors que les envois de fonds par les enfants d'âge adulte vivant hors du village sont limités. La majorité des familles estimait simplement que ce type d'aide était essentiellement inexistant en raison de l'extrême pauvreté de ceux qui partent chercher un emploi ailleurs. Par conséquent, les ménages accueillant de tels enfants doivent faire face non seulement à leurs propres

besoins, mais aussi à ceux des enfants à charge.

Enfin, l'**utilisation** de la nourriture parmi les enfants est également une préoccupation, dans la mesure où 2 des 5 maladies jugées les plus fréquentes par les femmes ont des conséquences directes sur l'état nutritionnel de l'enfant. Toutefois, les femmes d'Impiron sont relativement expertes en termes de traitement de la diarrhée et autres maladies. L'équipe a eu l'impression que nombreux étaient ceux qui avaient reçu des conseils éducatifs sur la santé avant de venir au village.

Principaux résultats d'intérêt potentiel pour la planification

Comme nous l'avons indiqué plus haut, les questions de planification seront

principalement abordées dans le cadre de futurs PRA. Toutefois, un certain nombre de points essentiels ont été dégagés de cette étude et présentés à la collectivité afin de commencer à susciter une réflexion plus approfondie dans ces domaines. Lors de leur présentation, ces résultats ont été discutés en termes de perspectives offertes aux villageois et d'obstacles rencontrés, plutôt que de solutions à leurs problèmes. Par exemple, plutôt que de déclarer que les villageois doivent planter des arbres ou adopter des techniques d'agriculture biologique, l'observation a été présentée en termes de déclin de la couverture végétal et d'appauvrissement des sols. L'objet était de préparer le terrain à de futurs exercices de planification et d'éviter d'imposer des solutions proposées par l'équipe extérieure.

La seconde phrase de l'Observation n°4 ci-dessous représente une exception à cette règle. Elle a été incluse parce que les villageois ont

Classement par les femmes des problèmes de santé des enfants			
Maladie	La plus crainte	La plus fréquente	La plus chère à traiter
Rougeole	1		
Kwashiorkor			
Tuberculose	5		1
Gale			4
Varicelle			
Maladie vénérienne	2	3	3
Maladie des yeux		4	7
Otitis			6
Paludisme	3	1	2
Pneumonie	4	2	
Teigne			
Ténia			
Aoûtats			
Dermatoses			4
Oreillons			

souvent discuté de systèmes de réseaux de conduites d'irrigation mais semblaient peu informés sur les coûts ou la faisabilité technique d'une telle solution. En dépit du fait qu'elles puissent paraître un peu générales, l'équipe estime que ces observations constituent une bonne base pour les discussions à venir et qu'elles rendent compte des principales questions liées à la sécurité alimentaire dans le village (les observations ne sont présentées dans aucun ordre, de priorité ou de besoin, particulier).

Observation n°1

Il y a des signes évidents de dégradation de l'environnement liés à une carence de couverture végétale et à un appauvrissement des sols.

Observation n°2

Les sécheresses sont des phénomènes cycliques apparemment inévitables et leurs effets sur la sécurité alimentaire sont aggravés par :

- a. le fait de dépendre d'intermédiaires pour la vente des produits, ce qui fait baisser les prix ;
- b. la faible diversité de denrées adaptées à la sécheresse cultivées ;
- c. le peu de report de réserves alimentaires d'une année sur l'autre ;
- d. la rareté des sources de revenu de substitution.

Observation n°3

Les problèmes de santé des enfants les plus courants peuvent être évités et ont des conséquences directes sur leur état nutritionnel.

Observation n°4

Certaines familles de la zone basse n'ont pas accès à l'eau d'irrigation mais il est possible d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'eau et donc d'intensifier l'exploitation des terres. Nous avons émis des réserves quant à la viabilité d'un réseau de conduites d'irrigation.

Observation n°5

Les problèmes de financement d'une éducation primaire et secondaire se sont nettement aggravés sous l'effet de la sécheresse prolongée ; le taux de fréquentation de l'école a diminué.

Discussions préliminaires des solutions

Des solutions potentielles à certains de ces problèmes ont été débattues au sein de l'équipe et les futures discussions avec la collectivité porteront sur les points ci-dessous. Il convient de noter que le village d'Impiron a déjà évalué certaines de ces solutions. Tout DRP à venir s'attachera à analyser de façon plus systématique les possibilités et les obstacles associés à la résolution des problèmes identifiés.

1. **Eau.** L'un des principaux domaines de préoccupation des villageois des deux zones est l'eau. Dans la zone haute (non irriguée), la première priorité est la consommation domestique, étant donné les distances à parcourir pour chercher de l'eau à l'une des sources. La consommation domestique d'une eau provenant d'une source protégée est également un sujet de préoccupation des habitants de la zone basse. Nombre de ceux qui vivent dans cette zone consomment de l'eau tirée de l'un des canaux

d'irrigation. Cette eau est de qualité douteuse en raison de la pollution par les pesticides et les animaux.

Dans les deux zones, la consommation d'une eau mieux protégée pourrait nécessiter, tout d'abord, de protéger les sources puis d'envisager comment l'eau de source peut être distribuée aux ménages des deux zones. Comme nous l'avons déjà indiqué, une étude est en cours concernant le prélèvement d'eau sur le pipeline l'Olturesh et son acheminement jusqu'au village pour la consommation domestique. Bien que ce projet vise à répondre aux besoins de la zone haute, une dérivation est envisagée pour fournir de l'eau potable à la zone basse. Le droit de raccordement nominal a déjà été payé mais l'équipe de recherche estime qu'une analyse complète des coûts de ce projet est nécessaire et que d'autres options (utilisation des sources existantes, par ex.) devraient également être étudiées. En outre, il semblerait que règne une certaine confusion au sujet du réseau de distribution projeté. Certains villageois sont convaincus que le pipeline pourrait également servir à l'irrigation de la zone haute. L'équipe doute de la faisabilité d'un tel projet et la question devra être éclaircie lors de prochaines réunions.

Si la consommation domestique est un sujet de préoccupation, l'amélioration de l'usage de l'eau pour l'irrigation de la zone basse est un second domaine à approfondir. Actuellement, une quantité importante d'eau est perdue par infiltration, ce qui réduit les durées pendant lesquelles les différents propriétaires de terres ont le droit d'accéder à l'eau pour irriguer. Comme nous l'avons indiqué précédemment, certaines familles de la zone basse n'ont actuellement aucun accès à l'eau d'irrigation (ayant vendu leurs droits avec d'autres parcelles). Quoi qu'il en soit, les possibilités d'améliorer les canaux d'irrigation pour augmenter leur débit et permettre un usage plus étendu et plus intensif de l'eau sont bien réelles. Le projet ASAL (Arid and Semi-Arid Lands) du gouvernement kenyan propose de tapisser les canaux existants d'un revêtement imperméable, les villageois couvrant 50 % des coûts. Un examen plus approfondi serait nécessaire pour déterminer pourquoi ce projet n'a pas encore démarré.

- 2. Commercialisation.** La commercialisation des produits cultivés dans les zones haute et basse constitue également un domaine de travail potentiel. Les questions de commercialisation sont plus pressantes dans la zone basse en raison de son plus grand potentiel en matière de cultures commerciales. Les villageois de cette zone ont déjà connu l'échec d'une coopérative de vente qui leur aurait éventuellement permis d'obtenir de meilleurs prix pour leurs produits. Par conséquent, ils hésitent à envisager une coopérative à l'heure actuelle. Parallèlement à cela, plusieurs villageois de cette zone possèdent et exploitent des véhicules de transport. L'équipe suggère un examen plus approfondi des obstacles actuels à l'action coopérative. Le rôle de futurs intervenants extérieurs pourrait relever de l'organisation de la collectivité ou de la formation de ses membres aux notions élémentaires de gestion d'entreprise et de comptabilité dans la mesure où les carences dans ces domaines par le passé ont très vraisemblablement contribué à l'échec de la coopérative. Dans la zone haute, les problèmes de commercialisation concernent notamment la réticence ou l'incapacité des cultivateurs à entreposer leurs surplus de production alimentaire après la récolte afin d'attendre la remontée des

cours mais aussi de pouvoir consommer une plus grande part de leur propre consommation tout au long de l'année. Ceci soulève la question des méthodes de stockage des denrées commerciales comme le maïs et les haricots. Actuellement, le stockage par les exploitants est très limité et il n'y a aucune infrastructure collective de stockage des céréales. Ceci signifie que le report de réserves d'une saison à l'autre est limité et la vente des récoltes a lieu au moment le moins favorable de l'année, lorsque les cours sont au plus bas. L'équipe estime que le stockage est une notion qui mérite d'être étudiée par les villageois des deux zones.

- 3. Amélioration des espèces cultivées et préservation des sols.** Dans les deux zones, la faible diversification en faveur de cultures vivrières xérophiles (résistantes à la sécheresse) et le manque d'investissement dans la préservation des sols constituent des menaces à long terme pour la sécurité alimentaire. La préférence presque exclusive accordée au maïs et aux haricots a signifié, pour l'essentiel, l'absence de toute récolte de denrées alimentaires dans la zone haute depuis trois ans. Des espèces vivrières moins exigeantes, telles que le manioc, pourraient permettre une certaine production de denrées de base même durant les périodes peu arrosées telles que celle qu'a connue la région au cours des trois dernières années.

Si la diversification des cultures élargit l'éventail des options disponibles en période de sécheresse, les problèmes d'appauvrissement des sols dans la zone basse et d'érosion dans la zone haute constituent une menace pour la durabilité de la production à long terme. L'emploi abusif d'insecticides, la brièveté des cycles de rotation et l'absence d'arbres et de cultures fixatrices d'azote dans la zone basse créent un risque important de chute progressive des rendements de production. Alors qu'une part importante des riches terres de la zone haute est actuellement cultivée, le manquement à replanter des arbres en guise de brise-vent fait apparaître des problèmes d'érosion. L'éducation de base et l'incitation à l'adoption de mesures de préservation dans ce domaine constituent donc également un domaine d'investissement potentiel.

- 4. Renforcement des activités créatrices de revenu.** La majorité des perspectives de planification mentionnées plus haut concernent la production alimentaire, et donc la disponibilité de nourriture. L'accès à la nourriture peut être amélioré par le développement d'autres sources de revenus. Ceci est toutefois freiné par le manque de crédit financier, quoique, compte tenu de l'importance de la production de denrées commerciales dans le village, le développement d'une structure locale de vente des légumes semble être un domaine ne demandant qu'à être exploité. Ce sont les jeunes de la zone haute qui affichent le plus grand intérêt envers d'autres formes de revenu et ont exprimé un besoin non seulement en capital de départ, mais également en formation de base à la gestion et à la comptabilité. Ils estiment également que certaines formations techniques particulières dans la menuiserie, la métallurgie et la mécanique, par exemple, pourrait leur offrir des perspectives supplémentaires. Les possibilités d'amélioration du revenu des jeunes pourraient être examinées plus en détail.

Parallèlement, il importe de se soucier de la capacité des villageois à envoyer leurs enfants à l'école. La diversification vers d'autres formes

d'activités rémunérées dépend du niveau de formation mais de nombreuses familles éprouvent des difficultés à continuer d'envoyer leurs enfants à l'école, compte tenu notamment de leurs très bas niveaux de revenus durant les années de sécheresse. Le problème ne se situe pas au niveau des convictions vis-à-vis de l'éducation. Les futures activités de planification devront réfléchir à une solution collective au problème du coût de l'éducation (frais de scolarité, uniformes, livres et matériels). La question de l'utilisation (biologique) de l'alimentation ne semble pas être un problème majeur à Impiron.

Ces domaines de planification concernent essentiellement la sécurité alimentaire à long terme. Si les villageois ont subi une série de mauvaises récoltes auxquelles ils ont survécu grâce aux stratégies d'adaptation détaillées plus haut, il est toutefois indéniable que diverses mesures pourraient être adoptées pour améliorer la sécurité alimentaire, même en période difficile. La situation géographique du village dans une zone semi-aride signifie que les sécheresses périodiques sont inévitables. Toutefois, l'équipe de recherche est convaincue qu'il est possible d'améliorer la sécurité alimentaire en dépit des contraintes climatiques. ***La diversification en faveur d'activités ou produits agricoles nouveaux semble être un dénominateur commun. L'amélioration de l'accès à la nourriture grâce à de meilleures activités rémunératrices en est un autre. Ce point dépendra largement du développement d'une population mieux éduquée.***

Conclusion et étapes suivantes

À l'issue de la phase de recherche, l'équipe est revenue à Impiron pour partager ce qu'ils avaient appris avec les villageois et discuter de l'étape suivante. Force a été de constater que, en dépit de ses efforts constants à minimiser les attentes durant le processus de recherche, les villageois s'attendent à ce qu'on leur présente un ensemble de solutions lors du partage des résultats. Les principales leçons dégagées ont été débattues, mais l'équipe s'est gardée de suggérer quelles questions devaient être abordées en premier ou quelles étaient des solutions possibles. Au contraire, elle a proposé aux villageois d'entamer un processus d'établissement de priorités et un dialogue permanent au sein de la collectivité. Elle s'est engagée à apporter son aide à la collectivité pour animer ces discussions au besoin.

La paroisse et le diocèse se sont engagés à revenir avant quatre mois pour poursuivre le processus de planification. Catholic Relief Services a offert ses services pour l'assistance technique et l'animation de groupes. En partageant les leçons apprises, l'équipe a cherché à poursuivre le dialogue entamé avec les villageois durant la phase de recherche. Les villageois ont estimé que l'étude avait mis en lumière de nombreux problèmes dont ils étaient déjà conscients, mais d'une façon permettant une discussion plus claire sur la façon de les résoudre. Si les villageois ont fait part de leur déception face au fait que l'équipe ne leur soit pas revenue avec un ensemble de solutions et des projets d'intervention, ils ont malgré tout accepté d'évaluer ensemble les questions les plus urgentes et de se préparer à discuter de solutions possibles lors des réunions à venir.

Annexes

Annexe 1

Programme des activités à Impiron			
Date/Heure	Activité	Membres de l'équipe	Participants du village
17 mars lundi matin	Protocole et explications	Équipe au complet	70 à 100 hommes et femmes
17 mars lundi après-midi	Plan du village	Équipe au complet	70 à 100 hommes et femmes
18 mars mardi matin	Marche d'exploration avec des hommes (zone haute)	Robb, Peter	4 hommes (3 jeunes)
	Marche d'exploration avec des hommes (zone basse)	Kiny, Philip	4 hommes
	Diagramme de Venn avec des femmes	Elias, Joakim, Helen,	25 femmes (tous âges)
18 mars mardi après-midi	Marche d'exploration avec des femmes (zone haute)	Priscilla, Florence	4 femmes
	Diagramme de Venn avec des hommes	Elias, Joakim, Helen, Priscilla, Florence Philip, Kiny, Peter, Robb	15 hommes
19 mars mercredi matin	Approfondissement du plan (début)	Joakim	3 à 6 hommes et femmes
	Organigramme sécurité alimentaire (hommes)	Hommes – Elias, Philip, Kiny, Robert	15 hommes
	Organigramme sécurité alimentaire (femmes)	Femmes – Peter, Florence, Priscilla, Helen	20 à 25 femmes
19 mars mercredi après-midi	Calendrier de consommation (hommes)	Robb, Kiny, Elias, Philip, Peter	14 hommes
	Visites de femmes à domicile pour parler de la richesse	Florence, Helen, Priscilla	2 domiciles
	Approfondissement du plan (fin)	Joakim	2 jeunes hommes
20 mars jeudi matin	Calendrier de consommation (femmes)	Peter, Priscilla, Florence	27 femmes
	Calendrier de consommation (hommes) dans la zone basse	Robb, Joakim, Kiny	9 à 13 hommes
	ISS* avec l'agent vétérinaire	Philip	Immaculata Gathoni
	Profil historique (début)	Elias, Helen	5 hommes âgés

* Interview semi-structurée

(suite page suivante)

Annexe 1 (suite)

Programme des activités à Impiron			
Date/Heure	Activité	Membres de l'équipe	Participants du village
20 mars Jeudi après-midi	Analyse préliminaire	Équipe au complet	Néant
21 mars Vendredi matin	Classement santé et Venn santé	Florence, Helen, Priscilla	13 femmes
	ISS avec un agent agricole	Philip (avec Kiny)	Peter Kimani
	Activités et classement des problèmes des jeunes	Peter, Joakim	9 à 15 jeunes gens
	Profil historique (fin)	Elias, Bernard	6 à 10 hommes âgés
21 mars Vendredi après-midi	Entretiens avec des ménages en trois groupes	Florence, Philip, Joakim, Elias	épouse d'une famille pauvre
		Peter, Priscilla, Bernard	2 frères d'une famille pauvre
		Kiny, Robb, Helen	5 membres d'une famille moyenne
22 mars Samedi matin	Entretiens avec des ménages en trois groupes	Helen, Robb, Kiny	1 homme chef d'une famille pauvre
		Florence, Philip, Joakim	1 femme chef d'une famille pauvre
		Peter, Elias, Priscilla	époux et épouse d'une famille moyenne
22 mars, samedi après-midi	Retour à Loitokitok	Équipe au complet	
23 mars, dimanche	Journée de repos à Loitokitok		
24 mars, lundi	Analyse de toutes les données en équipe	Équipe au complet	
25 mars, mardi	Préparation du compte-rendu pour les villages et représentants de l'État	Équipe au complet	
26 mars, mercredi après-midi	Compte-rendu devant les villageois à Impiron	Équipe au complet	80 villageois environ

En plus de chacune des activités quotidiennes, l'équipe se réunissait chaque matin pour préparer la journée, décider quelles activités seraient effectuées, de quelle manière elles seraient menées, qui les dirigerait et qui serait responsable de la prise de notes et de la suppléance. L'équipe se réunissait chaque soir pour passer en revue les activités et les objectifs de recherche.

Annexe 2

Profil historique d'Impiron

- 1962-3** • Sécheresse prolongée qui a tué quasiment tout le cheptel et quelques personnes. Les populations locales ont bénéficié d'une aide alimentaire du gouvernement acheminée par avion. L'année est connue sous le nom de « **loari lo inkamirika** » – les sacs de nourriture provenaient des États-Unis
- 1964** • Pluies abondantes – des gens commencent à cultiver la région d'Impiron
• Des éléphants détruisent les cultures dans les champs
- 1965** • Élection opposant Iserui et lnyangus
- 1966** • La fièvre aphteuse tue le bétail
- 1971** • Les terres irriguées (village bas) sont distribuées entre des particuliers
• Les bénéficiaires sont des arpenteurs de l'État, gardes-chasse et anciens du village
• L'Africa Inland Church (AIC) démarrée à Impiron est la première église du village
- 1972** • Les ranchs collectifs commencent à accepter des membres
- 1973** • Les premières maisons modernes à toits de zinc sont construites
• Le premier comité d'attribution de l'eau est formé dans la zone irriguée
• Nouvelles arrivées dans la zone irriguée
- 1974** • Sécheresse « **olari loimorrngoni** » (année de la pomme de terre). Les gens d'Impiron vont travailler à la tâche en Tanzanie pour la récolte des pommes de terre. Aide alimentaire de l'Église catholique et du gouvernement
• Des buffles saccagent les exploitations agricoles
- 1978** • Introduction d'une race bovine améliorée
• Introduction de nouvelles techniques d'irrigation (formation)
• Premier calendrier d'attribution de l'eau (rationnement) dans la zone irriguée
• L'Église catholique construit une école maternelle
• Décès de Jomo Kenyatta
- 1979** • École primaire Shapihsina construite dans le village par feu le parlementaire du même nom
- 1980** • De nombreux propriétaires (Masais) commencent à vendre leurs terres pour 2250 shillings kenyans l'hectare dans la zone haute
- 1981** • « **Mashamba mapya** » (fermes nouvelles) – bornage de délimitation des parcelles pour établir les titres de propriété
• Des animaux sauvages saccagent de nombreuses exploitations – un problème récurrent
• Premières installations dans la zone non irriguée (zone haute)
- 1982** • Démarrage de la première pépinière
• Récolte de haricots moyenne
- 1983** • Récolte exceptionnelle (maïs et haricots)
• Production de haricots : 20 à 30 sacs (90 kg) par hectare pour la première saison et 15 à 20 sacs pour la seconde saison
• Production de maïs : 12 à 37 sacs (90 kg) par hectare
- 1984** • Sécheresse – cultures perdues, pas de récolte ; assistance de l'Église catholique
• Aggravation du paludisme

Annexe 2

Profil historique d'Impiron (suite)

- 1985** • Récolte moyenne
- 1986-87** • Bonnes récoltes dans d'autres endroits mais des animaux nuisibles détruisent le maïs et les haricots de certaines familles locales
- 1987** • Démarrage de la seconde pépinière
- 1989** • Grande saison des pluies normale et bon début de saison. Petite saison des pluies trop limitée
- 1990** • Introduction de l'âne de labour (peu utilisé actuellement)
 - Introduction des charrettes à âne
 - Une partie des haricots détruite par les fortes pluies
- 1992-93** • « *Olari loikarick* » – fortes pluies, les gens ont suffisamment à manger
- 1993** • Invasion des exploitations et destruction des pâturages par la chenille légionnaire
- 1994-97** • Sécheresse, pas de récoltes ; assistance de l'Église catholique, de World Vision et du gouvernement